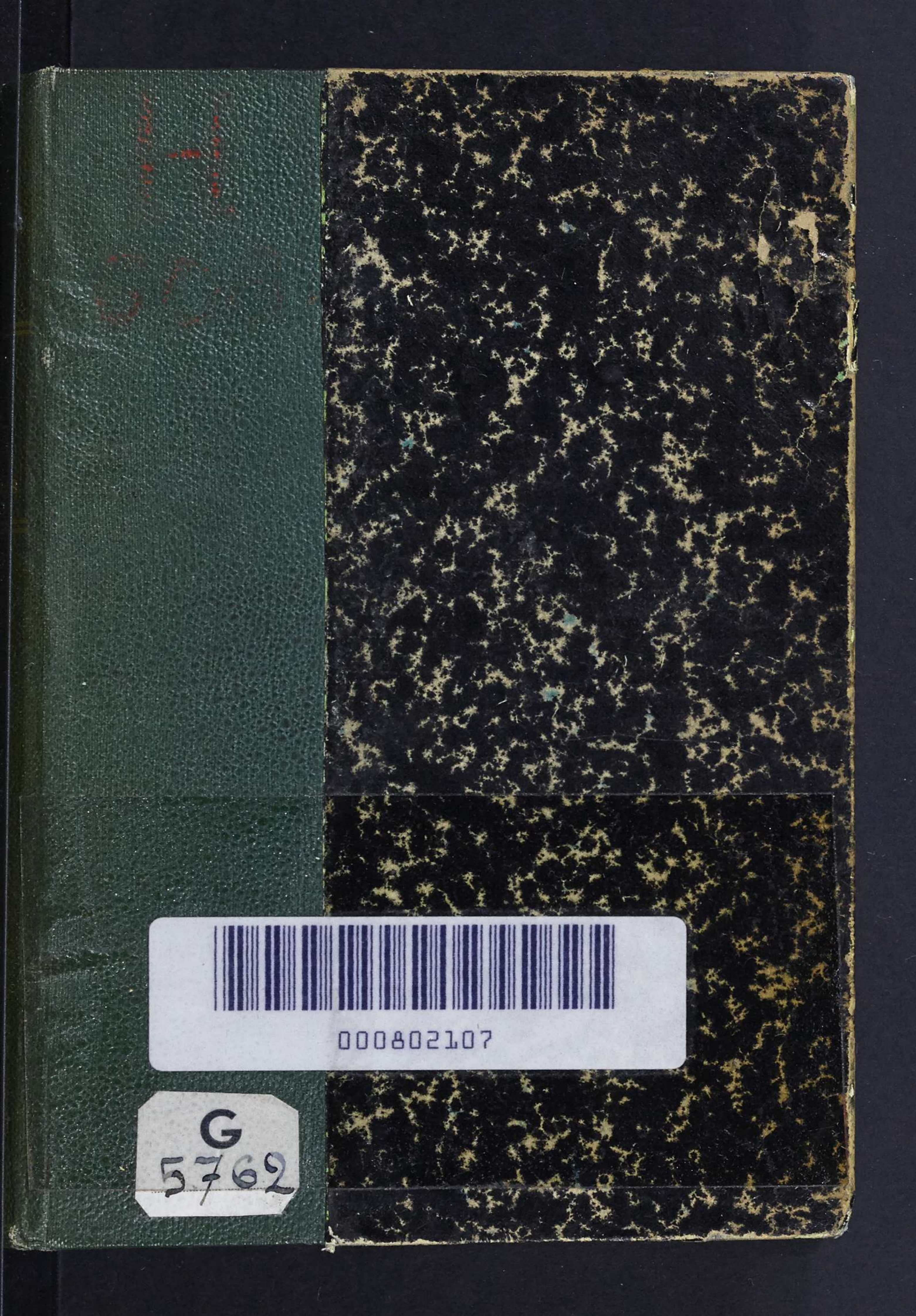


à Monsieur A. Sorel
son tout dévoué
Raoul Marmey

ÉTUDES HISTORIQUES

ET

DIPLOMATIQUES

COULOMMIERS
Imprimerie Paul Brodard.

FRANCIS CHARMES

ÉTUDES HISTORIQUES

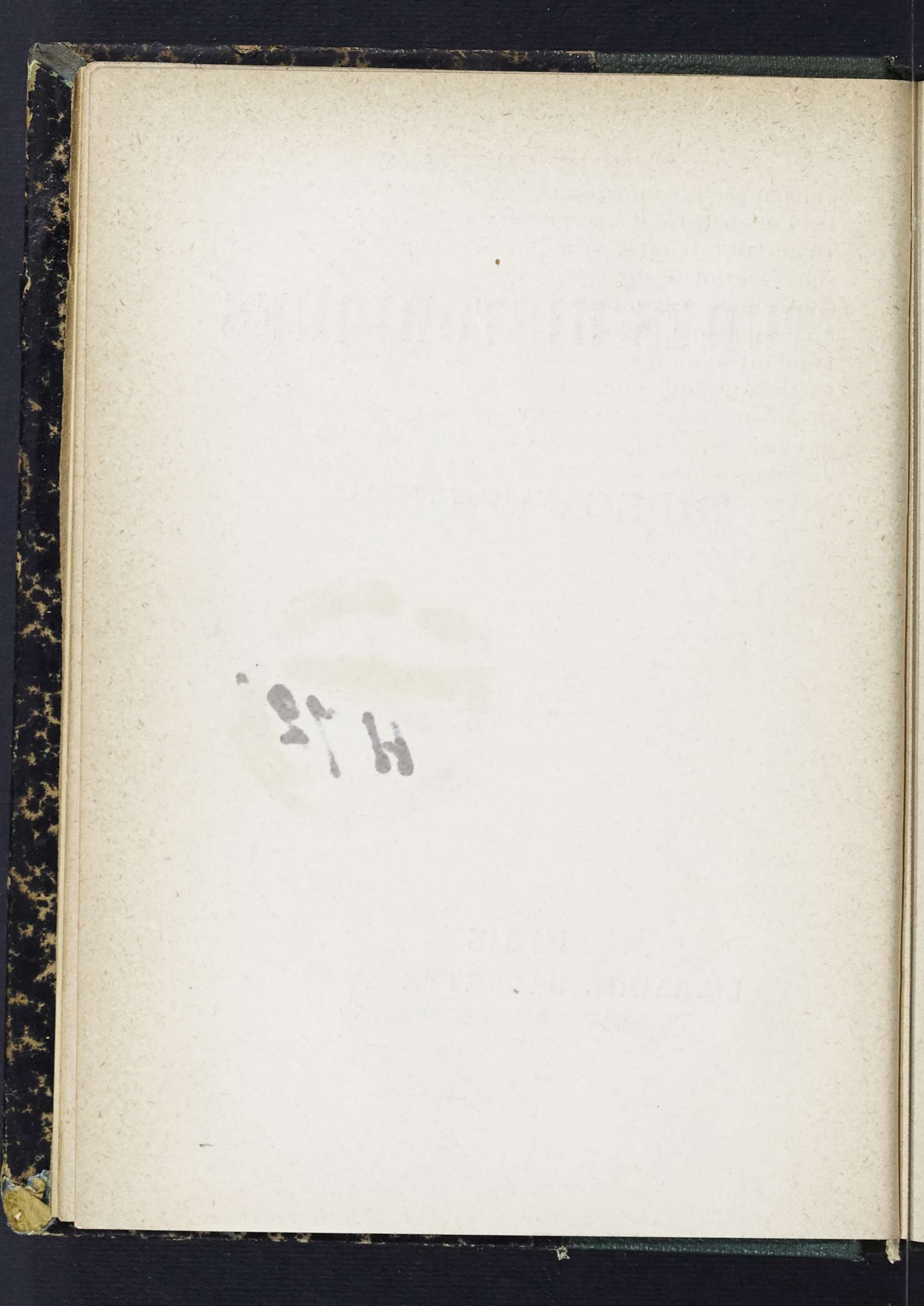
ET

DIPLOMATIQUES



PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1893



AVANT-PROPOS

Ce livre n'a pas besoin de préface. Il me serait d'ailleurs difficile de lui donner rétrospectivement une unité qu'il n'a pas et ne saurait avoir, car il ne se compose que d'articles de journaux, ou plutôt de journal. Ils ont tous paru dans les *Débats*. M. Renan a dit quelque part qu' « un littérateur qui se respecte doit n'écrire que dans un seul journal ». J'ai suivi ce prétexte, qu'il s'est contenté de poser en souriant. Peut-être faut-il attribuer le mérite de cette fidélité à mon vieux maître, M. de Sacy, qui a contribué plus que personne à former mon style, mon goût et mon jugement, et auquel je dois tout ce qu'il peut y avoir de bon en moi. M. Renan aussi l'avait connu et aimé, et, parlant de lui dans un de ses derniers livres : « Le *Journal des Débats*, disait-il, était pour M. Ustazade (de Sacy) une vraie religion, et il ne négligeait rien pour me l'inculquer. C'est à lui que je dois cette idée profondément enracinée en moi, que, pour aucune raison au monde, on ne quitte le *Journal des Débats*. Il me contait à ce sujet de terribles histoires. M'énumérant ceux qui, par un égarement quelconque, avaient abandonné le journal, il me

prouvait que tous avaient mal fini. L'un était tombé en des erreurs financières; un autre dans des erreurs sociales; un troisième dans une opposition désastreuse; puis, tous, d'erreurs en erreurs, étaient tombés dans la démagogie, et de la démagogie dans la misère, qui est vraiment la mort et la cessation de la vie. »

On comprend que je n'aie pas voulu m'exposer aux conséquences d'un aussi redoutable anathème; mais ceux qui connaissent notre vieille maison, l'esprit qui y persiste à travers tant de renouvellements, la sûreté des rapports qui s'établissent entre tous les rédacteurs et les amitiés qui en résultent, le comprendront mieux encore. Une même manière de penser et de sentir est le meilleur et aussi le plus solide des liens. J'ai dit que les travaux qui suivent n'ont pas entre eux d'unité : pourtant ils en ont une dans le sentiment commun qui les inspire, et qui est fait, je l'espère du moins, de bon sens, de modération et de sérieux. S'il en est autrement, j'ai été bien indigne du milieu dans lequel j'ai passé ma vie.

La plupart de ces études sont des travaux d'occasion. C'est à propos d'un livre qui venait de paraître qu'elles ont été écrites. Elles ont, toutefois, un caractère assez personnel pour que j'aie cru pouvoir les réunir et les donner au public comme des œuvres en partie originales. Quelques amis m'y ont encouragé. Peut-être se sont-ils fait illusion et ne leur ai-je pas assez résisté. Après de

longues années de journalisme, j'ai cédé, suivant l'exemple de beaucoup d'autres, à la tentation de tirer de l'oubli, ou d'essayer d'en tirer une très faible partie de ce qu'il a englouti déjà. Le journaliste meurt tout entier toutes les vingt-quatre heures. Il en est bien peu qui n'aient pas cherché, à mesure que l'âge arrive, à faire revivre au moins quelques-unes de tant de feuilles mortes : il est vrai que moins encore l'ont tenté avec succès.

Le morceau le plus étendu de ce volume est extrait du *Livre du centenaire du Journal des Débats*. Il résume l'histoire, non seulement du journal, mais du parti républicain modéré, dans les années de lutte pour la fondation de la troisième République. On y retrouvera la physionomie, que je crois exacte, de ces temps agités, troublés, mais pleins de vie et de confiance heureuse, qui ont été vraiment l'âge héroïque de notre parti. Les années qui ont suivi ne mériteraient sans doute pas la même épithète : elles ont vu trop de défaillances. Bien des fautes ont été commises ; bien des ardeurs généreuses se sont éteintes et amorties ; le temps aussi a fait son œuvre sur la plupart des témoins ou des acteurs de cette époque, et les meilleurs même ont disparu. Nous avons traversé des jours sans flamme et sans lumière. Il faut espérer que des générations nouvelles ranimeront les énergies latentes de notre caractère national. Elles trouveront terminée l'œuvre que nous avions entreprise, et qui consistait à donner à la France un gouver-

nement. Cette question réglée permet d'en aborder d'autres. Notre conviction profonde est que nous ne nous sommes pas trompés il y a vingt ans en travaillant de notre mieux à la fondation de la République, et chaque jour nous donne raison avec plus d'évidence. Mais c'est un grand avantage pour les générations qui arrivent maintenant à la vie politique de trouver résolue cette question inévitable et de n'avoir pas à y user leurs forces. D'autres tâches, assez grandes, leur restent à remplir. Il suffira de lire les pages que j'ai consacrées à l'histoire diplomatique du second Empire — et même du premier — pour se rendre compte de tout ce que nous avons encore à réparer.

J'ai terminé ce volume par quelques articles biographiques sur des amis, des collaborateurs et des maîtres qui ne sont plus. Bersot, qui aimait ce genre d'articles, me disait un jour : « Il faut enterrer nos morts ». C'est une piété qui leur est due, et l'accomplissement de ce devoir, s'il n'est pas sans mélancolie, n'est pas non plus sans quelque douceur. Il semble qu'on se sépare moins vite et moins complètement de ceux qu'on a perdus. Quelques-uns d'ailleurs sont de ceux dont le souvenir nous accompagnera toujours.

Francis Charmes.

ÉTUDES HISTORIQUES

ET

DIPLOMATIQUES

ARISTOPHANE

A PROPOS D'UN LIVRE DE M. ÉMILE DESCHANEL

Personne n'ignore dans quel temps et au milieu de quelles circonstances Aristophane a composé ses comédies; mais, pour y prendre tout le plaisir qu'elles peuvent donner, il ne suffit pas d'avoir une connaissance superficielle de l'histoire des Athéniens pendant la guerre du Péloponèse, ni de leurs coutumes et de leurs mœurs; il faut en avoir une connaissance profonde, portant aussi bien sur les détails que sur les choses générales. C'est pour cela qu'un guide est souvent nécessaire et toujours utile dans la lecture d'Aristophane. Nous n'en connaissons pas de plus aimable que M. Deschanel, de plus vif d'allures, de mieux instruit de ce dont il parle, de plus prompt aux rapprochements ingénieux, imprévus, lumineux, ni de plus sûr dans ses appréciations. Avant d'être un homme politique, M. Deschanel était un charmant conférencier,

un professeur habile, un écrivain spirituel. Il lui a plu de s'essayer dans un nouveau genre : nous lui souhaitons d'y réussir aussi bien. Quoi qu'il en soit, il nous reste de ses anciens travaux des livres pleins d'érudition et d'esprit : relisons-les, ils le méritent. Celui-ci est des meilleurs, un de ceux qui instruisent davantage en amusant le plus. Quel sujet, d'ailleurs ! Ne suffirait-il pas de raconter chacune des comédies d'Aristophane pour donner de la vie à un livre? M. Deschanel raconte, commente, traduit, et ses traductions ont le mouvement et la verve de la scène. Il met chaque chose en son jour, l'explique et la fait sentir. Pour ceux qui ne savent pas le grec ou ne le lisent pas couramment — et ils sont, hélas! fort nombreux, — l'ouvrage de Deschanel est presque indispensable. La traduction pure et simple d'un poète dramatique est à son œuvre elle-même ce qu'est à un opéra le libretto qui en donne les paroles. Elle est bien loin de suffire pour faire pénétrer un profane dans le secret du dieu. Aussi, lorsqu'on ne peut pas lire un auteur dans le texte, est-il bon d'avoir quelqu'un qui vous le lise, qui vous avertisse aux bons endroits, qui vous aide aux passages obscurs; et c'est précisément ce qu'a fait M. Deschanel dans ses *Études sur Aristophane*.

I

Ces études sont originales et vraiment nouvelles. Non pas qu'Aristophane ne fût pas connu et bien connu longtemps avant M. Deschanel, mais on ne l'avait pas encore soumis complètement à cette analyse mêlée de jugements qui est la méthode de la critique moderne. Peut-être a-t-on étudié Ménandre plus encore qu'Aris-

tophane. Est-ce curiosité plus ardente pour un auteur dont il ne nous reste presque rien? Est-ce parce que Ménandre a frappé de préférence l'imagination des Romains et que les comiques latins se sont inspirés de lui au point de le copier? Est-ce plutôt parce que Ménandre n'a pas servi de modèle seulement aux Latins, mais à nous-mêmes, et qu'il a vraiment créé le genre que depuis on s'est contenté de reproduire fidèlement? Il n'en a pas été de même d'Aristophane; il est resté le seul de son espèce; il n'a pas eu d'école, il n'a pas de descendants légitimes. Après lui, rien de semblable à lui. Et d'abord la comédie romaine n'est presque jamais intervenue dans la politique. Cneius Nœvius, qui avait essayé de mettre sur le théâtre des opinions ou des passions réservées à la tribune aux harangues, a été persécuté et exilé. Plaute et ceux qui sont venus ensuite ont profité de son expérience et se sont bien gardés de la renouveler. Chez les nations modernes, la comédie est restée presque toujours ce qu'elle était à Rome, c'est-à-dire une étude de mœurs. En Grèce seulement, et pour un temps qui n'a pas été long puisque Aristophane y a survécu, la comédie a été l'arme la plus terrible et la plus puissante du pamphlétaire. Toutes les questions politiques qui s'agitaient dans la cité, la paix, la guerre, les problèmes sociaux, le rôle et les droits de la femme, les querelles et les disputes littéraires et mille autres encore, Aristophane les a débattues librement sur la scène, au milieu des fêtes de Bacchus. De là l'incroyable licence de ses comédies, et aussi le désordre et les défauts de composition qu'on y remarque.

Dans ces pièces, en effet, où il y a tant de verve, de mouvement, de personnages, on chercherait en vain ce que nous appelons aujourd'hui une action; on y

chercherait plus vainement encore ce qu'on appelle un *caractère*. *L'action*, au lieu de se développer à travers des péripéties qui préparent le dénouement et le font attendre avec un intérêt croissant, se compose d'une multitude d'incidents divers qui concourent, il est vrai, à produire une même impression, mais qui se coupent et s'embrouillent comme en un vrai labyrinthe. Par exemple, si Aristophane veut, dans les *Acharniens* ou dans la *Paix*, nous montrer les horreurs de la guerre et les avantages de la paix, il procédera par une série de scènes courtes et vives, sans lien entre elles, dont les unes représenteront les désastres de la guerre, et les autres les douceurs de la paix. Il est riche en imaginations de tout genre, gracieuses, poétiques, touchantes, grotesques, ordurières, et il passe des premières aux secondes, des secondes aux dernières, sans se donner la peine de chercher une transition. La guerre désole la Grèce : voici un laboureur qui a perdu ses bœufs et qui se lamente misérablement. Voici un amoureux qui voudrait bien rester auprès de sa maîtresse et qui le fait comprendre très drôlement! etc., etc. La paix revient enfin : voici la procession du fabricant d'aigrettes, du fabricant de cuirasses, du fabricant de casques ou de lances, du général en disponibilité, qui tous se lamentent et se désespèrent. Voici, en revanche, le fabricant de faux ou de charrues qui se réjouit! Les bons repas, la gaieté, l'amour font leur rentrée bruyante sur le théâtre. Quels chants joyeux! quels ballets enivrants! Il y a là une série de scènes qui concourent au même but, qui ont pour objet de nous faire aimer la paix et détester la guerre; mais où sont le lien qui les unit et la logique qui les distribue? Il n'y en a pas. Tout cela se succède à la manière des tableaux dans nos revues modernes. C'est le procédé

ordinaire d'Aristophane. Son génie est une corne d'abondance où fourmillent des inventions en nombre incalculable; il la verse et la secoue sur le théâtre, avec la fougue étourdie d'un prodigue, et tous ces enfants ailés prennent leur vol après avoir un moment tournoyé autour du magicien. Quelle fécondité, d'ailleurs, et quel éclat! Il a fallu des circonstances absolument uniques dans l'histoire, et un homme unique aussi peut-être, pour donner naissance à ces chefs-d'œuvre immortels, mais inimitables.

Depuis, on a compris la comédie d'une autre manière et on a bien fait. De même que la tragédie est le developpement d'une passion, la comédie est le développement d'un caractère. Il y a aussi des tragédies, des drames et des comédies dans lesquels les caractères comptent peu et sont dominés, entraînés par la logique d'une aventure terrible ou comique. Aristophane échappe à toutes ces nomenclatures et à telles autres que l'on pourrait faire. Si l'action est chez lui faible ou nulle, les caractères y sont encore plus insignifiants. Aucun de ses personnages ne mérite de laisser son nom à la postérité : il n'a pas créé de types tels que l'avare, l'hypocrite, le misanthrope, Harpagon, Tartufe, Alceste. Ce genre d'invention n'est venu que beaucoup plus tard, lorsque l'étude des mœurs a remplacé l'usage et la mise en scène de libertés qui n'existaient plus. Tandis que dans la comédie moderne les événements et les personnages secondaires se groupent autour d'un personnage principal dont le nom devient souvent celui de la pièce et dont le caractère en est la clef, chez Aristophane une foule de personnages ayant tous exactement la même valeur, une multitude d'incidents d'une importance égale sortent en désordre d'une situation donnée et la montrent sous toutes ses

facettes. Cela est vrai, même de la comédie intitulée *Lysistrata*, la seule qui ait pris le nom d'un de ses acteurs. Lysistrata est une femme hardie, très osée, très entreprenante et fort éloquente; elle préside à toute la pièce, elle la conduit par moments; mais ce n'est pas elle-même, ce n'est pas son caractère particulier qui détermine le mouvement. Elle est le boute-en-train de l'action, elle n'en est pas l'âme. Elle mène la sarabande et l'active de ses discours, mais elle s'y perd elle-même et y disparaît : l'enfant qui court après le cerceau et le pousse à coups de baguette ne constitue pas le jeu du cerceau, et tous les enfants du monde sont propres à courir comme lui. Certes, il y a toujours dans les comédies d'Aristophane des détails de mœurs bien observées, des saillies de caractères prises sur le vif, de même qu'à défaut d'action unique, simple et forte, il y a des scènes admirables dont chacune forme en son genre une action achevée, mais jamais un caractère ni une action véritable; et c'est pour cela que les comédies d'Aristophane sont restées et resteront sans doute seules de leur espèce. Nous avons dit qu'Aristophane avait été peu imité. Cherchez en effet : Plaute, Térence, ont imité Ménandre; Molière a imité Plaute et Térence, et les a surpassés. Ni les uns ni les autres n'ont jamais pris pour maître Aristophane. Pourquoi cela, sinon parce qu'ils ont fait les uns et les autres de la comédie de caractère et qu'Aristophane n'en a même pas eu l'idée? Etre avare est un caractère dont le développement a tenté plus d'un auteur comique. Ce caractère a-t-il tenté Aristophane? Non, Aristophane a préféré faire Plutus. Etre riche n'est pas un caractère, c'est une situation. Autour de cette situation Aristophane a groupé tous les incidents, toutes les scènes propres à faire ressortir les

changements subits que la richesse apporte dans les manières d'être de tous les hommes. Pour mieux étudier la question, il opposera la Pauvreté à la Richesse; il les personnifiera l'une et l'autre; il les fera parler, comme dans *les Nuées* il a fait dialoguer le Juste et l'Injuste. Il y a en tout cela de l'observation, de la philosophie, de la dialectique, de la profondeur; il n'y a pas un seul personnage qui se détache en relief sur le fond commun. Voilà pourquoi Molière n'a pas imité Aristophane. Racine, qui avait tant d'esprit, mais qui n'était pas un comique, est le seul qui s'y soit exercé comme à une fantaisie amusante, et après avoir lu *les Guêpes* il a écrit *les Plaideurs*. C'était un caprice d'imagination et de bonne humeur d'où il ne pouvait sortir ni une école, ni même un chef-d'œuvre de premier ordre.

II

Avons-nous besoin de dire qu'en refusant à Aristophane les qualités qui ont fait depuis l'auteur comique nous n'entendons pas le rabaisser? Il n'y a pas au théâtre de gloire plus légitime que la sienne. Au moment où il écrivait, les genres n'étaient pas tranchés et séparés comme ils l'ont été ensuite. Avec la fougue de son génie, il a enchaîné en quelque sorte aux pieds de la muse Thalie les conquêtes qu'il avait faites un peu partout, et l'on n'ignore pas que les conquêtes des grands conquérants ne survivent guère à leur mort. Eux seuls sont capables de retenir tout ce qu'ils ont une fois réuni sous leur main, et de faire mouvoir avec aisance tant de choses différentes qui bientôt retournent et restent en leur lieu naturel. Après Aris-

tophane, on a laissé au pamphlet ce qui appartenait au pamphlet; la comédie s'est séparée de la politique; elle a fait effort pour vivre sur son propre fonds, qui s'est trouvé d'une richesse inépuisable; les conditions du genre ont été mieux comprises et définitivement établies. Ce qu'on a cherché à emprunter à Aristophane, ce n'est pas la conception, c'est la langue comique dont il s'est admirablement servi. Jamais le dialogue n'a été vif, leste, pressé, brillant de mille étincelles autant que chez lui, et à la fois plus parfaitement comique. Les oppositions de mots et de choses, les chocs imprévus, les redoublements et répétitions qui amusent et prolongent une situation risible, les traits qui sifflent et qui frappent, toutes les inventions qui sont devenues les procédés du style scénique se trouvent déjà dans Aristophane. Ajoutez-y une correction et une pureté qui n'ont jamais été égalées : — nous ne parlons, bien entendu, que de la pureté du style, de son élégance, de sa poésie; elles sont telles, qu'on les retrouve même à travers les traductions. Les chœurs d'Aristophane sont d'admirables petits poèmes, les parabases sont des discours spirituels et souvent éloquents. La comédie a perdu tous ces moyens d'agir sur le public. L'auteur n'interrompt plus son action pour chanter une ode au printemps, ou discourir en langue harmonieuse sur les plus graves sujets. Il fallait, pour que cela fût possible, la liberté des fêtes antiques, les représentations en plein jour, où rien ne pressait, où l'on ne demandait qu'à laisser les heures s'écouler doucement à travers de gracieux intermèdes. Les comiques latins ni les nôtres n'ont pu rien essayer de semblable, et lequel d'entre eux eût été capable de parler successivement les langages les plus divers avec cette perfection infinie?

Il est enfin un point sur lequel les comédies d'Aristophane diffèrent de toutes celles qui ont suivi, et qui, si l'on veut, leur sont supérieures : c'est la place qu'y prend la fantaisie, l'imagination pure, envolée par delà toutes les limites du réel, enfin ce qu'on a appelé depuis la féerie. Aucune barrière n'a arrêté Aristophane dans le domaine de l'invraisemblable. Il est dans le merveilleux comme chez lui, et il s'en sert avec une aisance suprême. Shakespeare, dans *le Songe d'une nuit d'été*, n'a pas rêvé davantage. Mais, dans ses imaginations surnaturelles, Aristophane n'oublie pas qu'il est auteur comique, il veut faire rire. Il ne cherche pas des effets poétiques, il aime mieux des effets grotesques. S'il les trouvait dans la nature, il n'irait pas sans doute les chercher ailleurs! mais est-ce sa faute à lui si la nature est si pauvre et la vérité si indigente? — Le bonhomme Diceopolis, fatigué, désespéré de la guerre, voyant que ses concitoyens ne veulent pas faire la paix, se résout à la faire pour son compte. Il la demande ou plutôt il en demande, et on lui en apporte plusieurs échantillons en bouteille. « En voilà une de cinq ans. Prends et goûte. — Pouah! — Eh bien? — Elle ne me plaît pas; elle sent le goudron et les navires qu'on équipe. — En voici une autre de dix ans; goûte. — Elle sent encore bien fort les députés qui s'en vont par les villes gourmander la lenteur des alliés. — Celle-ci enfin est une trêve de trente ans sur terre et sur mer. — Oh! quel bouquet, par Bacchus! C'est une odeur de nectar et d'ambroisie, elle ne vous dit pas, celle-là : « Munissez-vous de vivres pour trois jours! » mais elle a à la bouche ce mot si doux : « Allez où bon vous semble! » Je l'accepte, je la ratifie, je la bois d'un seul trait.... » Aristophane a besoin d'une image matérielle pour représenter une paix que l'on choisit sur

échantillon; il ne se met pas en peine, il prend la première venue pourvu qu'elle soit frappante et parlante, et qu'elle donne bien l'idée de la chose. Quelquefois c'est l'image qui se présente à son esprit la première, et il la compare immédiatement à tel objet d'un ordre tout différent. Trygée descend du ciel, où il est monté sur un escarbot en guise de « Pégase », après s'être recommandé au machiniste, de peur de se casser le cou. Il rencontre en route deux ou trois âmes de poètes dithyrambiques. « Que faisaient-elles là? — Elles tâchaient d'attraper au vol quelques débuts lyriques dans le vague des airs. — Est-il vrai, comme on le dit, que les hommes après leur mort soient changés en étoiles? — Très vrai. — Quel est donc cet astre que je vois là-bas? — C'est Ion de Chios, l'auteur de cette ode qui commençait par « l'Orient.... » Dès qu'il parut dans le ciel, on l'appela l'astre d'Orient. — Et qu'est-ce que ces étoiles qui traversent le ciel et brûlent en courant? — Ce sont des étoiles riches qui reviennent de dîner en ville; elles portent des lanternes, et dans ces lanternes du feu. » — Lorsque Aristophane personnifie la guerre, il en fait un monstre terrible et grotesque qui broie des villes entières dans un large mortier. « Mortels, infortunés mortels, comme vos mâchoires vont craquer! » Oui, mais il lui faut un pilon. La guerre appelle son esclave Vacarme : « Cours me chercher un pilon. — Il n'y en a pas, nous ne sommes emménagés que d'hier. — Va m'en chercher un à Athènes, et vivement. » Le pilon demandé, c'est un général démagogue, c'est Cléon, « ce corroyeur qui broyait la Grèce ». Mais il est mort! L'esclave court à Lacédémone; les Lacédémoniens ont prêté leur pilon (Brasidas) à leurs alliés de Thrace, « et on le leur a perdu ». La Guerre est obligée de se faire un pilon tout

neuf. Pendant ce temps-là, on délivre la Paix, qui était enfermée dans une caverne. — Aristophane ne se contente pas de semer çà et là de la fantaisie dans ses pièces; quelques-unes ont pour titre ou pour principaux personnages des objets matériels, tels que les nuées ou des animaux. La comédie des *Oiseaux*, qui est remplie d'observations fines, de réflexions mordantes, de jugements sensés, et animée des scènes les plus vivantes et les plus comiques, se passe entre le ciel et la terre. Les oiseaux bâtissent une ville dans l'air; on ne nous dit pas comment, et qu'importe? La ville est bâtie : perchés dans cette forte position, les oiseaux font la loi aux dieux et aux hommes, qui ne peuvent pas se passer les uns des autres, et dont ils ont habilement intercepté les relations. Aristophane n'hésite pas devant l'emploi de pareilles fictions; il sait bien, l'enfant gâté de l'imagination! qu'on lui passera tout pourvu qu'il amuse, qu'il enchante, qu'il passionne ses auditeurs. Voilà encore des moyens que la comédie a perdus, qu'elle ne retrouvera pas, qu'elle a définitivement abandonnés à la féerie. Aristophane en avait fait pourtant un merveilleux usage. Que sont, auprès de ces imaginations folles mais admirablement symboliques, les caprices de verve bouffonne auxquels Molière se livre quelquefois? Jamais la comédie n'a usé et abusé de tant de ressources qu'avec Aristophane; mais, s'il y avait là un avantage, il y avait aussi un danger, et il fallait le génie et le sens délicat d'un poète d'Athènes pour ne pas y tomber et s'y perdre.

III

Maintenant, après avoir parlé de l'auteur comique et de l'art qu'il a déployé dans ses pièces, parlerons-nous de l'homme même, de sa morale et de sa politique? Il y aurait beaucoup à dire; nous renvoyons aux *Études* de M. Deschanel. On sait qu'Aristophane a été un grand réactionnaire, et qu'il admirait le passé au détriment du présent. Il est vrai que le passé immédiat, c'était Périclès et son cortège de grands hommes, et le présent, c'était la guerre du Péloponèse conduite par des démagogues, des ambitieux sans pudeur ni vertu, et aboutissant à la ruine d'Athènes. L'amertume d'Aristophane se comprend donc très bien. On lui reproche toutefois, non pas seulement d'avoir méconnu le génie d'Euripide — ce n'était qu'une erreur de goût, — mais d'avoir méconnu Socrate. Socrate a été dans toute l'antiquité l'homme sans pareil, vertueux avec simplicité, avec grâce et bonhomie, sans hauteur dans le caractère et n'ayant d'autre orgueil que celui de l'esprit. Encore le sentiment de sa supériorité ne se traduisait-il que par une fine ironie. Aristophane, dans *les Nuées*, l'a confondu avec les pires sophistes. On raconte que Socrate lui-même voulut assister à la représentation des *Nuées*; il se tint debout, les bras croisés, sans donner aucun signe d'émotion; il ne se sentit pas blessé. Eut-il plus tard des relations avec Aristophane, on l'ignore; mais ses disciples ont parlé du poète comique sans lui adresser de reproches, et plutôt au contraire avec estime et admiration. Nous n'en sommes pas très surpris. Socrate, pas plus qu'Aristophane, n'était l'homme du temps où il a vécu; Aristophane était l'homme du

passé, et Socrate l'homme de l'avenir; l'un et l'autre avaient une médiocre estime pour leurs contemporains, et sur ce point ils ont dû s'entendre quelquefois. Aristophane avait compris que la décadence commençait pour Athènes; il avait vu Cléon succéder à Périclès, et l'esprit démocratique sans frein ni mesure, sans réflexion et sans prévoyance, conduire à toute outrance les affaires de la république. Des succès passagers, suivis de cruels revers et d'une chute finale, telle fut pour Athènes la guerre du Péloponèse. On a dit souvent que Périclès, qui l'avait commencée, était seul capable de la conduire à bonne fin ou d'y mettre un terme. Les gouvernements aristocratiques savent supporter un échec, ajourner leur revanche, ou bien s'arrêter à propos après un demi-succès; il en est rarement de même des gouvernements démocratiques. Ils manquent d'équilibre et poussent tout à l'extrême. — Les dieux ont fui dans le fond du ciel et abandonné la Grèce à son malheureux sort. « Pourquoi nous traitent-ils ainsi? » demande Trygée à Mercure. « Parce qu'ils vous ont plus d'une fois ménagé l'occasion de faire la paix et que vous avez préféré la guerre. Les Laconiens remportaient-ils le plus mince avantage : Par Castor et Pollux! s'écrient-ils, il en cuira aux Athéniens. — Ceux-ci triomphaient-ils au contraire, et les Laconiens venaient-ils faire des ouvertures de paix : Par Cérès! disiez-vous, on veut nous duper. Non, par Jupiter! Nous ne les écouterons pas. » — « Oui, c'est bien le style de nos gens », dit tristement Trygée. Ce style et cette conduite révoltaient Aristophane; il demandait, il conseillait la paix à grands cris; il voyait sa patrie déchoir, les caractères faiblir, les cœurs se corrompre; il vivait par le souvenir dans le passé plus heureux qu'il aurait voulu ressusciter; il s'efforçait du

moins d'interrompre ce mouvement à toutes brides vers un avenir désastreux. Les vieilles coutumes, l'esprit des anciens temps, les croyances naïves étaient les objets de tous ses regrets. Quant à Socrate, il s'élevait d'un élan sublime au-dessus de tous les temps jusqu'aux régions sereines des vérités éternelles, et il n'en redescendait que pour remplir scrupuleusement son devoir dans les circonstances où le hasard de sa naissance l'avait placé. Il n'avait aucune prétention à réformer l'État, il n'admirait pas le passé sans réserve, il se résignait au présent, il repliait sa pensée sur elle-même, il cherchait dans sa conscience les règles imprescriptibles de la morale, dans son esprit les lois de la logique, dans son âme les conditions de la beauté. On conçoit que, jeune, ardent, passionné, Aristophane ait confondu Socrate avec les Sophistes et l'ait dénoncé comme tel. Socrate n'était-il pas à sa façon, sans le vouloir, sans le savoir peut-être, le plus grand des révolutionnaires? L'idéal qu'il avait conçu d'une société et d'un homme parfaits ne laissait-il pas bien loin en arrière Athènes en ses plus beaux jours et ses héros au milieu de leur gloire? C'est pour cela qu'Aristophane l'a dénoncé et calomnié au nom de ces intérêts conservateurs, religieux, réactionnaires et pharisiens, au profit desquels il a été plus tard sacrifié. L'un regardait en arrière et l'autre en avant, ou plutôt en haut. Autant Aristophane avait raison contre Cléon, qu'il a attaqué jusque dans la tombe, autant il avait tort contre Socrate.

Il a eu d'ailleurs tous les caractères bons et mauvais de sa race, et nul autre peut-être n'a été aussi Athénien que lui. Impétueux, léger, désordonné dans la trame de ses pièces, injuste dans ses passions, licencieux et grossier plus qu'on ne l'a été avant ou depuis, jamais

écrivain n'a réuni à tant de défauts des qualités plus brillantes. N'en est-il pas de même d'Athènes? Lisez son histoire : est-il possible d'imaginer une conduite plus imprévoyante et plus folle, plus vaniteuse et moins raisonnable? Pénétrez dans ses mœurs; elles sont déplorables. N'importe! Athènes nous a laissé les meilleurs traités de politique ou de morale, les plus beaux chefs-d'œuvre de l'art, les plus admirables monuments que l'esprit humain ait créés dans tous les genres. Ces enfants capricieux et corrompus étaient de grands artistes, des penseurs profonds, des orateurs sans pareils, des poètes d'une délicatesse extrême; et cette société si mélangée et troublée a porté dans son sein quelques-uns des hommes qui ont le plus honoré ou glorifié l'humanité. De même Aristophane! Est-il possible d'être plus ordurier que lui? On est bien étonné, dit quelque part M. Deschanel, lorsqu'on lit certains chapitres de Rabelais : ce n'est rien si on les compare à Aristophane. L'obscénité ici coule à pleins bords; et pourtant les philosophes les plus purs et les saints les plus chastes ou les plus repentants, Platon, Cicéron, saint Chrysostome, saint Augustin, ont fait leurs délices des comédies d'Aristophane. On lui a pardonné en faveur de son génie et de sa grâce, comme on pardonne à Athènes lorsqu'elle nous apparaît divinisée dans les chœurs de son théâtre « couronnée de violettes, la belle et brillante ville, qui porte sur sa chevelure la cigale d'or! » — « Lorsque notre bon maître, M. Viguier, si artiste et si fin, si érudit et si original, nous faisait lire et nous commentait, à l'Ecole normale, une de ces prodigieuses comédies, quelquefois, raconte M. Deschanel, son admiration allait jusqu'à l'attendrissement; riant et presque pleurant tout ensemble, en rougissant de quelque énormité qui succédait à des

détails exquis, il s'écriait avec une douceur charmante : « Ah! Messieurs, quelles canailles que ces Grecs! mais qu'ils avaient d'esprit! » C'est bien la conclusion de M. Deschanel sur la Grèce et sur Aristophane, et c'est aussi là nôtre. Tout ce que l'imagination peut donner, Aristophane l'a eu; il ne faut pas chercher chez lui autre chose. Mais n'est-ce pas beaucoup? N'est-ce pas assez? Et ne devons-nous pas remercier M. Deschanel des soins qu'il a pris pour nous faire faire une connaissance plus intime avec le grand poète que la Grèce a si souvent couronné, et sur le front duquel la postérité l'a couronnée elle-même?

4 février 1877.



HISTOIRE DES ROMAINS [1]

Il est fâcheux que M. Victor Duruy ne se soit pas proposé d'écrire l'histoire des Romains jusqu'au démembrement de l'empire. Son livre est excellent, mais on regrette qu'il soit brusquement interrompu à la fin du règne des Antonins : c'est comme si l'on arrêtait, chez nous, l'histoire du premier Empire à Wagram, et l'histoire du second à Magenta. La leçon qui découle de cette éloquente et fidèle peinture de la décadence romaine est incomplète sous le rapport moral comme sous le rapport historique. Le tableau reste inachevé, et le lecteur, charmé par les beaux jours de Trajan et de Marc-Aurèle, se demande s'il faut accuser l'Empire de la chute de Rome, ou si l'on ne doit pas admirer plutôt l'institution nouvelle qui, dans l'épuisement de la république, a permis au monde ancien de contempler sur le trône des vertus aussi pures que celles des premiers Romains. Le règne des Antonins fait illusion : cet âge heureux, ce moment trop court mais si bien rempli, entre les orgies féroces de Domitien et

1. Par Victor Duruy, t. III et IV. Depuis, l'histoire de M. Duruy a été poursuivie, et ne justifie plus qu'en partie les observations qu'on trouvera dans cette étude.

les plaisirs brutaux de Commode, est une de ces périodes fécondes et trop rares dans l'histoire, où les peuples, concentrant leurs forces sous une main aussi douce que ferme, jouissent en même temps des deux biens qu'ils demandent à tous les gouvernements et que les meilleurs seuls leur procurent : la sécurité et la gloire. Est-ce bien là l'impression qu'on doit garder de l'empire romain? En cet immense désert, est-il bon de s'arrèter complaisamment à l'oasis qui est venue interrompre la sombre monotonie d'une nature presque partout ailleurs aride, sauvage et cruelle? Vous nous montrez les scènes consolantes, les relais heureux, les entr'actes d'une tragédie qui a eu un dénouement dramatique et terrible! Après vous être étendu, avec tout le soin que réclame un pareil sujet, sur les horreurs de la guerre civile, sur les proscriptions de Marius et de Sylla, sur les brigandages de Clodius et de Milon, vous nous décrivez complaisamment les premiers jours du régime qui a mis fin à cette dévorante anarchie. Nous avions vu, aussi, la république commencer au milieu des vertus et des victoires : elle a été étouffée dans les massacres. Mais l'empire! vous ne nous en montrez que les premiers jours, il s'est éteint dans la honte; conduisez-nous jusqu'à la fin.

Il y a sans doute les douze Césars, dont M. Duruy raconte longuement l'histoire. Quelque odieux qu'aient été les derniers jours de Tibère, le règne heureusement rapide de Caligula et les excès de Néron, le siècle des Césars n'a pourtant pas été pour l'empire une période de terreur et d'affaiblissement sans mélange. Il ne faut pas oublier quel joug écrasant l'aristocratie romaine, à la fin de la république, faisait peser sur le monde. La défaite de cette aristocratie, qui n'avait conservé de son ancienne énergie politique

que l'art du pillage et le courage de l'assassinat, a soulagé le monde de la plus affreuse oppression.

Deux cents ans après l'institution de l'empire, le provincial Appien disait encore : « Voilà deux siècles que ce régime subsiste. Dans cet espace de temps, la ville s'est embellie d'une façon merveilleuse, les revenus de l'empire se sont accrus, et, par le bienfait d'une paix constante, les peuples sont arrivés au comble de la prospérité. » Il est vrai qu'Appien avait vu les belles années des Antonins. Qu'importaient, d'ailleurs, aux provinces, les folies furieuses des empereurs? C'étaient des fortunes aristocratiques qui enrichissaient le trésor public! C'étaient les richesses des nobles qui payaient les merveilleux édifices de Rome, objets de l'admiration de l'univers! Les descendants de ces Verrès, de ces Dolabella, de ces Calidius, de ces Lucrétius, qui avaient si longtemps pressuré les provinces, étaient pressurés à leur tour. Etait-ce aux provinces à les plaindre, à les défendre, à les venger? Juste châtiment de tant de crimes! D'immenses héritages, fruits de la spoliation et du meurtre, causaient la perte de leurs propriétaires! Que pouvaient faire les vaincus d'autrefois, sinon applaudir à ces sacrifices? Les plus modérés restaient indifférents; mais ils n'éprouvaient aucune haine contre le protecteur puissant qui les délivrait des gouverneurs avides. Et plus tard, sous les Antonins, lorsqu'à la sécurité des provinces, à la prospérité des finances, à une administration vigilante et sage vinrent s'ajouter la modération dans le gouvernement, les vertus des empereurs, des guerres heureuses et le respect du sénat, Rome aussi acclama l'empire, oubliant tout à fait la république. « Qui de nous l'a vue, la république? » demandait Tacite. La paix sous un maître clé-

ment, tel était le rêve de tous. On avait oublié le passé. S'en souvint-on sous Caracalla, sous Héliogabale, quand les histrions succédèrent aux monstres et que l'empire s'achemina, à travers des révolutions burlesques et sanglantes, vers la ruine définitive? Cela est douteux. La honte elle-même ne parvenait pas à ranimer dans les cœurs des vertus que le despotisme avait éteintes. Les Barbares purent se précipiter sur la proie que quatre siècles de servitude leur avaient préparée. Voilà le dénouement historique et moral de l'empire! Pourquoi M. Duruy s'arrête-t-il sans l'avoir atteint?

I

Ce n'est pas un reproche que nous lui adressons, c'est plutôt un regret que nous exprimons. Nous aurions voulu qu'il achevât ce grand tableau de l'histoire romaine qu'il a majestueusement tracé jusqu'ici. Nous nous attendions bien à trouver dans son ouvrage une érudition variée, une critique judicieuse, un style, qui convient au sujet : on y trouve en effet tout cela, il ne manque qu'une conclusion.

Quelques personnes qui connaissent la réputation de l'auteur craignaient de rencontrer dans son livre des théories encore fort en vogue il y a peu d'années : l'histoire de l'empire romain a été renouvelée sous un autre empire où M. Duruy a joué un rôle important. On s'était contenté, pendant des siècles, de croire Tacite et Suétone; à la lumière des événements modernes, on s'est aperçu qu'il y avait un choix à faire dans les jugements de l'un et dans les anecdotes de l'autre. L'aristocratie, abattue dans Rome par les empereurs, a pris sur eux une terrible revanche devant

la postérité. Sa défaite est devenue plus triomphante que la victoire. Un Tibère, un Caligula, un Néron croyaient leur mémoire fort en sûreté lorsqu'ils avaient noyé dans le sang les plus nobles patriciens et fermé de leurs mains brutales les bouches éloquentes des derniers amis de la liberté. La tribune était depuis si longtemps muette que le silence universel paraissait devoir durer toujours. Mais les patriciens ont écrit l'histoire de l'empire, et ils l'ont fait avec une telle puissance de colère et d'indignation que nul, aujourd'hui encore, ne lit leurs récits sans éprouver les mêmes sentiments qui les ont inspirés. On a souvent comparé Tacite à Saint-Simon; ce rapprochement est juste, car l'historien n'est pas à l'abri des critiques que le terrible duc s'est justement attirées. Tacite est, lui aussi, un partisan de l'ancienne noblesse, qu'irritent et révoltent les progrès des classes inférieures. Tibère aimait les petites gens. Il ne pouvait refuser toujours des commandements aux grands, mais, après avoir satisfait leur vanité par un titre frivole, il avait soin de retenir à Rome les gouverneurs et d'envoyer dans les provinces de simples lieutenants. Son principal ou plutôt son unique favori fut un chevalier, Ælius Séjan. Tous les gouvernements absolus se défient des classes supérieures et confient plutôt le pouvoir à des agents sortis d'un peu plus bas. Sous ce rapport, Louis XIV n'agissait pas autrement que les empereurs romains; et si, dans la ruine de la civilisation moderne, un seul livre, échappé par hasard à la destruction générale, apprenait à nos successeurs ce que fut le grand siècle, nul doute que la postérité, sur la foi des Mémoires de Saint-Simon, ne prît le souverain le plus loué que la France ait connu, pour une sorte de successeur d'Auguste. La passion aris-

tocratique a ses écarts, dont l'érudition moderne a fait, à bon droit, justice. Si la critique s'en était tenue là, on n'aurait qu'à la féliciter de sa sagacité; mais elle est allée beaucoup plus loin, elle s'est lancée à corps perdu, de la politique d'aujourd'hui à la politique d'autrefois. De l'autre côté du Rhin, des savants très adroits ont repris en sous-œuvre l'apothéose impériale et préparé cette singulière renaissance du pouvoir césarien que nous avons vu se développer, « avec l'aide et par la grâce de Dieu », aux dépens des droits les plus sacrés, tandis qu'en France même la théorie des hommes providentiels a failli devenir un principe de gouvernement.

Hâtons-nous de le dire, rien dans le livre de M. Duruy ne rappelle de trop près ces systèmes commodes qui excusent tous les crimes et qui favorisent toutes les tyrannies. Si M. Duruy est trop savant pour accepter sans réserve les rancunes de Tacite, il est trop honnête, trop sincèrement libéral pour oublier les souvenirs qui sont à jamais attachés à la corruption et à la décadence de l'empire romain. Le principal mérite de son livre, qui en a tant d'autres, c'est la moralité des jugements, même incomplets. La leçon qui en ressort est double : elle retombe à la fois sur les républicains et sur les césariens. Lorsque Auguste fonda l'empire, la république, il faut bien le dire, n'existait plus que de nom; elle était morte, victime de ses excès. Essayer de la ressuciter eût été une vaine entreprise. Là où les vertus de Caton et de Brutus et l'éloquence de Cicéron avaient échoué, l'astuce politique d'Octave n'aurait pas mieux réussi. Rome expiait sa grandeur; elle s'était développée outre mesure, elle avait porté ses frontières aux limites du monde civilisé; mais l'univers qu'elle avait conquis, elle ne savait

pas, elle ne pouvait pas l'admirer sans renverser sa propre constitution. En échange de leur indépendance, les provinces réclamaient le droit de cité, c'est-à-dire leur part du gouvernement. La demande était juste; comment la refuser? Mais, d'un autre côté, comment faire entrer dans la république tant de peuples divisés d'intérêts, de traditions, d'espérances, et qui avaient tous une vieille vengeance à exercer contre Rome? Entre deux partis qui n'offraient l'un et l'autre que des périls certains, le choix était impossible. La guerre Sociale avait éclaté, elle avait duré jusqu'à l'empire. Le sénat ne parvenait jamais à réprimer cette insurrection formidable dont le foyer se déplaçait sans cesse et jetait des flammes plus vives au moment même où on croyait l'avoir éteint. Il fallut recourir à la dictature; le peuple romain y était préparé. Ces fiers plébéiens, qu'on avait vus jadis conquérir pied à pied leurs libertés dans les luttes glorieuses du Forum, avaient disparu, fauchés par la guerre; une populace servile, composée d'esclaves, d'affranchis, de gladiateurs, d'aventuriers venus de tous les points du monde sous prétexte de défendre Rome, mais en réalité pour la piller, leur avaient succédé. Ces masses corrompues allaient, d'instinct, vers tous les chefs qui s'offraient à les conduire à l'assaut de la république. Les généraux victorieux, en rentrant dans Rome, les trouvaient prêtes à soutenir les entreprises de leur ambition. Que pouvait le sénat contre ces soldats populaires? Les désarmer eût été un crime et une sottise puisqu'on avait besoin de leur épée pour contenir les provinces! Le sénat n'avait plus même une ombre d'autorité : il ordonnait à Sylla de licencier ses troupes, et Sylla, pour toute réponse, faisait avancer ses légions triomphantes. Quand le

même Sylla voulut la dictature, il n'eut qu'à la prendre. Quand il fut assouvi de proscription, il put vivre en simple citoyen dans la ville qu'il avait opprimée et ensanglantée.

Voilà ce qu'étaient devenues ces fameuses lois de la république, auxquelles Cicéron adressait encore des invocations pathétiques! Les honnêtes gens eux-mêmes recouraient, pour se défendre, à la violence; c'était la seule arme qui fût efficace contre les factieux. Longtemps avant l'empire, Rome fatiguée, haletante, épuisée de sang et de courage, n'attendait son salut que d'un homme. A défaut de César, elle eût pris Pompée. César assassiné, elle acclama Antoine; et lorsque Auguste, après la ruine de ses rivaux, établit enfin la *paix romaine*, d'un bout à l'autre de l'empire partit un cri de reconnaissance et d'admiration.

II

On a vu souvent, après de longues années de révolution, des peuples renoncer, par dégoût, par lassitude ou par désespoir, à la poursuite d'une liberté qui les a fuis longtemps, et chercher dans un homme un refuge contre l'anarchie; mais rien, dans aucune histoire, n'est comparable à ce besoin insatiable de repos, à cette passion effrénée de l'ordre, à cet oubli complet des institutions du passé qui précipita Rome vers Auguste. Ce fut un élancement général, une conspiration sociale violente, profonde, universelle. La guerre civile était terminée : cette paix si longtemps attendue, à peine goûtée à de rares intervalles, toujours interrompue par des proscriptions, on allait donc enfin en jouir! Mais il fallait se hâter de tout courber sous

l'empereur; la moindre résistance pouvait réveiller les vieilles querelles. Auguste débarque à Brindes, et déjà l'Italie entière se porte à sa rencontre : sénateurs, patriciens, chevaliers, affranchis, confondus dans la même foule applaudissent l'heureux triomphateur. On n'attend pas qu'il sollicite le pouvoir, ou qu'il le prenne comme avaient fait Sylla et César, on le lui offre, on le lui impose, on le jette à ses pieds, il daigne le ramasser. On lui confie toutes les charges de la république; il est tribun du peuple, consul à Rome, proconsul dès qu'il quitte la ville; à la mort de Lépide, il est grand pontife; bientôt il sera dieu! On lui donne le droit de vie et de mort sur les sénateurs et les chevaliers. Toute la puissance domestique, politique et religieuse lui appartient. Personne ne se demande comment des attributions destinées, dans la constitution républicaine, à se faire mutuellement contrepoids, peuvent être réunies dans les mêmes mains; personne surtout ne s'avise de prévoir ce qu'une dictature aussi monstrueuse produira dans l'avenir. On a peur; on tremble de voir renaître les dissensions qui déchiraient depuis si longtemps l'Italie; on ne veut plus avoir à s'occuper des affaires publiques; qu'un seul y veille, pendant que les autres se reposent! C'est le vœu d'Horace, c'est celui du monde. Virgile, dans son enthousiasme de poète, voit la terre elle-même tressaillir de joie, et une race nouvelle descendre du ciel pour la féconder :

Magnus ab integro sæclorum nascitur ordo.

Chose étrange! Auguste seul paraît ne point comprendre ou ne pas vouloir admettre la révolution qui s'accomplit à son bénéfice. Rome demande un maître,

et il lui parle de la république; elle le supplie d'assurer son repos, et il l'invite à se préoccuper de la liberté. Arrivé au faîte de la puissance, il n'éprouve point ce vertige que César lui-même avait ressenti; il ne veut ni couronne, ni diadème, ni royauté; les licteurs et les faisceaux consulaires lui suffisent. Il aspire à descendre, suivant l'admirable expression de Corneille. Plus on l'élève, plus il s'abaisse lui-même; plus on lui sacrifie de droits et de magistratures, plus on lui prostitue de souvenirs, plus il affecte de repousser le despotisme et de continuer les traditions républicaines. Ses courtisans et ses poètes favoris parlent avec émotion de Brutus, avec orgueil de Caton; non seulement, il ne les rebute point, mais il les encourage, comme si ces grands noms ne lui causaient aucun ombrage. Il laisse même publier la correspondance de Cicéron, qui contenait pourtant des révélations fort piquantes sur les principaux personnages du régime nouveau. Satisfait de la réalité du pouvoir, c'est très sincèrement qu'il en dédaigne les apparences. A l'en croire, rien n'est changé dans l'antique constitution : Auguste est consul, tribun du peuple, grand pontife; mais le consulat, le tribunat et le sacerdoce n'ont pas subi la moindre transformation. Cromwell a désiré toute sa vie le titre de roi, une vaine étiquette! *Une plume à son chapeau!* disait-il avec un dédain simulé qui trahissait par son exagération même le désir secret de son cœur, et le chemin qu'il s'était frayé vers ce but suprême à travers tant de belles actions et tant de trahisons, tant de victoires et tant de crimes, il n'a jamais pu le parcourir jusqu'au bout! Auguste aurait pu tout ce qu'il aurait voulu; il n'a pas voulu attenter à la sainteté des antiques formules romaines. Sa préoccupation constante a été de dissimuler son usurpation.

Il n'était en apparence que le délégué du sénat, chargé d'exécuter ses ordres et de gouverner sous son contrôle. Pour montrer combien son pouvoir était provisoire et dépendant, il le déposait régulièrement tous les dix ans. Il écrivait à ce propos au sénat les lettres les plus touchantes où l'énumération de ses travaux et de ses services préparait la conclusion obligée : la république est rétablie, la guerre civile apaisée, les factions détruites, le peuple n'a plus besoin de personne, Auguste peut se reposer après tant de fatigues! Il poussa jusqu'au bout l'hypocrisie de ces démissions trompeuses; à soixante-seize ans, au terme de son ambition et de sa vie, il écrivait encore dans son testament politique : « Après avoir réprimé la guerre civile, j'étais, du consentement unanime des citoyens, maître de toutes choses; mais j'ai remis volontairement le pouvoir au sénat et au peuple.... Je fus au-dessus des autres en dignité, mais je n'eus pas plus de pouvoir que ceux qui furent mes collègues dans les magistratures. » Ce n'était pas assez d'avoir joué ses contemporains, Auguste essayait encore de tromper la postérité.

On a longtemps admiré ce prodige d'un homme qui renversait la république en conservant son simulacre, qui faisait doucement glisser le pouvoir absolu sous l'apparence d'institutions libres, et qui trouvait le moyen de donner une sorte de consécration au despotisme en le rattachant aux plus beaux souvenirs de la liberté. M. Duruy est un des premiers historiens qui se montre sévère pour Auguste : « La postérité, dit-il, lui reprochera l'hypocrisie d'une politique sans grandeur ». Le mot est dur; il n'est pas tout à fait injuste. Il n'y a de gouvernements vraiment grands que ceux qui reposent sur un principe déterminé et qui portent

un nom approprié à leur principe. Auguste avait un merveilleux bon sens pour juger les événements qui se déroulaient sous ses yeux; il lui manquait le génie qui prévoit l'avenir et qui surtout le prépare. C'était un homme plein d'habileté lorsqu'il s'agissait de résoudre les difficultés du moment, mais les ressources de son esprit ne s'étendaient peut-être point au delà. Mis en présence d'un peuple qui était las de la république sans être converti à la monarchie, il inventa une sorte de gouvernement intermédiaire, répondant par sa nature aux nécessités de la situation, mais laissant pour consolation aux âmes naïves le vain fantôme d'une liberté à jamais disparue. Auguste se rappelait César succombant sous le fer des assassins, et ce souvenir était gravé comme un avertissement dans sa mémoire. Quel était le crime de César? Était-ce sa dictature? Sylla avait été dictateur : n'était-il pas demeuré impuni? Les conjurés qui avaient renversé César au pied de la statue de Pompée ne dirigeaient pas leurs coups contre l'ennemi et le destructeur de la liberté, mais contre l'orgueilleux qui ne se donnait point la peine de cacher ses projets. Au lendemain de Pharsale, César avait eu la franchise de dire que la république n'était plus qu'un mot vide de sens et que Sylla n'avait été qu'un sot en abdiquant. A la fête des Lupercales, il avait repoussé d'une main bien faible la couronne qu'Antoine s'obstinait à placer sur sa tête. Voilà les motifs de sa mort. On avait frappé en lui le roi qui hésitait encore à prendre la couronne, mais qui déjà tenait la main sur elle et qui disait comme Napoléon : Gare à qui la touche! La leçon profita à Auguste : il prit le pouvoir, il refusa le diadème. Il crut qu'il pouvait tout oser, sauf effacer le vieux mot pour lequel les meurtriers de César avaient armé leurs

bras et les avaient rougis de sang. En cela, il ne comprit pas l'étendue de sa victoire ; on aurait accepté de lui ce qui avait été insupportable de la part de César. Les temps étaient changés. Rome avait pris son parti de la chute de la république ; pour vivre en repos, elle était résignée à vivre sous un maître. Il faut même lui rendre cette justice, qu'elle ne se prêta à aucune illusion, et que ce fut avec une mauvaise grâce évidente qu'elle entra dans la plaisanterie républicaine du nouveau César. A chacune des abdications de l'empereur elle répondait invariablement par un refus énergique, accompagné d'humbles prières. Le pouvoir nouveau ne rencontra ni opposition, ni malentendu. Tous ces discours d'apparat où le nom de la république était pompeusement prononcé, toutes ces protestations officielles, toutes ces apparences de respect et de soumission envers le sénat, toutes ces précautions prises par l'empereur pour menacer des scrupules d'indépendance qui avaient disparu au milieu des révolutions, ne changeaient rien au fond des choses et ne trompaient pas l'opinion publique. Rome était soumise, elle n'était pas dupe.

Mais les expédients s'usent, et les gouvernements qui vivent au jour la journée ne laissent que du désordre après eux. Le manque de franchise d'Auguste était inutile, puisque la république ne conservait plus de partisans sérieux ; en se prolongeant outre mesure, il a produit des conséquences fatales. L'empire était inévitable, il fallait l'organiser, l'appuyer sur des institutions solides, faire concorder harmonieusement les mœurs, les souvenirs, les besoins et les lois de la monarchie nouvelle, régler les pouvoirs de l'empereur, fixer les attributions du Sénat, enfin et surtout assurer l'avenir en choisissant entre les deux principes de sta-

bilité en usage dans l'antiquité : l'hérédité ou l'adoption. Auguste mourut sans avoir rien décidé. Aussitôt le peuple, qui craignait par-dessus tout de voir troubler la paix romaine, *pax romana*, se rua violemment dans la servitude. C'est Tacite qui le dit, et cette fois il a raison. Tibère, génie ferme jusqu'à la cruauté, sut tirer un admirable parti du pouvoir vague, indéterminé, d'étiquette républicaine et de nature despotique, que son prédécesseur lui avait légué. Livré tout entier aux inspirations d'un esprit sombre et d'un caractère compliqué, il se servit sans pitié de l'arme à deux tranchants forgée par Auguste. Comment l'aristocratie romaine lui aurait-elle résisté? Ce n'était pas l'empereur qui la frappait, mais le consul ou le tribun du peuple. De son exil volontaire de Caprée, Tibère gouvernait l'empire sans faiblesse et sans cœur. Désormais la volonté d'un homme allait être la loi souveraine du monde.

III

Le régime fondé par Auguste fut donc le triomphe du pouvoir personnel tel qu'on l'avait vu fleurir dans les gouvernements asiatiques, et tel qu'il devait reparaître plus tard dans certaines monarchies du moyen âge. Pendant trois siècles Rome flotta à la dérive, au gré des pilotes d'aventure que la violence ou le hasard lui imposait. Leur pouvoir venait parfois d'une succession légitime, parfois d'une adoption légale, parfois du peuple, parfois d'une intrigue de palais, le plus souvent des prétoriens ; mais quelle que fût son origine, de quelque source pure ou fangeuse, naturelle ou factice, que sortît ce large fleuve, il ne trouvait devant

lui aucune digue, aucun obstacle qui contînt et dirigeât son flot débordé. La violence seule arrachait les empereurs d'un trône où la violence les avait placés. Il arriva bientôt à Rome ce qui a été partout le sort des nations lorsque, toutes préoccupées de jouir de la paix, elles prennent en dégoût la liberté et renoncent à la vie publique : elle perdit le bien même dont la préoccupation exclusive lui avait fait négliger tout le reste. La vie et la sécurité des citoyens restèrent à la discrétion du bon sens, toujours facile à troubler, des fantaisies toujours promptes à s'égarer d'un seul homme. On ne sut plus ce qu'il fallait craindre davantage, des vertus ou des vices de l'empereur, tant le despotisme, qui corrompt toutes choses, faisait promptement dégénérer les plus belles promesses en cruelles déceptions. Claude, vieux, faible, presque imbécile, fut un monarque supportable, tandis que Néron jeune, amoureux des arts et des plaisirs de l'esprit, d'un cœur facile à toutes les émotions et d'une imagination ardente, devint le type du tyran débauché, inepte et sanguinaire. Auguste n'avait rien trouvé de mieux, pour distraire le peuple, que de lui donner des fêtes publiques, Néron et Commode descendirent eux-mêmes sur le théâtre et dans l'arène; ils offrirent à la populace charmée le spectacle, alors nouveau, d'empereurs déguisés en comédiens. Le fondateur de l'empire n'avait pas osé imposer des rois à Rome; il lui laissa des histrions, des baladins et des gladiateurs!

Qu'un semblable système de gouvernement ait pu durer si longtemps sans rencontrer de résistance sérieuse, c'est ce qu'on s'expliquerait difficilement quand même il ne s'agirait que d'une peuplade barbare; mais la civilisation antique n'a jamais brillé d'un éclat plus vif que chez les Romains de la déca-

dence. « Après la grande terreur de l'an 1000, dit un chroniqueur du moyen âge, on se mit partout à rebâtir les basiliques, et le monde revêtit la robe blanche des églises. » Après la chute de la république, Rome revêtit aussi la robe blanche des plus beaux édifices. Les empereurs ont été presque tous d'excellents architectes : ils ont rebâti le Forum, élevé le Colisée, renouvelé les vieux monuments ; leurs tombeaux même étaient des chefs-d'œuvre, et le fort Saint-Ange atteste encore les splendeurs du mausolée d'Hadrien. Toutes les recherches du monde accumulées dans une seule ville, tous les arts, tous les plaisirs, tout ce qui contribue à une existence élégante et polie faisaient du séjour de Rome un perpétuel enchantement. L'homme distingué, assez heureux pour être oublié de Tibère ou méconnu de Commode, y menait une vie délicieuse, sans autre soin que celui de ne point se faire remarquer, sans autre souci que la crainte d'éveiller l'envie d'un délateur avide. Les délicatesses de l'esprit étaient poussées jusqu'au dernier raffinement. La vieille éloquence politique était morte avec la liberté ; mais une rhétorique brillante, exercice et consolation des beaux esprits, l'avait remplacée. On cultivait l'art pour l'art. Des écoles s'élevaient partout, où d'ingénieux sophistes faisaient gravement l'apologie de la goutte et de la fièvre, la critique de la mouche et de la puce, pendant que Thraséas allait au supplice. La bonne société acclamait avec frénésie ces déclamations subtiles, qui lui faisaient oublier la tyrannie. N'avait-elle pas d'ailleurs, pour se venger de l'empereur, la ressource des commérages spirituels? On faisait au prince une petite guerre d'épigrammes et de bons mots, de fines médisances et de jolis récits. Sous les portiques du Forum de Trajan, le long de la Voie Sacrée, les vieux politiques

sans emploi, les rhéteurs ambitieux, la jeunesse dorée « sans commandement obtenu avant de prendre barbe », comme dit un contemporain, les oisifs de toutes sortes se racontaient à l'oreille les tribulations conjugales de l'empereur, les infirmités de sa personne, les déceptions de son ménage, les infidélités de sa femme, les mille trahisons de son entourage. Cette opposition mesquine était sans dignité; elle n'était pas toujours sans courage. Nul n'osait parler haut; mais on risquait sa vie pour un bon mot murmuré tout bas.

Quelquefois pourtant, il fallait se taire et même quitter Rome, où la délation ne laissait plus un seul palais inexploré. C'était contre les bons empereurs, contre les Flaviens et les Antonins que les langues médisantes aiguisaient leurs sarcasmes. Les Césars étaient trop redoutables pour qu'on osât se moquer d'eux. Mais alors on se réfugiait à la campagne, où on cherchait à se distraire par des fêtes et des réjouissances continuelles. On allait à Baïes, sur cette plage délicieuse, dominée par une colline toujours tiède, couverte de maisons d'un goût exquis, de jardins en amphithéâtre, de terrasses sur la mer, de temples, de portiques, de statues, de monuments et de galeries magnifiques qui s'étendaieut jusque sous les flots dans des grottes pleines de voluptueux mystères. On tâchait d'oublier l'empire et l'on ne songeait plus à la république pendant les gais festins de la bastide de Lucullus, près du promontoire de Misènes; et si, dans une de ces belles soirées méridionales où la jeunesse romaine accomplissait ses orgies, le long de cette mer chargée de galères dorées, ornées de banderoles de couleur et de lanternes, sur ces flots couverts de roses effeuillées, sur ces barques où régnaient des beautés élégantes et faciles, au milieu de ces concerts prolongés dans

l'ombre des nuits, le souvenir des temps grossiers où Cincinnatus poussait lourdement sa charrue sur un sol aride venait troubler quelque fête joyeuse, les insouciants contemporains de Commode n'étaient certainement pas tentés de regretter une liberté qui coûtait si cher, et nul d'entre eux ne devançait le vœu du poète :

..... Utinam remeare liceret
Ad veteres fines, et mœnia pauperis Anchi!

M. Duruy a légèrement esquissé la peinture des mœurs romaines et de la corruption élégante sous les empereurs. Il n'a écrit jusqu'ici que l'histoire politique de l'empire, il nous promet et il nous doit, dans un prochain et dernier volume, l'histoire morale. Le tableau qu'il nous annonce suppléera aux dernières années de Rome, dont il a renoncé, nous ne savons trop pourquoi, à nous parler. Peut-être cependant n'est-il point aussi utile que nous le disions en commençant de connaître en détail la lente agonie de l'empire après Marc-Aurèle. Après les Antonins, la décadence de Rome est complète et l'institution de l'empire est jugée. L'ouvrage de M. Duruy pourra donc être considéré comme une œuvre complète sinon comme une œuvre achevée. Est-il nécessaire de dire que M. Duruy a mis tout son talent dans un livre qu'il regarde avec raison comme un monument durable? Il a profité de tous les travaux accomplis avant lui soit en France, soit en Allemagne, sans accepter cependant ces systèmes plus ingénieux que solides au moyen desquels on a métamorphosé l'histoire romaine. Il aime mieux raconter les faits tels que les anciens nous les ont transmis, que d'essayer de retrouver,

après tant de siècles, une vérité nouvelle et inconnue jusqu'à nos jours. Il fuit les théories absolues ; il écrit en homme politique et en moraliste ami des découvertes, mais aussi de la tradition. Son livre est une œuvre de science prudente et de sage critique : c'est une originalité qui n'étonnera personne de la part d'un esprit audacieux sans doute, mais qui ne confond pourtant pas la hardiesse avec la témérité.

21 février 1875.

L'ANTÉCHRIST DE M. RENAN

« Toute philosophie est nécessairement imparfaite, a dit quelque part M. Renan, puisqu'elle aspire à enfermer l'infini dans un cadre limité.... L'art seul est infini... L'art nous apparaît comme le plus haut degré de la critique. » Nul historien n'a été plus fidèle aux inspirations d'une critique savante et judicieuse. Si le rôle de l'historien consiste à faire revivre les siècles qui ne sont plus, à ranimer les morts illustres qui ont rempli la terre de leur nom et de leur œuvre, à nous faire assister à l'avènement des religions et à la chute des empires, qui pourrait le mieux remplir que M. Renan? Tout ce qui reste du monde éteint qu'il nous raconte, il le sait, il le connaît, il l'a réuni avec patience, avec passion, et sur ces ossements desséchés il a le don de faire passer le souffle de résurrection du vieux prophète. Il reconstruit sous nos yeux d'une main habile et d'un cœur plein d'amour, cette merveilleuse histoire dont il a analysé les éléments. Ingénieux historien sans nul doute, mais grand artiste à coup sûr! Oui, l'art est infini et les horizons que M. Renan nous ouvre le sont également. Qui que nous soyons, chrétiens ou phi-

losophes, croyants ou incrédules, ne sommes-nous pas, ne devons-nous pas être tous à l'aise devant ce spectacle mobile, interprété par la philosophie la plus large, la plus compréhensive, la plus facile à se plier aux mille nuances de la vérité, et en même temps la plus indulgente et la moins dogmatique? En vérité, nous nous expliquons à peine les colères et les haines que les premiers volumes publiés par M. Renan ont soulevées autrefois. Est-ce que M. Renan est un maître impérieux et tranchant? Non : il se contente d'exposer les faits, de les arranger, de les éclairer au contact de son âme. Du reste, il s'abstient souvent de conclure; ou, s'il le fait, c'est de telle sorte que la liberté du lecteur reste entière : son esprit seulement est mieux renseigné, mieux averti. M. Renan renverse-t-il d'une main brutale ou impie ce que nous avons longtemps admiré? Non : il nous le montre sous un jour nouveau. Lui reprochera-t-on d'être un enchanteur dangereux et de séduire ceux qui le lisent par la vraisemblance de ses récits, par la grâce de son style et par le respect délicat qui remplace chez lui un culte plus positif? Oh! certes, son art est parfait. En fermant son livre, il est difficile de ne pas se dire : C'est beau, c'est très beau! Mais M. Renan ferait-il un si grand usage de la critique pour nous empêcher d'en user nous-mêmes? Ses croyances, à lui, sont sincères et profondes : voilà pourquoi il sait respecter celles des autres. Il rougirait tout le premier d'avoir commis un de ces sacrilèges que le mauvais goût matérialiste du siècle se permet trop souvent. Où il voit le bien et le beau, il l'adore à sa manière : libre à nous de l'adorer à la nôtre. La lecture de ses ouvrages réveille en nous la conscience du passé et nous laisse d'ailleurs la pleine indépendance de notre jugement. Un chrétien peut s'aban-

donner à cette lecture charmante : il sera étonné quelquefois, il ne sera jamais choqué.

Est-ce la peine de parler de l'intérêt qu'offrent les études de M. Renan? Cet intérêt devient de plus en plus vivant à mesure que le travail avance. Jusqu'ici nous avons vu comment s'est formée la croyance chrétienne ; nous avons assisté à l'élaboration, dans quelques âmes encore confuses, d'une foi que le monde ignorait. Les derniers volumes, le dernier surtout, nous ont montré comment la religion du Christ s'est répandue partout et avec quelle ardeur puissante les apôtres en ont rapidement augmenté les conquêtes. Nous avons laissé saint Paul à Rome, nous l'y retrouvons : nous le retrouvons prisonnier, mais, encore bien que captif, plus fort qu'il ne l'avait jamais été, plus ferme et plus logique dans ses conceptions, plus hardi dans ses projets, et toujours animé de cette fureur de propagande dont il recueille les premiers fruits. Il écrit aux églises qu'il a fondées, il les dirige du fond de sa prison, et, dans sa prison même, il est entouré de disciples et d'amis. Le christianisme pénètre peu à peu la civilisation antique; son histoire commence à se confondre avec l'histoire du genre humain. Jusqu'à ce moment il n'avait eu affaire qu'à des provinces éloignées et à des proconsuls ignorés ; ses victoires avaient été obscures comme les difficultés qu'il avait surmontées. Mais, avec le nouveau volume de M. Renan, la scène s'élargit singulièrement et s'élève. L'apôtre du Christ est à Rome, et en face de lui il rencontre Néron.

Néron, les premières persécutions, les amphithéâtres, les jeux cruels et monstrueux dont se repaît l'imagination malsaine d'un paganisme d'autant plus violent qu'il est plus basé, les révolutions politiques, d'immenses événements militaires, et puis — pour clore le

tableau — le soulèvement et la chute de Jérusalem, tel est le sujet de M. Renan. Est-il possible d'en rencontrer un plus émouvant et plus beau? La République romaine n'existe plus, le monde qu'elle avait fait se décompose et disparaît peu à peu. Voici le germe d'une autre civilisation qui apparaît et se propose de tout envahir. La société païenne périra-t-elle sans se défendre? Non, certes, elle cherchera à étouffer dans son berceau la secte chrétienne qui la menace; elle se servira, pour atteindre ce but, des odieux moyens que des hommes comme Néron pourront imaginer. Lutte longue, sanglante, et, en apparence, bien inégale! La conscience chrétienne épouvantée, éperdue, croit voir l'Antéchrist, l'ennemi de Dieu, et elle pousse ce cri de douleur, de colère et d'espérance mystique qui s'appelle l'Apocalypse. Enfin Jérusalem se révolte. Rome, qui avait longtemps confondu et qui ne distingue pas encore les juifs des chrétiens, envoie ses légions contre la ville maudite qui a enfanté ses pires ennemis. Après un siège affreux, Jérusalem succombe. La Rome païenne se croit triomphante, elle est vaincue pour jamais! Le christianisme, débarrassé de ses attaches judaïques, se développe suivant sa propre nature et acquiert une vertu nouvelle; ce qui devait le perdre assure sa victoire. Voilà pourquoi la chute d'une ville de province a fait un tel bruit dans le monde que l'écho, répercuté de siècles en siècles, en est venu si retentissant jusqu'à nous. M. Renan nous fait assister à ces grandes scènes qui nous touchent toujours de bien près, et son livre, mieux que tout autre, nous en explique les ressorts et les motifs cachés.

M. Renan n'est pas le premier qui ait essayé de soumettre l'histoire de l'origine du christianisme aux pro-

cédés de l'exégèse : d'autres avant lui avaient hardiment nié le surnaturel et avaient cherché à tout interpréter par des raisons humaines. Avaient-ils toujours été exempts des préoccupations plus ou moins avouées qu'éprouvent les premiers réformateurs, surtout lorsqu'il s'agit pour eux de détruire une légende détestée? Ce reproche général n'est mérité par chacun d'eux qu'à des degrés très divers. Quelques-uns le méritent à peine, Renan ne le mérite pas du tout. Il aime le christianisme, il n'a garde de le mépriser : aucune passion, sinon celle du vrai et du beau, ne l'anime et ne le guide. Il cherche seulement à comprendre; il y arrive, en se servant sans doute des travaux de ses devanciers, mais en les éclairant à la lumière d'une critique qui jamais n'avait été plus calme, plus sereine et plus bienveillante.

Cette méthode de M. Renan, si elle a ses qualités, a bien aussi, nous ne dirons pas ses inconvénients, mais ses désavantages. Il est facile d'attaquer avec le parti bien pris de renverser et de détruire. Il est facile de raconter avec la volonté décidée de faire une apologie. La tâche de la critique est plus épineuse; elle l'est ici plus que partout ailleurs. Où il n'y a rien, en effet, la critique perd ses droits. Or, que nous reste-t-il sur les commencements du christianisme? Presque rien. Si l'on rejette la tradition chrétienne ou si l'on s'en méfie, à quoi se rattacher? Les documents sont rares; parfois ils font absolument défaut, et souvent, bien souvent parmi les documents qui subsistent, M. Renan choisit avec une terrible sévérité. S'il a pleine confiance dans les uns, les autres ne lui en inspirent aucune; il les déclare apocryphes et ne leur reconnaît que la valeur médiocre d'un renseignement de seconde main. C'est là l'écueil de sa méthode appliquée

à l'histoire qu'il a entreprise. Nous admirons qu'il ait tiré un pareil parti du petit nombre d'éléments qu'il a cru pouvoir employer. Il a fallu toute l'habileté, toute la souplesse et — pourquoi ne pas le dire? — toute l'imagination de son talent pour donner un sens arrêté aux détails incertains qu'il a recueillis. Mais quoi! lorsqu'on arrive à la fin du livre, qui oserait dire qu'il tient enfin la vérité? Qui serait sûr que le fil bien subtil d'un raisonnement bien délicat l'a conduit à une conclusion ferme et solide? Hélas! le doute, loin de se dissiper, s'empare de plus en plus de l'esprit. Eh! oui, sans doute, les choses ont pu se passer ainsi. Qui le sait? Qui pourrait le nier, mais aussi qui pourrait l'affirmer? Nous comprenons, en tout cas, fort bien qu'un chrétien, après avoir lu le livre, se sente peu ébranlé dans ses croyances et qu'il ne s'arrête qu'un moment devant les hypothèses ingénieuses et changeantes qui se dressent devant lui. Peut-être! C'est le mot de Montaigne. N'avons-nous pas le droit de nous en servir ici, aussi bien que lorsque nous errons à l'aventure à la poursuite de la vérité philosophique et de cette certitude qui nous échappe sans cesse dans sa fuite éternelle?

Parfois même M. Renan s'abandonne sans contrainte aux caprices gracieux de ses conjectures. Que devient alors le critique? nous n'en savons rien, mais l'artiste est plus que jamais séduisant. Qu'a fait saint Paul en sortant de sa prison? Est-il mort avec saint Pierre dans les persécutions de l'an 64? La tradition le dit, et M. Renan ne le nie pas : quel motif aurait-il de le nier? mais il se plaît à douter. Paul, prisonnier, avait rêvé de porter plus loin, toujours plus loin vers l'Occident, la bonne nouvelle de la vie et de la mort du Christ : l'Espagne attirait surtout son impatiente imagi-

nation. Pourquoi l'infatigable apôtre n'aurait-il pas posé le pied sur les rivages du midi de la Gaule? Pourquoi n'aurait-il pas parcouru les montagnes arides de la péninsule Ibérique? Pourquoi surtout, vieux, fatigué, parvenu par l'effort de son esprit vigoureux à comprendre l'erreur de toutes les doctrines dogmatiques et la vanité des œuvres les plus grandes, éclairé par une lumière plus douce que celle qui l'aveugla sur le chemin de Damas, pourquoi ne se serait-il pas assis sur le bord de la route, en se disant : *Ergo erravi?* Je me suis trompé! J'ai cru qu'il existait une vérité absolue et il n'y en a point. Le bonheur de l'homme est dans le scepticisme résigné et tranquille; toute sa sagesse est contenue dans le livre de l'Ecclésiaste, « le seul livre aimable qui ait été composé par un juif ». Et quelle est la morale de l'Ecclésiaste? « Rien de nouveau sous le soleil.... L'avenir ressemblera au passé.... L'homme heureux est celui qui, après avoir coulé sa vie en joie jusqu'à ses vieux jours avec la femme de sa jeunesse, meurt sans avoir perdu de fils! » Charmante philosophie, et bien profonde sous ses formes élégantes et un peu molles! M. Renan voudrait pouvoir l'attribuer à saint Paul : il aimerait à voir sur les lèvres de l'apôtre le sourire dont le Christ éclairait son visage lorsqu'il cheminait à travers la Galilée. « Tandis que Jésus, écrit M. Renan, posséda au plus haut degré ce que nous regardons comme la qualité essentielle d'une personne distinguée, je veux dire le don de sourire de son œuvre, d'y être supérieur, de ne pas s'en laisser obséder, Paul ne fut pas à l'abri du défaut qui nous choque dans les sectaires : il crut lourdement...; il n'eut pas son agonie de Gethsémani.... » Le rude et fougueux apôtre n'a pas su plier sa nature aux nuances mobiles de la vérité universelle; le ressort qui le sou-

tenait était dur et inflexible. Doit-on, au total, le regretter outre mesure? Nous sommes bien de l'avis de Renan : ces esprits rigides, ces âmes sévères manquent de l'attrait que d'autres présentent. Entre les deux manières notre choix n'est pas douteux; mais ne faut-il pas de l'une et de l'autre? Ne faut-il pas, pour que le spectacle du monde soit complet, des hommes de fer comme Paul, qui marchent jusqu'au dernier jour, sans tomber, sans faiblir, sans se reposer un seul instant? Tournons quelques pages du livre de M. Renan, que voyons-nous? Après avoir discrètement vanté la morale de l'Ecclésiaste, M. Renan nous parle du progrès en termes enthousiastes, lyriques, enflammés. Il ne s'agit de rien moins que de vaincre la mort et de dérober le feu de planètes. Hélas! qu'est-ce que le progrès si le sage de l'Ecclésiaste a raison, s'il n'y a rien de neuf sous le soleil, si tout est vanité? Pourtant le progrès existe, et M. Renan le glorifie avec éloquence. Il faut donc faire place aux hommes d'action, aux hommes de peine, à côté des contemplatifs. Il est permis sans doute de préférer la grâce d'un esprit qui porte légèrement le doute, à la volonté robuste d'un cœur trop vaillant; mais il y a place pour tout en ce vaste monde. L'empereur Sévère, qui se leva pour mourir et qui retomba en disant : Travaillons! est beau, lui aussi, et, même au point de vue de l'art, il serait dommage que de telles figures vinssent à nous manquer.

M. Renan est certainement de notre avis, lui qui n'hésite pas à prendre son parti de l'existence d'un homme comme Néron. Néron a fait plus de mal qu'il n'était mauvais lui-même : esprit faux et déclamatoire, âme faible, égarée, dépravée par les entraînements d'une puissance sans limites, le malheureux empereur,

sur le nom duquel la postérité a jeté tant d'anathèmes, était presque aussi à plaindre qu'il a été monstrueusement coupable. M. Renan nous a fait de Néron un admirable portrait. Ici, et dorénavant jusqu'à la fin du volume, plus rien n'est donné à la conjecture. Les documents ne manquent pas pour décrire les persécutions ou pour raconter la ruine de Jérusalem. M. Renan en a fait un habile usage, et son récit est aussi rigoureusement exact qu'il est vif et coloré. Jamais son style n'avait présenté un pareil éclat. On se rappelle la *Vie de Jésus* et les pages délicieuses où l'histoire du Christ semblait se dérouler comme une idylle enchantée; le style alors a été léger et gracieux à l'égal du sujet. Il est tout autre aujourd'hui. Sans rien perdre de ses qualités premières, il s'est mis en rapport avec les événements effrayants qu'il retrace. Plus chaud, plus animé, il nous transporte à Rome au moment des persécutions et de l'incendie, à Jérusalem au moment du siège et de la ruine de la ville. Ses formes sont plus hardies, plus pittoresques. On ne lit pas sans frémir les persécutions de l'an 64 : l'amphithéâtre de Rome n'avait jamais paru plus terrible, et les victimes livrées aux bêtes, plus touchantes ni plus dignes de pitié. Le monde païen recula épouvanté devant cette œuvre hideuse : une réaction dans les cœurs les plus farouches naquit d'une compassion que rien ne pouvait contenir. « Tout ce qu'il y avait d'hommes honnêtes dans la ville fut outré. » Les chrétiens eux-mêmes étaient étonnés d'une cruauté si nouvelle : leurs cœurs courroucés attendaient, invoquaient une expiation, une réparation prochaines. Le Christ devait apparaître avant peu, vaincre l'Antéchrist, se venger de Néron, son ennemi. L'Apocalypse, dans le livre de M. Renan, est un pamphlet

où ces espérances se cachent sous des formes familières à la langue et aux imaginations juives, mais dont le secret quelquefois nous échappe un peu aujourd'hui.

Le Christ, en effet, devait triompher ; non pas cependant par les moyens que prévoyaient et qu'attendaient ses premiers adeptes avec une impatience pleine d'anxiété. L'amphithéâtre ouvert aux bêtes féroces fut le second berceau du christianisme. Les chrétiens y apparurent armés d'un courage et d'une résignation qu'on n'avait pas vus jusqu'alors. La femme chrétienne, jetée nue sous la dent des bêtes, attachée par les cheveux aux cornes des taureaux sauvages, révéla ce sentiment inconnu à l'antiquité païenne, cette pudeur que M. Renan appelle — nous ne savons pas trop pourquoi — « une charmante équivoque », sentiment noble et exquis, qui devint le principe de toute une littérature, de toute une esthétique et presque d'une civilisation nouvelles. La femme avait conquis par le martyre, et par la manière dont elle l'avait supporté, le rang qu'elle a depuis occupé, l'influence qu'elle a exercée dans la famille et dans la société.

Temps odieux pour les chrétiens, qui furent suivis de temps odieux pour l'humanité tout entière! Cent cinquante ans après, Tertullien s'écrie : « Oui, nous sommes fiers que notre mise hors la loi ait été inaugurée par un tel homme! Quand on a bien appris à le connaître, on comprend que ce qui a été condamné par Néron n'a pu être qu'un grand bien. » Le crime était abominable en effet, et dès lors on put dire : C'est Néron qui a fait cela, donc c'est un crime! Néron en commit beaucoup d'autres encore; la plume se refuse presque à en signaler les détails honteux. Pourtant Néron n'était pas, à quelques égards, un homme méprisable. Son esprit manquait de justesse et son

âme d'équilibre; le pouvoir absolu avait faussé de son poids toutes ses facultés. M. Renan le condamne sévèrement : pourrions-nous dire qu'il le condamne sans réticences? Mais les jugements humains seraient-ils vrais sans ces retours de pitié que les esprits délicats et facilement émus font sur les bourreaux aussi bien que sur les victimes? Et puis il y a, dans le livre de M. Renan, une préoccupation constante que nous devons signaler. M. Renan voit sans cesse le passé à travers le présent, et nous sortons, qui ne s'en souvient avec tristesse? d'événements terribles. Nous avons vu la Commune. Nous avons traversé, comme la Rome de Néron, des jours de sang et de feu. Nul ne sait ce que l'avenir nous réserve et comment la postérité nous jugera tous, tant que nous sommes. A Rome, en l'an 64, les chrétiens étaient traités d'incendiaires. « Leur vrai crime, disait-on, c'est la haine du genre humain. » Ils formaient une secte détestée et méprisée. Ils voulaient, cela est certain, ils appelaient de tous leurs désirs le renversement du monde et la mort de la société qui les condamnait avec ignominie. Ils avaient raison, la suite l'a bien prouvé. Mais qu'il était difficile de percer, dès ces commencements, à travers les siècles futurs! La conscience de l'historien se trouble, hélas! bien souvent lorsqu'elle remonte le cours des âges et qu'elle étudie les institutions et les croyances, non seulement dans leurs développements, mais dans leurs origines. Nous laissons d'ailleurs à M. Renan la responsabilité de son indulgence pour un passé lointain, et pour un autre plus rapproché. Quant à nous, obligés à vivre au jour le jour, à combattre sur la brèche, à tuer au besoin pour sauver notre vie et les vies qui nous sont chères, nous sommes réduits à être plus sévères Le philosophe se

tient plus haut que nous, trop haut peut-être! il voit plus loin, trop loin! nos yeux ne parcourent pas un aussi vaste espace. C'est l'infirmité de l'homme de se rendre à peine compte des siècles écoulés et d'ignorer profondément l'avenir. Aussi, lorsque M. Renan nous parle des objections éternelles qui s'élèvent « contre le dogmatisme des partis conservateurs, etc., etc. », il nous est impossible de le suivre jusque-là. Oh! nous connaissons bien la formule : *Nec flere, nec indignari, sed intelligere.* « Tout comprendre, a dit Mme de Staël, c'est tout pardonner. » Mais Dieu seul comprend tout! De là le merveilleux accord entre sa justice infinie et son infinie miséricorde. Nous, il ne nous est pas donné de tout comprendre, il nous est défendu de tout pardonner.

Et pourtant nous pardonnons beaucoup et nous sommes heureux de suivre M. Renan lorsqu'il nous montre le bien à côté du mal, chez Néron, le plus coupable des hommes, ou dans une nation criminelle sans doute, mais peut-être un peu calomniée : nous voulons parler de la nation juive. M. Renan, lorsqu'il parle des juifs, emploie des termes qui n'ont pas cours dans la tradition chrétienne. « Dites des juifs, écrit-il, tout le mal que vous voudrez, vous serez dans la vérité; dites-en tout le bien qu'il vous plaira, et vous aurez encore raison. » Il fallait que les juifs succombassent, ils ont succombé. Pourquoi avoir insulté à leur chute? Dispersés dans le monde, on sait avec quelle rigueur intolérable ils ont été traités pendant le moyen âge et jusqu'aux temps modernes : honnis, persécutés, dépouillés, bannis et chassés de partout, toujours frappés sans jamais pouvoir mourir, qu'avaient-ils fait pour mériter, nous ne disons pas le sort mystérieux qui semble les poursuivre encore, mais les

haines et les fureurs qu'ils n'ont pas cessé de provoquer? Ils ont tué Jésus, ils ont tué leurs prophètes. Cruels et cupides, rien n'a arrêté le débordement de leurs passions violentes. C'est un crime sans doute; ils en ont commis un autre. Ils ont cru que le monde devait leur appartenir tôt ou tard, que les chrétiens étaient des mystificateurs ou des dupes, que les prophéties leur assuraient à eux-mêmes un avenir matériel de gloire et de grandeur sans fin. Étranges et tenaces illusions! N'étaient-elles pourtant pas jusqu'à un certain point naturelles de la part d'une nation mystique et passionnée? Si l'on se reporte au texte des prophéties, il est bien difficile de donner absolument tort aux juifs : la lettre est pour eux, si l'esprit les condamne. Rien n'égale en horreur les tribulations qui leur sont prédites; ils doivent périr sous le fer des soldats et sous la dent des bêtes; ils doivent être disséminés sur tous les points du monde. Toutefois, à côté de ces prophéties vengeresses, il y en a d'autres qui annoncent la paix et la réconciliation. Il y en a surtout de terribles contre ceux qui se réjouiront de la chute de la ville sainte, et les nations auxquelles les juifs seront mêlés doivent disparaître les unes après les autres sans que les juifs disparaissent eux-mêmes jamais. C'est sur ces assurances que s'appuie la conscience judaïque, et ces prophéties, bien ou mal comprises, mais senties avec force, ont allumé dans Jérusalem les passions d'indépendance qui y ont éclaté si souvent.

Enfin, les juifs se révoltent pour la dernière fois. L'occasion semblait favorable : la Gaule était soulevée et l'empire paraissait sérieusement compromis. La mort de Néron, la période révolutionnaire que le monde traversa sous les règnes de Galba, d'Othon

et de Vitellius, donnèrent des forces à la défense en affaiblissant l'attaque, et la prolongèrent pendant longtemps. Vespasien, puis Titus se succédèrent sur les murs de Jérusalem : Titus finit par s'en rendre maître. Personne n'ignore les incidents du siège et encore moins ceux qui en signalèrent la fin. On sait comment le temple fût brûlé malgré les ordres de Titus, et l'on sait aussi que Titus lui-même, frappé des circonstances extraordinaires de son triomphe, crut voir la main de Dieu dans ces événements merveilleux et attribua à une intervention surnaturelle le succès de son entreprise. M. Renan raconte cela tout comme Bossuet, mais il cherche à l'expliquer par des raisons plus naturelles. Pendant les lenteurs du siège, Titus a vécu avec des juifs : l'historien Josèphe était sans cesse auprès de lui, et, bien que traître à sa patrie, il n'en avait tout à fait perdu ni le respect ni les superstitions. La juive Bérénice exerça, elle aussi, elle surtout, une influence pénétrante sur le cœur et sur l'imagination de Titus. Tels sont, dirait sans doute Bossuet, les moyens dont Dieu s'est servi pour plier les sentiments du général romain et les tourner suivant ses desseins. Soit ! Encore est-il intéressant de connaître ces moyens. Et vraiment, lorsqu'on lit Bossuet, il est difficile, quelle que soit l'éloquence de l'écrivain, d'oublier combien il a, au fond, de parti pris évident. Jamais la parole humaine n'a eu plus d'autorité dans son allure large et impérieuse, jamais aussi elle ne s'est moins aidée de ce que nous appelons aujourd'hui la critique. Nous n'établissons, bien entendu, aucun parallèle, entre le livre de Bossuet et celui de M. Renan; mais il est bon, croyons-nous, de relire l'un après avoir lu l'autre, non pas pour comparer l'un avec l'autre, mais pour s'éclairer de tous les deux.

Nous parlions tout à l'heure des sentiments que les juifs ont inspirés aux chrétiens : nulle part peut-être ces sentiments ne se montrent avec plus de rudesse que dans le Discours de Bossuet. Il faut voir comme il traite les juifs! Il faut entendre comme il parle de Jérusalem, de son obstination dans l'erreur, de sa rage aveugle et de la justice de son châtiment! Bossuet cite cependant quelques passages des anciens prophètes et de l'Évangile même, dans lesquels Jérusalem est traitée de tout autre manière. Ces paroles du Christ, pleines de tendresses et de pardons, prennent dans la bouche de Bossuet un air presque menaçant : « Jérusalem, Jérusalem, qui tues les prophètes et qui lapides ceux qui te sont envoyés, combien de fois j'ai voulu rassembler tes enfants comme une poule rassemble ses petits sous ses ailes; et tu ne l'as pas voulu! Le temps approche que tes maisons demeureront désertes.... Ah! ville infortunée, si tu connaissais du moins en ce jour ce qui t'est donné pour te repentir, ce qui te pourrait apporter la paix! Mais maintenant tout ceci est caché à tes yeux. Viendra le temps que tes ennemis t'environneront de tranchées, et t'enfermeront, et te serreront de toutes parts, et te détruiront entièrement, toi et tes enfants, et ne laisseront en toi pierre sur pierre, parce que tu n'as pas connu le temps auquel Dieu t'a visitée.... » — « Filles de Jérusalem, disait encore Jésus en montant au Calvaire, ne pleurez pas sur moi, mais pleurez sur vous-mêmes et sur vos enfants, car le temps approche auquel on dira : Heureuses les stériles! heureuses les entrailles qui n'ont point porté d'enfants et les mamelles qui n'en ont point nourri! » On le voit, si Jésus a condamné Jérusalem, il ne l'a point maudite, il a pleuré sur elle, et pourtant à la chute de la ville infortunée, un long cri de joie s'est

élevé parmi les chrétiens et s'est prolongé en grossissant jusqu'à nous.

Cruelle destinée des religions qui meurent en enfantant une religion nouvelle! Il faut qu'elles périssent tout entières et le monde s'acharne sur ce qui en reste. M. Renan le remarque avec un sens critique bien profond : le judaïsme était devenu une sorte d'empêchement pour le christianisme naissant. Il était nécessaire qu'une scission matérielle s'établît entre les deux religions et les deux Testaments. Saint Paul avait fait beaucoup pour dégager le christianisme des éléments judaïques qui s'obstinaient à le pervertir comme un alliage impur; Titus a fait presque autant que saint Paul. Voilà pourquoi les chrétiens ont obéi à un instinct juste, quoique sévère, en accueillant comme ils l'ont fait les derniers efforts et la ruine définitive de la ville qui avait crucifié Jésus et lapidé saint Jacques.

Il faut relire ces récits émouvants dans le livre de M. Renan. Rien ne dispense de cette lecture. Il n'y a pas de sujet plus digne de l'intérêt d'un homme qui pense; et depuis longtemps notre littérature, hélas! trop languissante, n'avait pas produit un pareil récit. Nous avons fait nos réserves en parlant de l'ouvrage de M. Renan : raison de plus pour qu'il nous soit permis de dire le bien que nous pensons de l'homme et de son talent. D'esprit plus élevé, plus noble, plus amoureux du beau et plus digne de sympathies, nous n'en connaissons pas. S'il se trompe quelquefois, c'est toujours à la poursuite désintéressée de la vérité qu'il n'aime que pour elle-même. D'autres sacrifient à la publicité du jour qui passe; M. Renan, dans un siècle léger, frivole et mobile, a eu le courage d'entreprendre une œuvre de longue haleine et, à force de labeurs et de soins, il est sur le point de l'avoir terminée.

« J'ai eu trop de plaisir à le faire, dit-il en parlant de son livre, pour que je demande d'autre récompense que de l'avoir fait. » C'est à coup sûr une belle récompense; mais il faudrait que nous fussions ingrats pour ne pas remercier M. Renan, nous tous qui aimons l'histoire et les lettres, de nous avoir mis à même de jouir et de profiter, sans peine et sans fatigue, de ses travaux si remarquables et si distingués. La peine, en effet, a été pour lui tout entière, nous n'avons que le plaisir. Quand même M. Renan ne serait pas un historien et un critique aussi savant et aussi judicieux, il resterait toujours un admirable écrivain : nous n'en savons pas aujourd'hui qui lui soit supérieur, et personne ne peut se blesser de ce jugement.

16, 17 août 1873.

ABÉLARD [1]

I

Le drame d'*Abélard* a été écrit en 1836, il est resté inédit pendant quarante années. Nous ne doutons pas du succès de ce livre, qui a excité jadis tant de curiosité : on le lira, parce qu'il est de M. de Rémusat et qu'on l'a longtemps attendu, et on y reviendra, on le relira encore parce que c'est une création originale, éloquente, parfois profonde, admirable travail d'imagination et de style, qui nous fait connaître sous une face nouvelle l'un des esprits les plus curieux et les plus inventifs de notre époque. En tout cas, nous défions qui que ce soit d'en commencer la lecture et de ne pas la terminer. Dès les premières pages on est saisi, on est entraîné, on ne s'appartient plus, on appartient à l'action comme un spectateur passionné. Faut-il l'avouer? l'impression que nous avons éprouvée a été pour nous une surprise. Nous savions bien que M. de Rémusat était capable de tout en fait d'imprévu; mais

1. Drame philosophique, par M. Charles de Rémusat, édité par M. Paul de Rémusat.

enfin tant de gens habiles s'étaient essayés dans ce genre un peu faux du drame destiné à n'être point joué et n'avaient su en tirer que des œuvres estimables! M. de Rémusat lui-même avait été si prudent en gardant son drame en portefeuille! Ne pouvait-on pas craindre qu'il n'eût été que juste? Non, il n'était que sévère. Son *Abélard* était digne de voir le grand jour.

Ceux qui ont entendu, il y a quarante ans, M. de Rémusat lire *Abélard* dans quelques salons choisis, en avaient gardé le meilleur souvenir. M. de Rémusat n'était pas seulement un excellent écrivain, il était encore un lecteur et un acteur plein de finesse et de verve. S'il n'a pas lui-même publié son drame, il fut un temps où il ne demandait pas mieux de le lire. Il y avait des salons littéraires, alors. Le succès fut grand, prodigieux, dit M. Sainte-Beuve : « durant deux hivers l'intérêt se soutint, et la conversation vécut presque uniquement là-dessus ». Tous les témoignages contemporains sont d'accord; mais ici encore ne pouvait-on pas se méfier? Les admirations de salon ne sont pas toujours celles du grand public; elles sont souvent complaisantes, même sans le savoir; on est naturellement bien disposé pour un auteur qu'on connaît et qu'on aime, lorsqu'il vient lire dans une sorte de demi-mystère, sous l'abat-jour de la lampe, une œuvre timide et charmante. Il est vrai qu'il n'y eut pas seulement pour *Abélard* une disposition bienveillante; la sympathie fit éclat, l'enthousiasme s'afficha. M. de Rémusat fut pressé de publier son drame; il hésita, se laissa prier et ne décida rien. Déjà connu comme philosophe et comme homme politique, il aspirait naturellement aux plus hautes fonctions publiques et devait bientôt être ministre. Était-ce le moment

de publier une œuvre qui tenait à la fois du théâtre et du roman? Elle tenait aussi sans doute de la philosophie et de l'histoire; la vive et brillante gaîté qui éclatait dans certains passages n'enlevait pas au fond ce qu'il avait de sérieux et de grave; la forme même était si littéraire, si pure et d'un art si achevé, qu'elle suffisait pour tout sauver, justifier et consacrer. Pourtant M. de Rémusat n'a pas pris son parti, il a laissé à son fils ce soin et cet honneur. On sait que M. de Rémusat, philosophe, nous le répétons, et homme d'État, avait eu dès ses plus jeunes années une vocation décidée pour les côtés les plus légers de la littérature : il s'était exercé dans la chanson avec une bonne humeur, une abondance et un succès inquiétants. Le drame d'*Abélard* contient précisément quelques chansons ou romances parfaitement appropriées aux étudiants qui les chantent. Le drame est allé rejoindre les chansons dans le portefeuille avare qui s'ouvre enfin à moitié, et, depuis, M. de Rémusat en a parlé comme d'un de ces péchés de jeunesse dont on éprouve une douce pudeur, dont on se confesse sans aller toutefois jusqu'à s'en repentir. « Des illusions téméraires, dit-il, sont à demi dissipées; une voix que je voudrais écouter toujours me conseille de renoncer aux fictions passionnées et de dire tristement adieu à la muse qui les inspire :

..................................Abi
Quo blandæ juvenum te revocant preces. »

Ne croirait-on pas voir le philosophe qui, dans le charmant tableau de Gleyre, regarde fuir les illusions perdues? Non, pourtant! M. de Rémusat n'a jamais été si mélancolique, et la voix, la froide voix de la raison n'a fait évanouir qu' « à demi » les sirènes qui

l'ont enchanté. Il a toujours eu l'imagination riante et heureuse S'il a renoncé pour un temps à l'Abélard de son drame, il ne s'en est pas séparé tout à fait; il a étudié de plus près l'Abélard de l'histoire et de la scolastique; il a écrit sa vie et exposé ses systèmes comme il avait fait revivre ses passions; et parfois, dans ce récit élégant et sobre, on retrouve les couleurs plus chaudes et l'émotion de l'œuvre première. On ne fait jamais mieux, même dans un travail d'érudition et de critique, que si l'on porte en soi l'idéal voilé aux yeux des autres, visible aux siens, de l'objet qu'on se propose. Cet Abélard idéal, M. de Rémusat ne peut l'avoir sacrifié, disait Sainte-Beuve, il l'a seulement dérobé. « Isaac n'est pas mort; Iphigénie tôt ou tard reparaîtra! » La noble et belle œuvre d'art a reparu en effet; M. Paul de Rémusat nous l'a donnée; il a usé de la permission de son père : peut-être même a-t-il cru se conformer à un secret désir de son cœur.

II

Ce drame est à peu de chose près l'histoire même d'Abélard, et cette histoire est si connue que nous n'avons pas à la raconter. M. de Rémusat, même dans ce champ de l'imagination où tant de libertés sont permises, a été fidèle à la vérité, et les héros qu'il nous montre ne sont pas des personnages de fantaisie. Les sentiments, les passions, les idées ne sont point de l'invention de l'auteur; il les a pris dans les chroniques les plus authentiques. Les événements aussi sont d'une grande exactitude; il s'est borné à les disposer suivant les lois du genre qu'il avait adopté. Il

n'en est pas du théâtre comme du roman ou comme du simple récit; tous les détails secondaires doivent être sacrifiés ou à peine indiqués; les traits principaux, au contraire, mis en saillie et fortement accusés. Parmi ces traits essentiels, il faut encore choisir, et, lorsqu'on a choisi, rapprocher, condenser, unir et exécuter ces raccourcis qui sont en quelque sorte dans la perspective du théâtre. A ces conditions seulement, l'action dramatique est puissante et ne languit pas. Cela est vrai, même des œuvres qui ne sont pas précisément écrites pour la scène; l'intérêt avec lequel on lit *Abélard* en est la preuve, et l'ennui profond qui se dégage de certains autres drames, fort spirituels d'ailleurs, qui ne sont que des narrations dialoguées, en est la contre-preuve.

M. de Rémusat a donc resserré en quelques courtes années les événements qui, dans la vie réelle d'Abélard, ont rempli près d'un demi-siècle. Il a évité les répétitions inutiles. On sait, par exemple, qu'Abélard a été condamné par deux conciles, celui de Soissons et celui de Sens, et qu'entre l'un et l'autre vingt années se sont écoulées. M. de Rémusat ne parle que du concile de Sens, le plus important, le plus décisif, parce qu'Abélard y a eu pour adversaire saint Bernard; mais à ce concile de Sens il a rattaché certains épisodes qui appartiennent plutôt à celui de Soissons. Qu'importe? Ces détails sont extrêmement significatifs; ils produisent une forte émotion; ils montrent dans son impuissance la pensée toute nue en face de l'autorité qui abuse de sa force; ils appartenaient à l'artiste, et celui-ci les a mis dans son tableau à la place convenable. La seule infidélité historique un peu considérable à relever dans ce drame est dans le dernier acte, au moment où meurt Abélard. M. de Rémusat nous le représente livré

à la colère et au doute, et maudissant Bernard de Clairvaux. Pierre le Vénérable, abbé de Cluny, se penche sur sa couche : « Mon fils, dit-il, vous croyez en Jésus-Christ? — Je ne sais pas... », répond le mourant « qu'on entend à peine ». L'histoire, en effet, n'a rien entendu de semblable. Abélard a pu commettre des hérésies, bien qu'il s'en soit toujours défendu; mais il était chrétien, et il est mort réconcilié avec saint Bernard, en paix avec l'Église. Nous ne sommes donc plus ici en présence de l'Abélard de l'histoire, mais de l'Abélard philosophe, père de la libre pensée et portant déjà en germe les révolutions futures. Cet Abélard de la fiction, nous le retrouvons encore dans l'homme politique, assistant avec une grande intelligence de l'avenir aux mouvements populaires qui ont signalé sous Louis le Gros l'émancipation des communes. Rien ne prouve qu'Abélard ait eu la vue aussi nette ni aussi longue; mais, en incarnant en lui ce besoin d'indépendance qui se traduisait au XIIe siècle sous tant de formes différentes, dans l'action comme dans la pensée, M. de Rémusat l'a rendu plus intéressant, il a fait de lui un type plus complet. De plus, et c'est là ce dont il faut lui savoir le plus de gré, il a trouvé la matière de scènes nouvelles, qui étaient très originales en 1836, et qui sont restées instructives et piquantes. Abélard, dans son drame, représente l'avenir s'agitant, se remuant, aspirant à être, au milieu d'un édifice social et politique déjà ébranlé, mais encore assez résistant et assez solide pour écraser l'ennemi qui le menace. Du reste, philosophe et théologien avant tout, mettant, comme le feront plus tard les écrivains du XVIIIe siècle, la pensée humaine au-dessus de toutes les institutions, et ne considérant le roi qui peut le protéger, les bourgeois qui peuvent l'aider sans savoir ce qu'ils font, que comme

des instruments destinés à assurer sa propre liberté et sa puissance. Au fond, il les méprise, il les sent inférieurs, il aspire à se servir d'eux. Seulement, cet homme audacieux et égoïste manque de la prévoyance et du caractère qu'il faudrait dans une pareille lutte, et après des succès merveilleux, au moment où son orgueil s'élève jusqu'au ciel, il est surpris, vaincu, et retombe lourdement. Il a entrevu la terre promise, il en a montré le chemin, mais il n'y entrera pas lui-même; ce n'est pas sa main qui y conduira les générations élues.

Le drame se divise en cinq parties : la Philosophie, la Théologie, l'Amour, la Politique et la Mort. Les trois premières sont remplies des triomphes d'Abélard, jusqu'à la fin de la troisième exclusivement. Ses succès en amour ont eu, comme on sait, un dénouement déplaisant et tragique. Les deux derniers actes sont consacrés à la décadence et à la chute. Bien des lecteurs, en lisant ces titres des diverses parties du drame, imagineront peut-être que la plus intéressante est celle qui est consacrée à l'Amour; bien des lectrices y courront tout d'abord; mais en cela ils se trompent les uns et les autres. Erreur naturelle : c'est parce que le nom d'Héloïse est dans tous les cœurs, que celui d'Abélard est dans toutes les mémoires. Héloïse a immortalisé son amant mieux que ne l'auraient fait son esprit, ses prétentions et ses systèmes. Qui connaîtrait Abélard s'il n'avait pas aimé la nièce du chanoine Fulbert, et surtout s'il n'avait pas été aimé d'elle? A quoi tient la destinée d'un grand nom! Et pourtant, si Héloïse n'a été que la maîtresse d'Abélard, celui-ci a été autre chose encore que l'amant d'Héloïse. Jamais homme n'a soulevé tant de passions diverses, ni d'enthousiasme : sa parole a remué l'Europe et a groupé autour

de lui de véritables multitudes. Partout où il allait, s'élevait un grand bruit et se pressait la foule. A qui le comparer? A Voltaire, qui a occupé de lui tout son siècle? Mais Voltaire écrivait, il ne parlait pas; on le lisait, on ne l'entendait point. La parole du maître et de l'orateur a une autre puissance encore que la plume de l'écrivain : en revanche, sa puissance est moins durable. Que reste-t-il du grand écolâtre du XIIe siècle? Quelques traités que personne ne lit plus et qu'on ne peut plus lire. Que lui a-t-il donc manqué pour produire sur la postérité l'impression qu'il a produite sur ses contemporains? Il avait l'esprit, l'ingéniosité, l'imagination, la passion, mais il n'avait pas de style, et comment en aurait-il eu, dans un temps où il n'y avait pas encore une véritable langue vivante? Nous ne savons ce que la personne et l'action de l'orateur ajoutaient à ses leçons; quant à sa pensée, dans ses livres, elle se déroule avec l'agrément d'un problème résolu par une algèbre rudimentaire. Eh bien! ce qu'Abélard n'a pas eu, ce style limpide, poétique, éloquent et fier, M. de Rémusat le lui prête généreusement, et voilà pourquoi, dès ses premières phrases dans le drame, dès les premiers mots qu'il prononce, précis, profonds, ambitieux, révoltés même, tous les écoliers qui l'entourent, bruyants et légers, lèvent la tête, se retournent et fixent avec étonnement les yeux sur lui. La scène se passe dans la cour du cloître de Notre-Dame; on attend le célèbre écolâtre Guillaume de Champeaux. Quel est ce jeune homme inconnu qui s'est mêlé à son auditoire? On le sait bientôt. Guillaume commence son cours, expose sa doctrine, demande s'il a été compris, provoque, sollicite les objections afin de les dissiper. Abélard lève la main et dit : « Je demande à répondre ». — Surprise, émoi général, scandale. Mais

Abélard est sûr de son fait : il commence, il parle, il réfute le maître, il l'enserre dans les durs replis de son argumentation, il le frappe à coups redoublés, le réduit à l'absurde, l'oblige à se rétracter, le laisse interdit et haletant dans sa chaire. — A bas Guillaume de Champeaux! crient les écoliers enivrés. — Non, répond le jeune homme, « je ne suis pas venu pour forcer personne à se taire, mais pour rendre à tous le droit de parler. Je rouvre le combat des intelligences. Garde ton école, rassemble tes disciples, mais souffre qu'un nouvel enseignement s'élève en face du tien. N'est-il pas écrit : Dieu a livré le monde à leur dispute? Guillaume de Champeaux, je te dispute le monde. — Cet homme est maudit! s'écrie Guillaume au désespoir. — Et vous, ô mes chers auditeurs,... dirai-je mes disciples? continue Abélard, choisissez; qu'on se sépare. Que les uns restent au pied de cette chaire de doute et d'ignorance, que les autres viennent avec moi chercher la vérité. La vérité, qui l'aime me suive! » Et les étudiants de le suivre en tumulte. « En avant et du nouveau! » crie l'un d'eux, Manegold, gai, aimable, généreux enfant de Paris, le plus fou et le meilleur. Dès cette première scène, les caractères de chacun des étudiants sont finement indiqués et ne se démentent plus. Auprès de Manegold, voici Hilaire, le cousin d'Héloïse, le disciple soumis, dévoué, timide, un peu souffreteux; Dittmar, jaloux de Guillaume et qui le sera un jour d'Abélard; Alberic et Lotulfe, personnages historiques, disciples restés fidèles à Guillaume, ennemis de son rival jusqu'à la mort. Tout ce monde évanoui reprend une âme et se remet à vivre; mais ce qui est admirable et dont la lecture seule peut donner l'idée, c'est la scène elle-même. S'il y en a de plus touchantes, il n'y en a pas de plus belles dans le livre, et cette entrée

dans le temple en donne déjà une grande idée. De quoi s'agit-il? Des universaux, du réalisme, du nominalisme, du conceptualisme, toutes choses qui ne sont qu'à moitié divertissantes ou même intelligibles. Cela n'y fait rien; on est étonné, on est ému. Il y a dans le langage d'Abélard, dans sa démarche, dans son geste, une gravité romaine, une noblesse surprenante, une passion brûlante qui ne laissent pas indifférents. M. de Rémusat avait peut-être vu quelque chose de semblable autour de lui : de son temps, les philosophes avaient aussi l'air conquérant et l'accent vainqueur, et ils traitaient parfois Condillac et le sensualisme un peu comme Abélard traitait Guillaume de Champeaux et le réalisme. Quoi qu'il en soit, cette première victoire d'Abélard est bien gagnée. La nouvelle école se réfugie sur la montagne Sainte-Geneviève, dans un cabaret, et les écoliers s'abandonnent au délire de leur gaîté. C'est ici que les chansons, les cris, les jeux de mots alternent dans un dialogue d'une vivacité et d'un entrain prodigieux. Abélard contemple ce spectacle avec une tristesse sévère. « Mon jeune maître, ils vous fatiguent, lui dit Hilaire. — Enfant, répond Abélard, couche-toi sur terre tout le jour, regarde courir les nuages ou marcher le soleil, monte sur un saule et, suspendu à une forte branche, compte, les yeux fermés, les murmures du ruisseau qui bondit à sa racine, et tu auras mieux usé de ton temps, moins abusé de ton âme qu'en donnant l'une et l'autre aux jeux de ces insensés. — Ah! vous êtes trop sérieux! s'écrie Manegold. — Folâtre jeune homme, est-ce que tu ne sais pas que tout est sérieux? Jeunes gens, depuis tant de temps que vous étudiez la philosophie, qu'avez-vous donc appris si vous ne savez pas que la vie est sérieuse, que tout doit être comme la vie, que la pensée vous fut

donnée pour la vérité, et que, même quand votre voix chante, c'est une âme immortelle qui s'exhale? Tout accent qui n'est pas pour la vérité c'est un vol fait à Dieu. — C'est singulier, dès qu'il parle on ne peut plus jouer », dit un étudiant. Les jeux cessent en effet, on se groupe autour du nouveau maître, et celui-ci, dans un rythme nombreux, en phrases cadencées et sonores, avec une éloquence poétique et puissante, prononce un de ces discours comme Platon devait en prononcer jadis, et comme de bons disciples ne les oublient plus. Ce sont les proclamations et les bulletins de la grande école ! Guerre à Guillaume de Champeaux ! Abélard le provoque encore et va le battre dans son cloître de Notre-Dame. Avant le combat, il s'endort sur un banc de pierre, au pied d'un arbre qui le garantit mal du soleil ! Hilaire, le pieux Hilaire est là qui veille sur lui et protège son sommeil ; il n'y a rien dans la poésie de plus délicieux, ni de plus calme. La bataille s'engage enfin, ardente, passionnée. Une lettre de Bernard de Clairvaux sauve Guillaume de sa défaite en l'élevant à l'évêché de Châlons. Abélard reste maître du terrain et s'exalte dans sa gloire. Mais quoi ! quelques sons discordants, quelques bruits avant-coureurs des tempêtes futures se sont fait entendre. Bernard n'a-t-il pas traité avec mépris dans sa lettre les sciences mondaines et ces combats de parole qui sont vanité? N'a-t-il pas écrit : « L'erreur dans la science est loin d'être innocente, car elle engendre l'erreur dans la foi. Elle est le péché en origine et la racine de l'arbre empoisonné. » Prends garde, Abélard; voilà l'ennemi !

III

Loin de s'en détourner prudemment, Abélard l'affronte, et nous le voyons, dans le second acte, s'attaquer à la théologie comme il l'avait fait à la philosophie. Mais ici, il est moins intéressant, d'abord parce que son adversaire l'est davantage et parce que lui-même est moins simple et moins franc. La fumée de l'orgueil est montée à sa tête, son ambition n'est plus désintéressée. Il ne cherche plus la vérité pour elle-même, il la cherche pour en user afin d'établir sa domination sur toutes les intelligences. Il entre donc dans l'école d'Anselme, doyen du chapitre de Laon, et il affecte de se faire son élève. Pourquoi choisit-il ce maître? Parce qu'il est le plus renommé dans la science de la théologie, comme Guillaume l'était dans la dialectique, et que, s'il dépasse celui-là, il n'aura plus d'égal. Mais, au lieu de l'attaquer hardiment et la tête haute, il s'insinue dans sa confiance, il se baisse un peu pour entrer dans son école, il le fait tomber enfin dans un piège déloyalement tendu, et alors seulement il se redresse pour l'écraser. Il y a du Tartufe dans tout ce manège, et cette fois les cœurs ne sont plus pour Abélard. Son entreprise est suspecte; ce n'est pas seulement sa propre supériorité qu'il établit sur Anselme, mais celle de la dialectique sur la théologie. La raison devient juge de la foi; elle examine le dogme et l'explique. Elle daigne l'accepter encore; le jour viendra sans doute où elle le repoussera. Le désespoir d'Anselme lorsqu'il reconnaît le serpent qu'il a nourri sur son sein est cruel et touchant. Le pieux théologien est sur le point de mourir de douleur; il fait appeler Abélard près de son lit, il l'exhorte à l'hu-

milité. Le croirait-on? Abélard lui répond : « N'est-ce pas vous, mon père, qui seriez orgueilleux sans le savoir? Ne seriez-vous pas jaloux de moi? Descendez en vous-même, faites acte d'humilité à votre tour. » — Tout cela est dit d'une voix si pleine d'assurance et d'onction que le pauvre Anselme en est frappé et qu'il murmure doucement : « Parlez, parlez, mon fils.... Vous me faites voir clair dans mon âme. » Honnête et bon vieillard! Mais il sera vengé.

Il y a dans ce second acte une scène très heureusement inventée. Abélard va commencer son cours de théologie; Anseau de Garlande, sénéchal de l'hôtel du roi, passant près de Laon, y entre pour voir le jeune maître, auquel il s'intéresse, et pour se rendre compte aussi de l'état de la commune : il n'est pas fâché de faire d'une pierre deux coups. C'est un maître homme que ce Garlande, et un habile conseiller du roi Louis le Gros. Les audaces d'Abélard contre les théologiens ne l'émeuvent pas; il cultive les arts, il a de l'esprit, il récite des vers, il fait des mots, il déclare qu'il faut au roi des « gens d'armes qui soient des gens de lettres ». — « Enfants, s'écrie Abélard, souvenez-vous que le seigneur de Garlande dit que le temps vient que c'est aux gens de lettres qu'appartient le gouvernement de ce royaume! » — « Holà, maître, holà! les savants de ma sorte, réplique Garlande, font tourner une masse d'armes de cinquante livres entre les deux doigts que voilà. » Lui aussi aspire à se servir des gens de lettres, comme Abélard prétend se servir des gens d'armes, pour la domination. Du reste, il les aime, il les trouve amusants, il tutoie Abélard, il veut le présenter au roi, il le fait parler et l'interrompt sans cesse, plus soucieux, au fond, de ses propres pensées que de celles du jeune savant. Enfin il consent à assister à la

leçon de théologie; mais voilà que les auditeurs l'intéressent bientôt plus que le professeur : « Doyen, dit-il à Anselme, comment va votre évêque? Comment se gouverne-t-il avec ses deux puissances? En sauvera-t-il une au moins de naufrage? » La conversation devient générale, les bourgeois de Laon y prennent part; ils se plaignent de leur évêque, ils demandent une charte. « Ils ont raison, dit Garlande. Bourgeois, vous êtes de braves gens; je suis joyeux de vous voir. — Mais, réplique Anselme, ce sont des misérables, ils ont tout dévasté, ils ont brûlé la cathédrale. — Ah! voilà qui est mal, il faut être sage, il faut se tenir tranquille, le roi le veut. N'importe, bourgeois, écoutez bien; vos demandes sont justes; tenez-vous fermes, le roi vous aidera. — Mais, Monseigneur, le roi n'est pas ici dans son domaine, etc. — Je sais ce que je dis. » — Et les bourgeois de crier : Vive le roi! vive la Charte! vive le sire de Garlande! Le bon sire sort en nombreuse compagnie pour aller boire, au « manoir de Commune », à la santé du roi Louis. « Vous sortez, Monseigneur? demande Abélard; dois-je vous attendre pour la leçon? — Ah! la leçon!... j'ai bien le temps! Adieu, adieu! En avant, bourgeois de Laon! Chanoine, dites à l'évêque de se garder de tout mal; il doit user de prudence. Ecoliers de Paris, j'aime vos études. Abélard, viens me voir, je veux te montrer au roi. En avant, bourgeois de Laon! » — « Quel scandale! » soupire le pauvre Anselme, qui ne se doute pas quel autre scandale Abélard va lui donner avec sa leçon. Tout cela est vif, alerte, rapidement enlevé. Une telle scène aurait suffi autrefois pour assurer le succès du drame. On connaissait alors le moyen âge moins qu'aujourd'hui, mais on commençait pourtant à le comprendre, et la première ferveur de la découverte

enflammait toutes les imaginations. L'émancipation des communes intéressait surtout; nous la voyons ici se préparer; les personnages habilement ressuscités se meuvent sous nos yeux. Mais M. de Rémusat n'a pas voulu seulement faire un hors-d'œuvre historique au milieu de son drame. Abélard assiste avec une intelligence observatrice à la scène que Garlande joue devant lui; il pressent la révolution qui se prépare; il sent qu'il peut aider lui-même à cette révolution et compter par conséquent, comme un bourgeois mécontent, sur la connivence du roi. Or le roi, entouré d'hommes comme Garlande, est une terrible force à mettre du côté de la libre pensée. Il y a là un enseignement dont Abélard fait son profit, et une espérance, qui, pour lui, hélas! deviendra plus tard, comme tant d'autres, une déception.

Le voilà donc au comble de sa puissance et de sa gloire; déjà même il en a abusé, bientôt il va s'en dégoûter. Quelle diversion donner alors à ses facultés inassouvies? Jusqu'ici, la fièvre de la lutte, la poursuite effrénée de la victoire ont suffi à ses passions. Il s'écriait tantôt : « Richesses, honneurs, délices de la vie, femmes et rois, je vous dédaigne, vous ne pouvez rien qui égale ce que je puis. Mon âme séjourne et ma vie s'écoule dans une région sereine où ne pénètrent pas les passions que vous inspirez, et où je retrouve, épurés et incorruptibles, tous les biens qu'elles promettent. Pouvoir, trésors, volupté, demandez-moi, mendiez-moi un seul de mes jours, je vous les dénie tous, vous n'êtes pas faits pour me distraire un instant. » Arrogant et vain défi jeté à la nature humaine! Lorsque Abélard eut conquis ces biens de l'intelligence auxquels il avait aspiré, lorsqu'il en eut épuisé la volupté orgueilleuse, une sourde inquiétude s'empara

de lui. Il s'agite dans le vide, il cherche, il s'ennuie parfois, il sort de son école et parcourt les places publiques. Comme Faust, il a besoin de se rajeunir ou de se renouveler à une source nouvelle. Son cœur s'inquiète et s'émeut : Héloïse paraît.

IV

Les amours d'Abélard et d'Héloïse sont trop connus pour que M. de Rémusat ait pu y rien changer; ils sont d'ailleurs assez dramatiques par eux-mêmes, et il suffisait de les mettre en scène pour intéresser. Ici, tout l'art de l'auteur est dans l'invention des détails; M. de Rémusat en a imaginé de charmants et de bien propres à faire ressortir la physionomie de cette Héloïse qui fut, dit-il dans sa *Vie d'Abélard*, « la première des femmes ». On est en effet frappé, en lisant l'histoire à côté du drame ou du roman, de la supériorité d'Héloïse. La vraie passion, naïve et profonde, le dévouement, l'abandon généreux, le sacrifice sont de son côté; et cet amour a paru si grand à la postérité qu'il a suffi pour illustrer les deux amants. Abélard, s'il faut le dire, est un séducteur un peu vulgaire, et la vanité, le dégoût de l'école et de la réputation qu'il y avait acquise, la difficulté apparente de l'entreprise, le besoin d'une activité nouvelle semblent avoir été les principaux mobiles de ses sentiments. Il ne s'éleva jamais à la passion désintéressée, et si Héloïse se glorifie, dans le délire de son cœur, d'être la maîtresse d'un aussi savant homme, celui-ci est fier de sa conquête, surtout parce qu'on en parle et qu'elle lui fait honneur. Le plaisir de tromper le chanoine Fulbert ne vaut pas sans doute celui de duper un mari, mais il a son

piquant, et il ajoute à la situation l'attrait d'un danger qu'Abélard ne croyait certainement pas aussi terrible. Dans tous les épisodes de la vie de cet homme d'esprit, prodigieusement hardi d'imagination mais très faible lorsqu'il faut agir, nous retrouvons les signes et les conséquences de l'infériorité du cœur sur l'intelligence. Aussi y a-t-il nous ne savons quelle étrange corrélation entre les accidents qui accablent le malheureux Abélard et son caractère. Ces accidents ne manquent pas de justice; ils ont un sens symbolique comme les fables et les légendes bien faites. On en tire aisément la morale. Les hardiesses en tout genre d'Abélard devaient aboutir à l'impuissance pour lui, à de stériles regrets pour ceux qu'il avait entraînés dans son action imprévoyante et mal ordonnée. Pourtant on ne peut pas s'empêcher de le plaindre, parce que, s'il est puni par où il a péché, il l'est trop. Son sort a des cruautés excessives, et ceux qui exercent sur lui soit vengeance comme Fulbert, soit répression comme saint Bernard, dépassent de beaucoup la mesure. C'est là précisément ce qui rend ses infortunes dramatiques, et M. de Rémusat l'a compris lorsqu'il a choisi ce sujet pour nous faire assister au combat très inégal de l'intelligence seule contre des forces implacables de tous les genres.

Donc, Abélard s'ennuie. Depuis quelque temps ses élèves ne le reconnaissent plus. Lorsqu'ils viennent lui proposer la solution de quelque intéressant rébus de dialectique ou de théologie, le maître les envoie promener; il est maussade, hautain, dur et méprisant : « N'ayez point de disputes frivoles, je vous prie; laissez-moi ! » ou encore : « Il ne faut pas m'ennuyer », et il leur tourne le dos. Que se passe-t-il dans l'esprit du maître? Manegold, le joyeux écolier, lui a fait

naguère une vive peinture de l'amour et de la faible défense qu'opposent les femmes aux déclarations des jeunes gens. Ce n'est pas que ces déclarations, qui devraient être, dit-il, des syllogismes réguliers aient la moindre valeur en dialectique; mais les femmes « ne veulent jamais réfuter. Quand elles essaient, il y a toujours là, dans leur corsage, à gauche, un argumentateur caché qui proteste.... — Et que dit-il donc cet argumentateur? — Dame! ce que la bouche nie, il l'affirme. *Asserit a*; *negat o*. — Et comment affirme-t-il? — Il ne parle pas, mais il fait des signes d'adhésion, il s'agite, il bat, il soulève le mur de sa prison.... Ah! maître, quand on voit cela, quand le cœur se gonfle, quand les yeux se troublent, c'est le triomphe de la logique des garçons. — C'est assez, Manegold. » Oui, c'est assez, car le maître a été frappé. Qui sait si dans ce combat contre l'argumentateur mystérieux il ne retrouvera pas quelque chose des émotions des vieilles luttes? Il devient rêveur; il fait des vers langoureux; mais à qui les adresser? Il entre enfin chez le chanoine Fulbert, sot et faux bonhomme qui l'attire par vanité et par ambition jusqu'au jour où il le châtiera par dépit. Il y entre avec le dessein froidement prémédité de séduire Héloïse, et, dans cette œuvre facile pour lui, il déploie une richesse de moyens, une éloquence de langage, une souplesse de conduite dignes d'un Lovelace. Sachant bien qu'il est admiré, l'habile homme veut se faire plaindre; il gémit sur sa destinée misérable, comme auraient pu le faire, et comme l'ont fait d'ailleurs les plus heureux poètes de nos jours. « On me croit heureux, s'écrie-t-il, on redit mon nom avec envie. Il en est qui me trouvent si grand qu'ils me haïssent... et cependant je souffre, je plie sous le faix. Jamais un jour, jamais une heure, je n'ai vécu

pour moi-même, je n'ai concentré dans mon cœur mes émotions et mes forces. Je suis la source où tous viennent puiser, tandis que la soif me dévore. Ils ne laisseront pas dans mon âme une goutte d'eau pour l'étancher. — Vous savez, aux chasses royales, ce faucon qui va chercher sa proie dans les nuages et la rapporte sans l'avoir touchée : ainsi fait le savant; il ravit la vérité dans les cieux et la rend ensuite au peuple sans qu'il lui reste rien, rien que la fatigue de son vol. Quelle vie! Tout acquérir et tout donner!... Ah! l'âme est le vrai martyr de la pensée! » C'est touchant, n'est-ce pas? On est tenté de répondre : Le pauvre homme! On devine la réponse d'Héloïse; les femmes ont une soif extraordinaire de dévouement, et jamais femme ne fut plus femme qu'Héloïse. Les progrès d'Abélard sont donc rapides, mais aussi sa conduite est-elle constamment adroite; il n'y a pas une seule faute commise; il marche au but avec une sûreté incomparable, tout en débitant les plus mélodieux discours. Pauvre Héloïse! Elle n'échappera pas plus au coup de foudre final que ne l'ont fait Guillaume de Champeaux et Anselme de Laon. On le sait, mais surtout on le sent, et le cœur est ému comme dans l'attente de l'événement inévitable. Enfin, la grande scène arrive : elle a été habilement préparée, elle est supérieurement exécutée. Abélard fait lire à Héloïse une héroïde d'Ovide, qui retrace les amours de Léandre et de Héro. « Ovide, dit-il, inventa ce genre d'épître qu'on appelle l'héroïde. Il met en scène des amants malheureux, Enée et Didon, Jason et Médée. L'un écrit à l'autre pour lui parler de ses sentiments, pour lui conter sa destinée. Quelquefois le poète ajoute aussi la réponse. L'amour seul fait le sujet de l'héroïde. C'est un poème triste et tendre, consacré à la mémoire de

ceux qui ont aimé et qui ont souffert. Ainsi, obscurs ou célèbres, s'il est au monde deux êtres qui se soient donné leurs cœurs et que le sort ait persécutés, ils peuvent un jour devenir le pathétique sujet d'une héroïde. La poésie les attend dans l'avenir, pour célébrer leurs maux et faire de leurs noms les symboles immortels de la passion et du malheur. » La lecture commence. Abélard traduit la poétique et voluptueuse héroïde du poète : c'est Léandre qui raconte comment pendant la nuit, il traversait l'Hellespont pour rejoindre son amante sur la rive opposée. Il lutte contre les flots.

Jamque fatigatis humero sub utroque lacertis,
Fortiter in summas erigor altus aquas!
Ut procul adspexi lumen..........

« Héloïse, croyez-vous donc que moi aussi je n'aie pas eu mes efforts à faire, mes flots à vaincre, mon bras de mer à traverser? Rien ne m'a manqué, ni le travail, ni le péril, ni la tempête, ni la passion qui sait tout vaincre.... Il ne m'a manqué que la lumière sur la tour et la douce main dans mes cheveux. » Héloïse prend le livre à son tour et essaie d'épeler et de traduire la réponse de Héro à Léandre : « Te dirai-je combien de fois je..., que de fois.... — Comment y a-t-il? — *Quoties dem vestibus oscula.* — Traduisez mot à mot. » Enfin la pauvre fille, troublée, haletante, suffoquée, laisse tomber le livre fatal. « Ah! je ne veux pas lire cela, dit-elle, c'est mal. — Comme vous êtes émue! comme votre cœur sait tout deviner et tout sentir! N'est-ce pas qu'il y a dans l'amour un charme attendrissant, une langueur pénétrante?... On dirait que le cœur se gonfle et veut se répandre dans le cœur qu'il aime. Un nuage est autour de nous, et vos yeux ne voient plus que les miens, Héloïse, n'est-ce pas? —

Laissez! — Qu'avez-vous? — C'est comme le parfum de l'encens, cela enivre. — C'est la poésie. Elle nous prend ainsi.... » Avons-nous besoin de dire la scène jusqu'au bout? Héloïse se donne, et l'histoire raconte avec quel renoncement absolu de soi-même elle se donna pour toujours. C'est ce qui l'ennoblit et la relève. Quant à Abélard, dans l'égoïsme de son triomphe, il néglige et déserte son école; il compromet Héloïse; toute la ville connaît bientôt leurs amours et les met en chansons. Le danger gronde, et Abélard s'y expose avec insouciance. Ses ennemis le surveillent et l'épient; Albéric et Lotulfe s'acharnent surtout contre lui et conspirent sa perte. Deux bons génies, il est vrai, veillent sur tous ses pas : Manegold, clairvoyant autant qu'habile, et le doux Hilaire, secrètement amoureux d'Héloïse et non moins amoureux de son maître, malheureux et dévoué jusqu'à la mort. Plus d'une fois Abélard est près de tomber dans l'abîme, il est sauvé par des miracles que font ses deux amis. Mais on avait compté sans Fulbert, le vindicatif chanoine.

Ce troisième acte sur l'amour est celui peut-être où M. de Rémusat a déployé le plus de ressources variées. Il a rajeuni la légende. Les scènes de sentiment et de passion alternent heureusement avec les scènes joyeuses où les écoliers se livrent à leurs ébats. Héloïse y est charmante, pleine de naïveté, de distinction et de grâce. Ce n'était pas une œuvre facile que de rendre Héloïse aimable comme elle doit l'être, tout en lui conservant ses livres, son amour de la science, son grec et son latin; il fallait, pour cela, une grande délicatesse de main et cet équilibre de facultés pénétrantes et fines qui composaient l'esprit de M. de Rémusat. Il y a réussi. Quant à Abélard, il est intéressant parce que l'action où il est mêlé est intéressante elle-même,

mais sa personne n'inspire plus grande sympathie. Il chante de très jolies chansons et parle un éloquent langage, mais sa prose et ses vers valent mieux que lui. Faust est bien plus séduisant dans ses amours avec Marguerite. Mais aussi Faust est vraiment jeune, il a oublié le passé, il se livre sans préoccupation à la sincérité de la passion qui l'absorbe; il est homme et rien autre chose; et lorsqu'il est malheureux, il est frappé au cœur et non pas dans l'amour-propre. Si le cœur d'Abélard est atteint, il faut avouer qu'on ne s'en aperçoit guère après sa chute. Il met Héloïse au couvent, et celle-ci y entre sans vocation, sans piété véritable, uniquement pour obéir à son seigneur et maître. Abélard ayant perdu Héloïse, ou se voyant perdu pour elle, ne veut pas que sa maîtresse puisse jamais appartenir à un autre. Tout au plus consent-il à la donner à Dieu; mais Héloïse n'appartient pas à Dieu, elle demeure toute à lui.

V

Et lui, que va-t-il faire? L'histoire nous le montre errant de monastère en monastère, ne trouvant nulle part le repos, fomentant sans cesse des luttes qu'il ne peut pas soutenir, jusqu'au jour où il provoque enfin la réunion du concile de Sens. Dans le drame, nous le retrouvons à ce moment encore heureux et brillant de sa vie où ses élèves anciens et nouveaux construisent autour de lui des cabanes, des maisons, presque une ville, le Paraclet. Sa parole est toujours grande et belle; mais, pour lui, l'enseignement n'est rien sans la lutte, sans la victoire. Il a besoin d'attaquer quelqu'un ou quelque chose. Ce n'est rien que d'avoir

vaincu dans leur école dialecticiens ou théologiens ; le triomphe ne sera complet que lorsqu'il aura fait constater la supériorité de ses doctrines par un concile solennel. Il est soupçonné d'hérésie; des hommes simples et abusés le prennent pour l'Antéchrist; Bernard de Clairvaux lui fait l'honneur de n'être pas de son avis en théologie; Dieu soit loué, il y a encore des batailles à livrer! Rien plus ne l'occupe, et lorsque Hilaire, revenant de mission, lui apporte plusieurs lettres dont une est d'Héloïse, il lit d'abord les autres et se fait donner tous les renseignements qui peuvent l'intéresser sur les dispositions à son égard de tel évêque ou de tel seigneur. Ce n'est qu'ensuite qu'il parle d'Héloïse, en termes réservés et contenus. Parfois pourtant et comme par échappées, par bouffées subites, sa douleur s'exhale en un cri, mais c'est le cri de l'orgueil blessé. « Hilaire, mon ami, respecte ma misère, jette sur ma faiblesse un voile filial;... je me livre à toi;... je me fie à toi. Le monde ignore à quel point mon cœur est brisé, combien je me sens profondément déchu.... Hilaire, ne me méprise pas! » Et tout d'un coup : « Laissons cela, dit-il. Eh bien! je suis content de votre voyage, vous avez bien observé. Je penserai à tout ce que vous venez de dire. » Les souvenirs du passé l'obsèdent, le présent ne lui suffit pas; il se réveille enfin lorsqu'il apprend qu'il est cité à comparaître devant le concile, et son langage alors reprend, avec un accent plus mâle, quelque chose de l'ardeur heureuse d'autrefois.

La scène du concile est admirable. C'est avec la première scène où Abélard provoque et bat Guillaume de Champeaux dans sa propre école, le plus grand tableau de tout le drame. C'est la revanche de l'autorité contre la liberté. Abélard n'a rien négligé non seulement

pour disposer les esprits en sa faveur, mais pour s'assurer au besoin l'appui d'une force matérielle quelconque. Hélas! tous les secours sur lesquels il avait compté lui manquent l'un après l'autre. Louis VI et Anseau de Garlande sont morts. Louis VII est un tout autre homme que son père : roi faible, timide, soumis de longue main aux influences cléricales, image curieuse du parfait conservateur, il fait contraste avec l'esprit révolutionnaire et hardi de Louis le Gros. Étienne de Garlande, chancelier du nouveau roi, ne diffère pas moins de son frère, et lorsque Abélard s'adresse à lui avec une audace confiante, il est fort mal reçu. A qui donc recourir? Abélard se souvient des bourgeois de Laon; il espère trouver parmi les bourgeois, voire même parmi les ouvriers de Sens, le même esprit d'indépendance et d'ambition : ici encore ses démarches sont vaines autant que coupables. Un grossier forgeron, auquel il fait quelques ouvertures, lui déclare brutalement que le peuple ne songe qu'à bien boire et à manger, et se préoccupe fort peu des intérêts immatériels de la métaphysique et des intérêts matériels des métaphysiciens. Eh bien! il reste à Abélard ses élèves et son éloquence; n'est-ce point assez? Le concile le verra-t-il sans émotion entouré de ses nombreux disciples? Pourra-t-il l'entendre sans admiration et sans respect? Dernière humiliation! Les disciples, les amis d'Abélard sont repoussés par des piques à la porte du concile; deux archers l'enlèvent lui-même, lui font passer le seuil de la porte et la referment. Abélard est seul dans le vaste espace entre la porte et l'estrade où siègent les évêques; il est pâle, ému, il veut parler; le premier mot qu'il entend est : Silence! Qu'on se rappelle ces insensibles machines de fer qui font sûrement, lourdement leur besogne,

broient toutes les résistances, et dont l'effort se traduit par un bruit monotone et puissant; c'est dans un pareil engrenage qu'Abélard s'est laissé prendre, et dès lors il est perdu. Bernard se lève, figure peu aimable, mais imposante et sévère, et la parole tombe de ses lèvres, brève, âpre, ardente : on croirait entendre le marteau sur l'enclume. Bernard interrompt les évêques qui menacent de se laisser entraîner à la discussion : « Vous oubliez, leur dit-il, que vous êtes en concile. Mes frères, votre charité vous égare ; elle vous fait descendre à la controverse quand votre devoir est de juger. Un concile n'est pas une école. Il ne parle point au nom de la science. Il est un tribunal et il parle au nom de la loi. Je demande que toute discussion cesse à l'instant, que le clerc du concile lise à notre frère ses propositions criminelles, que celui-ci les désavoue, ou qu'il soit condamné! La justification de l'hérésie est un crime plus grand que l'hérésie même. Le juge qui le souffre devient complice de l'acte qu'il doit punir. J'ai dit. » Abélard proteste, on lui impose de nouveau silence. Plusieurs propositions insidieusement extraites de ses livres sont dénoncées, condamnées. « J'en appelle au Saint-Siège », dit-il. « L'appel ne suspend rien », réplique Bernard. A genoux! Rétractez! Qu'on apporte un brasier, qu'il y brûle ses livres, prenez-lui la main de force! Tels sont les mots cruels qui sonnent à l'oreille d'Abélard. Il fond en larmes, tombe à terre et s'évonouit. « Ouvrez les portes! s'écrie Bernard, peuple, venez voir Ananias tomber devant saint Pierre! »

Toute cette scène est écrite avec une rapidité d'action et une vigueur remarquables. Est-elle historiquement vraie? Nous l'avons dit déjà, ce que M. de Rémusat attribue au concile de Sens s'applique mieux

à celui de Soissons; mais n'est-ce pas le droit de l'auteur dramatique de choisir et de condenser ainsi les traits de son tableau? Quant au rôle de Bernard, il n'est pas en désaccord avec ce que nous savons de lui, et nous ne pouvons mieux faire que de reproduire ici le jugement que porte M. de Rémusat, dans sa *Vie d'Abélard*, sur le grand apôtre de la vérité orthodoxe. « A voir, dit-il, tant d'efforts empreints de tant de haine, de ressentiment et d'orgueil, on se dit qu'il est heureux pour saint Bernard d'avoir été un saint. Quiconque penserait et agirait ainsi pour un intérêt quelconque de ce monde, même pour celui d'une politique équitable et légitime, serait accusé de méchanceté dans la tyrannie; la sainteté seule atténue, si elle ne les justifie, ces excès de l'âme. On a grand tort d'attaquer les austérités que le christianisme prescrit. Ces austérités héroïques sont seules capables de racheter devant Dieu les vives passions que, ne pouvant les supprimer, le christianisme détourne à son profit, et qu'il dévoue à sa cause. Saint Bernard consacrait à Dieu ses passions, comme autrefois les templiers leur épée. » On ne saurait se faire comprendre plus spirituellement, ni avec de plus ingénieuses nuances d'expression. Ce Bernard de Clairvaux que l'histoire nous montre en effet poursuivant Abélard d'une sorte de rage persécutrice, mais pour le bon motif, vit et agit dans le drame avec un relief singulier. Il est vainqueur; il a terrassé l'hérésie, il disparaît dans la foule et va y cacher l'orgueil de sa modestie. Quant à Abélard, son rôle est terminé; il ne se relèvera pas de cette dernière atteinte. Fulbert l'avait odieusement mutilé dans son corps; mais il lui restait sa pensée et sa parole. O déchéance nouvelle, plus profonde et plus complète! Ses doctrines maintenant sont maudites, sa bouche est

bâillonnée, son nom inspire à la naïveté du peuple une crainte mêlée d'horreur! Que lui reste-t-il donc? L'amour d'Héloïse. Oui, cet amour ne lui fit jamais défaut; mais, à son tour, il lui imposa silence. M. de Rémusat nous montre dans son drame Héloïse sortie de son couvent pour venir donner des consolations à Abélard. Héloïse, dans cette scène un peu romanesque, propose à son amant de fuir avec elle et de chercher quelque retraite profonde, lointaine et perdue. Abélard, ému, la serre dans ses bras, puis, tout d'un coup, il se redresse : Fuyez, fuyez, s'écrie-t-il; votre présence m'est un supplice; qu'ai-je besoin d'être aimé? Je n'ai besoin de personne au monde. — Et il renvoie la prieure d'Argenteuil à son monastère. — Adieu, madame, lui dit-il, je me recommande à vos prières.

VI

Pour lui, il se propose de se rendre à Rome et de se justifier auprès du Pape. Là, du moins, il espère être entendu; et, s'il est entendu, il se croit sauvé. Mais ses forces le trahissent, et le voici, au cinquième acte, mourant dans l'abbaye de Cluny, où Pierre le Vénérable lui a donné l'hospitalité. Le caractère de Pierre, saint et charitable personnage, est plus solennel dans le drame qu'il ne paraît l'avoir été dans l'histoire. Les dispositions dans lesquelles M. de Rémusat fait mourir Abélard sont purement fictives, nous l'avons déjà dit; mais il importait peut-être à l'unité dramatique qu'Abélard se révoltât et protestât jusqu'au bout. C'est déjà Lamennais. Ce dernier acte, qui est recueilli, grave, ému, où les ombres de la mort s'étendent et semblent s'allonger doucement, est égayé pourtant par

une scène charmante. Manegold, le joyeux élève en dialectique, vient revoir son maître, qu'il n'a pas cessé d'aimer. Il s'est croisé, il a cheval et rapière, il est habillé en homme d'armes, et dans ce nouveau métier on peut croire qu'il n'a rien perdu de sa bonne humeur ni de sa verve. Il fait de sa condition présente la peinture la plus réjouie ; le mouvement l'enivre, la guerre le passionne. « C'est une belle chose qu'un combat, mon maître. La controverse à coups d'épée vaut mieux que la dialectique à... coups de poignard. » Et il raconte comment il a pris la croix à Vezelay où Bernard prêchait la croisade. « Quel spectacle ! Des milliers d'armures étincelantes, des chevaux frémissants, des panaches flottants, des bannières à mille couleurs, le roi, les barons, les princes, tout cela plus pressé qu'en une bataille et silencieux comme un couvent de moines ; et au milieu, sur un échafaud, une croix de bois à la main, Bernard, le bras levé, faisant sonner sa grande voix et nous disant : — Jérusalem ! Thabor ! Golgotha ! Calvaire ! Dieu le veut. — Et quatre armées s'agenouillant ensemble devant lui.... Ah ! mon maître, que n'était-ce vous? » — « Et ce pouvait être moi », répond tristement Abélard. Il sent qu'il a manqué sa vie, et la douleur l'accable. Il se ranime pourtant en entendant Manegold ; cette voix amie, avec ce cliquetis de notes nouvelles, si gaies, si vibrantes, trouble et réchauffe un moment son âme blasée. Il regarde avec tendresse, avec envie, le cheval de guerre de son élève. « A votre service, dit Manegold. Doux comme un agneau, léger comme un cerf. Il faut le voir, les naseaux rouges et fumants, manger la terre sous lui. Une fois en Palestine, je veux qu'il fasse crever d'envie le cheval de l'Apocalypse. » Alors Abélard s'approche du noble animal, le flatte, le caresse. « Oui, lui dit-il,

tu es beau, tu es brave. Vrai modèle du guerrier, tu aimes le combat pour lui-même, et tu ne te doutes pas du péril ni de la gloire. Oh! mille fois heureux celui qui, pressant du genou tes flancs échauffés, te sent glisser sous lui et court avec toi loin, bien loin de tout ce qu'il laisse derrière lui, loin de sa vie passée.... Ah! je voudrais pour tout au monde.... » Manegold lui propose en riant de monter à cheval et de partir avec lui. « Vraiment, pour un rien..., s'écrie Abélard tout animé. Ah! l'action! l'action! voilà le bonheur. Par elle, on se sent homme, car on se sent maître de sa destinée, roi de la nature. Guider un cheval au galop, cela doit donner la sensation d'une grande puissance. La vie active, la vie des fatigues et des dangers, c'est la vie véritable. Oh! s'il était temps encore! » Cette imagination, vieillie et comme usée, se ranime à cette pensée; Abélard veut essayer de monter à cheval. « Soutiens-moi, Manegold.... Ah! » Il s'arrête. « Je veux m'asseoir, dit-il d'une voix faible.... Conduis-moi vers ce banc.... C'en est donc fait, je ne suis plus. » Oui, c'en est fait, Abélard incline vers la tombe; mais jusqu'au dernier moment, jusque dans cette puérilité d'un dernier désir, il est toujours le même, et son effort, quel qu'il soit, aboutit à l'impuissance. Il s'affaisse amoindri. C'est le sens de cette scène, et de tout le livre. C'est la pensée que M. de Rémusat a voulu mettre en action.

Tel est ce drame : nous avons essayé d'en donner une idée à peu près exacte et de reproduire l'impression qu'on en ressent. On peut s'étonner à bon droit qu'un homme qui par ses études et par l'ensemble de ses travaux paraissait si éloigné de ce genre de composition y ait si bien réussi pour son coup d'essai. Entendons-nous pourtant, *Abélard* ne peut pas être

6

joué, du moins tel qu'il est; il y a trop de longueurs, de digressions, de discours, voire même de dissertations; il a été écrit pour la lecture et non pas pour le théâtre; les événements manquent de cette unité qui précipite les esprits vers le dénouement, — et néanmoins on retrouve dans chaque partie détachée les qualités qui font le succès de toute œuvre dramatique. Jamais M. de Rémusat ne manque ces scènes principales, ces scènes attendues, où l'action prend un développement et un élan nouveaux. Les scènes secondaires sont bien disposées, et, sans envahir la place qui ne leur appartient pas, elles reposent l'attention et charment par leur grâce exquise. Les tableaux, tels par exemple que le cloître de Notre-Dame ou le concile de Sens, sont dessinés et remplis avec une véritable grandeur. Enfin, ce qu'il faut louer sans réserve, c'est le style, non seulement parce qu'il est remarquablement pur, élégant, éloquent, mais parce qu'il est vraiment dramatique. C'est le langage du théâtre, simple, naturel, alerte, et en même temps net, ferme, d'un son plein et sonore. Ce style, qui produit sur l'auditeur, et parfois sur le lecteur, une impression en quelque sorte physique, tous les maîtres du théâtre l'ont parlé; mais on est surpris de le trouver sous la plume d'un écrivain voué à la critique et à l'analyse. Regnard par exemple, dans *les Folies amoureuses*, n'est pas plus léger ni plus gai que M. de Rémusat lorsqu'il célèbre les agréments de la guerre :

> ... Morbleu, vive la guerre!
> Je ne puis plus rester inutile sur terre.
> Mon équipage est prêt, etc.

Agathe ne parle pas mieux que Manegold, quoiqu'elle s'exprime en vers. M. de Rémusat avait-il donc

une aptitude originelle pour le théâtre? Le vrai est qu'il en avait un peu pour toute chose. Il a écrit un drame qui tour à tour passionne, intéresse, amuse même, et qui, sans s'éloigner trop de l'histoire et sans en dénaturer l'esprit, ne cesse pas d'attacher et d'émouvoir. Ce n'est pas que le personnage d'Abélard soit exempt de faiblesses; mais, malgré ses fautes et ses prétentions, on ne peut pas rester froid devant le spectacle de tant de projets sublimes qui se heurtent et se brisent contre la force matérielle, de tant de commencements qui restent sans suite, de tant d'avortements douloureux. « Tout ouvrage, dit M. de Rémusat, qui prétend au titre d'ouvrage d'imagination, est semblable à ces vases d'albâtre qu'une flamme intérieure rend visibles dans la nuit. » Ici la flamme est si vive et l'albâtre si diaphane que la lumière imprègne facilement l'œuvre tout entière et l'éclaire des plus brillants et des plus purs reflets.

9 et 12 mars 1877.

L'ESPRIT PUBLIC AU XVIIIe SIÈCLE [1]

Le sujet que M. Aubertin a choisi est sans doute très intéressant; il présentait toutefois un danger, celui de ne rien offrir de bien nouveau aux recherches les plus patientes. Que n'a-t-on pas écrit sur le XVIIIe siècle! Que reste-t-il à en dire lorsque tant de littérateurs ou d'historiens célèbres l'ont étudié avec une sorte de prédilection! M. Aubertin nous montre que cette mine féconde n'est pas encore épuisée. D'autres se sont occupés spécialement de la littérature du XVIIIe siècle; d'autres, de sa philosophie; d'autres, des grands événements historiques qui s'y sont déroulés; d'autres enfin, des hommes illustres qu'il a produits et des différents groupes qui se sont formés autour d'eux. Est-ce là le XVIIIe siècle tout entier? Rien n'est plus brillant que sa littérature; sa philosophie a une audace qui entraîne; ses philosophes ont une hardiesse d'esprit et de caractère bien séduisante. Ils ont conduit

1. Études sur les Mémoires et les Correspondances des contemporains (1716 à 1789), par M. Charles Aubertin, maître de conférences à l'École normale supérieure.

leurs contemporains, un peu à l'aventure, dans des routes toutes nouvelles; mais comment leurs contemporains les y ont-ils suivis? Par quelles transformations est passé l'esprit public, l'esprit de tous, après les dernières années de Louis XIV, jusqu'aux premiers jours du règne de Louis XVI? Quels changements les institutions politiques ont-elles éprouvés au milieu des changements de l'opinion, si fréquents et si mobiles? C'est ce que recherche M. Aubertin : il interroge la conscience du XVIIIe siècle dans ses plus obscurs représentants; il entend jusqu'à ces témoins, ordinairement silencieux, qui parlent pourtant quelquefois, mais dont la voix timide se perd dans le bruit général. Il met à profit les Mémoires d'un malheureux commis nommé Buvat; il découvre ceux d'un libraire janséniste nommé Hardy; il met en scène ces personnages, dont quelques-uns sont tout à fait ignorés, et, grâce à eux, nous apprenons ce que pensait, ce que sentait, à un moment du XVIIIe siècle, toute une classe de la société, une de ces classes dont le personnel change et se renouvelle sans cesse, mais que l'on retrouve toujours, à travers les âges de l'humanité, avec son esprit particulier, ses petites passions, ses souffrances, ses espérances qui persistent.

I

La première chose qui frappe lorsqu'on étudie le XVIIIe siècle, c'est la poursuite de l'homme, de l'homme abstrait et débarrassé de toutes les gênes sociales, poursuite à laquelle se sont livrés tous les philosophes de cette curieuse époque. Et chacun a cru avoir rencontré l'homme après s'être éloigné autant que pos-

sible de la société qu'il avait sous les yeux. Rousseau est allé le chercher chez les sauvages! Pour redevenir homme lui-même, il a voulu vivre à la campagne, dans cette solitude de l'Ermitage où il voyait d'ailleurs avec orgueil des princes et des ducs. L'homme de Jean-Jacques n'est pas l'homme véritable. L'homme véritable — faut-il le dire? — c'est le pauvre Buvat dans son bureau, c'est Hardy dans sa boutique. L'homme est créé — c'est un malheur peut-être — pour être expéditionnaire, commis, avocat, médecin, négociant ou propriétaire; quelques-uns deviennent ministres, généraux, évêques ou cardinaux. L'homme est fait pour la société de ses semblables; il n'y est certes pas toujours beau et heureux; mais si on veut le connaître, c'est là qu'il faut aller l'étudier; et si on veut se rendre compte du véritable esprit d'un siècle, c'est aux hommes petits et grands de ce siècle qu'il faut s'adresser, encore plus qu'à l'imagination de ses littérateurs et de ses philosophes. M. Aubertin l'a bien compris; de là le tour original et piquant de son livre.

M. Aubertin, en effet, pénètre dans l'esprit du XVIIIe siècle par les Mémoires et par les Correspondances, c'est-à-dire par ce qu'il a de plus naturel, de plus imprévu, de plus vrai et de plus vivant. Les Mémoires sur lesquels il s'appuie de préférence ne sont pas, comme ceux du siècle précédent, l'œuvre de grands seigneurs ou de courtisans désœuvrés et attentifs; ils sont, le plus souvent, l'œuvre de simples bourgeois, gens sans grandes prétentions sur la postérité, qui ne songent qu'à noter, jour par jour, heure par heure, les événements et l'impression qu'ils en éprouvent. « Ils ont pour champ d'observation, dit M. Aubertin, la rue, le carrefour, l'église, les galeries du palais, le

comptoir du marchand, le cabinet de l'avocat, la Sorbonne janséniste, et le foyer fanatique du vieux Quartier Latin, le pavé de Paris enfin. » Il ne faut donc pas leur demander de nous ouvrir des vues très exactes sur les affaires publiques, ni de nous faire connaître les dessous de cartes du grand jeu politique. Ce qu'ils nous montrent, c'est l'aspect extérieur et mouvant des faits; ce qu'ils nous font voir, c'est ce que tout le monde voyait, à une époque où l'esprit public, s'éveillant dans les masses, ébranlait toutes les intelligences et surexcitait tous les cœurs. Ils nous racontent, avec l'ardeur et la naïveté d'hommes nouveaux, les moindres détails du spectacle auquel ils ont assisté; ils l'ont trouvé si intéressant qu'ils n'ont pas voulu nous en priver.

II

Ne fallait-il pas qu'une grande révolution se fût accomplie dans les mœurs françaises au XVIIIe siècle pour que des bourgeois, des employés, des avocats, des libraires, des gens de province sentissent ainsi le besoin d'écrire leurs Mémoires, et de laisser, en mourant, le récit des agitations de leur temps? Qu'était-ce, par exemple, que ce Buvat, le premier chroniqueur que M. Aubertin nous présente? Un copiste de la Bibliothèque du roi, appointé invariablement à six cents livres par an, et qui consuma sa triste existence dans une obscurité laborieuse, occupé sans cesse à copier des manuscrits, sans pouvoir obtenir jamais un avancement de grade ou une augmentation de traitement. Les publicistes philanthropes nous dépeignent, depuis quatre-vingts ans, en termes émus, les mal-

heurs des employés de nos administrations, esclaves voués jusqu'à la mort, disent-ils, à un travail ingrat, inintelligent et non rétribué. Quelle différence pourtant entre le sort des employés d'aujourd'hui et celui de Buvat! Les bureaux de nos administrations sont chauffés en hiver, aérés en été : Buvat, grâce à l'avarice de son chef, l'abbé de Targny, qui possédait plusieurs abbayes et touchait leurs redevances, mais qui ne dédaignait pas de s'adjuger en outre les cinquante francs alloués au chauffage du pauvre copiste, Buvat passait de longs hivers dans de « vastes salles où les plafonds et les solives étaient incrustés de glaçons en forme de culs-de-lampe, comme si la nature se fût jouée pour imiter l'art ». C'est dans cette atmosphère glacée qu'il fut pris tout à coup, comme presque tous ses contemporains, du désir d'observer les événements publics et d'en rédiger le récit authentique et complet. Il oubliait que les copistes ne sont pas faits pour penser, ni les commis pour écrire l'histoire contemporaine. Le cardinal Fleury, auquel il offrit son journal en manuscrit, dans l'espoir naïf d'une belle récompense, se chargea de le lui rappeler : il mit le journal dans un in pace et laissa Buvat dans sa cruelle position.

Qu'on ne se méprenne pas d'ailleurs sur le sentiment qui inspirait Buvat et tous les autres chroniqueurs de son temps : ce n'était point l'ambition, ni le désir de sortir de leur condition pour se mêler eux-mêmes aux affaires. Avant de faire invasion dans la politique, les bourgeois français du XVIIIe siècle n'ont songé longtemps qu'à l'observer de loin, à la critiquer sans y prendre part, à regarder hommes et choses pour le simple plaisir de voir et de juger, de paraître savants et informés. Chez eux, dit finement M. Aubertin, « la

curiosité seule était ambitieuse ». Ils se livraient sans arrière-pensée à leur innocente manie, recueillant les nouvelles, les bruits, les commérages qui parvenaient jusqu'à eux, fiers et se tenant pour satisfaits de leur rôle s'ils avaient pu terminer jusqu'au bout leur chronique. Plus impartiaux que les auteurs de mémoires politiques, précisément parce qu'il étaient restés loin des intrigues d'en haut, ils sont d'excellents témoins que l'on peut consulter avec fruit sur tout ce qui ne dépasse pas le champ d'observation où la modestie de leur position sociale les a confinés.

Les correspondances que M. Aubertin analyse ne viennent pas toujours d'aussi modestes bourgeois; ce sont quelquefois des hommes d'État, ou du moins des hommes politiques qui les écrivent, et elles nous montrent un nouveau côté de l'esprit public au XVIIIe siècle. Une des plus curieuses est la correspondance des amis de Mme de la Cour de Balleroy, correspondance encore inédite, que M. Aubertin a dépouillée avec le plus grand soin et qu'il a fidèlement résumée.

Mme de la Cour de Balleroy était une Caumartin, elle avait cinq frères, dont trois d'un rare mérite, et quatre sœurs. Par malheur, sa famille était plus nombreuse que fortunée. Les demoiselles de Caumartin avaient pour dot leur esprit et leur beauté; aussi leur mère disait-elle gaîment qu'il y en aurait pour tout le monde, et il y en eut en effet pour des prétendants très divers. L'aînée épousa un homme de province, fraîchement débarqué à Paris, avec de grandes espérances, beaucoup d'esprit et rien de plus. C'était justement, selon l'expression de son fils, « la faim qui épousait la soif »; ce qui n'empêcha pas le ménage d'aller fort bien, les espérances de se réaliser et le

provincial de devenir M. le lieutenant de police d'Argenson. Après un si beau succès, comment les Caumartin n'auraient-ils pas eu quelque sympathie pour les maris de province? La seconde fille fut donc accordée à un autre provincial, mais celui-là avait une grosse fortune, point d'espérances et encore moins d'esprit. Possesseur d'un beau château près de Bayeux, il ne vint pas habiter Paris : c'était le marquis de la Cour de Balleroy.

A peine mariée, Mme de la Cour de Balleroy, qui était jolie, spirituelle, et qui avait tous les goûts d'une Parisienne, dut aller s'enfermer dans son triste manoir avec un mari très amoureux d'elle, mais largement pourvu de tous les travers, de toutes les petitesses, de tous les ridicules d'un riche campagnard. Sans rendre précisément sa femme malheureuse, il ne pouvait pas non plus lui donner beaucoup de bonheur ni d'agrément. La seule consolation de Mme de la Cour était de recevoir sans cesse des nouvelles du monde qu'elle regrettait. Elle avait organisé pour cela une sorte d'agence dans sa famille; ses frères les Caumartin, ses neveux d'Argenson, ses parents, ses amis étaient mis par elle à contribution; chacun avait son jour et sa spécialité; chacun lui écrivait à son tour et suivant sa fantaisie. Dans son ardent désir d'être tenue au courant de tout ce qui se passait, à défaut de ses frères et de ses amis, elle recevait quelquefois avec reconnaissance des lettres de simples secrétaires ou de vrais domestiques. Que dis-je? son mari lui-même, lorsqu'il se décidait, sur son conseil et parfois sur ses vives instances, à quitter son marquisat pour aller à Paris régler ses affaires, son mari lui-même l'intéressait. M. de la Cour ne se formait pourtant pas aux belles manières au milieu des Caumartin : ses beaux-frères

lui reprochaient de rester avec eux « mystérieux comme Dieu l'avait fait ». Il ne perdait pas la rouille provinciale; son style ne s'assouplissait pas. Mais lorsqu'il était un peu fatigué par le train du grand monde, il avait un retour de tendresse conjugale et il écrivait à sa femme : « Je vous assure que je vous regarde comme toute ma consolation et je crois que la petite indisposition que j'ai eue vient autant d'être sans vous que d'autre chose.... » Mme de la Cour était-elle flattée de l'influence qu'elle exerçait sur la santé de son mari? on l'ignore; mais elle recevait, de quelques-uns de ses amis, des déclarations qui n'étaient point écrites dans le style de Bayeux.

III

Analyser ces correspondances nous entraînerait un peu loin; nous cherchons à donner une idée exacte de la méthode de M. Aubertin et des sources auxquelles il a puisé, plutôt qu'à résumer son livre. Les détails s'y pressent et quelquefois se compliquent un peu. Tous les personnages n'y sont pas aussi intéressants les uns que les autres. Quelques-uns, tels que Barbier et Marais, sont d'ailleurs connus. Ce sont gens, il est vrai, qu'on aime à retrouver; on apprend toujours quelque chose avec eux. M. Aubertin les interroge avec profit pour pénétrer dans l'esprit public du XVIIIe siècle : il passe de l'un à l'autre après avoir tiré de chacun tout ce qu'il peut lui dire. Aussitôt un journal épuisé, en voici un autre qui commence; c'est une chaîne ininterrompue de chroniqueurs de tous les genres, de tous les caractères, de toutes les conditions. Le premier débute avec la Régence et le der-

nier disparaît après la prise de la Bastille, dans les premiers tumultes de la Révolution.

Nous embrassons donc le XVIIIe siècle tout entier, et, après avoir lu le livre de M. Aubertin, aucun moment ne nous en est inconnu. Lorsqu'on parle de l'esprit du XVIIIe siècle, le souvenir qui se présente le premier est celui de ses philosophes et de l'influence qu'ils ont exercée. Cette influence, qui est peut-être en effet le fait le plus important du siècle, a mis longtemps à se produire et, dans les premières années, il s'en fallait de beaucoup que les littérateurs et les philosophes jouissent de la considération et de la puissance qu'ils ont obtenues plus tard. « Voltaire, disait dédaigneusement Saint-Simon, est une espèce de personnage dans un certain monde. » — « Ce mot qui, selon toute apparence, a été dit dans la première moitié du siècle, est assez vrai, écrit M. Aubertin, si l'on veut bien le lire à sa date et ne pas anticiper sur les succès à venir. »

L'esprit philosophique ne se forma qu'assez tard au XVIIIe siècle; l'esprit de critique et d'opposition naquit au contraire et se développa très vite. Les premiers opposants furent les parlementaires et les jansénistes. L'opposition des premiers était inquiète, turbulente, vaniteuse; les avocats en étaient les plus bruyants coryphées. L'opposition des seconds était plus sérieuse et plus grave, mais elle provenait d'une conscience étroite, obstinée, plutôt que véritablement éclairée; et peut-être ne faut-il pas regretter que cette opposition, moitié religieuse, moitié politique, ait été remplacée par l'opposition des philosophes, beaucoup plus dangereuse il est vrai, mais aussi d'une inspiration plus large et plus haute. Quoi qu'il en soit, les parlementaires et les jansénistes, les premiers surtout parce

qu'ils faisaient le plus de bruit, ont été pendant quelques années les directeurs de l'esprit public et les hérauts de l'opinion. Il faut lire dans M. Aubertin le récit animé des luttes qu'ils ont soutenues contre le pouvoir, et de l'enthousiasme qu'ils excitaient alors jusque dans le peuple! Les rues de Paris étaient agitées quelquefois comme le forum antique. « Voici, par exemple, dit M. Aubertin, une difficulté grave qui surgit en 1728, en 1730, en 1732, en 1733, car dans cette irritation passée à l'état chronique, les embarras renaissent et s'aggravent sans cesse; le Parlement, maltraité par la Cour, opprimé par un lit de justice et soutenu par l'opinion, a décidé une démission en masse. Les chambres assemblées — 308 magistrats — ont signé, à l'exception de quelques membres; les tribunaux inférieurs, le Châtelet, la Cour des aides, le corps entier des avocats cèdent au torrent. « Si quelque « pacifique voulait ouvrir la bouche, les plus échauffés « l'arrêtaient sur-le-champ en lui disant : « — Mon« sieur, ne signez pas, il ne tient qu'à vous de vous « déshonorer; nous ne fraterniserons jamais avec « vous. » — Cela fait, toutes les chambres sont sorties « en même temps. Les magistrats marchaient deux à « deux, les yeux baissés, passant au milieu d'un monde « infini dont le palais était plein. Dans le chemin, le « public disait : Voilà de vrais Romains, les pères de « la patrie! Ceux qui ont vu cette marche disaient « qu'elle avait quelque chose d'auguste et qui trans« portait. Un homme bien mis cria tout haut dans la « salle : « Vive le Parlement! »

C'est Barbier qui parle de la sorte, et son récit est curieu : il nous montre à quel point nous ressemblons à nos pères. Il y a, dans le tableau qu'il nous trace, quelques-uns de ces traits que nous verrons

bien souvent se reproduire dans notre histoire. Nous ne parlons pas des réminiscences romaines, elles n'ont eu qu'un temps, elles n'étaient qu'une mode et non pas un trait du caractère national. Mais que dire de ceci : « Ne signez pas, Monsieur; il ne tient qu'à vous de vous déshonorer ». Voilà bien cette tyrannie que les corps exercent sur chacun de leurs membres, l'oppression des minorités, leur lâcheté devant le grand nombre. Et ce monsieur bien mis qui applaudit dans la salle, que de fois ne l'avons-nous pas vu et entendu! C'est le bourgeois anonyme, frondeur, audacieux, qui pousse la hardiesse jusqu'à proférer un cri presque séditieux, et qui, content de lui-même et de son courage, disparaît ensuite et se cache souvent. Quant aux orateurs en renom et à la sorte de popularité qui les entoure, rien non plus, sinon les costumes, ne diffère entre le XVIIIe siècle et le nôtre. M. Aubertin nous parle de deux conseillers de la grande chambre, en qui Paris saluait le Démosthènes et le Cicéron français. C'était l'abbé Pucelle et l'abbé Mengny. En avez-vous jamais entendu parler? Cependant ils ont été célèbres et ils méritaient de l'être, à coup sûr, autant que tels ou tels que nous avons admirés et applaudis. « On prenait note de leurs discours, on en distribuait des copies sous le manteau, et quand l'un ou l'autre traversait les salles du palais et les rues voisines, assiégées d'une foule ardente, on battait des mains, on lui jetait des couronnes, « on faisait des cris d'applaudissements; « rien de plus glorieux et de plus flatteur », ajoute Barbier qui, lui aussi sans doute, a plus d'une fois applaudi. » Hélas! que sont devenus ces grands hommes d'un jour et la gloire dont ils étaient enivrés?

Et pourtant ce n'était pas un vain objet que poursuivaient ces parlementaires et ces jansénistes; il ne

s'agissait de rien moins que de mettre « la nation au-dessus du roi et l'Église au-dessus du Pape ». Les querelles sur la bulle Unigenitus et sur les billets de confession avaient donné naissance à leur opposition; les vexations particulières avaient fait descendre jusque dans le peuple cet esprit de révolte qui animait les classes élevées. La haine de Rome et la haine de Versailles, « ces deux noms qui résumaient tous les excès du despotisme clérical ou séculier, ultramontain ou monarchique », devinrent bientôt générales. Dès 1715, Barbier constate l'ardeur des jansénistes et l'efficacité de leur propagande. « Tout le gros de Paris, dit-il, hommes, femmes, petits enfants, tient pour cette doctrine sans savoir la matière, sans rien entendre à ses distinctions et à ses interprétations, par haine contre Rome et les jésuites : tout ce monde est entêté comme un diable. Les femmes, femmelettes, et jusqu'aux femmes de chambre, s'y feraient hacher. » Barbier, pourtant, en sa qualité de bourgeois, s'effrayait de temps à autre des progrès de cette opposition, et, lorsqu'il avait vu de près dans les rues quelque désordre provoqué par l'enthousiasme ou par la colère, il ne rentrait pas chez lui parfaitement tranquille. « Il faut éviter, écrivait-il alors sur son journal, de laisser le peuple se déranger; on a trop de peine à le réduire.... Rien n'est plus à redouter que le tumulte du peuple de Paris, surtout quand il y a un parti formé. On ne saurait acheter trop cher la tranquillité publique. »

IV

Qui ne reconnaît dans ces remarques et dans cette conclusion judicieuse l'esprit éternel de la bourgeoisie française? Un des représentants les plus achevés de

cet esprit, c'est peut-être le libraire Hardy, qui écrivait encore ses Mémoires au commencement de la Révolution. Homme religieux, éclairé, il n'avait pas marché avec le siècle; il était, comme on dit, un représentant des anciens partis. Vieux janséniste, il était resté fidèle aux traditions parlementaires, et il s'indignait de voir les philosophes remplacer avec un esprit nouveau les maîtres qu'il avait suivis et aimés dans son bel âge. Les philosophes étaient pour lui « les héros et les coryphées de l'impiété ». Il professait pour la religion le plus profond respect, et il n'appelle jamais Jésus-Christ que « notre auguste rédempteur » ou « le protecteur des empires ». Du reste, il détestait les jésuites encore plus que les philosophes. Lui, si modéré dans ses expressions, si doux, et si calme pour tout le reste, dès qu'il s'agit de la « noire cabale des soi-disant ci-devant jésuites », il devient violemment injurieux, il n'a pas de mots assez méprisants pour désigner les prélats grands seigneurs ou persécuteurs, pas de termes assez attendris pour raconter les souffrances de « ces personnages pieux, savants et respectables, accusés depuis plus d'un siècle d'une hérésie purement imaginaire, proscrits et dépouillés par un zèle hypocrite ». En politique, les opinions de Hardy étaient nettement royalistes; il détestait les ministres, bien entendu, mais ses sentiments pour le roi étaient ceux d'un sujet fidèle et dévoué. Nullement révolutionnaire, il ne pouvait pourtant assister à une de ces séances, dans lesquelles le Parlement faisait acte de résistance, sans éprouver le contentement le plus vif. Il était partisan des réformes et, comme nous dirions aujourd'hui, conservateur libéral.

Hardy a vu les premiers jours de la Révolution; il

s'est réjoui, il a applaudi, c'était un homme de 89. La prise de la Bastille ne l'a pas intimidé, il a fraternisé avec les vainqueurs; il a vu Paris « ivre de joie » à la nouvelle de ce fait d'armes... « surnaturel! » Il a « illuminé » lui-même le soir. Du reste, il tremblait sans cesse que Versailles ne s'emparât de Paris par quelque indigne trahison; cette crainte patriotique l'empêchait de dormir. Un jour surtout, il apprit avec terreur que Versailles, pour se défaire de Paris, complotait d'y mettre le feu. Aussitôt « instruite de cet infâme projet, la ville faisait boucher les soupiraux des caves qui donnaient sur la rue, car on avait essayé d'y jeter des matières combustibles ». C'était la police sans doute qui avait préparé le coup! — Tel était le libraire Hardy : personne ne dira de lui, comme de Napoléon, qu'après l'avoir fait, Dieu a brisé le moule.

Eh bien! il y a des détails très instructifs dans le journal de ce naïf personnage, de ces détails qu'on ne trouve pas ailleurs. Il nous apprend, par exemple, qu'au milieu des rues insurgées de 1789, on voyait défiler, bannières au vent, des processions longues et nombreuses. Hardy les compte et, comme il est sur le chemin, aucune ne lui échappe. Elles vont toutes en pèlerinage, chargées d'ex-voto, à Sainte-Geneviève, entre deux haies de gardes nationaux; il en vient de Belleville, du Port-au-Blé, du faubourg Saint-Antoine, de tous les quartiers de Paris; elles portent des gâteaux et des fleurs; chaque bataillon de la nouvelle milice fait bénir son drapeau. Les héros de la Bastille conduisent en grande pompe « un chef-d'œuvre de menuiserie » qui figure la forteresse, et sur lequel flottent les étendards conquis. La haine est oubliée ou n'a pas eu le temps de naître; une effusion de com-

mune espérance épanouit tous les cœurs; « prêtres, moines, ouvriers, soldats citoyens et citoyennes gravissent en troupes joyeuses les pentes escarpées de la montagne ».

Ce sont là de ces traits qu'on ne rencontre que dans les Mémoires d'un contemporain, et qui ouvrent des jours bien nouveaux sur l'état des imaginations dans le peuple il y a cent ans. Mais, hélas! le journal de Hardy, après avoir raconté les premiers épisodes de la Révolution, s'arrête tout à coup le 14 octobre 1789. Que devint l'auteur pendant les années qui suivirent? On l'ignore. Peut-être mourut-il; peut-être assista-t-il, en témoin désolé cette fois, à l'orgie sanglante qui succéda bientôt à la courte période de généreuse espérance. Cette disparition subite achève de faire de lui le représentant de cette bourgeoisie qui avait préparé la Révolution, mais qui ne sut ni la faire ni la conduire. Ces Parlements que Hardy regardait comme les boulevards de la liberté et les plus solides appuis de la constitution politique, il suffit d'un décret de l'Assemblée Constituante pour les anéantir à jamais. Cette constitution civile du clergé, œuvre des jansénistes, fit couler bien du sang! elle fut brisée plus tard, sans la moindre résistance, par un général victorieux. Les réformateurs, les libéraux, comme il arrive si souvent pour notre malheur, furent dépassés par les révolutionnaires violents, et jetés hors du régime qu'ils avaient voulu fonder. Ils furent oubliés, et la Révolution, échappée de leurs mains, dégénéra en anarchie pour tomber finalement dans la dictature.

Il semble que nous soyons loin de ce XVIIIe siècle, si poli, si léger, si spirituel; nous assistons, au contraire, à son dénoûment précipité, mais naturel. Les événements ont marché plus vite que les années. Nous

reviendrons en arrière avec plaisir. Il y a dans le livre de M. Aubertin des épisodes bien instructifs, bien intéressants ou même bien piquants; quelques-uns méritent d'être cités.

V

Le plus curieux de tous est celui qui se rapporte à la négociation dont le futur cardinal Dubois, ancien précepteur et toujours ami du Régent, homme d'esprit et d'intrigue, dévoué à son maître, ambitieux pour son propre compte, fut chargé à la Haye et à Londres en 1716, 1717 et 1718. La correspondance de Dubois n'a jamais été éditée; elle dort dans les archives; M. Aubertin est allé l'y consulter, et l'analyse qu'il nous en donne forme le chapitre le plus agréable de son livre. L'esprit de la Régence s'y révèle tout entier, avec ce qu'il avait de sceptique, d'immoral, de spirituel, quelquefois de profond, mais toujours de cynique. Dubois a été souvent attaqué, justement attaqué; il n'est pas encore complètement connu. On peut dire de lui, et avec plus de justice, ce qui a été dit d'un autre bien plus coupable encore : « Sa cause a été jugée, mais non pas entendue ». Il y aurait de la cruauté à s'en rapporter complètement au portrait passionné que Saint-Simon a tracé de lui. M. Aubertin n'est certes pas un de ces redresseurs de réputations qui abondent aujourd'hui; loin de lui la pensée de soutenir une thèse contre la tradition et de réhabiliter Dubois! Mais il a lu les lettres diplomatiques du cardinal, et ce qu'il nous en cite donne l'idée d'un pauvre caractère, sans doute, d'un esprit sans règle et sans dignité, mais d'un esprit actif, ferme et fin. Il est permis de ne pas aimer et de

condamner Dubois, non pas de le mépriser ni de l'abaisser outre mesure.

Dubois avait soixante ans lorsque le Régent imagina de l'envoyer auprès du roi George, qui devait traverser le Hanovre, et de l'employer « comme un homme assez habile pour bien servir, et trop mince personnage pour compromettre un gouvernement ». Dubois devait jouer un rôle subalterne en apparence, mais qui pouvait devenir, avec de l'habileté, de la souplesse, un grand tact diplomatique, un des plus importants que négociateur ait jamais eu à remplir. Nous ne voulons pas entrer, bien entendu, dans une discussion historique et politique sur les mérites du traité de la Triple Alliance, ni sur la situation nouvelle où il plaça la France; nous voudrions seulement suivre, avec M. Aubertin, les phases principales de la négociation, et montrer de quelle manière elle a été conduite, par quels moyens elle a abouti. On est d'abord frappé, en lisant les dépêches de Dubois, de voir le comique se mêler tellement au sérieux qu'on a parfois de la peine à discerner l'un de l'autre sous cette forme décousue, triviale, pittoresque il est vrai, mais basse, dont le diplomate habille ses récits ou ses réflexions. La négociation s'engage comme un vaudeville; M. Aubertin a raison de rappeler à ce sujet la charmante comédie de Marivaux : *les Jeux de l'amour et du hasard*. Dubois, pour commencer, change de costume avec son domestique : maître et serviteur prennent un nom supposé, un faux passeport et partent ainsi, non pas pour une entreprise galante, mais pour une mission qui devait changer l'équilibre de l'Europe et raffermir en France et au dehors l'influence compromise du Régent.

Les aventures abondent, elles sont quelquefois très petites, mais fort divertissantes. Dubois s'introduit

d'abord chez l'ambassadeur français auprès du roi d'Angleterre : il se cache dans son écurie et se déguise en amateur de chevaux ; il se découvre enfin et se fait reconnaître. Puis, il faut s'introduire auprès de lord Stanhope, ministre du roi George. Nouveau stratagème : Dubois se fait passer pour un malade allant aux eaux thermales. Ce genre de moyens ne lui répugnait pas. Lorsqu'il se fut emparé de l'esprit de lord Stanhope et du cœur du roi, il avoua sa mission, sans renoncer pourtant à ses procédés habituels ; il s'était trop bien trouvé de leur emploi. Il essaya d'abord de corrompre Stanhope en lui offrant, sans détours, une somme de 600 000 francs. Celui-ci, non sans détours et sans de longues hésitations, finit par refuser, au grand étonnement de Dubois, qui trouvait le fait héroïque, admirable et digne de la vieille Rome. Il avait une façon sommaire de juger les hommes. « Il n'y a pas ici, écrivait-il au duc d'Orléans, trois hommes qui soient déterminés par le motif du bien général, et, dans ce pays comme ailleurs, le grand nombre se gouverne par l'intérêt particulier, par l'envie, par la haine et par les autres passions. » A quoi le Régent se hâtait de répondre : « Dites bien à MM. les ministres que, si l'alliance se fait, ils ne se repentiront pas d'y avoir contribué ». Avec cette morale toute pratique, Dubois allait son chemin droit devant lui. A défaut d'une corruption pure et simple, il entreprit de noyer dans le vin de Champagne les scrupules du ministre anglais. « Je supplie Votre Altesse Royale, écrit-il au Régent, de faire choisir par quelque connaisseur fidèle, d'une part, trente pièces de vin de Champagne, du plus fort et de celui qui aura le plus de qualité, tel que le bon vin de Sillery, et, d'autre part, quinze pièces de bourgogne, et du plus fort aussi, et cinq pièces de vin de Volnay.

Les trente pièces de vin de Champagne seront pour le roi, et les autres pour lord Stanhope. » Il fallait que le vin fût très fort afin de remplir les desseins de Dubois : les ministres anglais ne se laissaient pas circonvenir aisément, ils craignaient le contrôle parlementaire. « Les Anglais, disait Dubois, portent leur timidité si loin, qu'ils refusent de corriger une faute d'orthographe dans la crainte que, dans dix ans, elle ne puisse servir à leur procès devant le Parlement, ce qui est devenu chez eux comme un sentiment involontaire contre lequel rien ne les assure. On m'en a rapporté des exemples qui seraient une scène de comédie. » On voit de quelle manière Dubois s'y prend pour vaincre ces terreurs.

Sa chambre était séparée par un salon de celle de lord Stanhope. Un jour, le ministre anglais invita à dîner dans ce salon le ministre de Hanovre, les principaux de l'État au nombre de quatorze, et le général des troupes. « Comme ce festin allemand, dit Dubois, devait être beaucoup arrosé, il me vint en pensée que si le vin du secrétaire d'État était, comme je l'avais vu autrefois, gai et parleur, je pourrais peut-être, après le dîner, profiter de quelqu'une des vérités que le vin se vante de tirer des plus taciturnes, et, lorsque les derniers convives furent accompagnés, je laissai ma porte ouverte, ce qui invita M. Stanhope d'y entrer en remontant, comme je l'avais espéré. En se jetant sur un fauteuil, il me dit : « Mon cher prisonnier, j'ai bien « des excuses à vous faire de l'incommodité que vous « avez eue d'être enfermé toute l'après-dînée; vous « voyez un homme qui s'est enivré en faisant les hon- « neurs de sa table ». En effet, il s'était distingué parmi treize Allemands qui avaient bu soixante-dix bouteilles de vin et cinq ou six bouteilles des liqueurs les plus vio-

lentes, qu'ils avaient avalées comme de l'orgeat. L'ayant trouvé à peu près comme je le désirais, je lui conseillai de prendre du thé pour abattre les fumées du vin, et après qu'on eut établi devant nous un cabaret propre à une longue conversation, je lui montrai en confidence une lettre tout en chiffres de M. de Châteauneuf.... Je n'eus besoin que de cette confidence pour le mettre en mouvement, et il commença à me parler avec une rapidité qui ne s'arrêta, depuis neuf heures, qu'à une heure après minuit, et qui m'instruisit de la plupart des choses que je voulais savoir, sans qu'il m'en coûtât que le soin de lui faire quelques petites objections pour le faire passer d'une matière à une autre... « Mais, « mon Dieu, mon cher petit ami, me dit-il à la fin et « un peu tard, je crois que tu m'as ensorcelé, oui, « mordieu, je le crois, car sans prudence je me laissai « ébranler par tout ce que vous me dites. » Il était, en effet, un peu tard pour s'en apercevoir.

Vivant de régime à cause de sa mauvaise santé, Dubois avait un avantage incontestable sur les ministres anglais, qui laissaient ainsi leur prudence au fond de leur verre. Sous un autre rapport, il était moins modéré. « Ceux qui connaissent la carte du Tendre, écrit un de ses biographes, savent qu'il a voyagé agréablement, mais sans indiscrétion. » Nous ne connaissons plus assez la carte du Tendre au XVIIIe siècle pour trouver Dubois fort discret. Ses lettres nous le montrent, à son arrivée en Angleterre, plein d'un enthousiasme peu ecclésiastique pour les femmes du pays. Nulle part ailleurs, dit-il, on n'en voit autant d'aussi belles. Est-ce pour ce motif qu'il demande sans cesse qu'on lui envoie de Paris des étoffes précieuses et des robes qu'il commande chez les modistes en vogue? Connaisseur en toilette, il sait assortir la

nuance d'un costume au teint de la personne qui doit le porter. « Je vous prie, écrit-il à Mme Law, de choisir une étoffe dont le fond soit blanc pour en faire un habit à la duchesse de Munster, qui est une très grande et très grosse femme, qui a les cheveux et les sourcils noirs et la peau fort blanche. Il faut un autre habit pour Mlle de Schulembourg, sa nièce, qui a des sourcils noirs et des cheveux châtains, etc., etc. » Quand les habits sont prêts, il demande à la modiste de « faire fabriquer une grande poupée, laquelle puisse faire voir aux dames anglaises de quelle manière celles de France sont habillées et coiffées et portent le linge ».

Voilà les petits procédés dont se servait Dubois pour arriver à ses fins. Si l'objet qu'il poursuivait ne justifiait pas les moyens qu'il employait, du moins cet objet était-il la gloire du Régent et le bien de la France, et cet objet il l'a atteint; c'est pourquoi nous n'osons pas être pour lui trop sévères. Il ne fut, au total, ni meilleur ni pire que la plupart de ses contemporains, car le XVIIIe siècle, malgré ses déclamations philanthropiques, a profondément méprisé l'humanité; il eut seulement, plus qu'un grand nombre d'entre eux, un esprit juste et hardi et une intelligence supérieure à ses mœurs. Il comprenait lui-même qu'il fallait cacher ses manœuvres diplomatiques et n'en montrer que les heureux résultats; il recommandait au Régent de ne laisser voir ses lettres à personne et de les brûler. Un jour, il lui écrivait que la corruption et la force étaient le fondement de tous les gouvernements; mais « c'est là véritablement, ajoutait-il, la partie honteuse des monarques, qu'il ne faut pas montrer, même dans les plus grands maux de l'État ». Il avait donc une certaine pudeur de son impudence. Toutefois, malgré la verve sémillante de sa correspondance, nous

ne pouvons la lire sans quelque dégoût. A la fin d'une étude toute bienveillante sur Camille Desmoulins et sur son talent, Sainte-Beuve s'écrie : « Et pourtant, oh ! le style des honnêtes gens ! O Nicole ! ô Lancelot ! ô Arnaud, etc. » C'est le sentiment que nous éprouvons après avoir lu Dubois ! Oh ! les honnêtes gens du XVIIe siècle ! les sérieux et graves diplomates du vieux temps ! C'est toujours là qu'est la grande école, même lorsqu'il s'agit de former des hommes d'affaires : on ne le sent jamais aussi bien que lorsqu'on se trouve en présence d'ambassadeurs comme Dubois, quels que soient d'ailleurs leur adresse et leurs succès.

VI

Entre la correspondance du cardinal Dubois et celle du cardinal de Bernis, le contraste est grand. La décadence du XVIIIe siècle éclate dans celle-ci d'une effrayante manière. Dubois a réussi parce qu'il avait, en dépit de ses mœurs, une incontestable habileté d'homme d'État et de diplomate ; il pouvait déshonorer la France, il ne l'aurait pas perdue. Mais, par un progrès naturel et fatal, à un ministre distingué quoique frivole succédèrent des ministres non moins frivoles et moins distingués. Il serait d'ailleurs injuste pour l'un et pour l'autre de comparer Bernis et Dubois. Bernis était honnête homme et bon citoyen ; ses mœurs étaient celles d'un abbé de cour, elles n'avaient rien de scandaleux pour l'époque ; sur la fin de sa vie, il sut même acquérir la dignité qui convenait à son caractère et qui avait manqué à sa jeunesse. Au point de vue politique, au contraire, Dubois était très supérieur à Bernis. Tandis que l'un avait mené à bon terme la

plus délicate négociation sans rien perdre de son inaltérable gaieté, le second se laissa écraser sous le poids des malheurs qu'il avait involontairement contribué à attirer sur la France; il ne put supporter ni réparer le désastre de Rosbach; les humiliations qui suivirent achevèrent de lui rendre le pouvoir intolérable, et il ne retrouva l'équilibre de son esprit que lorsque le roi lui permit de rentrer dans la vie privée.

Tout est sombre, lugubre, désespéré, dans la correspondance de Bernis adressée à Choiseul. Il est bien rare qu'un détail piquant vienne en relever la tristesse; cela arrive pourtant quelquefois, tant ces ministres légers du XVIIIe siècle ont de peine à oublier leurs préoccupations habituelles. On est surpris par exemple, au mois de février 1758, c'est-à-dire en pleine crise, de voir Bernis se charger d'une commission galante auprès de M. de Choiseul : « N'oubliez pas, je vous prie, lui écrit-il, ma commission pour un grand habit de femme fond bleu, brodé de soie blanche, sur une étoffe de printemps ». Mais Choiseul oublie et l'habit n'arrive qu'à la fin de mars. « Il est fond blanc et les fleurs bleues, on me le demandait fond bleu avec les fleurs blanches, mais on l'aimera autant tel qu'il est. » En effet, on lit plus loin : « On a trouvé le grand habit fort joli ! » L'abbé-ministre s'entendait aussi bien que l'abbé-ambassadeur aux chiffonnages élégants.

C'était Mme de Pompadour qui avait placé Bernis au ministère, et il avait voué à sa protectrice une reconnaissance que rien ne troublait. « Je vous crois à Parme, mon cher comte, écrivait-il à M. de Choiseul, et je prie M. de Rochechouart de vous rendre cette lettre. Le roi a été assassiné, et la cour n'a vu dans cet affreux événement qu'un moment favorable de chasser notre amie. Toutes les intrigues ont été employées

auprès du confesseur. Il y a une tribu à la cour qui attend toujours l'extrême-onction pour tâcher d'augmenter son crédit. Pourquoi faut-il que la dévotion soit si séparée de la vertu! Notre amie ne peut plus scandaliser que les sots et les fripons. Il est de notoriété publique que l'amitié, depuis cinq ans, a pris la place de la galanterie. C'est une vraie cagoterie de remonter dans le passé pour noircir l'innocence de la liaison actuelle. Que d'ingrats j'ai vus, mon cher comte, et combien notre siècle est corrompu! Il n'y a peut-être eu jamais plus de vertu dans le monde, mais il y avait plus d'honneur. » Belle indignation de la part d'un futur cardinal!

Ce qui fait pardonner bien des torts à Bernis, c'est le déchirement que lui causèrent les désastres de la France. Comme il est arrivé plus d'une fois chez nous, la guerre de Sept Ans fut engagée par entraînement, par un caprice des volontés souveraines, au milieu d'un enthousiasme et d'une confiance qui devaient bientôt se changer en honte et en désespoir. Hélas! de récents, d'amers souvenirs s'éveillent en foule lorsqu'on lit la correspondance de Bernis! On est frappé de voir se reproduire, détails pour détails, traits pour traits, à un siècle de distance, les mêmes fautes et les mêmes catastrophes. En 1757, comme en 1870, nous n'étions pas prêts, nous n'avions ni généraux, ni soldats, ni vivres, ni munitions, et nous croyions pourtant que rien de tout cela ne nous manquait. Quant aux ennemis, nous les méprisions, nous les jugions incapables de nous résister. Des militaires étourdis promettaient la victoire; une cour plus folle encore demandait la guerre à grands cris; les idées révolutionnaires devenaient menaçantes, les fautes du gouvernement l'avaient affaibli et compromis; on crut qu'un grand succès

extérieur retiendrait l'État sur le penchant de sa ruine, et on se précipita dans cette aventure qui devait nous coûter si cher.

Les illusions ne durèrent pas longtemps. Les généraux, comme les ministres, étaient des courtisans et des favoris; le corps des officiers était d'une ignorance profonde : « Ils ne savent rien, écrit Bernis. Dans cent régiments, on ne trouverait pas six bons lieutenants-colonels. Nous ne savons plus faire la guerre, nulle nation n'est moins militaire que la nôtre : il n'y en a pas une qui ait moins travaillé sur la tactique. Nous n'avons même pas une bonne carte des Vosges. On dirait que chez nous tout est en démence.... Nos officiers ne valent rien, ils sont indignes de servir. Il faut refondre le militaire pour en tirer parti. » Quant aux soldats, c'était bien pis encore et ici tout diffère heureusement entre 1757 et 1870. Notre armée était, en 1757, supérieure en nombre à celle de la Prusse, mais elle était bien inférieure en qualité. Un de nos officiers les plus distingués, Saint-Germain, que le comte de Saxe regardait comme le premier tacticien français, écrivait avec douleur : « Je conduis une bande de voleurs, d'assassins à rouer qui lâcheraient pied sans tirer un coup de fusil et qui sont toujours prêts à se révolter. Jamais il n'y a rien eu d'égal; jamais armée n'a plus mal fait. Le roi a la plus mauvaise armée qui soit sous le ciel, et la plus indisciplinée. Il n'y a plus moyen de servir avec de pareilles troupes. La terre a été couverte de nos soldats fugitifs à quarante lieues à la ronde; ils ont pillé, tué, violé, saccagé et commis toutes les horreurs possibles. Notre nation n'a plus l'esprit militaire, et le sentiment de l'honneur est anéanti. On ne peut conduire nos troupes qu'en tremblant, et l'on doit s'attendre à tous les mal-

heurs. » Frédéric, de son côté, écrivait quelques jours plus tard à l'ambassadeur de Hanovre : « L'armée de France a eu l'air de m'attaquer, mais elle ne m'a pas *fait cet honneur, s'étant enfuie sans que je la puisse* joindre, dès la première décharge de mes troupes ». — « C'est d'un tout autre style, on en conviendra, dit avec raison M. Aubertin, que l'empereur Guillaume rédigeait ses bulletins : les sanglantes victoires dont il remerciait Dieu n'autorisaient pas ce ton d'impertinence et d'ironie. »

Il nous restait encore cependant des hommes de cœur et des hommes distingués, le maréchal de Belle-Isle, par exemple. « Je ne suis pas surpris, monsieur, écrivait Belle-Isle à Choiseul, que vous ayez le cœur navré de l'affaire du 5 (bataille de Rosbach). Je n'oserais faire par écrit toutes les réflexions dont cette matière est susceptible. Contre tous les principes du métier et du bon sens, on a enfourné l'armée dans un fond et à mi-côte, laissant ce même ennemi maître de la hauteur sur laquelle nous n'avions pas seulement le moindre petit détachement pour observer les mouvements du roi de Prusse, en sorte que toute notre armée était encore en marche et en colonnes lorsque toute la cavalerie prussienne a débouché en bataille sur notre tête, et que l'infanterie ennemie a paru sur la hauteur avec une nombreuse artillerie, à laquelle la nôtre, qui était dans le fond ou à mi-côte, n'a pu faire aucun mal.... Je ne me consolerai jamais que des troupes du roi, que j'ai vues penser si longtemps noblement et agir avec autant de vigueur que de courage, aient perdu si promptement leur réputation et soient devenues le mépris de l'Europe. » Le vieux maréchal, tout en déplorant le mal, cherchait à le réparer. Tout le monde y songeait d'ailleurs : chacun

avait son système et proposait une nouvelle organisation militaire. La Prusse nous avait battus, il fallait imiter ses institutions, et nous la battrions à notre tour. Ce n'était pas l'avis de Belle-Isle : « J'ai pensé tout comme vous, écrit-il encore à M. de Choiseul, contre l'école que MM. de Broglie et leurs adhérents ont introduite dans notre infanterie; rien n'est plus contraire au génie et à l'esprit de la nation que toutes ces cadences prussiennes.... Ne prenons des Prussiens que leur discipline et leur subordination. Que le général et les autres officiers commencent par donner l'exemple du désintéressement, vous verrez, monsieur, régner un tout autre esprit dans nos troupes; nous serons craints, respectés et chéris autant que nous sommes actuellement détestés, et que nous serons bientôt méprisés. »

Bernis aussi cherchait à réparer le mal qui avait été fait et à en prévenir le retour, et lui non plus ne se trompait pas sur les remèdes à employer. Il avait bien senti que nos désastres étaient la conséquence fatale des vices du gouvernement et que c'était sur le gouvernement d'abord qu'il fallait porter tous ses soins. Mais où trouver des hommes, où trouver un homme pour rendre au pouvoir l'énergie et la force qui lui manquaient? « On ne meurt pas de douleur, mon cher comte, écrivait-il, puisque je n'en suis pas mort depuis ces derniers événements. J'ai parlé avec la plus grande force à Dieu et à ses saints; j'excite un peu d'élévation dans le pouls, et puis la léthargie recommence; on ouvre de grands yeux tristes et tout est dit.... Le grand malheur, c'est que ce sont les hommes qui mènent les affaires, et nous n'avons ni généraux ni ministres. Je trouve cette phrase si bonne et si juste que je veux bien qu'on me comprenne dans la catégorie, si l'on

veut. Il me semble être le ministre des affaires étrangères des Limbes.... Dieu veuille nous envoyer une volonté quelconque, ou quelqu'un qui en ait pour nous! Je serai son valet de chambre, si l'on veut, et de bien bon cœur. » — « Nous avons besoin d'un débrouilleur général; il faut un maître ici, j'en désire un et je n'ai garde de désirer que ce soit moi. » Bernis cherchait « un dictateur ». Il voyait, dans toutes les nations voisines, les affaires marcher sous l'impulsion habile d'une main unique. « M. Pitt, disait-il, gouverne son pays avec les principes et peut-être avec les vues de Cromwell », et Pitt était à la fois heureux et populaire. Quant au roi de Prusse, « on l'aime ici à la folie, écrit-il, parce qu'on y aime ceux qui font bien leurs affaires ». Cette remarque est profonde : Bernis avait su observer et comprendre le caractère national. Il sentit bientôt qu'il avait lui-même trop mal fait ses affaires pour rester plus longtemps au pouvoir; mais le roi et Mme de Pompadour, qui trouvaient ses scrupules exagérés, lui refusaient la liberté de se retirer. Enfin, après mille instances, il obtint l'autorisation de passer à son ami, le comte de Choiseul, le fardeau qu'il ne pouvait plus porter. Il n'était que temps; les préoccupations morales avaient affaibli la santé de Bernis. « Je vous en avertis, écrivait-il, ma tête est malade. Avec du repos et l'espérance de ne pas me déshonorer, je me rétablirai; sans cela, je tomberai dans un état où il ne me sera plus possible de faire un travail. Mais qu'on me sauve du déshonneur si l'on veut conserver ma tète et ma vie! »

VII

M. de Choiseul était un ministre habile; mais on sait comment le favori de Mme de Pompadour fut renversé par Mme Dubarry. Le règne de Louis XV se termina dans le déshonneur, dont Bernis était parvenu à se sauver; l'infortuné Louis XVI expia les fautes de son prédécesseur. Lui-même d'ailleurs manquait des qualités les plus indispensables à un roi dans une situation aussi difficile, aussi périlleuse, et la reine Marie-Antoinette, malgré tout ce que son caractère avait d'attrayant, exerça malheureusement sur lui une funeste influence. Les derniers chapitres du livre de M. Aubertin contiennent quelques citations de la correspondance de l'impératrice Marie-Thérèse avec sa fille. Rien n'est plus sensé, ni d'une intelligence plus haute que les conseils de Marie-Thérèse; mais celle à qui ils étaient adressés les a-t-elle bien compris? « Elle avait été très mal élevée, dit l'abbé de Vermond, son lecteur; elle était incapable d'approfondir. » — « Tâchez donc, lui écrivait Marie-Thérèse, de tapisser votre tête de bonnes lectures; elles vous sont plus nécessaires qu'à toute autre. Vous n'avez point d'acquis, jamais vous n'avez aimé l'application. » — « Evitez la familiarité, lui disait-elle encore, ne jouez pas la commère; occupez-vous de choses sérieuses, défiez-vous des bas flatteurs.... Modérez votre gloriole de briller aux dépens du roi, d'être affable quand il ne l'est pas, de paraître vous occuper d'objets qu'il néglige. Vous avez comme reine, un emploi lumineux; il faut en remplir les fonctions. La politesse et l'affabilité ont leurs bornes; il faut bien de la distinction là-dessus, et il faut penser à votre situation et à votre nation qui est

trop encline à se familiariser et à manger dans la main. » Mais Marie-Antoinette poursuivait ses imprudences. « On dit, lui reproche Marie-Thérèse, que votre coiffure a trente-six pouces de haut depuis la racine des cheveux, avec tant de plumes et de rubans qui relève tout cela!... Madame ma chère fille, la simplicité fait mieux paraître et est plus *adaptable* au rang de reine. » Un matin, en 1777, pendant son voyage à Paris, Joseph II trouva la reine fort occupée d'étager l'édifice de ses plumes et de ses fleurs : « Ne me trouvez-vous pas coiffée à ravir? dit-elle à son frère. — Oui. — Mais ce oui est bien sec. Est-ce que ma coiffure ne me sied pas bien? — Ma foi, si vous voulez que je vous parle franchement, madame, je la trouve bien légère pour porter une couronne. »

Pauvre reine! Les malheurs formèrent son esprit et trempèrent son âme, mais il était trop tard! La monarchie était perdue, elle n'avait plus d'autorité. L'autorité, à vrai dire, n'existait plus nulle part en France, et il a fallu, pour la relever, la main de sang de la Convention et la main de fer de l'Empire. Nous voici encore revenus aux derniers et sombres jours du XVIIIe siècle et à la catastrophe imprévue vers laquelle il s'achemine par un chemin semé de fleurs menteuses. « Celui qui n'a pas vécu avant 1789, disait M. de Talleyrand, ne connaît pas la douceur de vivre. » La vie perdit bientôt sa douceur pour les hommes de cet âge. Comment et pourquoi se produisit ce changement si profond et si cruel? Comment, en quelques années, la France passa-t-elle d'un vif amour pour son jeune roi à une haine aveugle de sa constitution politique et à une soif de réformes ardente, impérieuse, déréglée? C'est ce dont on peut déjà se rendre compte en lisant le livre de M. Aubertin. Ce livre, écrit d'ailleurs

avec autant de modération que de sagacité, a un dernier mérite à nos yeux : il nous conduit doucement jusqu'aux premiers jours de la Révolution, il nous la fait comprendre, il ne la glorifie pas : « La Révolution de 1789, écrit M. Aubertin, a baissé dans l'esprit des hommes ». Si la Révolution a baissé, le siècle qui l'a préparée a baissé aussi : une seule chose ne baisse pas, nous voulons parler de la science même de l'histoire, étudiée avec désintéressement et sans passion. M. Aubertin a écrit sur le XVIIIe siècle, comme il avait écrit autrefois sur Sénèque et sur saint Paul, avec un cœur aussi libre et une méthode aussi grave. Le temps n'est-il pas passé où l'on se servait des noms de Rousseau et de Voltaire, de la date de 89 et du mot de Constituante comme d'armes de guerre? Il devrait l'être du moins, et sans doute il le sera bientôt, puisque des esprits sans préventions, animés du seul désir de bien comprendre et d'expliquer le XVIIIe siècle, portent de ce côté l'effort d'une critique tous les jours plus laborieuse, plus intelligente et plus impartiale.

Novembre 1873.

LES ORIGINES DE LA FRANCE CONTEMPORAINE [1]

Le succès du livre de M. Taine sur *les Origines de la France contemporaine* a devancé la critique : il a suffi d'annoncer le livre pour que sa première édition ait été aussitôt enlevée. Personne n'en sera surpris : l'attrait puissant du sujet et le nom de M. Taine expliquent de reste l'empressement des lecteurs. Le sujet est de ceux qui trouvent toujours la curiosité en éveil : le plus noble intérêt s'y attache, et tous, qui que nous soyons, à quelque genre d'études ou de travaux que nous nous soyons consacrés, notre attention est prête pour ceux qui interrogent le passé afin de mieux comprendre le présent et d'arracher à l'avenir ce que l'on peut savoir de son secret. Quant à l'auteur, il est connu pour l'infatigable activité de ses recherches; rien ne l'effraye; les plus durs labeurs sont l'exercice ordinaire de son esprit, et nul n'est mieux fait que lui pour aller en toute matière plus loin et plus à fond que ses devanciers. Où finit le courage des autres, le sien commence. M. Taine n'est pas seulement un cher-

1. Par H. Taine, t. I, *l'Ancien régime*.

cheur de faits nouveaux : quand les faits sont trouvés, il les classe; il les éclaire l'un après l'autre, comme on éclaire avec un réflecteur les diverses parties d'un grand tableau; et la formule qui les explique vient enfin, non sans efforts parfois, mais avec une merveilleuse vigueur de concentration dans la pensée et dans le style. L'esprit est frappé, il éprouve une sorte de secousse et de choc; et certes, il y a un art consommé dans cette manière. Mais si derrière l'auteur nous cherchons l'homme, ou même, derrière le livre, si nous cherchons l'auteur, il est difficile de les trouver. L'homme et l'auteur prennent un soin particulier de se dérober à nos poursuites. S'ils n'y parviennent pas toujours, ce n'est pas leur faute. M. Taine est de cette école d'observateurs perspicaces et d'écrivains à masque impassible qui vous disent : Voilà ce que j'ai vu, voilà ce qui est. — Ne leur demandez pas davantage, car ils se réservent comme un sanctuaire ce fond de la pensée où la personnalité se replie, et ils ne croient pas devoir au public la confession de leurs sentiments.

Cette méthode a ses avantages. Elle a par exemple celui d'éviter toute exagération, toute déclamation, et si l'on veut voir jusqu'où elle peut conduire dans ce sens, il suffit de lire la préface de M. Taine. M. Taine ayant à parler de l'ancien régime, puis du nouveau, en passant par la Révolution : « On permettra à un historien, dit-il, d'agir en naturaliste; j'étais devant mon sujet comme devant la métamorphose d'un insecte ». On conviendra sans peine qu'il n'y a rien d'outré dans cette comparaison. « D'ailleurs, continue M. Taine, l'événement par lui-même est si intéressant, qu'il vaut la peine d'être observé pour lui seul, et l'on n'a pas besoin d'effort pour exclure les arrière-pen-

sées. » A coup sûr, l'événement est par lui-même très intéressant, et il vaut la peine d'être observé pour lui seul; mais qu'il soit facile, en l'étudiant, d'exclure les arrière-pensées, nous en doutons. L'insecte dont parle M. Taine n'est pas mort, Dieu merci! L'insecte n'est autre chose que nous-mêmes, et lorsque l'historien opère sur nous cette sorte d'autopsie que l'on peut faire sur les choses morales sans les détruire et sans les tuer, lorsque le scalpel se promène sur nos vieilles plaies et vient trancher dans les nouvelles, il nous est très difficile de n'avoir pas d'arrière-pensées. C'est à peine si nous en avons eu d'autres en lisant M. Taine! Il est vrai toutefois qu'il n'a pas l'air d'en avoir pour son compte, et qu'on ne saurait faire une analyse chimique avec plus de calme qu'il n'en montre dans son analyse historique et politique. La main a une fermeté et une aisance qui ne se démentent pas un moment. M. Taine nous conduit ainsi, à travers les détails de l'expérience, jusqu'à la veille de la Révolution et alors il semble nous dire : Voilà le moment, le phénomène va se produire. Par malheur, le second volume de M. Taine n'a pas encore paru. Nous restons sur le fameux récit fait par La Harpe de la prédiction de Cazotte, récit qui jette sur la fin du livre une teinte un peu sombre et nous prépare à la Terreur; car, si M. Taine se permet rarement les réflexions ou les sentiments trop personnels, il ne dédaigne pas toujours les oppositions ni les couleurs tranchées.

Nous avions déjà un grand nombre d'Études sur la Révolution, sans parler des histoires. Parmi ces Études, il est impossible de ne pas distinguer le beau livre de M. de Tocqueville, dont le sujet est précisément celui de M. Taine : *l'Ancien régime et la Révolution.* Les deux ouvrages ont des mérites divers, comme leurs

auteurs. « J'espère, dit M. de Tocqueville dans son Avant-propos, avoir écrit le présent livre sans préjugé, mais je ne prétends pas l'avoir écrit sans passion. » L'aveu est franc ; M. de Tocqueville ne cache pas qu'il a une opinion sur l'ancien régime et sur le nouveau, et que, dans cette opinion qu'il a formée avec son esprit, il a mis tout son cœur. Il est facile, d'ailleurs, de s'en apercevoir en lisant le livre ; le sentiment intime et profond éclate à chaque ligne ; il n'y a pas là de « pensée de derrière la tête ». Il n'y en a pas non plus chez M. Taine ; mais tandis que M. de Tocqueville est inspiré surtout par un intérêt politique, c'est d'un intérêt purement scientifique que M. Taine semble animé. Au reste, nous nous empressons de le dire, les conclusions de l'un ne diffèrent guère de celles de l'autre ; sur presque tous les points leurs jugements sont d'accord. Il y a seulement entre les deux écrivains la différence du tempérament et la différence de la méthode. Sans doute aussi la différence des temps dans lesquels ils ont vécu n'a pas été indifférente au développement de leur talent.

I

On ne parle plus aujourd'hui de l'ancien régime et de la Révolution comme on en parlait autrefois, il n'y a pas bien encore longtemps. Les vieilles passions qui obscurcissaient les intelligences et allumaient les colères sont amorties. Peut-être y a-t-il encore quelques partisans de l'ancien régime, mais ils sont si rares et si impuissants que leurs prétentions n'inquiètent plus personne : elles irritent parfois, elles ne sauraient effrayer. La Révolution a triomphé sans retour, elle a fondé un

ordre politique et social qui a maintenant pour lui la consécration la meilleure de toutes et la seule qui soit vraiment efficace, celle de la durée. Plusieurs générations se sont succédé dans cet ordre nouveau et ne sauraient en supporter d'autre. Nous comprenons les craintes que l'on a dû éprouver, en 1814 et 1815, lorsque les Bourbons sont rentrés en France avec les représentants du vieux régime; mais les Bourbons ont été d'abord trop sages pour essayer de revenir bien loin en arrière, puis trop faibles pour réussir, même dans une de ces entreprises qui, pour notre malheur, réussirent si souvent chez nous : un coup d'État. Depuis 1830, la lutte contre les intérêts nouveaux a été inégale; aujourd'hui, on peut dire qu'elle a presque cessé. Les opinions sont partagées sur la forme de gouvernement qui nous convient le mieux, mais sur le fond même de l'organisation civile et sociale elles sont d'accord, ou bien peu s'en faut, et les révolutions politiques qui nous feraient passer de la république à la monarchie, ou qui nous ramèneraient de la monarchie à la république, ne changeraient pas plus la France que l'on ne change les assises et les dispositions principales d'un édifice lorsqu'on en refait le toit. Instinctivement tout le monde le sent. Le paysan, propriétaire du sol, ne craint plus d'en être dépouillé; les cadets ne redoutent plus le droit d'aînesse; les majorats et les substitutions sont relégués dans l'histoire; les prétentions et les empiétements cléricaux ne sauraient nous ramener à l'organisation d'une caste dans l'État, et la noblesse n'est plus qu'un joli titre, lequel, d'ailleurs, ne donne droit à rien. Nous devons tout cela à la Révolution qui l'a établi, et au temps qui fait naître la sécurité dans la possession. Le jour est donc venu où nous pouvons étudier l'ancien régime sans

préjugés de parti comme le faisait M. de Tocqueville, et même sans passion comme M. Taine nous en donne l'exemple. Nos disputes sont restées aussi vives, mais l'objet qui les alimente a changé.

Ce n'est pas, si nous en croyons précisément M. Taine, qu'il faille prononcer contre les préjugés une réprobation absolue. Les préjugés ont du bon ; c'est un alliage qui aide la vérité à vivre, et M. Taine va même jusqu'à dire que les vérités ou les erreurs sorties de la Révolution ne seront viables que lorsqu'elles seront devenues des préjugés. Nous en sommes là : le préjugé général en faveur de la Révolution est aujourd'hui si bien formé, si fortement établi, qu'il serait difficile d'y porter atteinte. Nous consentons à reconnaître qu'il y a eu dans la Révolution des détails d'exécution très fâcheux, très regrettables et très odieux. Il est impossible aussi de ne pas regretter que la France ait eu à acheter ses institutions politiques, civiles et sociales au prix de son gouvernement, lequel a sombré dans la tourmente et n'a pas été, depuis, remplacé avec tous les avantages désirables de convenance et de solidité. Malgré ces défauts, la Révolution reste grande, et elle l'est assez pour que nous puissions avouer qu'elle s'est trompée quelquefois, égarée souvent, et que, même lorsqu'elle a voulu le bien et qu'elle l'a fait, elle ne l'a pas toujours bien fait. Reste à savoir d'où viennent les erreurs de la Révolution. Étude plus nouvelle qu'il ne semble, puisque les historiens et les politiques ont jusqu'ici trop souvent déclaré, soit que nos pères ne se sont pas trompés une seule fois, soit qu'ils n'ont pas eu un grain de bon sens et de raison pendant les dix ou vingt années qui ont suivi 1789.

Pour faire cette étude, remontons à l'ancien régime. Qu'était-ce que l'ancien régime? Il est commode

d'y condamner tout ou d'y tout approuver : mais si tout y était mauvais, mauvais dès l'origine, comment expliquer qu'il ait pu durer si longtemps, et si tout y était bon, bon jusqu'à la fin, comment a-t-il succombé sous une explosion de fureur populaire et laisser après lui ces longues réprobations mêlées de souvenirs haineux? N'est-il pas vrai plutôt que l'antique gouvernement de la France lui a convenu longtemps? Ce n'était pas un gouvernement passé en écritures; sa Constitution n'était pas rédigée en Charte; on discutait même en 1789 si la France avait une Constitution, et l'on croyait généralement qu'elle n'en avait pas. Regardons de plus près, et nous verrons peut-être qu'elle en avait une, qui s'était formée, développée, souvent transformée avec la France elle-même. Peut-être aussi un jour est-il arrivé où cette Constitution est devenue immobile, quoique la France ait continué de vivre, et par conséquent de changer. La noblesse, le clergé, les parlements dominés par le pouvoir royal ont-ils rendu alors les services qui avaient expliqué autrefois leurs privilèges? Quant au pouvoir royal, les mains qui le saisirent après Louis XIV et la Régence ont-elles suppléé par leur fermeté et par leur adresse à l'insignifiance où tout le reste était tombé? N'est-il pas probable que si ce gouvernement, jadis fier et vigoureux, s'est effondré en quelques mois, c'est que toutes ses parties avaient été successivement atteintes et que sa tête même n'était plus saine? Et si les hommes qui ont voulu d'abord réformer la monarchie l'ont ébranlée sans le savoir et livrée aux entreprises de ceux qui l'ont bientôt détruite; s'ils ont montré, malgré leurs bonnes intentions, une rare ignorance politique; à quoi faut-il l'attribuer, sinon aux vices d'une éducation où les théories, les doctrines et la philosophie que

Montaigne aurait appelée « livresque » avaient tenu une place trop grande, presque exclusive? Voilà les questions qui viennent naturellement à l'esprit lorsque l'on songe sans passion à l'ancien régime et à sa chute. M. Taine se propose de les résoudre. Comment? En étudiant notre passé d'hier comme il étudierait l'histoire grecque ou romaine, d'un esprit froid, exact, précis, curieux des détails, et avec toutes les ressources de la méthode scientifique, que les historiens et les érudits de notre siècle ont si heureusement perfectionnée.

II

Le XIX[e] siècle s'est en effet glorifié souvent d'être le siècle de l'histoire, et cette prétention est, à bien des égards, justifiée. Siècle de recherches patientes et d'investigations ingénieuses, aucun autre n'a disposé pour l'histoire d'un aussi grand nombre de matériaux. Mais la matière première une fois trouvée, il a fallu la mettre en œuvre. Il a fallu comprendre tous ces documents exhumés, et l'intelligence du passé n'est pas donnée à tout le monde, ni peut-être à tous les temps. Elle nous a été donnée plus qu'à d'autres parce que les révolutions que nous avons subies, dont nous avons souffert, nous ont appris, sur les hommes et sur les choses, sur notre propre nature et sur la politique, des vérités que le siècle précédent et le XVII[e] même ont ignorées. Le XVII[e] siècle nous a légué de magnifiques édifices historiques; la façade en est admirable d'équilibre et de majesté. Entrez au dedans, la critique moderne y a tout détruit. Que reste-t-il du *Discours sur l'histoire universelle* con-

sidéré comme un livre d'histoire? Il reste un chef-d'œuvre de style et d'éloquence, et c'est beaucoup sans doute, mais c'est tout. Déjà, du temps de Bossuet, on ne faisait plus de politique; on ne s'en occupait plus; c'était l'affaire du roi; et lorsqu'on en faisait, sous prétexte d'histoire, c'était la plupart du temps une politique officielle et de convention. Le XVIIe siècle, grâce à ses études philosophiques et religieuses, a merveilleusement connu l'homme et l'humanité : première condition pour écrire l'histoire, mais non point la seule. Cette condition a manqué au XVIIIe siècle, grand siècle à coup sûr, mais qui s'est orgueilleusement trompé sur l'homme, et qui a cru qu'il suffisait de regarder dans sa conscience pour créer la morale, et dans son intelligence spéculative pour imaginer la meilleure des sociétés. Double erreur qui lui a permis de supprimer la religion comme dangereuse et l'expérience comme inutile. Où aurait-on acquis alors l'expérience politique? Dans les intrigues de la cour? Dans les échauffourées des parlements? Pauvres leçons pour un historien sérieux, et pas assez sévères encore pour inspirer un Tacite! Les historiens de l'antiquité — puisque le nom de Tacite vient sous notre plume — connaissaient profondément l'homme et les affaires. Ils étaient des moralistes et des politiques, et voilà pourquoi ils nous ont laissé des chefs-d'œuvre accomplis, où l'observation morale se mêle dans un accord parfait avec la narration. Le XVIIIe siècle nous a laissé des modèles de narration historique, et nous sommes si éloignés de contester le mérite des travaux de Voltaire par exemple (*Essai sur les mœurs*), qu'à notre sentiment on ne leur accorde pas aujourd'hui toute l'admiration qu'ils méritent. Que de lacunes pourtant! que d'interprétations étroites! que de colères qu'il

nous est impossible de partager, et combien de vœux indiscrets qui sont passés avec violence dans la volonté des générations suivantes et dont les conséquences nous sont trop connues !

Presque toujours, au XVIIIe siècle, l'histoire a pris la forme du pamphlet. Nous avons changé de manière. Notre horizon s'est élargi. La politique est descendue de la cour dans les classes moyennes, et même dans les classes populaires : nous avons tous vécu dans un milieu bien différent de l'atmosphère de salons où nos arrière-grands-pères distillaient leur aimable philosophie. Nous savons mieux ce que sont les choses. Quant à l'homme même, nous avons fait sur lui maints systèmes. Où est le vrai? Nous ne le rechercherons pas ici ; mais en vérité, s'il n'est pas dans le nombre de ceux que nous avons traversés, il faut y renoncer, car on ne saurait guère en imaginer davantage. Quelle distance parcourue entre M. Guizot, historien et philosophe, et M. Taine, philosophe devenu historien ! De l'un à l'autre il y a de la marge ! Les doctrines de M. Taine sont trop connues pour que nous ayons besoin de les analyser : il le fait d'ailleurs lui-même, et on lira dans son livre quelques pages de synthèse hardie que Hobbes ne désavouerait pas, qu'il aurait même été fier de signer. Y aurait-il une vérité profonde dans le fameux proverbe que les extrêmes se touchent, et le positivisme conséquent nous ramènerait-il au même point que le spiritualisme éclairé, la religion des faits au même point que la religion des grands principes? On le croirait avec M. Taine, et il faut reconnaître que, loin de forcer son système, il l'applique avec plus de logique qu'on ne l'a fait jusqu'ici. D'autres, en étudiant les sociétés, les religions, les privilèges, les fictions successives sur lesquelles repose le monde politique, n'ont

puisé dans le positivisme que des *motifs de tout attaquer*, de tout nier : il est vrai de dire que ceux-là étaient plutôt les disciples et les acolytes que les maîtres. M. Taine pense au contraire que tout ce qui a vécu a eu sa raison de vivre, et il cherche, il trouve cette raison qui échappe aux yeux inattentifs. Parmi les ruines et les débris du passé, il en est qui, une fois tombés, s'enfoncent dans le sol et disparaissent bientôt sous le couvert du temps comme des troncs à jamais desséchés ; d'autres s'obstinent à revivre et reparaissent avec une forme nouvelle sous laquelle on retrouve la vieille sève : différence entre ce qui est du hasard et ce qui est de la nature, entre ce qui est d'un jour et ce qui est éternel. La constitution ancienne de la noblesse ou du clergé a pu, a dû disparaître; mais le besoin qui a fait naître cette constitution passagère persiste, et il faut toujours à l'homme un gouvernement et une religion. Voilà ce que reconnaissent en excellents termes les hommes de science; il est vrai que les hommes de polémique et les disciples d'étage inférieur déclarent plus crûment qu'il faut des curés et des gendarmes.

III

Quoi qu'il en soit, c'est avec un esprit ouvert à l'intelligence de toutes choses et disposé à ne rien condamner, à ne rien approuver *a priori*, que M. Taine entreprend l'étude de l'ancien régime; et son scrupule va si loin qu'il ne redoute pas moins les mots tout faits et les phrases trop générales que les doctrines préconçues. Il réprouve également ce qu'il appelle l'esprit classique et l'esprit de système. Ici, il faut

s'entendre. Qu'est-ce que l'esprit classique pour M. Taine? M. Taine revient sans cesse à l'esprit classique, et il en fait même quelquefois une espèce de bouc émissaire chargé des péchés de l'ancien régime et de la Révolution. A-t-il voulu condamner seulement l'interprétation emphatique et fausse de l'histoire ancienne qui a été souvent donnée dans les classes, et la manie qui s'est emparée du XVIII[e] siècle de mettre, dans l'imagination des jeunes gens et des femmes, les héros de Plutarque à la place des héros de Scudéry? Non, ce n'est pas cela; cette conception de l'esprit classique et de ses effets sur la Révolution aurait été à la fois superficielle et peu nouvelle. M. Taine blâme-t-il dans l'esprit classique cette facilité, dont nous avons abusé quelquefois, à ranger, à classer les matières suivant une certaine ordonnance, et qui permet au jour de circuler à travers et d'éclairer tout? Mais c'est là le propre de l'esprit français, et il serait facile de répliquer à M. Taine qu'il est lui-même en ce genre un élève devenu un maître. Nous savons bien que les meilleures qualités peuvent se corrompre et engendrer leurs abus : des critiques plus ou moins germaniques nous ont accusé d'avoir de la clarté, mais point de profondeur, et nous leur avons adressé le reproche contraire. Il est vrai que l'éducation classique ne donne souvent qu'une excellente méthode d'exposition et ne peut pas donner autre chose à des gens qui, n'ayant rien à dire, parlent quand même. Que de livres qui sont faciles à lire, mais où il n'y a rien du tout! Il est une autre méthode, très opposée à l'esprit classique, et qui consiste à envelopper, à ensevelir à ce point ses pensées sous d'épaisses couches de raisonnements obscurs, que l'on a toutes les difficultés du monde à parvenir au fond ou à la fin du livre. On est

quelquefois récompensé de cet effort, mais on ne l'est pas toujours, et très souvent on ne trouve rien ou peu de chose dans un ouvrage construit en dépit de l'esprit classique. Pour notre compte, nous aimons mieux les flacons en pur cristal que les flacons en verre opaque : on voit tout de suite ce qu'ils contiennent et s'il vaut la peine de les ouvrir. Nous aimons l'esprit classique, entendu de la sorte; aussi n'est-ce point ce genre d'esprit que M. Taine réprouve. Ce qu'il condamne, et avec raison, c'est l'habitude rhétoricienne de ne prendre jamais que la surface des choses et de ne s'exprimer que par des termes trop généraux. Cette pratique rend le discours pompeux; elle arrondit les flancs de l'amphore, mais elle les vide : elle conduit aux déclamations les élèves de Rousseau, aux adresses envoyées de province aux Assemblées révolutionnaires, aux discours de tribune pleins de mots sonores et dépourvus d'idées. On a bientôt fait d'appeler la royauté tyrannie, la noblesse privilège, le clergé satellite de la superstition, etc., etc. Avec cela on grise les masses et on trouble même quelques esprits plus fins, mais trop prompts à l'émotion oratoire; on perd enfin cette notion de la vérité que Pascal avait conçue et que poursuivent les consciences délicates, « pointe si subtile, dit-il, que nos instruments sont trop émoussés pour y toucher exactement. S'ils y arrivent, ils en *écachent* la pointe et appuient tout autour, plus sur le faux que sur le vrai. » Or, il ne s'agit pas seulement ici de spéculations, et c'est en politique surtout qu'il est dangereux d'appuyer sur le faux plus que sur le vrai. On répand, on provoque autour de la vérité que l'on a écachée sans l'atteindre un enthousiasme fruit de l'erreur, et les générations qui suivent ont bien de la peine à se

dégager des passions que les générations précédentes leur ont transmises avec tout un cercle d'obscurités. C'est ainsi que naissent dans le monde politique ces fantômes (*idola fori*, *idola theatri*, comme aurait dit Bacon), spectres blancs ou rouges, terreur de la tyrannie en bas, du péril social en haut, qui viennent les uns et les autres de ce que nous regardons en nous-mêmes et dans nos sensations confuses, au lieu de regarder au dehors et de voir froidement les choses, dans leur exacte réalité.

M. Taine en étudiant l'ancien régime s'est efforcé de dissiper tous les fantômes. A travers ces expressions classiques : noblesse, clergé, royauté, tiers état, peuple, paysans, il a cherché ce qu'étaient en effet les nobles, les prêtres, les bourgeois, les paysans, et fidèle à sa méthode, c'est par l'étude obstinée des détails qu'il a voulu revenir à la conception de l'ensemble. M. Taine, on le sait, est un admirateur des grands romanciers contemporains français, anglais, allemands : nous parlons des romanciers observateurs et moralistes. Il lui a semblé que les analyses minutieuses des sentiments et des caractères, les portraits en pied habilement travaillés mettaient sous nos yeux les personnages avec une puissance et une intensité de vie incomparables. Ce n'est là qu'un procédé, mais, puisqu'il est bon, pourquoi ne pas l'appliquer à l'histoire? Dans l'histoire, l'imagination, l'invention sont des instruments dangereux, mais pourquoi ne pas essayer de grouper les détails de chaque étude, soit qu'il s'agisse de la royauté, soit qu'il s'agisse de la noblesse, soit qu'il s'agisse du peuple, de manière à faire mouvoir et revivre devant nous le roi dans son château de Versailles, les nobles à la cour, le bourgeois à la ville, le paysan dans les champs? Il faut,

pour cela, autant de prudence que de hardiesse. Tous les détails doivent être authentiques, puisés à la bonne source, d'une vérité incontestable. Il faut encore en avoir beaucoup, le plus possible, et cependant choisir dans le nombre, négliger ceux qui formeraient un inutile inventaire et mettre en relief ceux qui ont une signification, qui sont un symptôme, qui parlent, expliquent, sont la clef de quelque chose. Il faut enfin tout comprendre et tout sentir, et passer presque soi-même dans l'âme des personnages que l'on étudie successivement. Il faut enfin joindre à un sens critique, à un jugement historique très sûrs, cette ordonnance classique dont nous avons parlé plus haut. M. Taine courait le risque d'être encombré par ses richesses et de ne plus pouvoir sortir des Archives où il a tant fouillé. Mais non! Nous ne savons pas de lecture à la fois plus instructive et plus attachante que son livre. L'ancien régime y est tout entier, et il y est vivant de toute la vie que la science et l'art peuvent donner à ce qui n'est plus.

IV

Il y a deux manières d'écrire l'histoire, ou, si l'on veut, deux sortes d'historiens. Les uns, après un long labeur, après de consciencieuses recherches, donnent au public le résultat de leurs études, en se bornant à indiquer les sources où ils les ont puisées. Ils effacent, pour ainsi dire, leurs pas sur le sable et transportent le lecteur au point qu'ils ont découvert. Ils se préoccupent ordinairement beaucoup du style et de l'arrangement pittoresque de leurs récits; c'est pourquoi M. Taine les classe volontiers parmi les orateurs. Les

autres nous ouvrent leur cabinet, nous allions dire leur laboratoire. Ils nous lisent leurs documents, évoquent devant nous leurs témoins et nous font suivre lentement tout le labyrinthe qu'ils ont parcouru eux-mêmes. Quand nous sommes arrivés au terme, ils se fient assez à notre intelligence pour croire que nous avons bien vu et bien compris, et nous donnent une formule pour aider notre mémoire. Nous ne ferons pas de parallèle, nous n'ouvrirons pas le débat entre les deux écoles, nous ne prendrons point parti pour l'une et contre l'autre. Tout chemin est bon pourvu qu'il n'égare pas le voyageur et qu'il le conduise au but : chacun peut choisir suivant son goût, et il ne faut pas disputer des goûts. Le nôtre, d'ailleurs, est de prendre successivement les deux routes, d'aller tantôt vite et tantôt lentement, d'arriver puis de revenir en arrière pour examiner plus curieusement le pays parcouru. M. Taine est le meilleur guide à suivre dans cette promenade rétrospective; il ne passe devant rien sans le bien regarder, et l'on aperçoit grâce à lui d'une vue plus distincte mille choses dont on avait gardé un souvenir confus; on comprend mieux, parce qu'on se les explique davantage, les vérités historiques que l'esprit avait acceptées de confiance pour son usage quotidien.

Il est facile de prévoir, après avoir lu le premier volume de son ouvrage, que M. Taine nous dira de la Révolution qu'elle a été mal faite; mais à coup sûr la Révolution était nécessaire, inévitable. L'ancien régime était mort, mort par sa faute; un régime nouveau devait lui succéder. Nous qui applaudissons à l'œuvre révolutionnaire et qui nous glorifions d'être les fils des hommes de 89, nous reconnaissons volontiers que ces hommes se sont trompés souvent, qu'ils

ont commis des fautes, que ces fautes ont amené des crimes, et, s'il faut tout dire, que nos pères ont eu plus de générosité et de passion que de véritable esprit politique. Mais avons-nous le droit de leur adresser un reproche sans atténuation? L'esprit politique a besoin non seulement de science, mais d'expérience, et l'expérience leur manquait. Où l'auraient-ils acquise? Quelle part leur avait été faite dans le gouvernement ou même dans l'administration? Ils ont aperçu et senti profondément les vices de l'ancien régime; ils ont voulu les corriger; l'habileté leur a fait défaut pour se tenir toujours à la hauteur de la tâche vaillamment entreprise. Il n'est que trop vrai que la Révolution a dévoré ses enfants, dans ce sens surtout que ceux qu'elle n'a pas tués, elle les a laissés fatigués, brisés, désenchantés, démoralisés. Pourtant l'œuvre était accomplie, et les grandes et bonnes choses en sont restées.

M. Taine en est convaincu, le gouvernement est un art difficile que tout le monde ne peut pas exercer et qui n'est jamais mieux pratiqué que par une aristocratie intelligente. Si l'aristocratie est ancienne, c'est tant mieux, car les traditions sont un principe de conservation et ce qui a duré durera. Mais, antique ou nouvelle, il y a toujours une aristocratie; là où il n'y en a pas il s'en forme une au plus tôt, mal organisée souvent, ou même sans organisation aucune, et par conséquent débile et insuffisante. Quoi qu'il en soit, les hommes se groupent par un mouvement naturel autour de quelques-uns d'entre eux, les plus habiles, les plus forts, les plus riches, les plus vertueux, ou même les plus immoraux, mais les plus hardis. Pourvu qu'un homme sorte de la foule avec une certaine allure qui appartient à l'autorité, la foule le suit, et ce

phénomène se produit partout. Suivant les divers états de la société, on demande à ses chefs des qualités différentes, quelquefois contraires. Au milieu de la confusion et des violences des temps où se sont fondées autrefois les nations modernes, que pouvait-on rechercher dans un chef? A quel signe le reconnaissait-on? Les générations qui ont traversé ces époques tourmentées avaient besoin de deux choses : de protection et de consolation, de sécurité et d'espérances. Aussi se sont-elles rapidement réunies autour des plus vaillants, des plus forts et des plus saints. L'homme de guerre, le moine, le prêtre sont devenus les agents de la civilisation qui renaissait; ils ont créé deux ordres, la noblesse et le clergé, et, pendant plusieurs siècles, ont rendu des services qui n'étaient pas trop payés de quelques privilèges. Tout le monde connaît l'histoire de ces origines : M. Taine l'a racontée à son tour avec une puissance de style et une richesse d'images que l'on a justement admirées. Il expose ensuite, avec des transitions heureuses, comment les choses ont changé peu à peu, au point que les services rendus par la noblesse et le clergé sont devenus presque nuls, tandis que les privilèges absorbaient toute la substance du peuple. Dès lors, les privilèges sont devenus insupportables et les privilégiés odieux. Son livre n'a d'autre objet que de nous montrer l'insuffisance politique de la noblesse et du clergé à la veille de la Révolution, et de nous faire mesurer exactement de quel poids leurs privilèges injustifiés écrasaient le pays.

S'il n'y a rien de plus utile dans une grande nation qu'une aristocratie qui a le sentiment de sa vocation et qui est fidèle à ses devoirs, rien n'est plus pernicieux qu'une aristocratie inintelligente et oisive. Lorsque

nous accusons l'aristocratie française d'avoir manqué d'intelligence, cela ne veut pas dire que les individus qui la composaient aient manqué d'esprit. Ils en avaient beaucoup, au contraire; ils en avaient tant, que nous leur reprocherions d'en avoir eu trop, si l'on pouvait avoir trop d'esprit. Malheureusement, l'esprit veut se montrer comme le courage, et, si le courage brille sur les champs de bataille, l'esprit jadis ne brillait vraiment qu'à la cour. La cour est devenue en conséquence le rendez-vous de toute la noblesse française. « Un état-major en vacances pendant un siècle et davantage, autour du général en chef qui reçoit et tient salon, voilà, dit M. Taine, le principe et le résumé des mœurs sous l'ancien régime. » Mœurs fort douces, aimables et tout à fait charmantes, à la condition de faire partie de l'état-major. L'état-major était fort nombreux, à la vérité : il n'en coûtait que plus cher pour l'entretenir et pour l'amuser. De là est sortie une société pleine de grâces et d'éclat, la plus séduisante peut-être que le monde ait vue, d'une politesse extrême, d'une finesse de goût sans pareille. Naissance, esprit, génie, gloire sous toutes les formes, rien n'y manquait, et tout cela était relevé par la magnificence du roi-soleil. Un peuple qui a produit une fois ce spectacle extraordinaire, qui a créé, fût-ce pour un moment, un chef-d'œuvre de structure sociale si ingénieux et dans son genre si achevé, est un grand peuple pour l'histoire. Il reste riche de ces merveilles des arts et des lettres qui sont l'honneur d'une nation et le patrimoine de l'humanité. Seulement cette magnifique mise en scène coûte cher, horriblement cher! M. Taine nous l'a dépeinte si exactement qu'on croit la voir encore. On a l'illusion de Versailles sous Louis XIV en lisant ces pages où mille couleurs

miroitent; tout y brille; mais après nous avoir fait admirer le décor, M. Taine nous conduit dans les coulisses : spectacle moins beau, quoique non moins curieux.

V

C'est ici que la méthode analytique a de réels avantages. Si l'historien nous donnait d'un seul coup le total de cette addition gigantesque que la France payait tous les ans, nous n'y croirions pas : après avoir passé tons les chiffres en revue, il faut bien se rendre. Il va sans dire que nous ne les passerons pas en revue ici, la place nous ferait défaut : mais nous en donnerons quelques-uns qui feront juger des autres :

« Il faut au roi, dit M. Taine, une garde, infanterie, cavalerie, gardes du corps, gardes françaises, gardes suisses, cent-suisses, chevau-légers de la garde, gardes de la porte, 9 050 hommes, coûtant chaque année 7 millions 681 000 livres.... Étant gentilhomme, il est cavalier, et il lui faut une écurie, 1 857 chevaux, 217 voitures, 1 458 hommes qu'il habille et dont la livrée lui coûte 540 000 francs par an ; outre cela, 38 écuyers de main, cavalcadours et ordinaires; outre cela, 20 gouverneurs, sous-gouverneurs, aumôniers, professeurs, cuisiniers et valets pour gouverner, instruire et servir les pages ; outre cela, une trentaine de médecins, apothicaires, gardes-malades, intendants, trésoriers, ouvriers, marchands brevetés et payés pour les accessoires de ce service : en tout plus de 1 500 hommes. On achète 250 000 francs de chevaux par an.... 287 chevaux sont exercés tous les jours dans les deux manèges; il y a 443 chevaux de selle dans la

petite écurie, 437 dans la grande, et cela ne suffit pas à la « vivacité du service ». Le tout coûte 4 600 000 livres en 1775 et monte à 5 200 000 livres en 1778.... — Autre goût de gentilhomme, qui est une suite du précédent : la chasse; elle coûte au roi de 1 100 000 francs à 1 200 000 francs par an, et occupe 280 chevaux, outre ceux des deux écuries.... »

Mais c'est surtout la table qui coûte cher.

« Il y a trois services de la bouche : le premier pour le roi et les enfants en bas âge; le second, nommé petit commun, pour la table du grand maître, pour celle du grand chambellan et pour celle des princes et princesses qui logent chez le roi ; le troisième, nommé grand commun, pour la seconde table du grand maître, pour celle des maîtres d'hôtel, pour celle des aumôniers, pour celle des gentilshommes servants, et pour celle des valets de chambre : en tout 383 officiers de bouche, 103 garçons et 2 177 771 livres de dépenses ; en outre de cela, 389 173 livres pour la bouche de madame Élisabeth, et 1 093 547 livres pour celles de Mesdames; total, 3 660 491 livres pour la table. Le marchand de vin fournit par an 300 000 francs de vin, et le pourvoyeur pour 1 million de gibier, viande et poisson. Rien que pour aller à Ville-d'Avray chercher de l'eau, et pour voiturer les officiers, garçons et provisions, il faut 50 chevaux, loués 70 591 francs par an.... Encore un pas et nous entrons dans le sanctuaire, l'appartement du roi. Deux dignitaires principaux y président, et chacun d'eux a sous ses ordres une centaine de subordonnés : d'un côté le grand chambellan avec les premiers gentilshommes de la chambre, avec les pages de la chambre, leurs gouverneurs et précepteurs, avec les huissiers de l'antichambre, avec les quatre premiers valets de chambre

ordinaires, avec les seize valets de chambre par quartier, avec les portemanteaux ordinaires et par quartier, avec les barbiers, tapissiers, horlogers, garçons et porteurs ; de l'autre côté, le grand maître de la garde-robe avec les maîtres de la garde-robe ordinaire et par quartier, avec le porte-malle, le porte-mail, les tailleurs, les lavandiers, les garçons ordinaires, les huissiers et secrétaires de cabinet; en tout 198 personnes pour le service intime, comme autant d'ustensiles domestiques pour tous les besoins de la personne ou de meubles somptueux pour la décoration de l'appartement. Il y en a pour aller chercher le mail et les boules, pour tenir le manteau et la canne, pour peigner le roi et l'essuyer au bain, pour commander les mulets qui transportent son lit, pour gouverner les levrettes de sa chambre, pour lui plier, nouer et passer sa cravate, pour enlever et rapporter sa chaise percée. Il y en a surtout dont tout l'office est d'être là et de remplir un coin qui ne doit pas rester vide.... »

Il faudrait tout citer! M. Taine consacre de longues pages à cette nomenclature minutieuse, et, lorsqu'on arrive au bout, on a dans l'esprit comme un éblouissement. Tout ce monde qui se pressait à Versailles fourmille et tourbillonne longtemps dans l'imagination. Et ce n'est pas fini! Chaque jour des fêtes, des réjouissances ou des voyages à Marly, à Fontainebleau, à Saint-Germain, à Rambouillet. Ce n'était pas petite affaire, ni à bon marché, que de déplacer tout ce personnel. Enfin, après le roi, les princes et les princesses, voici les grands seigneurs, les évêques, les nobles, les privilégiés de tout genre qui venaient faire figure à Versailles et y dépenser leur fortune. N'est-ce pas le cas de répéter ce que Martin du Bellay écrivait jadis du

Camp du Drap d'Or : « Je ne m'arrêterai pas à dire les grands triomphes et festins qui se firent là, ni la grande dépense superflue, car il ne se peut estimer; tellement que plusieurs y portèrent leurs moulins, *leurs forêts et leurs prés sur leurs épaules* ». Versailles a été le Camp du Drap d'Or ouvert pendant plus d'un siècle, et plusieurs, en effet, y portèrent leurs terres, leurs abbayes, les bénéfices de leurs privilèges, valeurs considérables si l'on en juge par quelques exemples. M. Taine a calculé que les plus riches prélats avaient, en sus de leurs revenus épiscopaux, les plus lucratives abbayes; d'après l'Almanach, ils se faisaient en supplément, 40, 50, 100, 200 000 livres de rente. M. de Rohan tirait de ses abbayes 400 000 livres, et M. de Brienne, le plus opulent de tous après M. de Rohan, le 24 août 1788, au moment de quitter le ministère, envoyait prendre au Trésor, dit Marmontel, « les 20 000 livres de son mois qui n'était pas encore échu, exactitude d'autant plus remarquable que sans compter les appointements de sa place et les 6 000 livres de pension attachées à son cordon bleu, il possédait, en bénéfices, 678 000 livres de rentes, et que, tout récemment encore, une coupe de bois dans une de ses abbayes lui avait valu 1 million ».

Tournons plusieurs pages et recherchons maintenant, loin de Versailles, dans les provinces, quel était l'état du peuple qui payait toutes ces splendeurs sans les voir, sans en jouir, même par ce plaisir des yeux qui est quelquefois si réel et si vif. M. Renan, dans un travail judicieux et fin qu'il a publié il y a quelques années [1], parlait de cette joie naïve qu'éprouvait le paysan du moyen âge à voir « défiler en cavalcade la

1. La monarchie parlementaire en France.

noce de son jeune seigneur. Nul n'était jaloux, dit-il. Tous alors participaient de la vie de tous : le pauvre jouissait de la richesse du riche; le moine, des joies du mondain; le mondain, des prières du moine; pour tous il y avait la poésie, l'art, la religion ». Ce tableau est peut-être tracé avec complaisance, mais il est vrai, en somme; il ne l'était plus du tout dès la fin du XVIe siècle. Le jeune seigneur était loin du village, et tous les déshérités, restés accroupis autour du manoir désert, étaient jaloux de lui. Le pauvre maudissait la richesse du riche, et son cœur plein d'amertume nourrissait des rêves de vengeance. La vie de chacun était une vie égoïste : heureuse, excitante, énervante pour le riche; cruelle, exténuante, désespérante pour le pauvre.

M. Taine a fait le compte de ce que l'impôt prélevait sur le peuple dans les campagnes. Après avoir distingué le produit brut et le produit net de la terre :

« Le décimateur et le roi, dit-il, prennent la moitié de ce produit net si la terre est grande, et ils le prennent tout entier si la terre est petite. Telle grosse ferme de la Picardie qui vaut 3 600 livres au propriétaire paye 1 800 livres au roi et 1 311 au décimateur; telle autre, dans le Soissonnais, louée 4 500 livres, paye 2 200 livres d'impôt et plus de 1 000 écus de dîme. Une métairie moyenne, près de Nevers, donne 138 livres au Trésor, 121 à l'Église et 114 au propriétaire. Dans une autre, en Poitou, le fisc prend 348 livres, et le propriétaire n'en reçoit que 238. En général, dans les pays de grandes fermes, le propriétaire touche dix livres par arpent si la culture est bonne, 3 livres si elle est ordinaire. Dans les pays de petite ferme et de métayage, il touche par arpent 15 sous, 8 sous, ou même 6 sous. — C'est que tout le profit net va au clergé et au Trésor....

Vers la fin du règne de Louis XV, en Limousin, dit Turgot, le roi, à lui seul, tire « à peu près autant de « la terre que le propriétaire ». Il y a telle élection, celle de Tulle, où il prélève 56 1/2 pour 100 du produit; il n'en reste à l'autre que 43 1/2; par suite, « une multitude « de domaines sont abandonnés ».

Quant au taillable qui n'a pas de propriété, à défaut de la terre le fisc saisit l'homme : « En Bourgogne, il est ordinaire de voir un malheureux manœuvre sans aucune possession, imposé de 18 ou 20 livres de capitation et de taille »[1]. « En Limousin, tout l'argent que les maçons rapportent en hiver sert à payer les impositions de leur famille. » S'il y a retard dans le payement, le malheureux taillable reçoit un garnisaire, un « homme bleu » dont il doit payer la journée et qui prend chez lui domicile. On sait combien les garnisons étaient lourdes au pauvre monde; il paraît pourtant qu'il valait mieux les recevoir que de payer exactement, parce que, si l'on payait exactement, on était supposé pouvoir payer davantage et taxé à plus haut prix. « Près d'Aurillac, dit le marquis de Mirabeau, il y a de l'*industrie*, du *labeur*, de l'*économie*, et, sans cela, rien que misère et pauvreté. Cela fait un peuple mi-partie d'insolvables et de riches honteux qui font les pauvres, crainte de surchage. La taille une fois assise, tout le monde gémit, se plaint, et personne ne paie. Le terme expiré, à l'heure, à la minute, la contrainte marche, et les collecteurs, quoique aisés, se gardent bien de la renvoyer en la payant, quoique, au fond, cette garnison soit fort chère. Mais ces sortes de frais sont d'habitude, et ils y comptent, au lieu qu'ils

1. Procès-verbaux et cahiers des États généraux. — Mémoire à M. Necker, par M. d'Orgeux, conseiller honoraire au parlement de Bourgogne.

craignent, s'ils devenaient plus exacts, d'être plus chargés l'année d'ensuite. » Les détails que donne M. Taine sur la manière dont ces impôts étaient prélevés sont lamentables : sans doute, tout cela était connu depuis longtemps, non pas, toutefois, d'une manière aussi complète, ni avec une aussi grande abondance de preuves. M. Taine les accumule. — Mais nous n'avons encore parlé que des impôts directs, sinon moins lourds au moins plus faciles à percevoir que les autres. Les gabelles et les aides donnaient lieu à des vexations plus dures, à une inquisition continuelle qui faisait entrer le « gabelou » dans la cuisine et le commis des aides dans la cave. « Vous voyez le pêcheur obligé de défaire son baril, la ménagère cherchant le bulletin de son jambon, le gabelou inspectant le buffet, vérifiant la saumure, goûtant la salière, déclarant, si le sel est trop bon, qu'il est de contrebande, parce que celui de la ferme, seul légitime, est ordinairement avarié et mêlé de gravats. » Les commis des aides sont encore plus redoutables. « Que charitablement un citoyen donne une bouteille de boisson à un pauvre languissant, et le voilà exposé à un procès et à des amendes excessives.... Un pauvre malade, qui intéressera son curé à lui aumôner une bouteille de vin, essuyera un procès capable de ruiner non seulement le malheureux qui l'a obtenue, mais encore le bienfaiteur qui la lui aura donnée. Ceci n'est pas une histoire chimérique [1]. »

L'impôt et la manière dont il était perçu écrasaient donc et vexaient le contribuable. On sait que la perception s'en faisait d'une manière d'autant plus dure, d'autant plus dépourvue de toute pitié, que la plupart

1. Boivin et Champeaux (Cahiers de Bray et de Gamaches).

des impôts étaient affermés. Si l'on se demande maintenant pourquoi l'impôt lui-même était si lourd, la réponse est bien simple : « Ce qui rend la charge accablante, c'est que les plus forts et les plus capables de la porter sont parvenus à s'y soustraire, et la misère a pour première cause l'étendue des exemptions ». De là les cris de douleur, puis de colère, qui retentirent dans tout le royaume, douleur dont les cahiers des États généraux ont été l'expression, colère qui s'est manifestée bientôt après avec de terribles excès. Tout paysan français raisonnait en sa conscience de la manière qui suit :

« Je suis misérable parce qu'on me prend trop. On me prend trop parce qu'on ne prend pas assez aux privilégiés. Non seulement les privilégiés me font payer à leur place, mais encore ils prélèvent sur moi leurs droits ecclésiastiques et féodaux. Quand, sur mon revenu de 100 francs, j'ai donné 53 francs et au delà au collecteur, il faut encore que j'en donne 14 au seigneur et plus de 14 pour la dîme et, sur les 18 ou 19 qui me restent, je dois en outre satisfaire le rat-de-cave et le gabelou. A moi seul, pauvre homme, je paie deux gouvernements, l'un ancien, local, qui aujourd'hui est absent, inutile, incommode, humiliant, et n'agit plus que par ses gênes, ses passe-droits et ses taxes ; l'autre, récent, central, partout présent, qui, se chargeant seul de tous les services, a des besoins immenses, et retombe sur mes maigres épaules de tout son énorme poids. »

VI

A coup sûr, l'absence des privilégiés dont se plaint le paysan de M. Taine était une des causes de son triste sort. Ces philosophes sensibles, ces nobles dames, ces éloquents abbés qui parlaient si bien à Versailles de l'homme de la nature et l'habillaient en berger de Florian, s'ils l'avaient vu dans les champs tel qu'il est, en auraient eu pitié sans doute et peur très certainement. Ils n'auraient pas eu, nous voulons le croire, la férocité de leurs subalternes, de leurs fermiers, et surtout de ces trafiquants détestés qui se faisaient adjudicataires de privilèges et les exploitaient pour eux-mêmes plus que pour le seigneur. Mais la noblesse était loin; elle menait à la cour une vie de convention et ne se doutait guère du travail qui se faisait contre elle dans les esprits. Elle était dans la nation, mais non pas mêlée ni confondue avec elle. C'était sans doute un malheur pour la noblesse, les événements l'ont bien prouvé; c'en était aussi un pour la nation. Lorsque les chefs naturels d'un peuple ne remplissent pas convenablement ou même ne remplissent pas du tout leur rôle social et politique, le peuple en cherche d'autres, et ceux auxquels il s'adresse ne valent jamais ce que les premiers auraient pu valoir. L'inévitable révolution se serait faite plus tôt ou plus tard, mais elle se serait faite différemment si l'aristocratie française ne s'était pas distinguée et mise à part de la nation. Les pays qui ont une aristocratie vraiment nationale ont marché aussi sûrement que nous dans la voie du progrès et n'ont pas éprouvé des soubresauts aussi violents. Ces peuples plus favorisés du sort étaient soutenus, dirigés, retenus quand il le fal-

lait par une aristocratie qui prenait à cœur les intérêts de tous et n'en distinguait pas les siens propres. En France, l'aristocratie naturelle a manqué en province. Comment a-t-elle été remplacée? S'il est permis de juger l'arbre à ses fruits et les chefs à ce qu'ils ont fait ou laissé faire par leurs soldats il est facile de le savoir. Mais il ne suffit pas de savoir, il faut expliquer, et pour cela remonter à la cause des faits que M. Taine nous racontera prochainement. Un seigneur dans son village, sorte de patriarche souvent brutal mais toujours attentif, maintient chacun et chaque chose dans l'ordre; si le seigneur n'y est pas, si l'œil du maître est exclusivement tourné du côté des intrigues de cour, le désordre se produit partout et l'autorité véritable est au plus audacieux. L'influence, à la fin du XVIII[e] siècle, appartenait trop souvent dans les campagnes, au mécontent aigri, furieux, proscrit quelquefois; au braconnier qui avait violé la sainteté du droit de chasse, droit qui appartenait exclusivement au seigneur. Poursuivi, traqué, sorte de paria qui n'avait contre la société d'autres recours que la vengeance, il se cachait en attendant son jour et son heure. Le jour vint, l'heure sonna, et à la tête des bandes affolées, inspirant la terreur et la ressentant davantage, qui brûlaient les châteaux et massacraient les nobles, c'est presque toujours le braconnier devenu bandit, le taillable excédé de charges et réduit au désespoir, que nous trouvons, la fureur dans le regard, la hache et la torche à la main. Si partout la revendication ne se présentait pas sous une forme aussi effrayante et implacable, cela n'en valait guère mieux : la sottise, l'hébétement, la superstition niaise et farouche — toutes choses dont nous avons vu de nos jours encore quelques explosions — inspiraient des mouvements

soudains dont le principe disparaissait aux yeux, et dont il était plus difficile encore de mesurer les conséquences.

Voilà pour les campagnes, passons aux villes! Certes, la bourgeoisie était instruite, éclairée, morale; elle obéissait aux plus nobles sentiments, mais elle n'avait pas d'expérience, et si les hommes hardis qui se mettaient à la tête des bandes étaient violents et féroces, il y avait quelque chose d'incomplet dans les représentants que la France envoyait à Versailles en 1789. Philosophes, jurisconsultes, écrivains, quelques-uns, le petit nombre connaissaient l'administration, mais presque aucun ne connaissait le maniement des hommes à la manière des politiques. Encore une fois, où l'auraient-ils appris? L'administration appartenait aux commis, aux fermiers, aux intendants, et la politique se faisait à la cour, on sait comment. Tels sont les hommes que la force des événements, leurs bonnes intentions, l'incapacité des ordres privilégiés ont portés subitement au sommet de toutes choses. L'État est tombé entre leurs mains; ils ont fait de leur mieux pour le réformer et le soutenir, ils n'ont réussi qu'à le réformer. Ce qui a péri dans cette transformation, ce n'est pas la société qui vaut mieux aujourd'hui qu'alors, mais bien le gouvernement qui n'a pas été remplacé. Un abîme a été subitement creusé entre les nouvelles formes sociales et les vieilles formes politiques. Nous y avons jeté plusieurs gouvernements pour le combler : est-il comblé? La chaîne des gouvernements stables est-elle renouée? Sommes-nous arrivés enfin à établir entre les institutions fondamentales qui tiennent aux mœurs, au cœur, à l'âme de la France, et les institutions politiques cet accord si longtemps cherché? Sommes-nous du moins dans la

bonne voie? L'avenir nous le dira. Mais cet équilibre un moment troublé aurait été rapidement rétabli si la France, en 1789, avait eu une véritable aristocratie ou un vrai roi. L'un ou l'autre aurait suffi peut-être. L'Angleterre en 1688 avait une aristocratie; elle s'est débarrassée d'un fantôme de roi. En d'autres pays, un homme de génie, ou une institution monarchique bien conservée ont aidé la nation à traverser les passages difficiles. L'aristocratie était détruite chez nous dès la fin du XVIe siècle, la monarchie était frappée à mort dès la seconde moitié du XVIIIe. La bonne volonté de Louis XVI ne suffisait pas à faire oublier les scandales de Louis XV, ni à retrouver les mœurs perdues. L'unité même de la France, œuvre de nos rois, était compromise sous une garde distraite et défaillante; il a fallu, pour la sauver, des guerres épouvantables, la Convention et l'Empire, c'est-à-dire le danger de mort et la force sous tous leurs aspects héroïques et brutaux.

Nous sommes loin des jours où la noblesse française tenait encore à la nation par ses racines et y puisait sa force! Nous sommes loin aussi du temps où, la noblesse ayant disparu comme pouvoir politique, la monarchie de Louis XIV suffisait à tout! Il ne reste plus en France que la France elle-même. Un esprit nouveau secoue les vieilles branches et fait tomber les feuilles mortes; l'arbre est épuisé, desséché. La vie cependant n'est pas perdue: elle est toujours dans la terre, la mère éternelle, et les rejetons qui partout jaillissent reçoivent la sève d'autrefois, forte, abondante, exubérante, mais trop divisée. Au lieu du tronc centenaire, nous avons des fourrés, des bois, une forêt si l'on veut, vigoureuse et verdoyante, mais où les pousses folles se croisent et se mêlent en un épais taillis. L'ombre se fait enfin

faute de l'émondeur, du grand distributeur du jour et de la lumière, qui fait pénétrer le soleil jusqu'au sol humide et dessèche ces bas-fonds où vivent les reptiles.

Nous avons suivi M. Taine dans les principaux développements de son livre. Nous avons vu avec lui comment la monarchie, étant devenue la cour, avait tout absorbé en elle, en commençant par l'aristocratie. Nous avons vu les conséquences que cet état social avait produites en province. Mais l'aristocratie changée en noblesse, les nobles devenus courtisans, les courtisans devenus philosophes — lorsque le roi étant descendu trop bas, ils l'ont vu de trop près et méprisé, que faisaient-ils à Versailles? que pensaient-ils? quels étaient les passe-temps de leur esprit? comment ont-ils contribué si activement eux-mêmes à faire de leurs mains la révolution qui devait détruire leur ordre et tuer la plupart d'entre eux? C'est une étude qui s'imposait à M. Taine et qu'il a traitée admirablement. L'influence des hommes de lettres et des philosophes, de Voltaire, de Rousseau, de Montesquieu, de Diderot, avait rarement été indiquée, analysée, jugée avec plus de justesse. Les portraits que fait M. Taine de tous ces hommes-puissances sont exacts et ressemblants : celui de Montesquieu nous a frappé surtout dans sa concision habile. Nous y renvoyons. Nous n'avons pas la prétention de nous mettre à la place de M. Taine; nous aurons atteint notre but si nous avons inspiré à un grand nombre le désir de le lire.

28 août 1876.

LA RÉVOLUTION [1]

M. Taine continue d'étudier les origines de la France contemporaine. L'année dernière il nous donnait un premier volume sur l'ancien régime; en voici un second intitulé : *la Révolution*. Ce n'est pas la Révolution tout entière, mais seulement le début, cette aurore de l'Assemblée Constituante que nous étions habitués à regarder sous des couleurs heureuses et brillantes, et que le livre de M. Taine nous montre sous un jour nouveau et bien différent. Nous serions-nous donc complètement trompés jusqu'ici? L'histoire qu'on nous avait racontée était-elle fausse? Les impressions que nous en avions éprouvées étaient-elles sans rapport avec les faits véritables? Nous savions bien qu'il y avait dans cette histoire d'un grand événement une partie légendaire et complaisante dont il fallait quelque peu rabattre, mais tout était-il légende? On le croirait en lisant M. Taine, et pourtant nous ne le croyons point. Non pas que M. Taine ait rien exagéré, encore moins rien dénaturé dans ce qu'il nous

1. Par H. Taine, t. I.

rapporte; mais il n'a pas tout dit, ni tout vu. Son livre est une admirable étude des phénomènes de décomposition politique et sociale qui se sont produits au début de la Révolution. Il était impossible d'être plus précis et pourtant plus fertile en détails caractéristiques, et jamais la maladie révolutionnaire n'avait été étudiée avec une loupe plus puissante, ni décrite dans un style plus robuste. On ne saurait trop louer l'habileté et la profondeur d'analyse de M. Taine, non plus que la fermeté d'esprit avec laquelle il se débarrasse de tout préjugé pour suivre jusqu'au bout son œuvre de critique. Aucune passion ne dérange le froid équilibre de ses facultés d'investigation. Loin de lui toute préoccupation politique! Il ne s'abaisse à travailler pour aucun parti, et il le déclare dans sa préface avec une légitime fierté. Il fait de l'histoire, et pas autre chose. Seulement, les tendances de son esprit ou de sa méthode l'amènent à ne considérer la Révolution que d'un côté, qui n'est pas le beau. Tel est du moins notre sentiment, et nous avons voulu l'exprimer tout de suite, pour qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée lorsque nous signalerons les grandes qualités et les mérites solides de ce livre qui est certainement une des œuvres les plus fortes de ce temps-ci.

La première partie est intitulée : l'Anarchie spontanée, — et ce titre pourrait convenir à tout l'ouvrage. Après avoir montré l'anarchie qui naît et qui se développe dans toute la France à la seule annonce de la réunion des États généraux, que fait M. Taine? Il nous montre l'impuissance ou l'incapacité de l'Assemblée constituante à réprimer cette anarchie. C'est la seconde partie; et la troisième, qui est intitulée : la Constitution appliquée, — nous fait voir comment les idées

fausses et les lois dangereuses, répandues ou votées par la Constituante, aggravent le mal en y introduisant un ferment nouveau. L'anarchie n'est plus absolument spontanée, puisqu'un souffle d'en haut est venu attiser le feu et en augmenter la fureur.

Ce tableau n'est malheureusement que trop vrai; il est minutieusement exact, et tous les détails en sont pris dans des documents authentiques. On a dit avec raison que la Révolution était achevée dans les esprits avant qu'elle fût accomplie dans le domaine des faits. Aussi les imaginations, dès le début, se portèrent-elles aux dernières conséquences des principes qui avaient été professés en cent manières depuis le commencement du siècle. Nous parlons des conséquences sociales plutôt que des conséquences politiques. Personne, à l'origine, ne prévoyait celles-ci dans toute leur étendue. Qui aurait pu croire que le trône était sur le point d'être renversé et qu'un des meilleurs rois de notre histoire monterait sur l'échafaud? De telles images auraient fait horreur; elles auraient produit, sans aucun doute, un mouvement de réaction. Mais ce n'est pas ainsi que le roi, ni même la noblesse et le clergé apparurent d'abord au pays. Ils ne se montraient pas encore sous la forme d'un obstacle qu'il fallait renverser pour atteindre le but; eux-mêmes marchaient vers ce but avec une singulière imprévoyance. Ils ne soupçonnaient pas quelles formes étranges, brutales, grossièrement pratiques, une philosophie généreuse mais légère avait prises dans les cervelles populaires. Aussitôt que le bruit se fut répandu que des réformes seraient faites, le peuple comprit partout, et particulièrement dans les campagnes, que les droits féodaux allaient être supprimés, qu'ils l'étaient déjà, et que plus rien n'était dû par le paysan à son seigneur : ni

redevance morale ni redevance matérielle. On imagine sans peine qu'une conception révolutionnaire aussi simple mais aussi radicale devait amener des déceptions, des conflits et bientôt des luttes terribles. Il ne fallut pas longtemps pour cela. M. Taine prouve par mille exemples que les propriétés privées ont été compromises le jour même, et les vies des nobles et des prêtres le lendemain du jour où la Révolution a commencé; malheur d'autant plus grand que les nobles de province et le bas clergé, très supérieurs en honnêteté à l'aristocratie et au clergé de cour et point inférieurs en lumières, étaient tout disposés aux plus larges réformes. Eux aussi avaient souffert des prodigalités et de l'insolence des grands! Les nobles de province représentaient alors assez bien les classes moyennes qui se sont développées plus tard. Quant aux prêtres du bas clergé, sortis du peuple ils étaient peuple, et ne demandaient pas mieux que de se prêter à l'œuvre révolutionnaire, pourvu qu'elle ne sortît point de certaines limites et ne menaçât ni leur conscience ni leur vie. Les choses ne se passèrent pas ainsi. Le peuple, que rien ne contenait, se porta bientôt aux plus odieux excès. Il faut lire, dans le livre de M. Taine, comment l'insurrection naissait, se propageait, s'étendait partout. D'abord l'insurrection, fille naturelle de l'anarchie, était spontanée comme elle; bientôt elle l'était moins, et bientôt enfin elle ne l'était plus. Des hommes tarés, des voleurs très vulgaires, des assassins de profession devenaient les artisans de l'émeute; ils la préparaient avec art, s'y mêlaient à propos et la conduisaient à son terme pour satisfaire soit leur cupidité, soit leur vengeance. Les mêmes scènes se reproduisaient avec une effrayante monotonie d'un bout à l'autre du territoire. M. Taine a fait

une grande enquête; il a consulté tous les témoins, ou plutôt compulsé tous les témoignages; il se borne à raconter, et son récit se déroule sombre comme celui du Dante, moins la poésie. Rien n'oppose une digue aux passions en délire. L'armée est pour la Révolution; ses chefs sont étonnés, embarrassés, sans instructions et sans initiative; ils laissent faire et semblent présider parfois aux scènes violentes qu'ils n'osent pas empêcher. Nous savions déjà, tous les livres racontent les événements qui se sont passés à Paris et à Versailles, les meurtres de Foulon et de Berthier, la prise de la Bastille, les journées des 5 et 6 octobre, les principales scènes de l'Assemblée constituante; mais de ce qui s'était passé en province, nous n'avions entendu qu'un écho sourd et un peu indistinct. C'est à ce point de vue que l'histoire de M. Taine est originale et relativement inédite. Elle explique le découragement amer qui s'est emparé des nobles et des prêtres, et, sans excuser les émigrés lorsqu'ils allaient demander à l'étranger des armes contre leur patrie, elle ne fait que trop bien comprendre leur désespoir et leur résolution.

Ces malheureux s'adressaient parfois à l'Assemblée constituante : ils rédigeaient des pétitions, ils expliquaient de leur mieux l'état déplorable où ils se trouvaient, ils imploraient aide et secours. Mais l'Assemblée n'entendait pas, et, eût-elle entendu, que pouvait-elle? Il est bien vrai qu'elle manquait d'expérience et que l'immense majorité de ses membres avait la tête pleine d'idées métaphysiques empruntées indifféremment à Lycurgue, à Solon ou à Rousseau. Chargée, ou plutôt s'étant chargée de faire une Constitution, elle ignorait complètement ce qu'est une Constitution politique, puisqu'elle a cru pouvoir faire dériver la sienne de principes philosophiques absolus,

au lieu de la faire découler de l'étude attentive des faits et des éléments qui formaient la nation. Sur tous ces points, M. Taine a écrit des pages d'une rare sûreté de jugement, et qui seraient parfaitement placées dans le meilleur traité de science politique. Il a fort bien vu et fort bien dit que l'Assemblée de 1789, ayant voulu faire une Constitution pour l'homme abstrait, idéal, tel qu'il n'existe nulle part, — quand même elle aurait eu une conception juste de cet homme modèle, aurait fait une œuvre détestable, puisque cette œuvre devait s'appliquer à des Français. « Nous ne sommes pas, disait Mirabeau, des sauvages arrivant nus des bords de l'Orénoque. » Au contraire, les Français étaient le plus compliqué, le plus civilisé, et à quelques égards le plus artificiel de tous les peuples. C'est pour eux, tels qu'ils étaient, que l'Assemblée aurait dû rédiger une Constitution, et c'est ce que, dans l'infatuation de son orgueil philosophique, elle n'a jamais voulu entendre. Les étrangers qui assistaient à ses discussions et à ses votes étaient stupéfaits. Anglais, Américains, expriment leur étonnement dans les termes les plus expressifs. Parfois ils parlent de leur propre expérience et essaient de donner des conseils. Nos constituants les prennent en dédain et pitié. — Votre Constituition est bonne pour des Anglais, disent-ils, bonne pour des Américains; mais nous voulons faire une Constitution pour le genre humain. Et vous nous parlez de votre expérience! Vous nous offrez votre exemple! — On repoussait bien loin les conseils et ceux qui les donnaient. Les esprits supérieurs de l'Assemblée, Mirabeau, Malouet, Mounier, quelques autres gémissaient et commençaient à désespérer. Ils ont prononcé des mots cruels contre la majorité de leurs collègues; mais la majo-

rité ne pouvait pas se réformer en quelques jours ; elle avait besoin de l'expérience de la Révolution, si chèrement, si cruellement acquise. M. Taine nous a présenté ses défauts avec une vérité incontestable, et les reproches qu'il lui adresse sont mérités.

Mais, nous le répétons, quand même l'Assemblée aurait eu plus de sagesse et de prudence, que pouvait-elle contre l'anarchie? « Toute Assemblée politique, a dit M. de Tocqueville, obéit à la pensée dans laquelle on l'a créée. La Constituante de 1789 avait été envoyée pour combattre l'aristocratie et le despotisme. Elle fut pleine de vigueur contre l'une et l'autre, mais sans force contre l'anarchie, qu'elle n'était point préparée à combattre.... Il est rare qu'un homme, et presque impossible qu'une Assemblée, puissent alternativement faire de violents efforts en sens contraires. Le ressort qui les pousse avec violence d'un côté les amortit de l'autre. » Rien de plus vrai, et il faut ajouter que les Assemblées, à moins de changer leur caractère et, par une contraction violente, de ramener à elles toute l'autorité publique, ne peuvent pas exercer le pouvoir exécutif. Si même elles l'essaient, elles s'aperçoivent bien vite qu'elles ne sont pas faites pour ce rôle et qu'elles s'en acquittent mal. L'Assemblée constituante a eu tort sans doute de décréter qu'aucun de ses membres ne pourrait être ministre, elle aurait dû déclarer précisément le contraire et peut-être alors aurait-elle exercé quelque action contre l'anarchie ; mais cette action aurait toujours été bien faible, bien inefficace, bien impuissante. Ce qu'il faut reprocher à l'Assemblée, ce n'est pas l'anarchie sur laquelle elle ne pouvait rien, ce sont ses mauvaises lois et sa Constitution défectueuse. La Constitution civile du clergé, par exemple, a été une erreur impardonnable, et

M. Taine s'est livré à ce sujet à une très belle étude de critique historique; on ne saurait mieux montrer pourquoi le bas comme le haut clergé a été rejeté en dehors de la Révolution et n'a pas pu en suivre les voies. Les troubles de conscience, les malheurs, les persécutions qui sont sortis de cet acte malheureux ont tenu une grande place dans les agitations de cette époque. Voilà les fautes véritables que commettent les Assemblées. Quant à l'anarchie, c'est au pouvoir exécutif, c'est à la force publique à la réprimer : mais, hélas! qu'étaient devenues, en 1789, toutes ces fictions évanouies?

De force publique, il n'y en avait plus nulle part, et c'est la vérité qui ressort avec évidence du livre de M. Taine. Par là, ce second volume se rattache au premier; l'un serait incompréhensible sans l'autre. Comment! on vole, on incendie, on tue dans tout le royaume, et nulle part la répression n'apparaît! Les soldats restent l'arme au pied, spectateurs immobiles, à moins qu'ils ne passent du côté de l'émeute! Les agents de l'autorité regardent faire et ne font rien eux-mêmes; ils se contentent d'écrire les rapports que M. Taine a lus aux Archives, et dans lesquels ils expriment leur chagrin et leur impuissance. Tout le monde voit le mal, et personne ne peut l'empêcher, ni même le modérer. L'Assemblée constituante, lorsqu'on l'avertit, refuse d'écouter; elle se complaît dans son rêve humanitaire; elle croit que le peuple est bon, qu'il ne peut pas être autre chose, et que, s'il est pour le moment égaré, cet égarement ne durera pas. Les paysans reviendront demain à des sentiments plus doux, à des idées plus saines. Peut-être attendent-ils seulement la Constitution. Lorsque la Constitution sera faite, tout le monde sera heureux, depuis

le roi sur son trône jusqu'au plus humble laboureur dans sa chaumière. On se berce de ces illusions obstinées, et pourtant le sang coule, les châteaux sont brûlés; c'est déjà la terreur par en bas, en attendant la terreur par en haut. D'où vient ce triste phénomène? C'est que tous les éléments dont se composait le gouvernement de la France sont usés, sans qu'il en reste rien. Le gouvernement n'existe plus; il a gaspillé toutes ses ressources, toutes ses forces; il a fait banqueroute. De quelle manière? Il suffit, pour le savoir, de relire le volume que M. Taine a publié sur l'ancien régime.

L'infortuné, l'innocent Louis XVI a payé les fautes de la monarchie, fautes redoutables on s'en aperçoit trop tard. L'institution royale avait absorbé pendant les deux derniers siècles toute la force vitale de la nation; Louis XIV l'avait employée à sa grandeur, et Louis XV à ses plaisirs. Les diverses classes de la société étaient moralement d'autant plus épuisées qu'elles étaient plus rapprochées du roi. Ce grand soleil que Louis XIV avait pris pour emblème, après avoir tout réchauffé et pour un moment vivifié, avait fini par tout dessécher autour de lui. La noblesse de cour, spirituelle mais frivole, brave mais servile, n'était plus qu'une décoration brillante. Le clergé n'en différait que par l'habit. Et que couvraient tous ces dehors brillants? Après avoir fait resplendir l'éclat de la royauté, ils en dissimulaient la ruine. La vieille royauté, comme institution politique, était frappée de mort. Son énergie avait fléchi sous le poids d'une puissance trop lourde. Louis XV avait représenté la royauté efféminée, cherchant à vivre de distractions et à s'étourdir sur sa fin prochaine; Louis XVI a représenté la royauté aux abois, obligée d'appeler la

nation à son aide et de lui dire en quelque sorte : J'ai fait ce que j'ai pu, mais je ne puis rien.

C'est alors, pour diriger, pour régler les grandes réformes qu'il aurait fallu une aristocratie véritable, intelligente, instruite, sérieuse, rompue aux affaires politiques, telle enfin que M. Taine, dans son livre, nous en trace avec regret le portrait idéal. Mais cette aristocratie n'existait pas en France; il n'y avait que des aristocrates comme on les a bientôt appelés, et ce nom est devenu pour eux une condamnation. Nous l'avons dit, ils étaient spirituels, mais l'esprit ne suffit pas à toutes les circonstances. Ils étaient braves, mais leur courage ne leur a servi qu'à bien mourir. Certes, ils sont morts avec une bravoure vraiment française, presque avec insouciance, parce qu'au total ils étaient sincèrement philosophes et qu'ils n'étaient pas éloignés de se moquer de tout. N'aurait-il pas mieux valu se rendre dignes de vivre, non seulement comme hommes, mais comme pouvoir politique? Mais comment l'aristocratie de cette époque aurait-elle pu jouer un grand rôle et sauver la situation? L'infériorité intellectuelle et morale qui caractérisait, dans l'Assemblée constituante, la noblesse comparée au tiers état, a frappé tous les contemporains et a été de leur part l'objet d'un témoignage unanime. Tout le monde en France ignorait alors l'art de conduire une Assemblée; mais les membres de la noblesse l'ignoraient plus encore que les autres, et ils ont bientôt renoncé à toute prétention à cet égard. Ils s'abstenaient de prendre part aux séances; ils émigraient de l'Assemblée avant d'émigrer du royaume. Où pouvait donc s'exercer leur influence? A la cour? Oui, sans doute, pour leur malheur et pour celui du roi; mais ailleurs ils n'avaient déjà plus aucune autorité et n'obtenaient

aucune confiance. Il y avait solution de continuité entre la noblesse de cour et les nobles de province, de même qu'entre le haut et le bas clergé, et il a fallu des malheurs communs, une destinée commune pour rapprocher les uns des autres soit dans les prisons, soit par delà les frontières. C'est ainsi qu'au moment même où leur intervention aurait été la plus utile et la plus indispensable, les classes faites pour diriger ont complètement manqué. Le gouvernement a été frappé de paralysie. Ceux qui l'exerçaient et qui semblaient en avoir la pratique ont fait absolument défaut, et les classes intermédiaires, arrivées à une influence prépondérante sans être encore maîtresses du pouvoir, ayant d'ailleurs plus de lumières et de bonne volonté que d'expérience politique, n'étaient pas prêtes à recueillir l'héritage. Qu'en est-il résulté? Le peuple est resté seul sur la scène, avec ses passions, ses préjugés, ses colères envieuses et longtemps contenues, enfin avec les instigations d'une effroyable misère. Dans les provinces, la famine, la famine plus hideuse encore que la banqueroute, montrait sa face blême et menaçante. Les esprits, déjà pervertis par de faux systèmes, étaient affolés par les plus affreux pressentiments. Des craintes superstitieuses s'emparaient de tous les cœurs et les rendaient féroces. Triste spectacle que celui d'une nation où le gouvernement est annihilé, où le tiers état, comme on appelait alors les classes moyennes, légifère dans l'impuissance, où l'armée est prête à se débander, et où le peuple, livré à ses inspirations, sans guide et sans frein, se laisse emporter à des excès dont bientôt il devient lui-même la victime!

Tel est le tableau que nous décrit M. Taine; il est lui-même dans les coulisses du drame, il en étudie sous

nos yeux tous les ressorts. Voilà, nous dit-il, comment les choses se sont passées! Ici, tant de châteaux ont été brûlés, et là, tant de nobles massacrés. La liste est longue, trop longue peut-être. On connaît la manière de M. Taine : c'est par l'accumulation des détails qu'il cherche à produire son effet. On arrive, s'il nous permet de le dire, un peu essoufflé à la fin de ses chapitres; mais on est heureux d'y trouver une formule ou une image qui résume toutes ces impressions, toutes ces émotions, avec un relief énergique. L'esprit, longtemps secoué, est enfin et tout d'un coup fixé. Il tient, il croit tenir le mot de la sinistre énigme. Il lui faudrait un effort nouveau, et dont il se trouve peu capable, pour se dégager de cette forte étreinte. A peine ose-t-il, comme nous l'avons fait jusqu'ici, en cherchant à s'expliquer ce qu'il voit, plaider pour la Révolution les circonstances atténuantes : il est écrasé sous le fardeau de tant de circonstances aggravantes. Il est surpris, affligé, indigné de voir en haut tant d'incapacité et de faiblesse, dans l'Assemblée tant d'illusions puériles et de défaillances coupables, dans le peuple tant de violence et de folie. Il se trouve cerné, circonvenu par le mouvement enveloppant de cette armée de faits bien groupés qui aboutissent à quelques déductions implacables. La tranquillité, la sérénité de M. Taine ne laissent aucun doute sur son impartialité. Que fait-il, en effet? Une histoire complète? Un réquisitoire passionné? Rien de tout cela : un simple rapport sur les dépositions de témoins authentiques. Que répondre à ces témoins?

Il faudrait d'abord les bien connaître eux-mêmes. Ils n'écrivaient pas pour la publicité immédiate, ni même pour l'historien futur; c'étaient, pour la plupart du moins, des agents du gouvernement qui corres-

pondaient avec les ministres, et dès lors on peut, dans une certaine mesure, préjuger leurs opinions et leurs sentiments d'après ceux des ministres eux-mêmes. Ces ministres, on le sait, et M. Taine le rappelle, n'étaient pas pris dans l'Assemblée. Que représentaient-ils? Le roi, la cour, l'administration, toutes les parties déjà mortes ou mourantes du corps politique. N'est-il pas naturel de croire que leurs correspondants en province n'étaient portés à aucune indulgence envers la Révolution? Ce que ces correspondants écrivent, ils l'ont vu et nous ne croyons pas qu'ils l'aient dénaturé; on déclame à la tribune ou dans les journaux, mais non pas dans des rapports confidentiels et destinés à rester secrets. Tout ce qu'ils disent est probablement vrai; mais il est probable aussi que, s'ils n'exagèrent pas trop dans un sens, ils se gardent encore plus d'atténuer dans l'autre. Ils racontent tout ce qu'ils ont à raconter, avec cette aptitude à se scandaliser qui est dans le caractère des gens chargés du maintien de l'ordre moral et matériel. Lorsqu'il n'y a rien de nouveau et d'extraordinaire dans la province, ils n'écrivent pas; qu'auraient-ils à dire? Ainsi, les rapports que M. Taine a consultés et qui viennent de tous les points du royaume ne signalent guère que les événements exceptionnels qui se sont produits un peu partout, mais non pas sur chaque point avec la continuité sans relâche qu'on pourrait croire. Le feu révolutionnaire ne s'éteignait pas, mais il passait de main en main comme dans le vers antique :

Et quasi cursores vitaï lampada tradunt.

Si un département, si une ville, et surtout si tous les départements et toutes les bourgades avaient été

soumis sans intermittence au régime que nous décrit M. Taine, comment serait-il resté un lambeau de la France, et surtout comment un état de choses tant soit peu ordonné aurait-il pu sortir de cet abominable chaos?

Nous persistons à croire qu'il y a eu dans la Révolution autre chose encore, que M. Taine ne nous montre pas, au moins aujourd'hui. Nous n'en sommes, il est vrai, qu'au premier volume, et nous savons bien qu'une œuvre partielle a facilement l'apparence d'une œuvre partiale. Pourtant, avouons-le, nous ne comptons pas beaucoup sur la suite de ce travail pour corriger ce que le commencement a d'incomplet. Le sens général de l'ouvrage est déjà trop nettement indiqué pour qu'on puisse se méprendre sur la pensée de l'auteur. M. Taine a pris systématiquement un des côtés de la Révolution et s'y est enfermé. L'anarchie spontanée ou travaillée par des intrigues coupables, voilà l'objet de son attention. Il dissèque habilement la Révolution pour suivre partout et dégager les vestiges de cette anarchie qui commence par des désordres et qui finit par des massacres. La matière est des plus abondantes. L'ancien monde s'écroule ou plutôt se décompose et se dissout. Ceux qui avaient commencé la Révolution deviennent aussitôt incapables de la conduire, et alors la Révolution s'en va à la dérive. Rien ne la modère, rien ne la contient; et nous assistons à l'étrange phénomène d'une nation qui, arrivée à l'état de civilisation le plus avancé, retombe tout d'un coup dans l'état de nature. L'humanité avec ses vices les plus honteux s'y montre à nu. Il ne reste plus en apparence, de la culture primitive, que des armes plus expéditives et plus dangereuses entre des mains sanglantes. Jamais ce côté trop vrai, trop réel de la Révo-

lution n'avait été étudié avec plus de soin, et désormais on ne pourra plus écrire sur ce sujet sans avoir présente à l'esprit la terrible déposition de M. Taine.

Mais il ne faudra pas oublier que si la Révolution a beaucoup détruit, elle avait beaucoup à détruire, et que si elle n'a pas tout remplacé avec un égal bonheur, il y avait vraiment trop à faire! Nous avons vu que de l'ancien gouvernement il ne restait plus une pièce solide, plus un membre vivant et actif. Ce n'est pas la Révolution qui est cause de cela, ce n'est pas à elle qu'en revient la responsabilité. Il était trop tard pour sauver une royauté sans force et presque sans prestige, une noblesse et un clergé incapables de rendre aucun des services politiques et sociaux auxquels ils étaient destinés. Les constituants avaient tort sans doute lorsqu'ils cherchaient la constitution parfaite pour l'homme parfait : autant valait chercher la pierre philosophale. Mais ils avaient un instinct sûr de la situation lorsqu'ils désespéraient de l'ancien régime, s'en détournaient sans hésitation, et se mettaient à la poursuite d'un régime nouveau. L'ancien régime était mort, on l'a bien vu par le peu de résistance qu'il a su faire. Il n'en a même fait absolument aucune, et tout le livre de M. Taine en fournit la preuve. Les nobles et les prêtres ont dû émigrer et se sont empressés de le faire pour demander à l'étranger un point d'appui qu'ils ne trouvaient plus en France et qu'ils se gardaient bien de chercher en eux-mêmes. Les Anglais ont fait leur Révolution beaucoup plus tôt que nous, et bien leur en a pris : ils ont pu se servir utilement des matériaux de l'ancien édifice. Nous, nous ne le pouvions pas, et l'esprit public ne s'y est pas trompé un seul jour. L'unanimité dans la nation a été parfaite, et l'histoire n'offre pas un autre exemple

d'un grand peuple animé de l'ardent courage et des belles espérances de ceux que nous appelons toujours, avec reconnaissance, nos pères de 1789.

Certes, il est aisé de trouver puériles les démonstrations par lesquelles se traduisait l'enthousiasme de cette époque. La mode du jour avait donné une forme déclamatoire et théâtrale, et qui par conséquent nous semble froide, à des passions qui n'en étaient pas moins sincères et généreuses. Ces passions ont joué un grand rôle dans les événements de la Révolution; en trouovns-nous seulement le reflet dans le livre de M. Taine? Non; nous ne voyons d'une part que des scènes de comédie sentimentale, de l'autre des scènes de pillage et de meurtre. M. Taine a dépouillé les archives comme un herbier; il y a trouvé des restes desséchés qui avaient perdu les couleurs de la vie. L'âme même de la Révolution était absente et il ne l'a point évoquée. — Si les sentiments enthousiastes étaient généraux et tout-puissants, il faut reconnaître qu'il n'en était pas tout à fait de même des lumières, et surtout des lumières politiques. Cependant il y en avait beaucoup, et l'Assemblée constituante est une des Assemblées les plus éclairées qui se soient jamais réunies. Le croirait-on? Dans un livre de quatre cent cinquante pages, nous n'avons trouvé que deux petites phrases dans lesquelles M. Taine avoue que les hommes d'alors n'étaient pas tout à fait dépourvus d'intelligence et de jugement. Un moment il les compare aux théologiens du Bas-Empire qui disputaient sur la lumière increéée du mont Thabor pendant que Mahomet II battait à coups de canon les murs de Constantinople. Puis il craint d'être allé un peu loin; il se reprend : « Sans doute, dit-il, les nôtres sont d'autres hommes, jeunes de cœur, sincères, enthousiastes, généreux même, et

de plus appliqués, laborieux, parfois doués de talents rares ». A la bonne heure, et voilà qui repose et refraîchit! Il est vrai que M. Taine s'empresse d'ajouter que l'esprit n'est que plus funeste lorsqu'il est au service d'une idée fausse. Les exemples de cette vérité abondent, se pressent sous sa plume, et nous assistons encore à un long défilé de scènes cruelles pour arriver à cette autre phrase : « Telle est l'œuvre de l'Assemblée constituante. Par plusieurs lois, surtout par celles qui intéressent la vie privée, par l'institution de l'état civil, par le Code pénal et le Code rural, par les premiers commencements et la promesse d'un Code civil uniforme, par l'énoncé de quelques règles simples en matières d'impôt, de procédure et d'administration, elle a semé de bons germes. Mais, etc. »

Arrêtons-nous. Tout l'optimisme du livre est contenu dans ces deux phrases. La dose nous paraît faible et véritablement infinitésimale dans un ouvrage aussi considérable. Si donc on veut avoir une idée complète des *origines révolutionnaires* de la France contemporaine, nous croyons qu'il faut puiser à plusiers sources; mais si l'on veut savoir tout ce qu'on peut dire contre la manière dont la Révolution a commencé — tout ce qu'on peut dire sans esprit de parti, sans passion politique, uniquement par amour de la vérité, qui malheureusement est un peu diverse lorsqu'il s'agit des choses humaines, — il faut lire M. Taine, et on peut s'en tenir là, car tout y est. On admirera une fois de plus une puissance de travail merveilleuse, un classement et une coordination savante d'un nombre de faits presque prodigieux, une vigueur et un éclat de style qui détachent distinctement chaque objet au milieu de la foule, une force d'esprit qui condense tout en quelques mots. Ce sont de grandes facultés que

M. Taine applique aujourd'hui à l'étude d'un certain ordre d'accidents révolutionnaires. Il a fait le sujet sien et y a appliqué sa marque personnelle. Quant à la Révolution, avec la forte trame de son histoire, avec ses élans sublimes et ses crimes effrayants, avec sa gloire et ses défaillances, il faut peut-être, si on veut la bien juger, lui appliquer, avec un grand historien, le mot profond de Pascal sur l'homme : « S'il se vante, je l'abaisse; s'il s'abaisse, je le vante ».

27 avril 1878.

TALLEYRAND [1]

Ce volume est le troisième que nous donne M. Pallain. Le premier était consacré au Congrès de Vienne, et le second, à la mission de Talleyrand à Londres, en 1792. Celui-ci contient la correspondance politique de Talleyrand depuis le mois de juillet 1797 jusqu'au mois de juillet 1799. Ce n'est pas toute l'histoire diplomatique de la France pendant cette période de deux ans, mais c'est le document le plus important peut-être pour la comprendre et pour l'écrire un jour. L'ouvrage ne se suffit pas à lui-même; il présente pour cela trop de lacunes et a besoin d'être complété par d'autres ; mais il jette une vive lumière sur une des époques les plus curieuses de l'histoire de la France et de l'Europe, sur les choses et sur les hommes, sur les principes ou les tendances des divers gouvernements, et sur le caractère de ceux qui se trouvaient plus ou moins fortuitement placés à leur tête. Une fois publié, un tel livre devient indis-

1. *Le Ministère de Talleyrand sous le Directoire,* avec Introduction et notes, par G. Pallain.

pensable. Nous voudrions en indiquer brièvement l'intérêt; la tâche est rendue plus facile par la remarquable Introduction de M. Pallain, qui n'a pas fait seulement œuvre d'éditeur érudit, mais d'historien intelligent. Nul ne possède mieux son sujet. Les archives du Ministère des affaires étrangères lui ont été largement ouvertes et il y a largement puisé. C'est là qu'on peut faire connaissance avec le Talleyrand historique, celui qui intéresse la postérité par la manière dont il a compris son temps; car ce n'est pas l'homme qui nous attache et nous charme, c'est le diplomate qui a le mieux su l'Europe et qui l'a le plus habilement maniée. Qui sait si les publications de M. Pallain ne nous le font pas mieux connaître que ne le fera Talleyrand lui-même, lorsqu'il prendra la plume pour écrire ses Mémoires? Dans les deux cas, c'est toujours Talleyrand qui parle, mais dans ses Mémoires il parle après coup, tandis que dans sa correspondance politique il parle en agissant et pour agir; il se découvre à nous tel qu'il a été, aux prises avec les affaires et dans l'expédition de son travail quotidien. Ses Mémoires vont paraître; nous les attendons pour comparer les deux Talleyrand et rechercher quel est celui des deux qui laisse l'opinion la plus favorable. Nous ne serions pas étonné que ce fût celui de la correspondance. Le spectacle d'un grand esprit en action est d'un caractère plus relevé et plus frappant que celui d'un homme d'esprit qui arrange et rajuste sa vie rétrospectivement et qui, vieilli, fatigué, sceptique et nonchalant, procède par omissions aux passages où la curiosité, la malveillance si l'on veut, l'attendait avec le plus d'intérêt. Le Talleyrand de M. Pallain n'est sans doute pas plus complet, ni à quelques égards plus vrai, mais il est plus sûr.

Il ne faut pas chercher d'anecdotes dans cette publication; une correspondance d'affaires n'en comporte pas. Ce qui fait l'intérêt du livre, et il est vif, c'est qu'on peut y saisir, à travers une période de transition, l'étroite filiation entre la politique extérieure de la Révolution et celle de l'Empire. Les germes qui se sont développés plus tard, et qui, dans l'imagination puissante et désordonnée de Napoléon, ont pris les proportions que l'on sait, se trouvent déjà tout entiers dans la politique du Directoire, qui lui-même en avait hérité de la Convention. L'histoire de l'Empire apparaît comme la réalisation agrandie, l'exécution épique et gigantesque des plans et des systèmes qui s'élaboraient par avance dans les Conseils directoriaux. Il semble, au premier abord, en lisant les lettres de Talleyrand, que le but principal du Directoire soit l'acquisition de la frontière du Rhin : un tel résultat, obtenu en si peu d'années, n'était-il pas de nature à satisfaire les ambitions même les plus exigeantes? Non, on voulait davantage, on ne se contentait déjà plus de si peu. Ou plutôt deux sentiments se mêlaient dans l'âme avide, violente, un peu confuse des Directeurs : l'amour des conquêtes nouvelles, et le pressentiment, l'instinct secret qu'on ne pouvait les conserver qu'à la condition d'en faire encore d'autres. N'est-ce pas la fatalité qui a pesé depuis sur l'Empire? Là est la poussée en quelque sorte organique de ce gouvernement, le principe des développements futurs et aussi de l'écroulement final. La frontière du Rhin! Un moment, les gouvernements étrangers la reconnaissent comme frontière naturelle de la France; du moins, ils consentent à l'écrire dans des protocoles; l'acceptent-ils définitivement comme telle dans le secret de leur conscience et dans leurs visées d'avenir? Qui le sait?

Le Directoire en doute, et il a pour cela de bonnes raisons : aussi ne voit-il qu'un moyen de s'assurer la rive gauche, c'est de prendre des positions sur la rive droite, et l'on conçoit sans peine que, de positions en positions, les secondes garantissant les premières, et ainsi de suite, on risque de se laisser entraîner plus loin qu'on ne le voulait d'abord. On ne fait pas violence à la nature des choses sans qu'elle se venge en imposant à ceux qui l'ont violée des obligations toujours nouvelles, jusqu'à l'impossible. Napoléon, plus tard, ira jusqu'à Torrès-Vedras et à Moscou. C'est la voix du destin qui crie : Marche! Marche! et pousse à l'abîme. Que faire pour s'arrêter? Contracter des alliances? Mais tout le monde se défie de nous presque également. Il faut donc conquérir encore, ou perdre ses conquêtes et finir par être conquis. Il faut conquérir en Allemagne; il le faut en Italie. Là, nous fondons des républiques, mais nous sommes si peu sûrs de leur fidélité que nous sommes obligés de leur imposer très durement notre domination. On voit déjà, à travers cette configuration politique de l'Europe, se dessiner celle qui doit lui succéder, et qui se composera essentiellement d'une Allemagne coupée en deux par la Confédération du Rhin, puis de la Suisse et de l'Italie subjuguées. Et ce ne sera encore là que la première esquisse, et comme l'entrée en matière de la politique impériale! L'Europe frémit sous cette étreinte ; elle cherche à y échapper. L'Angleterre, qui y échappe par sa situation insulaire, fomente tous les mécontentements, noue et paye toutes les coalitions. Aussi faut-il entendre de quel ton les Directeurs en parlent! La perfide Albion n'est pas un vocable d'origine napoléonienne. Avant Napoléon, l'Angleterre est déjà l'éternelle ennemie, — malheureusement insaisissable. Elle est insaisissable

sur les mers, soit; mais on peut lui interdire les terres. Le blocus continental, lui non plus, n'est pas d'invention impériale : déjà Sieyès, avec la sécheresse tranchante de son esprit, avait déclaré que le moyen de réduire et de ruiner l'Angleterre, et rien ne lui semblait plus facile, était de fermer « tous les marchés, tous les ports du continent, depuis Gibraltar jusqu'au Holstein ». C'est l'avant-préface du décret de Berlin.

Telle était la politique du Directoire : Talleyrand, ministre des affaires étrangères, devait lui servir d'interprète. Était-ce la sienne? Non, certes; il suffit, pour s'en convaincre, de lire, à la suite de l'Introduction de M. Pallain, le Mémoire que, dès 1792, Talleyrand, alors en misson à Londres, adressait à son gouvernement. Les vues qu'il exposait à cette époque ont persisté chez lui; il paraît même leur être resté fidèle toute sa vie, — fidèle comme il pouvait l'être. Il gardait sa pensée par-devers lui, allait parfois jusqu'à l'exposer avec une froide et noble élégance, jamais jusqu'à la défendre, et il tâchait, d'ailleurs, de s'accommoder à celle des autres, ou, si l'on veut, de l'accommoder, sans zèle, avec résignation. Il avait des opinions, non pas des convictions. Telle a été la destinée de ce grand seigneur dévoyé, de ce grand esprit fourvoyé. Les excès politiques de la Révolution, plus tard ceux de l'Empire choquaient son parfait bon sens, sa haute raison qui s'élevait sans effort jusqu'au point où l'intelligence ressemble à du patriotisme. Personne n'a eu davantage le goût de la mesure et n'a fait besogne moins mesurée; mais il était de ceux qui aiment mieux se soumettre que se démettre, et il s'est beaucoup soumis. Dès 1792, la France lui semblait suffisamment grande. A son jugement, notre frontière politique, meilleure et plus sûre que celle qu'on qualifie de naturelle, est, à peu de

chose près, la frontière que nous a laissée l'ancienne monarchie. Au delà, nous devons nous borner à avoir de l'influence, ce qui nous est d'autant plus facile que, dans ces conditions, nous n'effrayons personne : nous pouvons, dès lors, devenir le régulateur, non seulement accepté, mais consenti et recherché, des ambitions d'autrui. Sur nos frontières, souhaitons autant que possible des petits pays qui nous séparent des grands et qui ont besoin de nous pour vivre à côté d'eux. Sage conception, à coup sûr, et qui était alors d'une réalisation aisée. Il faut voir avec quelle précision de pensée et quelle véritable noblesse de style Talleyrand en trace les principaux traits.

« Après avoir reconnu, dit-il, que le territoire de la république suffit à sa population et aux immenses combinaisons d'industrie que doit faire éclore le génie de la liberté; après s'être bien persuadé que le territoire ne pourrait être étendu sans danger pour le bonheur des anciens comme pour celui des nouveaux citoyens de la France, on doit rejeter sans détour tous ces projets de réunion, d'incorporation étrangère qui pourraient être proposés par un zèle de reconnaissance ou d'attachement plus ardent qu'éclairé; on doit être convaincu que toute acceptation ou même tout désir public de ce genre de la France contrarierait d'abord sans honneur et sans profit, ensuite avec péril pour elle, ces renonciations faites si solennellement et avec tant de gloire.... La France doit donc rester circonscrite dans ses propres limites : elle le doit à sa gloire, à sa justice, à sa raison, à son intérêt et à celui des peuples qui seront libres par elle. »

Voilà quelle était la politique personnelle de Talleyrand en opposition avec celle du Directoire et plus tard de l'Empire. Non pas qu'il bornât à cette prudente

réserve l'action qui convenait à un pays comme la France; cette action aurait trop ressemblé à de l'abstention; mais il pensait qu'il fallait avant tout assurer sa sécurité, que pour cela le moyen le plus efficace était de respecter celle des autres, et que la guerre, les victoires, les conquêtes étaient des garanties d'un ordre inférieur, parce que la fin, qui s'éloignait toujours, en restait toujours incertaine. Il avait vu l'Angleterre, et il ne croyait pas qu'un pays n'était grand que par l'étendue de son territoire. Plus tard, il avait vu l'Amérique naissante, et il avait senti déjà quels développements une nation moderne peut trouver dans son commerce et dans son industrie. La France, en paix avec le continent, lui paraissait merveilleusement douée et située par la nature pour féconder les mers de l'expansion de son génie. La Méditerranée sollicitait surtout son imagination vive et pratique, et il a écrit sur elle et sur les ressources qu'elle offrait à notre activité des pages vraiment admirables. C'est de ce côté qu'il aurait voulu tourner notre essor, et, parmi les entreprises malheureusement chimériques du Directoire, la seule qu'il ait approuvée, peut-être même en partie suggérée, est l'expédition d'Egypte. Ce n'est pas seulement pour complaire à Bonaparte qu'il l'a conseillée : il y croyait. Seulement, pour réussir, il aurait fallu des études autrement sérieuses et des préparatifs autrement complets et prévoyants que ceux qui avaient été faits : il aurait fallu cela d'abord, et ensuite ce qui a manqué encore davantage, la paix sur le continent ou la victoire ininterrompue.

On comprend par ce qui précède que, si le Directoire et Talleyrand pouvaient un moment sembler faits l'un pour l'autre, c'est surtout à cause de l'extrême souplesse du dernier. Entre le gouvernement et son

ministre il n'y avait que des contrastes. Le premier soin de celui-ci devait être de convaincre ses maîtres, ce qui n'était pas facile et à quoi il réussissait mal, mais ce qui nous a vallu un certain nombre de rapports ou de Mémoires qui sont des chefs-d'œuvre du genre et qui mériteraient chacun une étude particulière. Le livre de M. Pallain en contient plusieurs, un surtout qui est très développé, et qu'on peut regarder comme un véritable état de la situation de l'Europe à la date où il est écrit, le 10 juillet 1798. Toutes les qualités d'esprit de Talleyrand se trouvent dans ce Mémoire, sans parler des autres qui, bien que d'un volume moins considérable, n'en sont pas moins pleins d'intérêt. Il est impossible d'écrire un meilleur style diplomatique, c'est-à-dire de faire apparaître à travers une langue plus claire et plus précise les divers intérêts des nations, de les mettre en présence et en balance, de les caractériser et de les apprécier avec plus de rapidité, d'aisance et de justesse. La parfaite simplicité, mise au service de grandes choses, devient la distinction suprême. Nous n'oserions dire que tous ces rapports soient d'un bout à l'autre de la main de Talleyrand, car Talleyrand n'aimait pas le travail manuel, mais ils portent sa marque continue. Il y avait, au Ministère des affaires étrangères, des rédacteurs de premier ordre : Talleyrand, sans doute, leur a dû quelque chose, mais ils ont dû encore davantage à un pareil inspirateur. Quoi qu'il en soit, l'œuvre commune, avec un cachet évidemment personnel, est des plus remarquables et nous ne pouvons qu'y renvoyer, car il est impossible d'analyser des pages où il n'y a peut-être pas un mot de trop, ni d'en faire des extraits, alors que tout est exactement à sa place et que rien ne fait saillie.

Veut-on savoir, d'ailleurs, quelle impression la lecture de ces rapports produisait sur le Directoire? « Votre style est du pathos pour moi, disait Rewbell à Talleyrand en plein Conseil ; je n'y trouve ni précision, ni jugement. Au fait et au fait, voilà ce que vous oubliez toujours. » Nous empruntons cette citation à la correspondance diplomatique d'un des représentants de l'Europe, alors si rares à Paris, Sandoz-Rollin, ministre de Prusse. M. Pallain a mis largement à contribution cette correspondance, pour son Introduction et pour ses notes : rien, en effet, ne nous fait mieux connaître le personnel politique du Directoire que ces lettres écrites au jour le jour par un agent dont l'unique souci est d'informer son gouvernement. Ici les anecdotes abondent, et elles sont piquantes. Les traits de caractère se pressent d'une page à l'autre ; ils sont, comme on dit aujourd'hui, éminemment suggestifs. On voit quel misérable gouvernement était le Directoire, et l'on s'explique le peu de confiance qu'il inspirait au dehors, par la sévérité, la cruauté sans pitié des jugements que ses membres portaient ouvertement les uns sur les autres, non moins que par les intrigues auxquelles ils se livraient pour se détruire mutuellement. « La doctrine du ministre Talleyrand, écrit Sandoz-Rollin, n'a pas eu encore l'approbation du Directoire, et son influence sera lente peut-être à l'acquérir. Je sais que le jour où il fit lecture des nouvelles instructions à donner aux négociateurs français de Lille, le sieur Rewbell les censura, les méprisa et les rejeta comme frivoles ; il dut en produire de nouvelles, modifiées sur l'esprit et le système de ce directeur. »

Une dernière citation montrera mieux encore comment les choses se passaient en Conseil de gouverne-

ment. « Le Directoire, dit Sandoz, est divisé en politique comme en administration. Le ministre des relations extérieures l'a éprouvé en dernier lieu, ayant voulu représenter qu'un des grands moyens de faciliter la paix était de reprendre les frontières déterminées par les préliminaires de Léoben, et d'abandonner cette prétendue frontière militaire, qui ne servirait qu'à rendre la paix peu stable. Le sieur Rewbell s'est emporté à cette proposition ; il a déclaré qu'il ne signerait jamais, pour sa part, la paix avec l'Autriche qu'il ne l'eût éloignée des deux rives du Rhin, et il a traité d'ignorantissimes tous ceux, et le sieur Talleyrand lui-même, qui soutenaient un système opposé. Ce dernier n'a point fléchi ; il a soutenu que, en prolongeant la frontière en question, on ne la fortifierait pas davantage et qu'en empiétant sur l'Empire on augmenterait les prétentions de l'empereur et ses demandes d'indemmité ; si le but de la paix extérieure était utile au Directoire pour gagner la confiance du peuple, il fallait la dégager de toutes les entraves qui en retardaient la conclusion.... Le sieur Carnot s'est rangé de l'avis du ministre. Ce n'était pas une frontière plus ou moins étendue que la nation demandait, c'était la paix, et le moyen qui devait y conduire plus promptement était celui qu'on devait préférer. »

C'est au milieu de ces difficultés sans cesse renouvelées que se débattait Talleyrand. Il en ressentait souvent une incoercible amertume, et il ne se gênait pas pour l'exprimer à Sandoz, qui s'empressait, à son tour, d'en écrire à Berlin. Rien n'est plus singulier que l'abandon familier avec lequel directeurs ou ministres font leurs confidences les uns sur les autres à un agent étranger. Talleyrand, si dur pour le Directoire, l'est encore plus pour ses représentants au dehors, ou du

moins pour certains d'entre eux. « Le Ministre des affaires étrangères, que j'ai vu ce matin, écrit Sandoz, était abattu et consterné : « Concevez-vous, m'a-t-il « dit, que la république française n'ait que des fous « pour agents, pour ministres, pour ambassadeurs? » *Et il cite* Guinguené, Garat, Sotin, Delacroix, etc., qui font des sottises partout où on les envoie. « Aussi longtemps, ai-je dit en dernier lieu au Directoire, qu'on ne voudra employer en diplomatie que des conventionnels, on ne réussira qu'à faire abhorrer la *république française.* » — Cela était bon à dire au Directoire, mais pourquoi le confier à Sandoz?

Indépendamment de nos agents, la politique qu'ils étaient chargés d'appliquer, si elle inquiétait les Cabinets, était-elle faite pour nous attacher la sympathie des peuples? Hélas! *l'enthousiasme qu'avait provoqué* en 1789 la proclamation des principes de liberté en France était déjà bien attiédi. Notre funeste manie de vouloir imposer à nos voisins des Constitutions dont nous nous trouvions si mal nous-mêmes que nous ne cessions pas d'en changer, devait provoquer des susceptibilités et des haines. Dans les républiques italiennes, nous parlions haut et nous agissions en maîtres; nous voulions faire de même en Hollande, et les premières lettres ou rapports de Talleyrand roulent *sur ce sujet. On est surpris d'y trouver des phrases* comme celle-ci : « Je n'avais qu'un moyen de juger du mérite du projet de Constitution présenté à l'examen du peuple batave, c'était de la comparer à la nôtre, et il est connu que, excepté quelques modifications que l'intérêt ou les préjugés du pays *ont forcé d'admettre*, toutes les bases, toutes les parties principales de ce pacte social sont évidemment calquées sur celles qui ont été établies par nos législateurs et adoptées par

nous ». Malgré cette garantie, les Bataves, comme on disait alors, faisaient des difficultés pour adopter une Constitution évidemment parfaite, puisque c'était la nôtre. Il faut voir de quelle encre le général Hoche, plus grand guerrier à coup sûr que diplomate, en écrit au Directoire! M. Pallain publie sa lettre dans une note, et il a bien raison; elle jette un jour lumineux sur certains procédés trop usités à cette époque; elle explique les conséquences qui partout en résultaient.

« Le moment, dit Hoche, après avoir énuméré les divers partis qui divisaient la Hollande, le moment presse pour parvenir au but où vous tendez, et le départ du ministre Lacroix vous fournit l'occasion de lui donner des instructions plus précises pour parvenir à l'unité et à l'amalgame désirés. Le parti le plus sûr serait d'appeler auprès de vous d'excellents patriotes connus pour leur moralité, leur vertu et leur génie; ils pourraient fournir toutes les connaissances locales à de bons rédacteurs français qui travailleraient sous vos yeux à un Acte constitutionnel, tel que vous le désirez et tel qu'il convient aux intérêts des deux républiques alliées; vous le remettriez ou vous l'enverriez au ministre Lacroix, qui serait chargé d'en négocier adroitement la discussion, et vous me donneriez les ordres de placer l'armée de manière que l'acceptation n'éprouve aucune difficulté; et je crois pouvoir vous assurer qu'elle aurait lieu sans effusion de sang et sans secousse dangereuse. Je sens combien, citoyens Directeurs, on doit toucher délicatement l'article de l'indépendance d'une puissance alliée, aussi susceptible à cet égard que la nation batave; mais elle est telle, qu'il faut la rendre heureuse malgré elle : toute autre mesure serait d'autant plus dangereuse que le peuple batave est froid, susceptible et entêté, cruel même quand il

se croit lésé; mais le moindre appareil des troupes françaises l'intimide et le rend docile. J'ai cru, citoyens Directeurs, devoir vous transmettre ces observations, que vous pèserez dans votre sagesse. »

Nous les confions, à notre tour, à la sagesse de nos lecteurs. Ils comprendront sans peine pourquoi la France d'alors avait tant de peine à trouver en Europe d'autres nations ou d'autres gouvernements disposés à faire cause commune avec elle. Notre allié de prédilection aurait été la Prusse. Une partie considérable de la correspondance de Talleyrand se rapporte aux négociations consacrées à la recherche de cette alliance toujours poursuivie, toujours manquée. Il était peu probable que notre nouveau négociateur à Berlin dût être plus heureux que ses devanciers, car c'était Sieyès, et l'on peut voir dans la correspondance de Sandoz combien ce choix avait produit, auprès du roi de Prusse personnellement, une fâcheuse impression. Sieyès était dur, brusque, plein de prétentions, et passait pour faux. Il devait échouer et il échoua. Depuis le 18 Fructidor surtout, le Directoire, se croyant sûr de lui, méprisait tout ménagement. Les influences modératrices qui avaient pu s'exercer dans son sein avaient disparu. On a vu déjà que les observations de Talleyrand rencontraient quelque concours de la part de Carnot : aussi Carnot avait-il été exilé, et le Directoire n'avait plus aucun frein. On souffre en lisant la dépêche à nos agents par laquelle Talleyrand célèbre en termes ampoulés le 18 Fructidor, comme s'il avait voulu se faire excuser auprès des Directeurs survivants d'avoir quelquefois cherché ou trouvé un appui auprès de ceux qui étaient frappés. Au reste, Talleyrand a été le prôneur tantôt officiel, tantôt officieux, mais constant, de tous les coups de force : il les a tous recouverts de la même rhéto-

rique. M. Pallain, dans son Introduction, nous donne le texte d'un très curieux projet que, le 18 août 1792, il envoyait de Londres au gouvernement révolutionnaire comme pouvant servir à notifier au gouvernement anglais l'événement du 10 août, qui venait de se produire à Paris. Dans ses Mémoires, à en juger par les extraits qui en sont déjà connus, Talleyrand cherche à faire croire que, tout en se pliant aux circonstances par amour de son pays, il est toujours resté royaliste : on ne s'en douterait guère en lisant son projet de 1792! Ce projet lui fait peu d'honneur, et, lorsqu'on le rapproche des autres apologies qu'il a prodiguées, avec une impartiale uniformité, à tous les coups d'Etat de son temps, il confirme ce qu'on savait déjà du caractère de l'homme : le caractère est plus que médiocre, mais l'esprit est des plus éminents.

Aussi sommes-nous un peu étonnés de la surprise qu'éprouve Talleyrand lorsqu'il voit la Prusse échapper à nos prises et repousser constamment nos avances. Elle avait fait sa paix avec nous, elle voulait rester neutre, mais non pas devenir notre alliée. Elle craignait de n'être entre nos mains qu'un instrument qui nous servirait à dominer l'Allemagne, et il faut reconnaître qu'elle ne se trompait guère. Le Directoire est plein d'offres séduisantes à son égard : il voudrait agrandir la Prusse contre l'Autriche, et assurément la Prusse ne demanderait pas mieux de s'agrandir; mais elle pressent qu'elle ne pourrait le faire sans que les prétentions et les exigences de l'Autriche n'augmentassent en même temps et dans les mêmes proportions. Plutôt que de voir l'Autriche s'avancer au nord de l'Allemagne et y faire des établissements nouveaux, la Prusse aime mieux renoncer aux accroissements qu'on lui propose. Quelque forte que soit la tentation, elle y

résiste. Il y aurait bien un système, qui consisterait à donner à la Prusse et à empêcher l'Autriche de prendre; mais alors ce serait la guerre inévitable, et l'idée de faire la guerre avec la France, probablement à son principal profit, est une de celles qui peuvent le moins entrer dans une tête prussienne. Situation difficile, délicate, que celle de la Prusse à cette époque, parce qu'elle risque de provoquer partout des mécontentements égaux. Il aurait fallu, pour en sortir, un homme d'un esprit supérieur et surtout d'une âme énergique et hardie, capable, après avoir pesé le pour et le contre, de prendre résolument un parti et de s'y tenir. Mais le gouvernement d'alors était craintif, timide, embarrassé, et, au milieu des complications qui se produisaient tous les jours, son allure obstinément réservée lui donnait un faux air de duplicité. Il y persévéra longtemps, non sans exciter de vives impatiences. « Hier, écrit Sandoz, à la date du 8 octobre 1797, j'ai cherché à conférer avec le ministre des relations extérieures, et j'y ai réussi. Je suis entré en matière en le prévenant de la manière dont Votre Majesté avait envisagé les différentes propositions du Directoire, et de l'impossibilité où elle s'était trouvée d'y adhérer. Ici, la physionomie du ministre des relations extérieure s'altéra d'une manière extrêmement sensible. « Jamais nouvelle, se mit-il à dire, ne pouvait « me contrarier et me chagriner davantage que celle-ci; « je ne m'y attendais pas.... Pourquoi vous le cacher, j'ai « la plus forte répugnance à apprendre cette nouvelle « au Directoire, sachant combien il en sera affecté et mé« content. » La même scène se reproduisit plus d'une fois pendant que Talleyrand resta au ministère. Le ton de notre ministre devient de plus en plus acrimonieux, presque menaçant. « Que la Prusse, écrit-il à Sieyès,

devienne un allié sincère, actif, et ses intérêts ne nous seront pas moins chers que les nôtres; mais si, pour la quatrième fois, nos excitations n'aboutissent qu'à prolonger sa léthargie, peut-être sa mauvaise volonté, si nos ouvertures n'obtiennent qu'une réponse toujours dilatoire, évasive, je vous le dis, fatigués de notre inutile persévérance, nous mettrons alors tous nos soins à nous passer d'elle; vous ne doutez pas que nous n'en trouvions les moyens; et, si la Prusse, bien avertie, recueille les fruits amers de sa résistance à nos vues, de sa confiance dans celles de l'Autriche, elle n'aura point à nous reprocher de l'avoir trompée ou trahie. » — « On ne sait quoi admirer le plus, dit encore Talleyrand, de la constance de nos propositions ou de celles de ses refus. » Enfin, il conclut, en parlant directement du roi de Prusse : « S'il refuse d'agir, on agira sans lui, et qu'il prenne garde au dénouement! » Ne croirait-on pas entendre le grondement lointain du canon d'Iéna?

L'homme d'Iéna, l'homme de l'avenir, était, dès cette époque, une des principales préoccupations de Talleyrand. Le volume de M. Pallain contient la correspondance du Ministre des affaires étrangères pendant les négociations qui amenèrent le traité de Campo-Formio, et ce n'en est pas le moindre intérêt. L'attitude du Directoire à l'égard de Bonaparte est des plus curieuses et des plus significatives. Le Directoire voudrait ordonner, il ordonne même, puis se trouble : ce ne sont pas des « ordres », mais des « indications » qu'il envoie au redoutable général, et celui-ci reste libre de sa conduite. Il est clair qu'on désapprouve ses tendances et que, finalement, le traité sorti de ses mains est une déception; mais Bonaparte dit avec une autre décision que Carnot : Qui veut la paix doit en vouloir

les moyens ! et on se tait devant lui, d'autant plus qu'il passe de la parole aux actes et qu'il apporte la paix toute faite. Au milieu de sa gloire, il se rend compte mieux que personne que l'Autriche n'est pas définitivement abattue, qu'il lui reste de grandes ressources et qu'il faut composer avec elle : il le déclare sans ambages et il agit en conséquence. Le Directoire est débordé par une volonté plus forte que la sienne, il en subit l'ascendant et semble dire, à son tour, de son général :

Mon génie étonné tremble devant le sien.

Il n'était pas nécessaire d'avoir la divination des hommes qu'avait Talleyrand pour reconnaître au front de Bonaparte le sceau d'une grande destinée, ni son adresse et sa souplesse pour s'attacher et pour réussir à lui plaire. Il voyait dans le jeune général l'héritier inévitable du Directoire, et, ce qui est plus singulier, c'est que le Directoire, qui le voyait avec autant de netteté et qui en avait peur, après avoir envoyé Bonaparte en Égypte, fut le premier à l'en faire revenir. L'expédition avait eu ses contre-coups en Europe. On s'y rendait compte que la France était affaiblie par l'éloignement de sa meilleure armée et de son plus brillant général : lorsque la nouvelle du désastre d'Aboukir arriva d'au delà des mers, on crut que l'armée et son chef étaient perdus, ou du moins que, n'ayant plus de flotte pour revenir, ils étaient condamnés à poursuivre longtemps leur odyssée orientale. L'occasion paraissait bonne pour tenter une agression nouvelle, et nous n'y offrions que trop de prétextes. La deuxième coalition se forma contre nous ; la guerre éclata ; elle fut marquée de succès

et de revers; un moment, les revers dominèrent au point que l'angoisse devint générale en France. C'est alors qu'on songea à Bonaparte et que le Directoire se résolut à le rappeler. On a souvent accusé Bonaparte d'avoir quitté l'Égypte de sa propre et ambitieuse initiative. Talleyrand lui reproche dans ses Mémoires de s'être dérobé à son armée : il avait oublié sans doute la lettre suivante, qu'on ne relira pas sans intérêt. Le Directoire, comme s'il ne pouvait pas échapper à son destin, écrivit au général de revenir et à Bruix de le ramener. A cette missive officielle, Talleyrand en joignait une autre toute personnelle, adressée aussi à Bruix. La voici :

Le 9 prairial 1799.

Voilà votre mission revenue à votre première idée, mon cher Bruix; j'en suis enchanté. Vous voilà hors du vague; vous avez un but, un but prescrit, un but de la plus grande importance. Le Directoire n'écrit qu'un mot à Bonaparte; je lui envoie une lettre de Barras à laquelle j'ai joint quelques lignes. Le Directoire s'en rapporte à vous pour l'instruire de notre situation intérieure et extérieure. Ramenez-le. On vous recommande le secret le plus absolu sur votre mission. Adieu ; je vous embrasse et vous aime bien.

Talleyrand n'attendit pas le retour de Bonaparte pour donner sa démission. Sa situation au ministère était devenue intolérable. Ses conseils n'avaient jamais été suivis, et, dans le désarroi général, ils l'étaient de moins en moins. Sa réputation personnelle était d'ailleurs des plus mauvaises; des bruits fâcheux couraient sur sa moralité; il était l'objet d'attaques tous les jours renouvelées. Il sentit fort bien l'utilité qu'il y avait pour lui à disparaître pour désarmer tant d'inimitiés, et à laisser s'écouler une période intermédiaire avant l'établissement d'un autre régime. Plus il se détachait

de l'ancien, plus il s'appropriait au nouveau. Dès le mois de janvier 1799, il annonçait à Sandoz que dans deux mois il ne serait plus ministre. « On ne se fera jamais une idée, disait-il, de tous les déboires que j'ai essuyés pendant les derniers temps de mon existence ministérielle; j'en suis excédé depuis huit mois. » Il attendit pourtant jusqu'en juillet, et il prépara sa retraite auprès de Sandoz, sans doute pour qu'elle ne l'inquiétât pas trop, en lui disant avec un sens profond de la philosophie de l'histoire contemporaine : « Il y a dans tous les gouvernements et principalement dans celui-ci un ressort moteur qui le fait aller, quelle que soit l'incapacité de ceux qu'on y place; c'est uniquement des noms propres qu'on change contre d'autres noms propres. La conservation des chefs de bureau compose le ministère et supplée à tout. » Que de fois, depuis, ne l'a-t-on pas répété!

On ne saurait trop remercier M. Pallain d'avoir extrait des archives du Ministère des affaires étrangères, avec un choix judicieux et une abondance de renseignements qui en lient ensemble toutes les parties, cette correspondance de Talleyrand pendant son premier ministère. C'est un document historique dont on ne peut pas exagérer l'importance, et où l'on trouve les commencements de tant de choses que nous ne saurions aujourd'hui en rester là. C'est un peu grâce à M. Pallain que Talleyrand, si on nous permet l'expression, est aujourd'hui à la mode. Nous en voulons davantage : notre curiosité historique a été trop éveillée pour qu'on ne la satisfasse pas complètement. Sans doute, nous aurons bientôt les Mémoires : ils ne nous suffisent pas, et on sait pourquoi. M. Pallain a donc devant lui un vaste champ à parcourir. Il a attaché son nom à une œuvre de longue haleine; il terminera

ce qu'il a si bien commencé et fera sortir tout entier Talleyrand des archives. Ce sera un grand service rendu à l'histoire diplomatique de notre siècle, histoire qui est encore à faire, monument qui reste à construire, et dont ces publications sont les véritables et solides fondements.

16 janvier 1891.

HISTOIRE DE NAPOLÉON Ier [1]

M. Lanfrey nous donne le cinquième volume de son *Histoire de Napoléon Ier*. Les quatre premiers sont antérieurs à la chute du second empire; il y a donc un long intervalle entre leur publication et celle d'aujourd'hui. Que d'événements précipités dans cet intervalle! M. Lanfrey les rappelle en quelques mots avant de reprendre son récit, et pour en expliquer l'interruption. « Quelle utilité, dit-il, ou quel intérêt pouvaient offrir des études rétrospectives en présence de catastrophes qui faisaient pâlir toutes celles du passé? » Nous comprenons très bien que M. Lanfrey, mêlé, comme nous l'avons tous été, aux malheurs, aux inquiétudes, aux travaux des dernières années, n'ait pas eu le loisir de reprendre plus tôt sa plume d'historien; mais n'y a-t-il pas quelque exagération, d'ailleurs facile à excuser, dans la manière dont il parle de nos infortunes récentes pour les comparer à nos infortunes d'autrefois? Nous avons été bien malheureux, sans doute, à la fin de 1870 et au commencement

1. Par P. Lanfrey, t. V.

de 1871; nous ne l'avons pas été plus qu'en 1814 et en 1815; nous n'avons eu après tout qu'une invasion, et il n'est pas exact que notre histoire n'offre rien de plus lamentable. Nous ne disons cela, ni pour relever des cœurs qui pourraient se croire désespérés, ni pour établir un parallèle en règle entre le passé et ce qui, hier encore, était le présent, mais seulement pour indiquer un défaut sensible dans la plupart des ouvrages de M. Lanfrey. M. Lanfrey prend volontiers les questions par un côté, et, n'étant pas complet, il paraît quelquefois exagéré. Son esprit est vigoureux; ce qu'il saisit, il l'étreint d'une forte et dure étreinte, mais il ne saisit qu'une partie de la vérité; il aime mieux voir loin et droit devant lui que de regarder avec curiosité dans tous les sens. Si M. Lanfrey se propose d'étudier et d'élucider spécialement un point de l'histoire de Napoléon, il y réussit fort bien, et il n'a pas de peine à prendre assez souvent en faute les historiens qui l'ont précédé : demandez-lui un jugement général et une vue d'ensemble, il pourrait se trouver à son tour en défaut.

Avant de parler de ce cinquième volume de M. Lanfrey, nous avons relu les quatre autres. Nous mettons au défi quiconque ne connaîtrait de Napoléon d'autre histoire que celle-là de comprendre l'enthousiasme qu'il a provoqué dès son apparition sur la scène du monde, et qui a fait de son règne une des grandes époques de notre vie nationale. Nous voulons bien dire, avec M. Lanfrey, beaucoup de mal de Napoléon; il y en a tant à dire! Nous avouons que la conduite du général Bonaparte avec la république de Venise est une trahison continuelle, couronnée par la plus brutale violence; la mort du duc d'Enghien est tout simplement un meurtre; les événements de Bayonne, qui

ont précédé l'invasion de l'Espagne, sont révoltants, *odieux et même* lâches. Nous demandons toutefois, puisque M. Lanfrey veut bien nous le permettre, à réserver notre opinion sur quelques points. Nous sommes moins disposés que lui à croire, par exemple, que le Premier Consul ait fait étrangler Pichegru dans sa prison. Mais enfin, si tout cela est vrai ou possible, il faut expliquer à plus forte raison pourquoi la France a été si follement éprise de Napoléon pendant quelques années. Étions-nous donc devenus le dernier des peuples en sortant des mains du Directoire? La Révolution nous avait-elle enlevé le sens moral au point que nous ne savions pas distinguer le bandit égoïste qui se cachait dans les plis du drapeau d'Arcole et bientôt sous la pourpre impériale? Mais non! il y a autre chose encore dans Napoléon et dans le rôle qu'il a joué, autre chose que M. Lanfrey ne nous a pas montré et dont on éprouvait le vif besoin, en 1797, à travers l'éclat brûlant du prétendu « grand soleil de messidor ». Ce quelque chose, d'autres nous l'ont expliqué; mais M. Lanfrey, non.

Il est vrai que M. Lanfrey a commencé son histoire sous le second empire. Il n'était pas le seul alors à gémir de la prodigieuse fortune de la légende napoléonienne : *légende fatale et qu'il fallait détruire!* Tout semblait bon pour cette œuvre de guerre, l'histoire et le pamphlet. M. Lanfrey a préféré l'histoire, et c'est à tort qu'on a parfois accusé son livre de n'en être pas une. Ce qui a trompé quelques esprits plus impartiaux d'ordinaire, c'est précisément cette disposition de M. Lanfrey à juger du tout au moyen de certains détails, et ces détails il les a choisis avec une malveillance évidente. Il en est résulté deux conséquences fâcheuses : l'une, que le livre de M. Lanfrey n'est pas

toujours bien composé et que les parties importantes sont noyées souvent dans les accessoires; et, en second lieu, que ces accessoires prennent le dessus sur tout le reste et se rejoignent de proche en proche, au point de former comme un obscur tissu de malheurs, de crimes ou de hontes jeté sur l'éblouissante histoire de l'empereur. Ce n'est pas que M. Lanfrey ait oublié Rivoli, les Pyramides, Marengo, Ulm et Austerlitz; mais il se complaît infiniment plus à raconter la conspiration d'Aréna et de Céracchi, la mort mystérieuse de Pichegru, les injustes soupçons contre Moreau, l'aversion qu'inspirait Bernadotte, etc. Nous sommes sûrs, il est vrai, que si, au moment où ses premiers volumes ont paru, quelqu'un lui a dit : « Mais est-ce là toute l'histoire de Napoléon? » M. Lanfrey a dû répondre : « Le reste! on ne vous l'a que trop raconté; à quoi bon recommencer? »

I

Les premiers volumes de l'*Histoire de Napoléon* ont obtenu le plus vif succès; ils ne pouvaient point passer inaperçus; M. Lanfrey avait frappé trop fort pour cela, et, dès qu'on les lisait, il fallait bien reconnaître le talent de l'auteur, les qualités de son esprit, l'honnêteté de ses sentiments. M. Lanfrey a été classé aussitôt au nombre de nos écrivains distingués. Il a, de plus, été accueilli avec une faveur bruyante parmi les hommes occupés de politique active, les hommes d'opposition bien entendu, non seulement les républicains mais les royalistes; et quoi de plus naturel? Il y a surtout, dans les commencements de son travail, un curieux amalgame des accusations dirigées contre

Napoléon par ce qui restait en France après le Directoire de républicains fidèles à leur passé, et par les émigrés, qui jugeaient ou imaginaient du dehors. M. Lanfrey a écouté ceux-ci aussi bien que ceux-là, ce qui a semblé une preuve d'impartialité. Aujourd'hui, M. Lanfrey reste un de nos bons écrivains; mais son cinquième volume n'aura peut-être pas le même retentissement que les premiers. *Habent sua fata libelli!* La bonne chance et l'opportunité sont pour beaucoup dans le sort qui attend les livres. Et pourtant, nous n'hésitons pas à le dire, le cinquième volume, loin d'être inférieur à ses devanciers, est plus remarquable encore, et, si nous ne nous étions pas reportés aux autres, nous n'aurions eu guère que des remercîments et des éloges à faire à M. Lanfrey.

Non pas qu'il n'y ait encore là des coups mal calculés qui, après avoir frappé Napoléon, rejaillissent trop durement sur ses généraux, sur ses soldats et sur la France même; non pas qu'il n'y ait parfois des exagérations regrettables; mais ce qui était la règle est devenu l'exception, et, soit qu'il faille attribuer ce changement au progrès de M. Lanfrey sur lui-même, soit qu'il vienne seulement du sujet et de sa propre progression, il est certain que ce volume est le meilleur de tout l'ouvrage, qu'il porte l'empreinte d'un jugement plus ferme, et qu'il est composé suivant une méthode plus sûre et plus large. M. Lanfrey nous raconte l'histoire de Napoléon depuis la bataille de Wagram jusqu'à l'expédition de Russie. Napoléon, après la bataille d'Essling, est resté enfermé entre les bras du Danube, dans l'île de Lobau; il en sort avec la victoire, impose la paix à l'Autriche, épouse une archiduchesse, étend son lourd despotisme sur l'Europe entière, sauf un point du Portugal où Wel-

lington commence à prendre la grande revanche. La Hollande et de nouveaux territoires sont réunis à l'empire; le blocus est imposé à tout le continent. Enfin la Russie s'émeut, répond à nos armements par des armements nouveaux, et la guerre va éclater. Tels sont les événements principaux à travers lesquels M. Lanfrey conduit son récit. Ce sont peut-être les plus extraordinaires de l'*Histoire de Napoléon*, sinon les plus merveilleux; il faut, pour les expliquer, savoir tout ce qui a précédé; ils en sont en quelque sorte la résultante, et, si on les rattache au passé, ils en proviennent naturellement et sans efforts. Mais quel spectacle étonnant! Nous voilà arrivés au moment où Napoléon recueille le fruit de tout ce qu'il a fait jusqu'alors de grand ou de bon, de hardi ou de violent, mais toujours d'heureux; il est à l'apogée de sa puissance, et rien ne l'empêche plus d'en assurer les fondements sur un roc inébranlable. Par malheur, les défauts de l'homme, défauts de l'intelligence et défauts du cœur, ces vices profonds dont M. Lanfrey s'était appliqué à nous montrer, dès l'origine, les effets imparfaitement étudiés jusqu'ici, éclatent et envahissent tout. L'empereur ne conçoit plus rien que d'insensé; le soin précis qu'il continue à porter dans la préparation des détails ne suffit plus à soutenir le poids de tant d'énormités. Son orgueil écrase son génie. Ceux qui l'entourent en sont frappés; ils sont surpris ou effrayés. A la suite d'une conversation avec lui : « Napoléon, dit Cambacérès, avait l'air de se promener au milieu de sa gloire ». Ces airs de théâtre, ces conceptions gigantesques et folles, imprudemment avouées ou même proclamées, inquiètent les serviteurs les plus fidèles, pour peu qu'ils aient gardé la liberté de leur bon sens au milieu d'aussi surprenantes

aventures. « Eh bien! disait à Marmont le ministre de la marine, Decrès, esprit fin et froid, eh bien! vous voilà bien content parce que vous venez d'être fait maréchal. Vous voyez tout en beau. Voulez-vous que moi je vous dise la vérité et que je vous dévoile l'avenir? L'empereur est fou, tout à fait fou, il nous culbutera tous tant que nous sommes, et tout cela finira par une épouvantable catastrophe! » Decrès voyait, hélas! trop juste dans l'avenir, parce qu'il voyait bien le présent, de plus près que Marmont, et qu'il le comprenait mieux. C'est ce moment intermédiaire, ces quelques mois de répit avant la catastrophe que M. Lanfrey nous raconte. Il semble que nous soyons à l'avant-dernier acte d'une tragédie bien faite; l'exposition est achevée, les caractères se sont développés, les événements ont conduit l'action jusqu'à ce point où elle s'arrête, se noue et laisse l'esprit en suspens; tout est prêt désormais pour l'inévitable dénouement.

Le danger est partout, à l'intérieur et à l'extérieur. A l'intérieur, quelques intelligences d'élite recommencent à penser tout haut, et Mme de Staël écrit son livre *l'Allemagne*. Bientôt l'esprit d'opposition renaît de la nature même des choses, et se dresse devant l'empereur aussitôt qu'il veut porter atteinte à l'organisation de l'Église catholique. Que fait Napoléon? Il fait détruire et convertir en carton le livre de Mme de Staël; il met les évêques en prison et maltraite le pape avec une violence à la fois cruelle et mesquine. Comment a-t-il cru que l'on pouvait vaincre une résistance de cette nature par de pareils moyens? Napoléon était doué de facultés puissantes mais bornées; on en trouve, dans tous les sens, la limite, la fin. Grand homme à coup sûr, mais que l'on ne saurait comparer à aucun autre de son espèce, ni à Alexandre, ni à César, ni à

Charlemagne, parce que ce qui distingue l'esprit de ses glorieux émules, c'est l'étendue et l'universalité, tandis que le sien n'a que des spécialités et au delà ne comprend plus. Il est vrai que, dans l'exercice de ces facultés particulières, Napoléon a porté une force qui n'a jamais eu d'égale. Comme organisateur et comme homme de guerre, il n'a pas de rivaux; comme homme de guerre surtout, car sur l'organisateur il faudrait encore s'entendre et s'expliquer. Napoléon avait le génie de l'ordre; il agissait sans méthode, mais un instinct supérieur lui indiquait comment les choses devaient être arrangées les unes par rapport aux autres pour former un faisceau résistant et solide. Héritier de la Révolution et de l'ancien régime, il a rapidement débrouillé les éléments divers qui restaient de l'un et de l'autre, et qui formaient un chaos impuissant : il n'a rien créé, mais il a tout mis à sa place avec une sûreté de conception et une rapidité d'exécution dignes d'être admirées. Seulement, il ne comprenait l'ordre dans le gouvernement, dans la société, partout enfin, que sous la forme de la régularité absolue et de la discipline passive d'un régiment. C'est un type de l'ordre, excellent pour certains cas, non pas pour tous. L'ordre résulte aussi de l'harmonie de choses diverses, habilement accordées entre elles tout en gardant leur nature et en se développant suivant leurs lois. L'empereur n'a jamais compris cet ordre-là : tout ce qui sortait des rangs, tout ce qui ne pouvait pas rentrer exactement dans la ligne l'offusquait et l'irritait. Il y voyait aussitôt une révolte, une opposition intolérables. Mais peut-on traiter comme des choses matérielles l'esprit et la conscience? L'esprit ! la conscience! qu'est-ce que tout cela? Napoléon, comme d'autres depuis, n'a jamais reconnu de réalité

qu'aux choses qui se touchent, qu'on peut atteindre avec le bout d'un sabre et mettre en prison. L'esprit, la conscience sont choses insaisissables, et qui avaient été d'ailleurs bien peu gênantes pendant longtemps. Avaient-elles vraiment, comme on dirait de l'autre côté du Rhin, une existence objective? Napoléon en a toujours douté. Il était bien tranquille sur le danger de ces fantômes lorsque Mme de Staël a donné pourtant signe de vie. Ah! voilà l'esprit, l'esprit public, l'esprit littéraire, l'esprit philosophique; évidemment, cela existe puisqu'on peut l'exiler; mais, puisqu'on peut l'exiler, à quoi bon s'en tourmenter davantage? Et Mme de Staël, chassée par les gendarmes, a poussé à travers toute l'Europe cette plainte éloquente et courroucée dont l'écho nous poursuit encore. La conscience religieuse, Napoléon a bien montré qu'il n'y croyait pas lorsqu'il a imprudemment réuni le concile de 1811; le concile a fait voir à l'empereur qu'il se trompait. La conscience existe donc? Soit, mais on peut la mettre à Vincennes, et tout rentre bientôt dans l'ordre. Voilà les moyens que Napoléon a crus suffisants pour conjurer les dangers de l'intérieur : persécuter quelques femmes, emprisonner des évêques et même le pape; ne peut-on pas, cela fait, partir tranquille pour la grande expédition de Russie?

A l'extérieur, pourtant, le péril était plus grand encore qu'au dedans, et ce péril, l'empereur aurait dû le reconnaître, car il ressortait de faits bien palpables, et il était de nature à frapper un esprit aussi pratique. Nous n'avions en Europe aucun allié sur lequel nous pussions compter. La guerre d'Espagne s'aggravait en se prolongeant. Si les Anglais avaient échoué en Hollande, dans l'expédition de Walcheren, mal conçue et mal conduite, ils avaient réussi à prendre en Portugal

un pied solide, et Wellington était inexpugnable derrière les lignes de Torrès-Vedras. Nos généraux, divisés d'esprit et d'ambition, éparpillés en Espagne à la tête de petits corps de troupe, remportaient quelquefois des succès partiels, mais ils étaient incapables de s'unir dans une action commune, parce qu'ils ne reconnaissaient d'autre autorité que celle de l'empereur, et que l'empereur n'était pas là. Pourquoi n'y était-il pas? Pourquoi envoyait-il des plans de campagne inexécutables et que, du reste, on ne cherchait guère à exécuter? Pourquoi se bornait-il ensuite, en vrai dilettante militaire, à faire une critique savante des opérations de ses lieutenants, et à distribuer l'éloge ou le blâme, comme il l'aurait fait en parlant des guerres de l'histoire ancienne? Il est évident que si Napoléon n'avait pas compris à l'origine la gravité de son entreprise en Espagne, il ne la comprenait pas maintenant davantage, ou même n'y songeait plus. D'autres idées roulaient dans sa vaste imagination! Il préparait, il complotait avec lui-même une guerre nouvelle, et l'affaire d'Espagne n'était plus qu'un accident qui disparaissait dans l'ensemble. Ç'a été presque toujours — M. Lanfrey le remarque avec finesse — la méthode de l'empereur de négliger les détails d'une situation pour se porter avec toutes ses forces sur un point ordinairement bien choisi : là, il frappait un coup terrible qui se répercutait dans tous les sens et qui faisait tomber les résistances particulières. Il pensait avec raison que le meilleur moyen d'arrêter un ennemi qui se précipite armé de toutes sortes de machines de guerre n'est pas de briser l'épée dans ses mains ou le char sous ses pieds, mais de le frapper droit au cœur ou à la tête : l'homme alors et son appareil tombent à la fois. Cette manière de faire avait

presque toujours réussi à l'empereur, pas toujours au même degré pourtant, et, dans tous les cas, elle est dangereuse. Le sort d'un empire et d'une nation est joué sur un coup de dé! Le moindre écart, la moindre défaillance ont des conséquences irrémédiables. Aussi faut-il, à ce jeu suprême, compter non seulement sur ses forces, mais sur sa fortune. Napoléon croyait à la sienne, il en parlait sur un ton de prophète, mais il était sincère; il suffit, pour s'en assurer, de voir la part qu'il lui abandonnait dans toutes ses entreprises. Il est vrai qu'il profitait de sa confiance en son étoile pour accumuler tout son génie, c'est-à-dire une puissance de calcul qui ne laissait plus rien au hasard, sur le point unique qu'il avait fixé : jusqu'ici, il avait atteint, enlevé le but et tout emporté en même temps.

Mais le jour vint où l'empereur, ébloui, infatué, enorgueilli jusqu'à la déraison, commença à calculer moins bien les difficultés qui se dressaient devant lui et les moyens de les résoudre. Il avait cru d'abord que la guerre d'Espagne ne survivrait pas à la victoire de Wagram; c'était une erreur. La guerre continue; le continent étouffe dans le corset de fer dont le blocus l'a entouré, il se plaint, il menace même; les querelles avec l'Église s'enveniment, le pape est à Savone, plusieurs prélats sont à Vincennes. Que faire? Traiter successivement toutes ces questions chacune par la méthode qui lui est propre, les unes avec vigueur, les autres avec douceur? C'est bien long! bien peu digne du génie napoléonien! Le plus court est certainement d'aller prendre Saint-Pétersbourg et Moscou. Comment croire, après cela, que Wellington ose tenir en Espagne, que le Pape soit toujours aussi récalcitrant, que le continent ne baisse pas la tête? C'est ainsi qu'à chaque difficulté nouvelle, l'empereur faisait naître

une difficulté plus grande, afin de les résoudre toutes les deux à la fois par des procédés plus conformes à ses habitudes et à son caractère. A force d'appliquer ce système, il a rencontré et il devait rencontrer, un jour ou l'autre, des difficultés plus nombreuses que ses armées et plus fortes que lui.

II

Si l'on saisit bien dans tout ce cinquième volume de M. Lanfrey les défauts de l'esprit de Napoléon, les défauts de son âme n'y sont pas moins apparents. Il n'est pas contestable que l'empereur ait toujours été dénué de scrupules dans le choix des moyens; mais, de tous les moyens, celui qui lui paraissait le plus naturel est le mensonge hardi, le mensonge orgueilleux même; car il s'est rarement privé, après avoir obtenu les résultats qu'il poursuivait, de se vanter de sa fraude et de se moquer impitoyablement de ses dupes. Le mensonge, chez lui, n'était point un moyen diplomatique dont on se sert une fois en rougissant et faute de mieux; non! il ne connaissait, il ne cherchait rien de mieux; le mensonge était le pli de sa nature. S'il ne mentait pas pour mentir et par simple amour de l'art, comme les Grecs d'autrefois, il n'hésitait jamais à le faire devant le moindre intérêt. Éblouir et tromper, tel était son système. Sur ce point, tous les rapports des contemporains sont conformes les uns aux autres, et M. Lanfrey est en fonds d'arguments, de preuves et d'anecdotes. Une des plus curieuses, parce qu'elle montre la part de charlatanerie que Napoléon mettait dans ses mensonges, se rapporte à la préparation d'un projet de loi sur le rétablissement des prisons

d'État. Ce projet fut présenté à l'empereur. « Il n'était précédé d'aucun préambule. C'était le fait dans sa terrible concision, le despotisme sans phrases. L'empereur recula lui-même devant l'impression qu'un tel document devait produire. Il lui échappa en plein Conseil d'État un mot vraiment sublime : « Il me faut, « dit-il, deux pages de considérants qui contiennent « des idées libérales ! »

Cette facilité à mentir n'est pas un phénomène particulier dans la psychologie de l'empereur, elle se rattache à une cause plus générale, à la privation ou du moins à l'affaiblissement de ce qu'on appelle le sens moral. Non pas que l'empereur fût plutôt immoral lorsqu'il pouvait être moral, mais il était l'un ou l'autre avec une parfaite indifférence, suivant l'occasion; ce qui pourrait passer pour une immoralité raffinée si elle n'avait pas été accompagnée de cette sorte de naïveté qu'ont les mouvements purement naturels. Il y a là un vice de l'âme, et des plus graves ! Il a produit chez l'empereur cette méconnaissance profonde de certains mobiles des actions humaines, mobiles élevés qu'il n'a jamais compris, qu'il a toujours niés, et qui pourtant sont une force, et même une force politique. Cette force, il est allé la vaincre à coups de canon à la Moskowa, absolument comme s'il s'agissait seulement de la résistance espagnole. Quand même il n'aurait pas été vaincu en Russie, on peut douter qu'à son retour à Paris il eût trouvé au niveau de ses pieds la conscience religieuse blessée et le courage réveillé des amis de la liberté.

Mme de Staël, qui a bien connu Napoléon et qui l'a jugé presque aussi sévèrement que M. Lanfrey, avec beaucoup plus de nuances toutefois, Mme de Staël a dit de lui : « Il ne faut pas attaquer un être de ce

genre par les déclamations communes; tout homme qui a produit un grand effet sur les autres hommes doit être approfondi pour être jugé ». Et ailleurs : « J'aperçus assez vite, dans les différentes occasions que j'eus de le rencontrer pendant mon séjour à Paris, que son caractère ne pouvait pas être défini par les mots dont nous avons coutume de nous servir; il n'était ni bon ni violent, ni doux ni cruel à la façon des individus à nous connus.... Il regarde une créature humaine comme un fait ou comme une chose, mais non comme son semblable. Il ne hait pas plus qu'il n'aime; il n'y a que lui pour lui; tout le reste des créatures sont des chiffres.... » « Toutes les fois qu'il a trouvé quelque avantage dans la cruauté, il se l'est permise sans que pour cela sa nature fût sanguinaire. Il n'a pas plus d'envie de verser le sang qu'un homme raisonnable n'a envie de dépenser de l'argent quand cela n'est pas nécessaire; mais ce qu'il appelle la nécessité, c'est son ambition; et lorsque cette ambition était compromise, il n'admettait pas un moment qu'il pût hésiter à sacrifier les autres à lui; et ce que nous nommons la conscience ne lui a jamais paru que le nom poétique de la duperie. »

Voilà un portrait qui certes n'est pas flatté et qui accuse les traits les plus odieux du modèle. M. Lanfrey l'a encore assombri dans son histoire. Nous nous en tenons au portrait de Mme de Staël parce que, au-dessous du politique calculateur, impassible et dur, elle nous laisse croire à l'existence d'un homme vraisemblable, qui pouvait partager, dans une certaine mesure et quand rien ne l'en détournait, les sentiments de notre humanité. M. Lanfrey cherche en vain, dans l'histoire de Napoléon, un acte ds bonté, un mouvement désintéressé, un moment d'oubli où il

quitte son manteau d'empereur et son masque d'airain. Les *Mémoires* des contemporains en citent au contraire de très nombreux, sans grande importance il est vrai, mais qui montrent du moins que l'empereur n'était pas inaccessible aux sentiments de bienveillance ou de générosité. Il cédait sans effort, sans ostentation et sans intérêt, pourvu, bien entendu, qu'il n'eût pas intérêt à faire le contraire. Quant à son rôle même, M. Lanfrey soutient qu'il ne s'est jamais rendu compte de ce qu'il avait d'artificiel, et qu'on ne trouverait nulle part de lui sur lui-même un seul de ces jugements familiers, de ces retours instinctifs, de ces mots qui ont échappé aux plus grands hommes, à Alexandre, à César, et qui les rapprochent de nous. Pour ne citer qu'un exemple, M. de Ségur raconte dans ses *Mémoires* que l'empereur demanda un jour brusquement à son père : « Que dira-t-on de moi après ma mort? » Et comme M. de Ségur commençait une pompeuse oraison funèbre : « Non, ce n'est pas cela, interrompit l'empereur, on dira : Ouf! »

Le mot n'est ni noble ni héroïque, mais il est expressif. Napoléon voyait fort bien qu'il fatiguait le monde par sa prodigieuse activité ; seul, il n'en était pas accablé; il s'y livrait comme à une fatalité à laquelle lui-même ne pouvait pas résister. Parmi tant de choses qu'il a faites, il y en a eu de bonnes, il y en a eu de mauvaises; il y en a eu de durables, d'autres de fragiles; il y en a eu de sérieuses et d'autres de ridicules. M. Lanfrey ne les distingue pas toujours assez bien les unes des autres; mais quand il en regarde le mauvais côté, il le voit et le montre bien. Il s'indigne des désordres de l'Espagne; il ne peut pas rappeler sans colère ces projets qui se forment et dont nous verrons bientôt les suites; il n'entend pas sans

sourire de pitié le corps législatif haranguant le roi de Rome au berceau, ni la réponse de la gouvernante au nom du jeune prince. Qui ne partagerait pas sur tout cela ses idées et ses sentiments? Oui, à mesure que M. Lanfrey avance, il a raison davantage contre l'empereur, qui a tout à fait tort, et qui engage la France avec lui sur le chemin de l'abîme. Son histoire n'en remplacera pas une autre que tout le monde a lue : toutefois, elle la complète sur bien des points, elle la rectifie sur quelques autres, et il faudra la lire aussi pour bien connaître Napoléon et avoir le droit de le juger.

25 juin 1875.

NAPOLÉON ET ALEXANDRE Ier [1]

Il était évident, dès la fin du premier volume de M. Albert Vandal, que l'alliance de Napoléon et d'Alexandre était blessée à mort. La distance est courte entre Tilsit et Erfurt, mais la différence est grande. Autant la première entrevue avait été brillante et cordiale, autant la seconde est pompeuse et déjà pleine de désillusions. Erfurt, loin de rapprocher les deux empereurs, les éloigne définitivement l'un de l'autre; et, lorsque Napoléon après avoir conduit Alexandre hors de la ville, y rentre seul, pensif et rêveur, la tristesse qui plane sur cette scène n'est pas un avertissement trompeur. Les deux amis de la veille ne se reverront plus. Il y a entre eux un germe de mésintelligence d'où sortira l'hostilité prochaine. Déjà Talleyrand a glissé dans l'oreille du tzar des paroles de trahison. Elles ont été entendues, écoutées avec complaisance; elles déterminent la conduite future

1. *L'Alliance russe sous le premier empire. — 1809 : Le second mariage de Napoléon. — Déclin de l'alliance*, par M. Albert Vandal, t. II.

d'Alexandre, qui n'a plus, dès ce moment, qu'une préoccupation : se réserver, sans pourtant dénoncer l'alliance, pour des événements que son esprit, désormais averti et éclairé, regarde comme très probables, et qu'il ne fera rien pour détourner. Au fond, Alexandre a le sentiment d'avoir été dupé. Napoléon s'est servi de lui et ne l'a point servi. La France á tout gagné à l'alliance, et la Russie n'en a encore tiré que de médiocres avantages. Enfin, et par-dessus tout peut-être, la constitution du grand-duché de Varsovie, confié provisoirement à la Saxe, est une menace éventuelle qui remplit le tzar d'une secrète inquiétude. Les Polonais y voient la première assise sur laquelle se relèvera leur patrie détruite, et qui peut prévoir, en effet, les projets encore indéterminés ou inavoués que Napoléon élabore dans une imagination toujours effervescente? Où le conduira le premier jalon qu'il a planté?

C'est donc le déclin de l'alliance que raconte aujourd'hui M. Albert Vandal. Le meilleur éloge à faire de ce second volume est de dire qu'il est digne du premier. On y retrouvera le même talent d'exposition et de narration, la même sûreté de jugement, un intérêt toujours égal et soutenu. L'histoire, et la plus grande de toutes, y ressemble parfois au roman. N'en est-ce pas un que le second mariage de Napoléon, et que la double intrigue matrimoniale qui se poursuit du côté de la Russie et du côté de l'Autriche? Le caractère des deux souverains s'y découvre, s'y développe, s'y déploie avec une merveilleuse richesse de documents instructifs et attachants. Mais nous y reviendrons.

L'impression générale qui se dégage du livre, et qu'aucun autre peut-être n'avait rendue plus saisissante, est le défaut de solidité qu'après tant de victoires continue de présenter l'édifice napoléonien. Il semble

que la gloire impériale ait ébloui la postérité plus que les contemporains. Non pas qu'au moment même où éclataient comme des coups de foudre Iéna, Friedland et Wagram, on n'en fût point frappé autant qu'aujourd'hui, mais la fumée de la bataille était à peine tombée que la politique reprenait sourdement son travail, la diplomatie renouait ses trames, de nouvelles coalitions se préparaient ou se formaient, et les résultats acquis apparaissaient incertains. A aucun instant, Napoléon n'a été accepté par une Europe résignée, ni tout à fait découragée. On a dit que les traités de paix qu'il faisait n'étaient que des haltes, des moments de repos en vue de nouvelles aventures; cela est vrai; mais étaient-ils autre chose pour les vaincus? Ni d'un côté, ni de l'autre, les événements accomplis n'étaient regardés comme définitifs. Napoléon a pu battre successivement les Autrichiens, les Prussiens et les Russes, il n'a jamais dompté l'Europe ni réussi à disposer d'elle, contre l'Angleterre, comme d'un instrument docile et soumis. Tantôt sur un point, tantôt sur un autre, le joug trop lourd était secoué et rejeté. Après des victoires qui semblaient écrasantes, tout était bientôt à recommencer. Au dedans, la situation n'était pas sensiblement meilleure, et ce n'est pas sans motifs que, dans la veillée de ses batailles, l'empereur lisait avec un empressement mêlé d'anxiété les rapports de sa police. Sans parler du général Mallet, ses ministres, comme Talleyrand et Fouché, ses généraux, comme Bernadotte, ses frères même et ses sœurs conspiraient contre lui, ou du moins prenaient leurs dispositions avec une prudence prévoyante pour le cas où il viendrait subitement à disparaître. Trop fin pour ne pas sentir le travail souterrain qui se faisait autour de lui, trop intelligent pour ne pas en comprendre les causes

profondes dont quelques-unes étaient inéluctables, il vivait dans une alerte incessante, qui ne contribuait pas peu à augmenter l'irritabilité de son esprit et l'emportement de son caractère.

Est-ce à dire que, si Napoléon avait été lui-même capable de s'arrêter dans sa poursuite de la domination universelle, l'Europe n'en aurait pas pris son parti, et que, tant bien que mal, des colonnes d'Hercule n'auraient pas fini par s'établir entre les deux camps? Non, en vérité. L'Europe, à cette époque, n'avait aucun préjugé et l'idée, aussi bien que le mot de légitimité, n'y est apparue qu'après la chute de l'Empire. Il a fallu, pour la susciter, d'incommensurables abus de la force : encore n'en a-t-on usé, en 1814 et en 1815, que comme d'un expédient après tant d'autres. Jamais il n'y a eu au monde génération plus réaliste que celle dont le XVIIIe siècle, sur son déclin, a fourni la morale et guidé les premiers pas. Certes, l'Europe se serait accommodée de Napoléon, s'il lui avait été possible d'apercevoir le point d'arrêt de son ambition et de son génie. Malheureusement, plus grandissait l'extraordinaire fortune de l'héroïque aventurier, et plus il se laissait entraîner à des rêves infinis. Est-ce l'imagination qui l'égarait? Est-ce l'orgueil qui l'aveuglait? Ces deux facultés, si puissantes chez lui, contribuaient l'une et l'autre à le perdre. La mesure du possible s'obscurcissait chaque jour davantage dans sa merveilleuse intelligence. Le sens politique s'affaiblissait. Il ne lui restait plus que cette sûreté et cette énergie d'exécution qu'il devait garder intactes presque jusqu'au bout, et qui, même appliquées aux chimères les plus décevantes, méritent de servir éternellement à l'instruction des militaires ou des administrateurs et à l'admiration de la postérité.

Dès la fin du premier volume de cette histoire, Napoléon a perdu pied. Il est sorti des réalités pour entrer dans le songe. M. Vandal nous a fait assister à l'étrange bouillonnement de son esprit. Il conçoit en même temps vingt projets et prétend les mener de front. Il ne s'arrête pas une minute à la pensée qu'il serait plus sage de se borner, et de n'entreprendre une affaire qu'après en avoir terminé une autre. Loin de là : il semble estimer que le meilleur moyen de résoudre une difficulté est de la traiter par une difficulté nouvelle qu'on lui oppose. Pour intimider et réduire l'Angleterre, il la poursuivra donc sur tous les points du monde à la fois, en Orient et en Occident. Au moment même où, par une de ses aberrations les plus condamnables, il provoque le soulèvement de l'Espagne, il songe à révolutionner non seulement l'Orient européen, mais l'Asie elle-même. Il envoie une mission en Perse; il se préoccupe passionnément de l'Inde; il ne doute pas qu'Alexandre, son fidèle allié, pourra et voudra bien l'aider à opérer dans ces régions lointaines et confuses une diversion qui fera trembler le Cabinet britannique. Il connaît mal l'empire turc; il ne connaît pas du tout l'Asie; mais cela ne l'arrête point. A-t-il davantage connu l'Espagne? On a remarqué avec raison que, dans cet esprit pratique, tout prenait aussitôt une forme concrète et active. De même que certains hommes pensent en parlant, Napoléon semble ne penser qu'en agissant. Ce qu'il rêve, déjà il l'exécute. Il en résulte d'abord qu'il éparpille ses forces, les engage un peu partout et n'arrive plus à les concentrer en quantité et avec une rapidité suffisantes sur ces points stratégiques et aussi psychologiques qu'il savait si bien choisir autrefois. En outre, s'il ne termine rien, il porte partout la menace et y fait naître l'inquiétude.

L'Europe, telle qu'elle apparaît en 1809, ressemble à une maison dont il est difficile de dire si on se contente de la démolir, ou si on commence à la reconstruire. On n'y voit que des décombres et, par-ci par-là, des velléités de réédification : mais sur quel plan, en vue de quel but final, qui pourrait le dire ? Personne n'est tranquille, pas même le grand ami et allié, l'empereur de Russie, que le duché de Varsovie trouble et tourmente. La défiance est universelle, et Napoléon l'éprouve tout le premier. Il pratique d'instinct la maxime de Talleyrand, qu'il faut se conduire envers nos amis comme s'ils devaient devenir un jour nos ennemis. Ainsi fait-il à l'égard d'Alexandre. Il prend contre lui ses précautions. Son tort est de ne pas se rendre compte qu'Alexandre s'en aperçoit fort bien.

C'est à ce moment que l'Autriche déclare la guerre. Napoléon fait tout ce qu'il peut, très sincèrement, très activement, pour prévenir ce danger. Il avait besoin de toutes ses forces pour réduire l'Espagne, et son souhait le plus vif était de maintenir provisoirement la paix dans le reste du continent. Il espérait qu'une action commune, prompte et énergique, de la Russie et de la France découragerait l'audace agressive de l'Autriche. Sans doute : mais Alexandre n'était rien moins que disposé à donner son concours dans la forme catégorique où on le lui demandait. Sous prétexte de ménager les susceptibilités de l'Autriche, il pratique à son égard une diplomatie purement dilatoire, et, lorsque les hostilités éclatent, sa participation militaire à la campagne reste dilatoire, comme l'avait été sa diplomatie. Il assiste aux événements plutôt qu'il ne s'y mêle. Ce n'était pas en vain que Talleyrand, à Erfurt, lui avait dit que l'Autriche était nécessaire, indispensable à ce qui restait encore

d'équilibre européen, ou du moins à ce qui pourrait un jour en être rétabli.

La conduite du tzar n'est pas assurément un chef-d'œuvre de loyauté; mais elle s'est trouvée habile. Si Napoléon s'était d'abord mépris sur le caractère d'Alexandre, dont il n'avait vu à Tilsit que les dehors enthousiastes et généreux, il reconnut assez vite qu'il avait affaire, comme il l'a dit depuis, à un « grec du Bas-Empire », d'autant plus dangereux qu'il était presque impossible de démêler chez lui ce qui était sincère et ce qui ne l'était pas. Alexandre prodiguait plus que jamais les protestations de dévouement et d'amitié. Il avait dans ses manières la même aisance, dans ses conversations la même affabilité qu'autrefois. Qui pourrait dire dans quelle mesure l'incertitude et l'hésitation ont influé sur sa conduite? Il a montré, alors et depuis, trop de qualités estimables et attachantes pour qu'on l'accuse purement et simplement de fourberie. Il était capable d'aspirations élevées; il avait, sans aucun doute, ressenti tout d'abord une admiration vraie et franche pour Napoléon. Sa déception n'en a été que plus amère lorsqu'il s'est senti ou qu'il s'est cru trompé, et il en a éprouvé un de ces froissements silencieux et secrets que rien n'efface et qui ne pardonnent pas. Il y a eu alors, dans ses rapports avec Napoléon, quelque chose de brisé sans retour. Il l'a senti, il ne l'a pas dit; il l'a, suivant le mot populaire, gardé sur le cœur. Que s'est-il passé exactement dans son âme profonde, mystique, fuyante, infinie dans ses désirs, équivoque dans ses procédés? Il faudrait, pour le dire, se flatter d'analyser le génie slave lui-même. Nous renvoyons au livre de M. Vandal. Il nous montre Alexandre à l'œuvre, dans le développement de sa politique, dans la complexité, dans les contra-

dictions de son langage et de sa conduite. C'est là qu'il faut le juger. Si nous avions à marquer chacun des volumes de M. Vandal du caractère de l'un de ses deux héros, nous dirions que le premier appartient plutôt à Napoléon et le second à Alexandre.

L'intrigue la plus curieuse à laquelle il nous fait assister est celle qui se rapporte au mariage de Napoléon. La première idée de l'empereur, après son divorce, est d'épouser une princesse russe. Il n'a pas un moment d'hésitation à ce sujet. Les grands conseils de gouvernement qu'il a tenus par la suite, pour avoir l'air de choisir librement entre une princesse russe et une princesse autrichienne, n'ont été qu'une mise en scène destinée à masquer une transition qui était déjà définitivement accomplie. Mais le mariage russe était le seul conforme à sa politique. Il le désirait ardemment, comme il désirait toutes choses, et le préférait à tout autre. Seulement il n'avait pas pressenti le genre de difficultés qu'il devait rencontrer. C'est au point qu'il crut pouvoir, dans cette affaire délicate, procéder comme il le faisait habituellement à la guerre, et fixer des délais pour les réponses qu'il attendait. Il les attendit bien au delà des délais fixés, et, lorsqu'elles arrivèrent, il en éprouva une cruelle déception. Alexandre ne disait ni oui, ni non. Il protestait de sa bonne volonté personnelle; rien ne lui serait plus agréable que d'appeler Napoléon son frère autrement que par formule de protocole; mais sa sœur était encore bien jeune, et d'ailleurs, en vertu d'arrangements de famille qu'il devait le premier respecter, sa mère était seule maîtresse et souveraine en pareil cas. C'est à elle qu'il fallait s'adresser : négociation difficile, peut-être longue, dont lui, Alexandre, voulait bien se charger, et où il mettrait tout son cœur. Il espérait réussir,

tant il le souhaitait; mais il fallait le laisser faire, lui donner du temps, avoir confiance en lui.

On devine l'impression que ces réponses firent sur l'âme violente et orgueilleuse de l'empereur. Il se contint. Son amour-propre était trop en jeu pour qu'il le trahît par la moindre manifestation extérieure. Il continua les négociations entamées, mais il faudrait le bien mal connaître pour se tromper sur les sentiments, ou plutôt les ressentiments qu'il éprouva. Qu'arriverait-il si, après avoir attendu pendant des semaines et des mois, il se trouvait finalement évincé? Quelles que fussent les formes dont un pareil dénouement serait entouré, la mortification serait cruelle et produirait des effets redoutables. Heureusement — il put croire alors que c'était pour son bonheur, — pendant que la Russie se réservait, l'Autriche lui fit, par des voies indirectes mais sûres, des avances et des propositions formelles. O mystère des événements humains! Étrange retour des choses! Alexandre hésitait à donner sa sœur; François II offrait sa fille et jetait entre les bras de Napoléon, sorti de la fumée des batailles révolutionnaires, la propre nièce de Marie-Antoinette. Napoléon a pu, depuis, appeler Louis XVI « mon pauvre oncle ». Il se rattachait par là à toute l'histoire de France. Il entrait par la porte de la gloire dans la plus grande famille souveraine qui existât en Europe après celle des Bourbons. Ce mirage l'éblouit. Fidèle à sa méthode, qu'il a définie lui-même et qui consistait, en toutes choses, à « faire son thème de plusieurs façons », et à ne pas s'engager dans une affaire sans en avoir, tout à côté, une autre de rechange, se sentant dès lors maître de la situation et assuré d'en sortir avec éclat, il eut l'air de mener de front, pendant quelque temps, ses deux négocia-

tions matrimoniales et conclut tout d'un coup en faveur du mariage autrichien.

Le procédé était vif, et ce fut le tour d'Alexandre d'être mortifié; mais lui non plus n'en témoigna rien. Il songeait surtout à la Pologne, à ce moment. Peut-être avait-il cru, ne prévoyant ni l'intervention autrichienne, ni son rapide succès, que la main de sa sœur, désirée, espérée, mais non point encore accordée, lui permettrait d'obtenir les concessions dont il avait besoin. Peut-être crut-il encore que l'espèce de grief que lui donnait la manière dont les négociations avaient été conduites et surtout rompues, le conduirait au même résultat. Ce qui est sûr, c'est que les affaires de Pologne prirent dès lors, dans ses préoccupations, la place principale, et que, lui aussi, combina son thème de façons très différentes. Ses idées sur ce sujet avaient déjà traversé les phases les plus diverses. Dans ses premières années, ami du prince Adam Czartoriski, il s'était épris de la reconstitution de la Pologne. Y a-t-il jamais complètement renoncé? Sans doute, il ne la comprenait que dans des conditions spéciales, qui lui permettraient de réunir sur sa propre tête une double couronne, l'une impériale et l'autre royale; mais tout porte à croire que cette conception de sa jeunesse a toujours persisté dans son esprit, sous des formes plus ou moins confuses. En 1810, il était secrètement irrité de voir Napoléon lui voler son idée. Le traité de Vienne avait agrandi considérablement le duché de Varsovie, et n'avait donné à la Russie que des parcelles sans importance de la Galicie autrichienne. De plus en plus, Alexandre voyait la Pologne lui échapper, se reconstituer en dehors de lui, peut-être même contre lui. Une nouvelle guerre heureuse permettrait à Napoléon de déta-

cher de la Saxe, en le complétant, ce royaume qu'il avait mis en quelque sorte en réserve et qui pourrait bientôt se suffire et vivre de sa vie propre. Dès lors, la Pologne serait un danger éternellement menaçant attaché au flanc de l'empire moscovite. Périsse la Pologne plutôt que de renaître dans ces conditions!

La négociation relative à la Pologne se mêle à la négociation relative au mariage, en subit tous les contre-coups, et lui survit sans que la solution en devienne plus facile. Napoléon avait bien voulu, dans des circonstances solennelles et avec tout le poids qu'il donnait aux manifestations publiques de sa pensée, déclarer qu'il n'avait jamais songé et qu'il ne songeait pas au rétablissement de la Pologne; mais cela ne suffisait pas à Alexandre. Il voulait un traité en forme, dont le premier article porterait qu'en aucun cas la Pologne ne serait reconstituée. Il est douteux que Napoléon eût jamais signé une proposition semblable; il était certain qu'après la rupture du mariage il ne la signerait pas. Les Polonais lui avaient montré un dévouement qui lui créait des obligations envers eux : comment aurait-il pu, sans manquer à toutes les convenances et il faut même dire à la morale, ratifier après coup les divers partages qui avaient dépecé la Pologne à la fin du siècle dernier? On pouvait accepter le fait accompli, mais non pas le consacrer et le garantir. Napoléon s'engageait volontiers à ne rien faire pour faire revivre la Pologne, mais il se refusait à promettre qu'en toutes circonstances et contre n'importe quel adversaire il emploierait toutes ses forces à en empêcher la reconstitution. On veut, disait-il, me faire tenir le langage et jouer le rôle de la Providence. Il s'y refusa.

A ce moment, les derniers liens qui retenaient

Alexandre et Napoléon sont déliés, sans avoir encore été rompus. La dénonciation de l'alliance est à la merci des circonstances. D'un côté comme de l'autre, on avait marché de déceptions en déceptions. Il n'était plus possible de méconnaître que l'amitié première était née d'un double malentendu, portant sur des intérêts qu'on avait crus conformes et qui étaient devenus divergents, et sur des caractères dont la sympathie mutuelle avait été de courte durée. Les exigences de Napoléon étaient décidément intolérables. Elles augmentaient tous les jours et jamais tyrannie plus lourde n'avait pesé sur l'Europe. Les amis n'en étaient pas plus exempts que les ennemis : peut-être l'étaient-ils moins. Quant à Alexandre, l'abandon chez lui avait fait place à la réserve, et la réserve à la défiance, puis à l'hostilité, encore dissimulée mais déjà très active. Bernadotte ne s'y trompa point. A peine arrivé en Suède, il chercha et il trouva des intelligences avec la Russie. Son âme de Gascon vaniteux avait besoin d'épancher et de satisfaire des rancunes longtemps comprimées. Le chapitre que lui consacre M. Vandal nous montre à nu cet esprit délié, servi par un caractère sans scrupules, impatient de se venger de mille blessures. Une nouvelle intrigue, la plus redoutable de toutes, se forme contre Napoléon : Alexandre en est le nœud. Il ne fallait qu'un prétexte, et il était trop facile d'en trouver : le blocus continental devait le fournir. A défaut de celui-là, on en aurait eu un autre. Après l'échec du mariage, après l'avortement de la négociation sur la Pologne, aucune illusion n'était plus possible. L'alliance était finie, et une rupture, avec un homme comme Napoléon, ne pouvait se terminer que par la guerre. C'est ce que M. Vandal nous racontera dans un nouveau volume.

Fata viam invenient! Mais ce qui est instructif, c'est de voir de quelles causes multiples, lointaines, profondes, procède le destin, et parfois aussi quels petits incidents le déterminent; c'est de suivre un fil conducteur à travers la complication des événements, et de comprendre nettement, grâce à ce guide, d'où l'on vient et où l'on va. Tel est le service que nous rend un véritable historien, et c'est assurément la qualification que, dans toute l'étendue du mot, mérite M. Albert Vandal.

30 juin 1893.

NAPOLÉON Ier ET LE ROI LOUIS [1]

M. Félix Rocquain, qui nous a donné déjà deux publications très intéressantes : l'*État de la France au 18 brumaire*, et des *Études sur l'ancienne France*, travaux instructifs faits d'après les documents conservés aux Archives nationales, vient de publier, sous le titre de *Napoléon Ier et le roi Louis*, la correspondance authentique et cette fois complète échangée entre les deux frères depuis le 6 juin 1806 jusqu'au 23 mai 1810. « C'est la dernière lettre de ma vie que je vous écris », disait, le 23 mai 1810, Napoléon à son frère, et il s'est tenu parole. Après ce qui s'était passé entre eux, Napoléon et Louis ne pouvaient plus avoir de rapports agréables, soit pour l'un, soit pour l'autre : ils vécurent sans se voir, sans chercher à se rapprocher. Cependant ils se rencontrèrent encore une fois, aux jours des derniers malheurs, mais leur entrevue fut sèche et froide : le lien qui les avait longtemps unis était définitivement rompu. Napoléon

1. D'après les documents conservés aux Archives nationales, par Félix Rocquain.

avait pourtant aimé son frère Louis, et peut-être avait-il eu pour celui-là parmi les autres une affection particulière. — Je vous ai élevé, lui répétait-il souvent; c'est moi qui ai fait de vous tout ce que vous êtes. — Et, en effet, Napoléon, plus âgé que son frère, s'était chargé de son éducation et y avait consacré ses soins pendant ces premières années où il cherchait lui-même sa voie et sa fortune. A Paris, le 6 septembre 1795, un mois avant le 13 vendémiaire, Napoléon écrivait à Joseph : « Je suis très content de Louis; il répond à mon espérance et à l'attente que j'avais conçue de lui. C'est un bon sujet; mais aussi c'est de ma façon. Chaleur, esprit, santé, talent, commerce exact, bonté, il réunit tout. Tu le sais, mon ami, je ne vis que par le plaisir que je fais aux miens. Si mes espérances sont secondées par ce bonheur qui ne m'abandonne jamais dans mes entreprises, je pourrai vous rendre heureux et remplir vos désirs. »

Voilà ce qu'écrivait Napoléon à vingt-six ans, avant la gloire. Cette lettre est curieuse, surtout si on l'oppose à la longue correspondance que M. Félix Rocquain vient de rétablir. Elle se trouve, bien entendu, dans la correspondance publiée par ordre de Napoléon III; mais il s'en faut de beaucoup que toutes les autres y soient également, et M. Rocquain en a découvert un grand nombre, et des plus précieuses, qui étaient absolument inédites. Dans ces dernières lettres Napoléon retire successivement à son frère toutes les qualités qu'il lui avait reconnues d'abord : toutes ou presque toutes, car il ne conteste pas à Louis la bonté; mais nous verrons bientôt comment il juge cette bonté et comment il l'apprécie. Pour le reste voici l'opinion de l'empereur : chaleur! esprit! talent! santé! tous ces dons qu'une fée bienfaisante avait réunis dans le

berceau du roi Louis se sont envolés en fumée. Louis est mou, inconsidéré, ridicule, absurde et malade! Tous ces adjectifs lui sont brutalement appliqués par son frère. « Je vous croyais un autre homme que vous ne vous montrez l'être, s'écrie-t-il tout d'un coup. Je remercie le ciel de ce que je puis me passer de vous. » Et Napoléon finit une de ses lettres les plus longues et les plus vives par ces phrases pleines de menace et d'injure : « Louis, vous ne voulez pas régner longtemps, toutes vos actions décèlent mieux que vos lettres intimes les sentiments de votre âme. Écoutez un homme qui en sait plus que vous.... C'est avec la raison et la politique que l'on gouverne les États, non avec une lymphe âcre et viciée. »

Les lettres du malheureux Louis sont une plainte et un gémissement continuels. Il s'excuse, il prie, il implore, il pleure, avec une bonne foi touchante et un accent de douleur qui ne manque ni d'éloquence ni même de noblesse, car ce n'est pas seulement sa cause que plaide le roi Louis, c'est la cause de la Hollande dont on l'a fait roi, et dont il a sincèrement embrassé tous les intérêts. Lorsqu'il s'humilie, lorsqu'il demande pardon et qu'il accumule les bonnes promesses pour l'avenir, ce n'est pas sa couronne qu'il défend, c'est l'indépendance de la Hollande, le peu qui restait du moins de cette indépendance jadis si grande et si fière, et alors si misérablement amoindrie. On lui avait recommandé d'être Hollandais, il l'était devenu; mais Napoléon trouvait qu'il l'était devenu infiniment trop, et que la mesure était dépassée. L'empereur avait-il raison, ou avait-il tort?

Il avait tort d'avoir adopté la politique générale qu'il suivait alors; il avait en grande partie raison contre le roi Louis. Sans doute, le blocus continental était une

folie, et prétendre l'appliquer à la Hollande avec une rigueur absolue était matériellement impossible. L'état financier et commercial de la Hollande, au moment où Louis fut nommé roi, était lamentable. Ce n'est pas en fermant la mer aux Hollandais, ce n'est pas, comme l'empereur le fit bientôt après, en leur fermant la France elle-même, que l'on pouvait leur permettre de se relever et de supporter les charges tous les jours plus accablantes que la guerre leur imposait. La Hollande, on le sait, ne produisait pas grand'chose; si elle avait été un pays producteur, elle aurait souffert déjà cruellement en perdant ses débouchés; mais combien ne devait pas souffrir davantage une nation dont toute l'industrie consistait à faire ou à faciliter des échanges! Les Hollandais étaient en quelque sorte les commissionnaires du monde entier. Réunis sur un sol qu'ils avaient arraché à la mer et placés comme une vedette avancée du commerce européen, ils recevaient les marchandises anglaises ou américaines et les distribuaient dans le continent; ils répandaient, en retour, dans toutes les mers les marchandises de l'Europe. Que pouvait devenir la Hollande si on lui fermait à la fois le continent et la mer? C'est pourtant le sort que lui infligea l'empereur; et en même temps ce pauvre pays fut obligé d'entretenir et de nourrir sur son sol des troupes françaises dont le nombre a varié, mais a toujours été considérable, et de fournir aux armées impériales des soldats dont le chiffre était toujours trouvé insuffisant. Louis se plaignait sans cesse; il s'efforçait d'éloigner les troupes françaises qu'il devait entretenir; mais Napoléon ne l'écoutait pas et ne songeait naturellement qu'à l'intérêt de son vaste empire. Louis demandait de l'argent, Napoléon refusait en grondant et déclarait très haut qu'il ne renoncerait

jamais au système de faire vivre ses troupes aux dépens du pays qu'elles défendaient. Levez une armée hollandaise, disait-il, et je retirerai une partie de la mienne.

Mais la Hollande était médiocrement militaire, et Louis ne savait comment s'y prendre pour y trouver de nouveaux soldats. Établissez la conscription! conseillait l'empereur. La conscription! aucun mot ne sonnait plus mal aux oreilles des Hollandais. Nous nous trompons, un autre était plus impopulaire encore : c'était la diminution de la rente. Cependant l'empereur n'hésitait pas, et il répétait sans cesse dans ses lettres à Louis qu'il fallait réduire au tiers la dette publique. « Faut-il m'en aller? répondait tristement Louis. J'y consens volontiers, pourvu que je ne laisse pas après moi le reproche d'avoir trahi.... Il n'y a qu'une chose que je ne puis faire, que je ne ferai jamais, c'est la banqueroute. Elle est inutile, funeste même aux finances, à l'État, à moi et à votre nom. »

Après la réunion de la Hollande à l'empire, la première mesure de Napoléon fut précisément de réduire la dette au tiers. Le conseil qu'il donnait à Louis, il était donc tout prêt à le suivre lui-même, et il n'était pas homme à reculer, comme son frère, devant les difficultés qui s'opposaient à ses desseins. Mais ce que Napoléon a pu faire, Louis le pouvait-il comme lui? Rien n'est plus douteux. Louis n'avait ni le prestige ni la force de l'empereur, il ne disposait pas non plus de ses ressources. Napoléon réduisit la dette, il est vrai, mais en revanche, il fit payer immédiatement l'arriéré de deux années, ce qui, pour un grand nombre de petits rentiers, allégea singulièrement la rigueur d'une réduction à laquelle ils s'attendaient du reste. La ligne de douanes qui séparait les deux pays fut levée bientôt.

Si la Hollande perdit une indépendance qui n'était que nominale, elle acquit, en compensation, des avantages considérables dans la détresse où elle se trouvait. Voilà pourquoi Napoléon pouvait faire ce qui n'aurait été possible à Louis que s'il avait été un simple préfet de l'Empire. Mais Louis voulait être roi, roi sérieux, roi d'un pays peu étendu mais libre; il prétendait le gouverner et l'administrer paternellement, et l'empereur lui répliquait alors avec colère et dépit : Je vois avec regret que vous n'avez pas « la grande manière ». La grande manière n'appartient pas à tout le monde! Ce n'est pas seulement le caractère doux et honnête du roi Louis qui ne lui permettait pas d'user des moyens sans scrupules qui étaient familiers à son frère : sa situation lui interdisait aussi d'y recourir, situation fausse dès l'origine et qui n'a été pour lui qu'un long martyre.

En quoi donc l'empereur avait-il raison contre Louis? En ce que Louis s'entêtait, dans son aveugle philosophie, à ne pas comprendre la fausseté de sa situation, et s'obstinait à être un bon roi, un roi modèle, père de son peuple, bienveillant pour ses sujets, aimé par eux et régnant avec une certaine pompe inoffensive, propre seulement à réjouir les yeux et à inspirer un tendre respect. Il voulait se faire couronner solennellement; il s'entoura d'une garde, il fonda un Ordre de chevalerie; lui, roi d'un petit peuple qui n'avait que bien peu de soldats, il créa des maréchaux. L'empereur s'indignait en apprenant ces nouvelles. Sa propre cour, telle qu'il l'avait dorée et enluminée, paraît assez plaisante à la postérité; peut-être ne s'en apercevait-il pas lui-même. Mais quand il voyait son frère imiter des institutions dont il prétendait garder le monopole, la pointe comique de toutes ces créations lui apparaissait

subitement, et il écrivait avec rudesse : « Vous voulez donc me rendre ridicule ! » Il avait sans doute recommandé à son frère de faire placer aussitôt que cela serait possible « un trône dans une salle de son palais ». Un trône, cela fait bien dans un palais, mais en voilà assez pour montrer qu'on est roi. Le couronnement? nous verrons plus tard. Une garde? cela coûte trop cher et n'est bon que pour les grands souverains. Un ordre de chevalerie? « Quant à vos décorations que vous offrez à tout le monde, disait l'empereur, mon intention est que personne ne les porte chez moi, étant résolu de ne pas les porter moi-même. Que si vous m'en demandez la raison, je vous dirai que vous n'avez encore rien fait pour mériter que les hommes portent votre portrait. » Des maréchaux? c'est ici surtout que l'empereur se fâche. « Croyez-vous, s'écrie-t-il, qu'un général de division français voudrait être commandé par un maréchal hollandais? Vous singez l'organisation de la France, lorsque vous vous trouvez dans des circonstances très différentes. Commencez donc par établir une conscription et avoir une armée. » Tel est le continuel refrain des lettres de Napoléon : il jure durement avec cette royauté débonnaire que Louis avait rêvée. Malgré tout, Louis persistait dans son rêve, et l'empereur perdait son temps à lui répéter : « De l'énergie ! de l'énergie ! On ne fait le bien des peuples qu'en bravant l'opinion des faibles et des ignorants. » Les faibles et les ignorants étaient, aux yeux de Napoléon, tous ceux qui mettaient l'intérêt particulier de leur fortune, ou même de leur honneur et de leur vie, avant l'intérêt de sa propre gloire et de ses succès : c'étaient tous les Hollandais, tous les sujets de l'infortuné roi Louis, qui, placé entre son peuple et son frère, ne savait ni prendre un parti, ni s'y tenir. Il crai-

gnait moins, rendons-lui cette justice, de faire des mécontents que des malheureux : les mécontents auraient bien été obligés de se taire, mais les malheureux souffraient et torturaient le cœur de leur roi. « Laissez crier les marchands, recommandait l'empereur; croyez-vous que ceux de Bordeaux ne crient pas?... Vous gouvernez en capucin.... Vous avez l'air de faire la cour à tout le monde.... Changez de conduite; ne vous laissez pas séduire par des préventions ridicules et ayez pour amis les anciens amis des Français. On vous dira qu'ils sont détestés : sornettes! On le disait en France; on le disait de mes généraux, de mes ministres, des sénateurs, des conseillers d'État. Vous qui avez assisté, à Paris, à tout ce que j'ai fait, vous n'avez donc rien vu? » Louis se sentait de plus en plus impuissant à suivre les instructions qu'on lui donnait sur un ton aussi impératif, et cependant, il faut l'avouer, Napoléon était dans son droit en les donnant, car il n'avait pas précisément envoyé Louis en Hollande pour faire le bonheur de l'un et de l'autre, mais pour avoir en Hollande, un roi, un homme à lui. Dans l'état violent où la politique impériale avait mis le continent, au milieu de cette guerre fatale poursuivie par les moyens les plus désastreux, la Hollande était un point délicat et sensible où le blocus devait être maintenu avec d'autant plus de rigueur que son application y était plus difficile et que la contrebande s'y faisait plus aisément. « Empêchez donc la peau de transpirer! » s'écriait Louis avec désespoir. La comparaison était juste, mais elle n'était pas faite pour désarmer l'empereur. Oui, il fallait, au risque d'étouffer, empêcher que la peau ne transpirât : c'est par l'usage de ce système sans merci que Napoléon avait juré de vaincre l'Angleterre. Louis ne le savait-il pas? Ignorait-il, en accep-

tant cette couronne, les engagements tacites qu'il contractait? Il n'y avait pas assez réfléchi, peut-être, et lorsqu'il se trouva en face de la tyrannie à laquelle on le condamnait, son âme fut révoltée. Napoléon l'exhortait à montrer plus de courage. Il faisait briller devant ses yeux les perspectives séduisantes mais lointaines d'une paix avantageuse, qui rendrait à la Hollande toutes ses colonies. Mais il fallait, pour mériter ces bienfaits de la paix, que la Hollande fît de grands sacrifices, et la Hollande était épuisée. Voilà où était la fausseté de la situation. Louis avait raison contre son frère lorsqu'il lui disait que la Hollande était à bout de forces, et celui-ci subissait le premier la logique implacable de son système lorsqu'il répondait par des exigences nouvelles. Quelques-unes de ses lettres, si on en retranche les duretés contre Louis et les expressions triviales, sont assurément fort belles. « Levez des gardes nationales pour défendre votre pays, écrivait l'empereur. Soldez mes troupes. Levez beaucoup de conscrits nationaux. Un prince qui, la première année de son règne, passe pour être si bon, est un prince dont on se moque la seconde. L'amour qu'inspirent les rois doit être un amour mâle, mêlé d'une respectueuse crainte et d'une grande opinion d'estime. Quand on dit d'un roi que c'est un bon homme, c'est un règne manqué. » Ce langage a de la gravité et de la grandeur, et, si l'on songe qu'il était adressé à un prince notoirement faible et indécis de caractère, on reconnaîtra qu'il n'était point déplacé.

Mais voici où apparaît bien la différence des deux frères : l'un ne comprenait bien la royauté qu'avec une force inflexible pour la soutenir; l'autre voulait la soutenir plutôt par la dignité morale et par le respect des devoirs généraux d'un souverain. Le premier de

ces devoirs, pour le roi Louis, c'était la fidélité à son peuple, fidélité d'un attachement durable, inébranlable, éternel. Après sa chute, Louis regretta souvent la couronne et fit quelques tentatives pour que Napoléon la lui rendît, sentiment qui serait un peu mesquin, après tout ce qui s'était passé, si Louis, roi de Hollande, n'avait pas noblement refusé une couronne plus brillante et qui semblait alors plus désirable, la couronne d'Espagne. « Le climat de la Hollande ne vous convient pas, écrivait l'empereur à son frère, le 27 mars 1808. D'ailleurs la Hollande ne saurait sortir de ses ruines. Dans ce tourbillon du monde, que la paix ait lieu ou non, il n'y a pas de moyen pour qu'elle se soutienne. Dans cette situation des choses, je pense à vous pour le trône d'Espagne. Vous serez souverain d'une nation généreuse de 11 millions d'hommes et de colonies importantes.... Répondez-moi catégoriquement. Si je vous nomme roi d'Espagne, l'agréerez-vous? Puis-je compter sur vous? Comme il serait possible que votre courrier ne me trouvât plus à Paris et qu'alors il faudrait qu'il traversât l'Espagne au milieu de chances qu'on ne peut prévoir, répondez-moi seulement ces deux mots : « J'ai reçu votre lettre de tel « jour; je réponds « oui », et alors je comprendrai que vous ferez ce que je voudrai, ou bien « non », ce qui voudra dire que vous n'agréez pas ma proposition. » Louis n'hésita pas, il répondit « non » et il nous apprend dans ses Mémoires combien cette offre de son frère le blessa. « Je ne suis pas un gouverneur de province, dit-il; de quel droit pourrais-je aller demander un serment de fidélité à un autre peuple, si je ne restais pas fidèle à celui que j'ai prêté à la Hollande en montant sur le trône! » De telles paroles et de tels sentiments réhabilitent le roi Louis et l'élèvent

moralement au-dessus de son frère. Il avait l'honneur plus délicat. Il ne pouvait se résoudre à regarder son trône de Hollande comme une préfecture que l'on quitte pour avoir de l'avancement. Il s'était donné pour toujours. Rien ne l'honore davantage, mais rien ne montre mieux à quel point il se faisait illusion sur le rôle qui lui avait été confié. En lisant bien la lettre de l'empereur, il aurait pu comprendre, hélas! que si l'annexion de la Hollande à la France n'était pas encore résolue, la pensée en était déjà née dans l'esprit de l'empereur. A côté de ces résolutions promptes et soudaines aussitôt exécutées qu'elles étaient formées, Napoléon en avait d'autres qu'il préparait de longue main, qu'il nourrissait en silence, sur lesquelles sa volonté hésitait longtemps à se prononcer d'une manière définitive, mais qui tôt ou tard devenaient plus fermes et finalement absolues; elles étaient alors brusquement converties en actes. C'est ainsi que l'empereur prépara son divorce avec Joséphine, et aussi l'annexion de la Hollande et le dépouillement de Louis.

Il semble qu'il ait pris de bonne heure à tâche de dégoûter son frère de sa triste couronne à force de lui en faire sentir le poids, et d'en tirer pour lui des humiliations tous les jours plus difficiles à dévorer. Ce n'est pas seulement la vie publique du roi de Hollande qu'il attaque et qu'il tourne en ridicule, c'est sa vie privée; il cherche querelle à l'homme, au mari de la reine Hortense autant qu'au souverain, et dans quels termes! « Vous avez la meilleure femme et la plus vertueuse, et vous la rendez malheureuse. Laissez-la danser tant qu'elle veut, c'est de son âge. J'ai une femme qui a quarante ans : du champ de bataille je lui écris d'aller au bal; et vous voulez qu'une femme de vingt ans, qui voit passer sa

vie, qui en a toutes les illusions, vive dans un cloître, soit comme une nourrice toujours à laver son enfant? Vous êtes trop vous dans votre intérieur et pas assez dans votre administration. Je ne vous dirais pas tout cela sans l'intérêt que je vous porte. Rendez heureuse la mère de vos enfants. Vous n'avez qu'un moyen, c'est de lui témoigner beaucoup d'estime et de confiance. Malheureusement, vous avez une femme trop vertueuse; si vous aviez une coquette, elle vous mènerait par le bout du nez; mais vous avez une femme fière que la seule idée que vous puissiez avoir mauvaise opinion d'elle révolte et afflige. Il vous aurait fallu une femme comme j'en connais à Paris. Elle vous aurait joué sous jambe et vous aurait tenu à ses genoux. Ce n'est pas ma faute, je l'ai souvent dit à votre femme. » On voit que ce n'est pas seulement au roi que l'empereur donnait des conseils, mais encore à la reine. Nous ne chercherons pas lequel des deux les suivait le moins. Mais qui ne plaindrait celui qui reçoit de pareilles leçons, et ne peut y répondre que par de déchirantes lamentations! Un jour, par exemple, Louis, à bout de douleur, écrivait à son frère : « Quoique j'aie été attaché à la vie, parce que j'ai des désirs modérés et que j'aurais pu avoir quelques jours tranquilles, je pense que si les mourants sont à plaindre, les morts sont heureux. »

Nous ne raconterons pas les détails politiques qui ont accompagné la fin de cette lente agonie. M. Rocquain a fait précéder la correspondance qu'il nous donne, d'une étude très bien faite où il résume et où il explique tous ces faits tels qu'ils ressortent des documents qu'il a publiés. On y lira l'histoire du séjour de Louis à Paris, de la surveillance exercée sur lui par la police, de l'interdiction de revenir en Hol-

lande jusqu'au moment où le démembrement en fut consommé. Après ce démembrement, Napoléon écrit à son frère pour lui faire remarquer sa longanimité. Il aurait pu prendre le tout, il n'avait pris que la partie. « Toutes les raisons politiques, dit-il, voulaient que je réunisse la Hollande à la France. Mais je vois que cela vous fait tant de peine, que, pour la première fois, je fais ployer ma politique au désir de vous être agréable.... Que ce qui est arrivé vous serve pour l'avenir! » Louis s'en retourna avec ces bonnes paroles; il remercia l'empereur de la conservation de la Hollande. A la vérité, ce qui restait de la Hollande était conservé comme un morceau que l'on se réserve pour plus tard. Quelque temps auparavant, Napoléon écrivait que « la Hollande, faible, sans alliance, sans armée, pouvait et devait être conquise le jour où cela lui conviendrait ». Le mot rendait trop bien sa pensée, il le biffa pour mettre à la place : « le jour où elle se mettrait en opposition directe avec la France ». Seulement, il était bien entendu que l'opposition apparaîtrait aussitôt que cela lui conviendrait, ce qui, en effet, ne manqua pas d'arriver. Une imprudence, légère, une rixe frivole au milieu d'une nation aigrie et indignée, devint une insulte aux « aigles » et servit de prétexte. Les « aigles » entrèrent à Amsterdam, et Louis prit la fuite un peu comme un roi de comédie, sans qu'on pût savoir pendant quelques jours où il était allé. « Je ne crains qu'une chose pour le roi, écrivait Napoléon à Jérôme, c'est que cela ne le fasse passer pour fou; et il y a dans sa conduite une teinte de folie. Si vous apprenez où il s'est retiré, vous lui rendrez service de l'engager à revenir à Paris et à se retirer à Saint-Leu, en cessant de se rendre la risée de l'Europe.... La famille avait besoin de beaucoup de

sagesse et de bonne conduite. Tout cela ne donnera pas d'elle une bonne opinion en Europe. » Enfin, on signale la présence de Louis aux eaux de Teplitz, en Bohême. « Comme vous avez dû éprouver beaucoup d'inquiétude sur sa disparition, écrit l'empereur à sa mère, je ne perds pas un moment à vous donner cette nouvelle pour votre tranquillité. Sa conduite est telle, qu'elle ne peut être expliquée que par son état de maladie. »

C'est ainsi que devait se terminer cette aventure royale de Louis Bonaparte. Nous n'avons voulu ici que marquer l'opposition qui existe entre le caractère généreux mais faible de ce prince, et le caractère dur et ferme de l'empereur, entre l'esprit distingué mais incohérent et vague du roi de Hollande, et l'esprit droit, simple, parfois trivial et brutal, mais admirablement net et précis de son terrible frère. On sort troublé, ému, inquiet et perplexe, de la lecture des lettres de Louis ; on dirait que les lettres de Napoléon sont écrites à l'emporte-pièce. A coup sûr, ces deux hommes n'étaient pas faits pour collaborer à une même œuvre politique. Louis aurait été un bon roi, appliqué, consciencieux, et sans doute heureux dans un temps ordinaire; sa destinée a été de se briser contre des difficultés que la bonne volonté seule ne pouvait pas résoudre. Napoléon marchait à son but en brisant les obstacles, et lorsque son frère lui a fait obstacle il l'a brisé. Cependant il n'a pas atteint son but, et il a été brisé à son tour. L'un a été maladroit dans sa conduite, l'autre insensé dans ses projets, et leur chute a montré que si l'honnêteté ne peut rien sans la décision de l'esprit et du cœur, le génie lui-même échoue dans ses entreprises, s'il manque de modération et de sens commun. Lutte curieuse que

celle de ces deux hommes! Car il y a entre eux lutte de deux natures, et Louis eut même un moment la puérilité coupable de croire qu'il pourrait la soutenir par les armes. Désormais l'histoire nous en est bien connue, et la publication de M. Rocquain nous en révèle les plus minutieuses vicissitudes.

10 septembre 1875.

CHARLES DE RÉMUSAT ET SA MÈRE [1]

I

Charles de Rémusat a été un des hommes les plus connus de la génération qui nous a précédés; mais tout ce que nous savions de sa mère, il y a peu de temps encore, c'est qu'elle avait été une des femmes les plus distinguées de la cour de Napoléon Ier et des premières années de la Restauration. Grâce à M. Paul de Rémusat, nous en savons aujourd'hui presque autant sur la mère que sur le fils. Il nous a successivement donné, de sa grand'mère, trois volumes de Mémoires qui resteront parmi les documents les plus originaux de notre histoire, puis deux volumes de lettres. Ces lettres, que Mme de Rémusat écrivait à son mari sous le règne de l'Empereur, se ressentent évidemment de la préoccupation qu'inspiraient la chambre noire et l'inquisition de la police. Il y a de l'esprit, beaucoup de réserve, peu d'abandon.

1. *Correspondance de M. de Rémusat* pendant les premières années de la Restauration. Publiée par son fils Paul de Rémusat, sénateur.

A ce titre même, elles sont un témoignage des mœurs de l'époque; nous préférerions toutefois un témoignage moins discret. Celui des *Mémoires* ne l'est pas du tout; celui de la correspondance que nous livre aujourd'hui M. Paul de Rémusat, l'est déjà infiniment moins. Ce n'est pas que, en 1815 et 1816, l'administration des postes fût un intermédiaire dans lequel on pût avoir pleine confiance. Il fallait encore prendre des précautions, cacher les personnes importantes sous des noms d'emprunt, retenir bien des pensées ou des sentiments qui auraient trouvé leur place dans une conversation plus sûrement intime. N'importe! on sent qu'à cette date l'atmosphère morale a changé; elle est plus légère, le ciel est moins pesant, la main qui gouverne est plus faible sans doute, mais aussi plus libérale et plus douce. En tout cas, bien des choses lui échappent. Nous entrons dans une ère nouvelle, et on s'en aperçoit tout de suite à ces lettres aisées et charmantes, d'un naturel parfait, d'une allure si vive et souvent si libre. L'empereur n'exerce plus sur la société française cette autorité qui la comprimait et l'écrasait. Il semble, lorsqu'on lit dans les *Mémoires* de Mme de Rémusat la description de la cour impériale, que tout ce monde ait été comme immobilisé, fixé, figé sur place par le geste d'un enchanteur prodigieux. Ce monde officiel pense sans doute, les *Mémoires* en sont la preuve, mais il ne parle pas; il ne remue même que sur les champs de bataille. Avec la Restauration la vie individuelle semble reprendre, les langues se dénouent, les passions aussi, et les intrigues se donnent carrière. Les mêmes personnes qui, la veille, étaient les figurants passifs d'un grand drame, deviennent acteurs à leur tour; de là, pour une part du moins, l'attrait de cette correspondance, une des

plus précieuses qui aient été publiées depuis longtemps.

Elle l'est à un double titre : d'abord comme peinture des mœurs; ensuite, et même surtout, comme mise en mouvement et en action réciproque de deux caractères, ou, si l'on veut, de deux esprits des plus fins, des plus délicats de ce temps-là et de tous les temps. Elle nous fait connaître le monde de la Restauration; elle nous initie aux conversations, aux échanges de sentiments et d'idées de la mère et du fils, l'une tenant encore au XVIII[e] siècle, tandis que l'autre, marqué au coin du XIX[e], en offre en quelque sorte les prémices avec la bonne grâce de la jeunesse et un jugement bien au-dessus de son âge.

On a beaucoup écrit sur la Restauration; la correspondance de Mme de Rémusat ne peut être une révélation pour nous. Elle éclaire davantage certains points d'un ensemble que nous connaissions; elle confirme ce que nous savions plutôt qu'elle ne nous apprend des choses bien neuves; elle nous montre aussi à quel point, à travers les âges et les révolutions politiques, les hommes se ressemblent, obéissent aux mêmes instincts, sont entraînés par les mêmes mobiles; mais ce spectacle est toujours instructif, et, lorsqu'il nous est donné avec esprit, il vaut grandement la peine d'être regardé et étudié. D'autant plus qu'ici le spectacle est varié. Ce n'est plus la cour, et seulement la cour qu'on nous montre; la cour de la Restauration manquerait peut-être d'un intérêt bien piquant; ce qui a vécu à cette époque, c'est la ville, comme on disait jadis; c'est aussi la province, qui s'abandonnait trop souvent à des impressions violentes, et où l'esprit de parti soulevait des tempêtes, tandis que l'esprit de coterie y fomentait mille petites machinations. Nous

voyons tout cela dans ces deux volumes. Charles de Rémusat a dix-huit ans; il est resté à Paris où il a fait son droit; il n'y met pas beaucoup d'enthousiasme; cette étude lui semble aride, mais sa curiosité cherche et trouve mille diversions et se tient toujours en éveil. Son père a été nommé préfet de la Haute-Garonne; il est à Toulouse et Mme de Rémusat y est avec lui, faisant les honneurs d'une préfecture, après avoir fait l'ornement de la cour impériale. Le fils rapporte tous les bruits de Paris, la mère narre tous les incidents de sa vie de province. Voilà le cadre que cette correspondance remplit de mille images successives. Le fond est toujours le même, le détail varie à l'infini.

La première lettre de Mme de Rémusat porte un caractère de tristesse et presque de solennité qui n'est pas habituel. Elle date de la première Restauration. Charles de Rémusat, excessif et tranchant comme on l'est à seize ans, avait écrit sur M. de Chateaubriand, à l'occasion de sa célèbre brochure *Bonaparte et les Bourbons*, qu'il « se vautrait dans la boue ». L'expression était dure, elle n'était pas juste. Il y avait longtemps que Chateaubriand avait rompu avec l'empire, et il avait le droit d'en parler avec la plus large indépendance : il en parlait, à la vérité, sans mesure et sans goût, ce qui était fâcheux, mais la mesure ni le goût n'ont jamais été les qualités maîtresses du brillant écrivain. Charles de Rémusat trouvait sa brochure « mal écrite », en quoi il n'avait pas tout à fait tort : son jugement littéraire provenait d'une bonne critique, son jugement politique était exagéré. Tant d'autres, qui avaient été attachés à l'empire plus que Chateaubriand, s'en étaient séparés, affranchis, libérés, et s'étaient ralliés avec empressement au gouvernement nouveau! Les propres parents de M. de

Rémusat étaient du nombre, et ils étaient parfaitement sincères dans leur conversion ; il suffit, pour le croire, d'avoir lu les *Mémoires* de la mère. On peut dire bien des choses sur ces *Mémoires* ; ce qui est incontestable, c'est qu'ils sont un livre de bonne foi. On y suit, depuis le commencement jusqu'à la fin, les développements, les transformations des sentiments de l'auteur envers Napoléon, et ces sentiments étaient ceux de tout le monde. A l'admiration du début avaient bientôt succédé l'étonnement, la crainte, la terreur même, et, par-dessus tout, la lassitude, une lassitude énervée dont rien aujourd'hui ne peut nous donner l'idée. Le monde étouffait si fort sous le poids du colosse que, dans un mouvement pour respirer, il le renversa. Jamais chute ne fut plus complète. Napoléon revint de l'île d'Elbe par un coup d'audace qui ne pouvait pas le conduire très loin. Son rôle était fini, bien fini. Il a fallu de longues années et de grandes fautes commises par les gouvernements venus après lui, pour donner aux poètes, aux chansonniers, aux journalistes et aux historiens le temps de créer sa légende et de transfigurer le personnage. En 1815, bien que vivant encore, il paraissait déjà mort, et ce qui frappe, dans la lecture des lettres de Mme de Rémusat et de son fils, c'est l'oubli total où il était tenu. Il avait passé comme un orage, comme un phénomène anormal, comme un accident qui ne laisse pas de suites, à peine un souvenir importun. On l'avait accepté, subi ; on en avait souffert, on en était délivré. On en parlait peu ou point : à quoi bon parler de ce qui n'a plus de rapports avec nous? S'il est fait mention de lui dans les lettres de Mme de Rémusat, c'est avec le même détachement et en quelque sorte le même recul historique que s'il s'agissait de Cromwell. Et cette impression

était alors celle de toutes les classes élevées et cultivées : il était difficile de pressentir dès ce moment les effets durables que, dans les couches plus profondes, l'épopée napoléonienne avait produits sur les imaginations populaires.

Au reste, le peuple avait relativement moins souffert de l'ambition de l'empereur, et c'est à mesure qu'on se trouvait rapproché de lui qu'on supportait plus difficilement son caractère. M. et Mme de Rémusat avaient été à même d'en éprouver tous les inconvénients. Leur fils, dans la générosité et l'ignorance de son âge, s'indignait des injures de Chateaubriand contre le régime déchu. Il représentait une génération nouvelle, et à chaque génération suffit sa peine; il n'en est aucune qui se rappelle l'expérience de sa devancière assez pour en profiter. Voilà pourquoi, dans un pays qui n'a plus de traditions, tout arrive, tout disparaît et tout revient. Le jeune Charles de Rémusat, oublieux du passé, était offusqué dans le présent de ce qu'avaient d'artificiel, de convenu, de froidement sentimental, la mise en scène et l'étalage d'une Restauration. Le dogme de la légitimité le révoltait et l'humiliait. De là sa colère contre Chateaubriand et sa brochure. Mais il faut entendre Mme de Rémusat.

« Le livre de M. de Chateaubriand, dit-elle, je l'ai parcouru ce matin, je vous l'envoie; ... il ne renferme pas une exagération par rapport à l'empereur. Vous savez que je suis vraie, incapable de haine et naturellement généreuse : eh bien! mon enfant, je mettrais mon nom à chacune des pages de ce livre, s'il en était besoin, pour attester qu'il est un tableau fidèle de tout ce dont j'étais témoin. Quand vous causerez tranquillement avec votre père et moi, alors, nous vous dirons ce que nous avons souffert depuis quelques années;

nous vous expliquerons comment, en respectant la pureté de votre jeunesse, nous avions soin de vous bander les yeux sur mille choses qu'il était nécessaire que vous ignorassiez. Destiné à le servir comme vous l'étiez, vous deviez être abusé sur son compte, et, quand la vérité arrivait jusqu'à vous, par les discours des personnes qui m'entouraient, vous pouvez vous souvenir que, presque toujours, je m'efforçais de détourner l'effet qu'on pouvait produire sur vous. Votre père et moi nous avons vu l'empereur de près, nous avons souffert, nous avons gémi.... J'ai vu souvent votre pauvre père, quand nous étions retirés, le soir ensemble, ému jusqu'aux larmes, ébranlé par le désir de s'éloigner, et retenu par la pensée qu'en supportant tout, il travaillait à votre avenir. Depuis trois mois, votre père et moi appelions de tous nos vœux la réaction qui vient d'avoir lieu, et nous sommes tous deux d'honnêtes gens. »

Oui, certes, ils étaient d'honnêtes gens! Il y a un esprit, il y a un style des honnêtes gens; l'esprit, le style de Mme de Rémusat en portent évidemment la marque. On ne saurait s'y tromper, et, dès les premières lignes, on voit à qui on a affaire, comme on sent bien vite, dans le monde, au milieu de quelle société on se trouve. Un je ne sais quoi en avertit. Mme de Rémusat est bien de la famille de ces femmes françaises qui ont illustré notre ancienne littérature par l'aisance de la forme, la vivacité des traits, le bon sens dans les jugements et l'exacte proportion donnée aux choses entre elles. Elle a vécu à une époque troublée, à une de ces époques ondoyantes et multiples où il est bien difficile de donner à sa vie une suite absolue. Tant mieux pour ceux qui savent le faire! mais n'accusons pas trop les autres. Si on accusait ici, c'est la

France tout entière qu'il faudrait condamner. Nous sommes d'ailleurs égoïstes; la postérité a le droit de l'être; et, à ce titre, nous nous félicitons que Mme de Rémusat ait été en situation de nous peindre d'abord la cour impériale, ensuite la vie de province sous Louis XVIII, tandis que son fils racontait la vie de Paris. Il y a pour nous tout profit.

Ah! cette vie de Toulouse n'est pas sans ennuis, parfois même sans péril. Il faut tout l'esprit, toute la bonne humeur résignée, toute la grâce piquante de l'aimable écrivain pour l'accepter elle-même, et pour nous en présenter un si agréable récit. Charles de Rémusat, à Paris, est plus heureux. Il n'a guère à souffrir, lui, que des ridicules inhérents à une Restauration; encore en souffre-t-il assez allégrement. Il fait des vers, il fait des chansons et les adresse à sa mère. Il en est de jolies, celle-ci par exemple :

J'ai vu la France heureuse et fière,
Au milieu des peuples vaincus,
Mériter l'amour de la terre....
Elle avait encor des vertus.

Je l'ai vue, hélas! bien moins sage,
Captive et secouant ses fers,
Dans tous les coins de l'univers,
Traîner la gloire et l'esclavage.

Par les armes de l'étranger,
J'ai vu ses frontières conquises,
Et je l'ai vue, au lieu de se venger,
Se consoler par des sottises.

Et, moi, j'ai ri. J'aurais fait mieux
De pleurer les maux de la guerre,
Mais c'est la faute de ma mère;
Que voulez-vous! j'étais heureux!

Et moi, j'ai ri! C'est un trait d'humeur chez Charles de Rémusat. Malgré tout, il est, et il reste gai. Il est

toujours plus facile de l'être à Paris qu'en province, mais cela était vrai surtout en 1815 et en 1816. La Restauration était turbulente, inquiète, soupçonneuse, inquisitoriale, parfois sanglante dans tout le Midi. Lorsque M. de Rémusat arriva à Toulouse, la ville était encore souillée du sang de Ramel. Hélas! le sang coulait aussi à Paris. Charles de Rémusat, dans une de ses lettres, raconte la mort du maréchal Ney, et il n'en montre pas trop d'émotion. Mais Paris, qui avait cessé d'être révolutionnaire et ne l'était pas encore redevenu, Paris, épuisé par deux invasions, était relativement tranquille. L'esprit de parti n'était excité que dans les hautes classes de la société; le peuple restait calme et momentanément assoupi. Les choses allaient différemment à Toulouse. La réaction y était violente et toujours menaçante. Le mouvement venait d'en haut, mais il descendait souvent tout en bas. Les femmes surtout étaient féroces, sous les toilettes brillantes qu'elles exhibaient dans les salons de la préfecture. Mme de Rémusat raconte une des mille conversations qu'elle entendait chaque jour : tout le monde y conclut à « la nécessité indispensable de verser du sang ». On n'adoucissait point même cette expression; on la jetait en avant, tout crûment. Une femme disait tout à coup : « Moi, je voudrais une conspiration pareille à « celle de Grenoble dans chaque département. — Mais, « madame, répondais-je tout doucement, puisque nous « en sommes à souhaiter, pourquoi ne pas vouloir « plutôt que l'union et l'accord s'établissent partout? « Dans de pareils événements, on se bat toujourt un peu, « et il y a toujours du sang innocent répandu. — Non, « non, madame, a-t-on repris, il n'importe, un peu de « sang versé de part et d'autre ferait grand bien. » Cruelle logique des partis! Les jacobins avaient voulu

du sang et en avaient répandu à profusion en 1793, les royalistes en voulaient à leur tour. Bientôt le jacobinisme réclamera sa revanche. Peut-on lire sans frémir ce post-scriptum d'une lettre que Charles de Rémusat écrit le 5 février 1816? « Rien de nouveau. Un bal insignifiant hier soir. M. le duc de Berry y est venu. Il y avait dans une chambre voisine de celle où l'on dansait un grand poignard pris par le maréchal de la Force à Ravaillac, et ce poignard est teint du sang de Henri IV. » Le duc de Berry, dansant en 1816, à côté du poignard qui avait assassiné Henri IV, n'y a-t-il pas dans ce rapprochement une sinistre prophétie?

Mais nous donnerions une idée fausse de cette correspondance, en appuyant sur ces côtés douloureux. Le ton général n'est pas celui de la mélancolie : loin de là! c'est celui de l'enjouement spirituel et légèrement désabusé du côté de la mère, de la verve moqueuse, épigrammatique du côté du fils. Les anecdotes, les réflexions, les mots jetés d'un esprit alerte, les portraits crayonnés d'une main rapide abondent dans ces lettres avec une telle richesse qu'il est difficile de choisir. La mère a plus de souplesse et de moelleux; elle reproche à son fils d'être sec et celui-ci s'en flatte en riant. Il ne l'est pas, il a seulement le trait net et court. Il n'appuie jamais, on ne peut pas dire non plus qu'il glisse, car il laisse marque. Il parle à demi-mot, comme doit causer un homme de goût, mais ses demi-mots vont plus à fond que certaines longues phrases. Il court avec une légèreté apparente d'une idée à une autre, mais à chacune il attache, en passant, une expression qui frappe l'esprit et y reste. Ce qui étonne, ce qui ne s'explique en partie que par le milieu privilégié où ce tout jeune homme avait vécu, c'est la prodigieuse maturité de son esprit. On peut

dire hardiment qu'il a dix ans de plus que son âge. Parfois, mais bien rarement, la jeunesse apparaît dans certains jugements trop absolus, dans une certaine rigueur ou raideur; on pourrait citer trois ou quatre passages de ce genre. Le reste du temps, on est frappé de ce qu'il y a de dégagé et en même temps de mesuré dans cet esprit naturellement incisif et caustique. Il n'est pas sec, il n'est pas froid comme on l'en accuse, mais, avouons-le, il n'a pas la fraîcheur de ses dix-huit ans. Il a sans doute un naturel parfait, mais il n'est pas un enfant de la nature comme les voulait Jean-Jacques, il est un produit précoce de la civilisation la plus raffinée. On est surpris de trouver dans cette figure presque d'enfant le sourire de l'homme qui a tout vu, tout compris, qui a été au fond des choses et qui en est revenu, sachant bien qu'elles n'ont pas grande importance : sourire sans la moindre amertume d'ailleurs ! le monde lui paraît amusant et il s'en amuse. Vivant au milieu de personnages divers par l'âge et la situation, mais tous distingués, quelques-uns illustres, Talleyrand, Molé, Pasquier, Villemain, etc., il parle d'eux comme ils auraient pu parler les uns des autres, et cela sans la moindre affectation. Il se sent de plein pied avec eux, et se maintient à leur niveau. Parfois même il n'est pas éloigné de s'élever un peu au-dessus.

Quelques-unes de ses esquisses sont charmantes d'ironie, et nous montrent les acteurs en scène. « A propos, dit-il, que vous semble-t-il de cette lettre de la reine? Elle est fort belle, mais elle ne pouvait pas être autrement, et elle est loin du testament du roi. Que pensez-vous de M. de Chateaubriand, qui pleure tout le temps de la lecture de la lettre, puis dans un moment d'enthousiasme, s'élance à la tribune et tire de sa poche un morceau de papier pour lire le discours

dont le *Moniteur* vous a régalée? » La comédie politique a le don d'exciter son humeur railleuse. Après le départ du ministère de M. de Vaublanc et de M. Marbois, il faut l'entendre faire parler sur les portefeuilles vacants M. Molé, qu'il qualifie d'évangéliste à cause de son prénom de Mathieu, et M. Pasquier, le cousin! C'est une conversation qui est de tous les temps et probablement de tous les pays. « Je vous assure que je ne l'accepterai pas, dit le cousin! je me perdrais pour rien. Ce serait la plus folle des folies. — Ce n'est pas moi, certes, qu'on y prendra, dit l'évangéliste, avec son air grave. La peste! Je me réserve pour de meilleures occasions. — Mais, messieurs, dit au milieu de tout cela M. Duplessis (le duc de Richelieu, président du Conseil), que diable voulez-vous que je fasse? J'ai là un niais sur les bras dont je ne sais que faire, et dont personne ne veut les restes. Pour me débarrasser de lui, il faudra que je perde mon janséniste, avec sa maigreur, sa vertu et sa pie-grièche de fille. Ah! mon Dieu, mon Dieu! J'aurais mieux fait de rester chez moi. » Nous avons couru à un volume de M. de Viel-Castel pour voir si MM. Molé et Pasquier n'étaient pas entrés dans le ministère après avoir si bien parlé. Nous avons eu le regret de constater qu'il n'en a rien été. C'est fâcheux! Cela eût complété certaines ressemblances. Mais, à côté de ces échappées dans le domaine de la caricature légère, M. de Rémusat se livre à des réflexions politiques d'une justesse et d'une portée surprenantes. « Votre politique, dit-il, me paraît excellente. Mais parlons de haut et en général. La Chambre vous paraît mauvaise, funeste, etc. Cela vous indispose contre le gouvernement représentatif, mais il faudrait alors en vouloir à la monarchie quand on a un mauvais roi, à la médecine quand on a un mauvais méde-

cin, etc. Et puis, songez à une chose, c'est qu'une Chambre n'est pas obligée d'être raisonnable ! il doit en sortir des opinions de toutes les couleurs; on choisit, et c'est là l'important. Mais il ne faut pas que l'opinion déraisonnable ait la majorité! D'accord, mais croyez-vous qu'elle l'aurait sous un ministère fort et habile! Ainsi, rarement le mal vint primitivement de l'Assemblée. Dans un gouvernement, une Chambre sensée ne rendra jamais habile un ministre qui ne l'est pas; un ministre habile rendra raisonnable une Chambre déraisonnable. Concluez maintenant. » Personne n'a mieux dit sur la pratique du gouvernement représentatif, ni avec plus de vérité, ni plus judicieusement. On se demande seulement où M. de Rémusat avait pu apprendre cela en 1816, et à dix-huit ans.

Telle est sa tournure d'esprit. Quant à son humeur, si elle est sceptique sur les choses, elle est assez optimiste en ce qui le concerne personnellement.

« J'ai réfléchi l'autre jour, dit-il, que je suis le plus heureux des hommes que je connaisse. Ceci vous surprendra, puisque vous êtes à deux cents lieues; mais aussi je ne dis pas que je sois le plus content; je veux dire qu'on est plus heureux suivant qu'on est bien traité par plus de personnes. C'était au bal, chez Mme de Rumford, que je faisais ces réflexions. D'abord, il est impossible d'être meilleure qu'elle ne l'est pour moi. C'est une bonté presque attentive, presque de tous les moments. Il y avait là Mme Molé, qui est encore meilleure qu'elle; les d'Houdetot, qui m'aiment, Dieu sait! Plus loin, c'était Jules, qui me préfère à tout! Mme de Vintimille, avec qui je suis toujours en coquetterie de tendresse. Si je passais dans le salon, je trouvais M. de Catellan, qui m'adressait tout de suite une belle réflexion politique. Il n'y avait pas jusqu'à

16

M. de Humboldt, qui venait me dire bonjour avec son air doucereux. Et, si je voulais sortir de ce salon, et le curé (Talleyrand) et Mme de Labriche, et Mme Chéron, et l'abbé Morellet, et Mme de Vannoise ! Que sais-je, moi, tout ce que je connais! Ils semblent tous s'être donné le mot pour me rendre heureux. Il n'y a pas jusqu'à Mme Suard qui me chérit quoiqu'elle ait dit l'autre jour à Villemain : « Il est intéressant ce « jeune homme, mais il est moins sensible que M. Sou- « met ». Et comme Villemain répondait qu'elle était bien dure et qu'elle tranchait bien vite : « J'ai une « idée nette de ce que je vous dis », a-t-elle répliqué. »

Moins sensible que M. Soumet! Cela est possible, probable même : sa mère aussi lui reprochait, on le sait, de manquer de chaleur. D'autres encore en faisaient la remarque. Il raconte à ce sujet une conversation de MM. de Barante et Pasquier, qui lui a été rapportée et qu'il reproduit volontiers. « Quoi qu'il en soit, ils ont dit tous deux, en parlant de moi, de ces phrases qui commencent ainsi : — Ah! voilà, par exemple, un jeune homme, etc., etc. — Peut-être ont-ils ajouté : — Par exemple sera-t-il dans le monde moins aimable que A...? il ne fera ni effet ni éclat; mais il est fait pour le sérieux. C'est un esprit des plus secs et des plus froids. — Elisa m'a raconté ce singulier éloge, qui me plaît, à moi, beaucoup.... Quant à moi, que ces messieurs jugent, ils ne se doutent peut-être pas que je les juge aussi de mon côté, et avec moins d'indulgence qu'ils n'en ont pour moi, apparemment parce que je suis le plus faible. Je n'ai pas assez de place pour dire tout sur M. de Barante, et je ne dirai pas mieux sur M. Pasquier que cette phrase que me dit un jour de lui Villemain : « *Par negotiis, neque supra.* »

Il serait facile de multiplier les citations de cette

nature : la correspondance en abonde. Elles montreraient comment M. de Rémusat voyait les autres et les jugeait, et comment il était jugé par eux. Nous voudrions maintenant le juger nous-même, entrer un peu plus avant dans son esprit, car nous n'en avons montré que la surface. Nous voudrions le comparer à sa mère, indiquer les différences et les analogies entre ces deux intelligences d'élite et ces deux esprits délicats.

8 janvier 1884.

II

Nous avons dit que Mme de Rémusat se rattachait au XVIIIe siècle, et que son fils préludait au XIXe. On ne sentait pas, on ne jugeait pas, il y a cent ans, comme on le fait aujourd'hui. Chaque siècle a sa physionomie particulière qui se reflète sur celle des personnes qu'il a produites ; nous ne parlons ici que des personnes distinguées, car il ne vaut pas la peine de s'arrêter aux autres. Les autres pourtant, la masse, sont en harmonie avec les figures plus fines qui s'en détachent, comme le fond d'un tableau doit l'être avec les premiers plans. A un certain moment de l'histoire, tout le monde pense et sent un peu de la même manière. On sait quelle était cette manière à la fin du XVIIIe siècle, et comment la société de cette époque, spirituelle et légère, fut surprise par la Révolution. L'orage, quelque terrible qu'il ait été, n'a pas tout englouti. Les survivants ont été nombreux. Prudents et silencieux à travers les agitations révolutionnaires et la compression impériale, ils ont atteint les temps

nouveaux, et on les a vus mêler leurs grâces un peu surannées aux mœurs d'une autre époque qu'ils ne comprenaient pas toujours très bien et qu'ils regardaient avec un sourire de doute et d'ironie.

C'est que la génération qui s'était formée et avait grandi au milieu de la grande tourmente politique et sociale avait été frappée de spectacles qui laissent des traces dans l'esprit et qui forment le caractère. Elle avait une façon de sentir plus contenue, mais plus profonde; elle avait une façon de juger moins spirituelle parfois, mais plus sérieuse, et, à quelques égards, plus originale. L'expérience des choses et des hommes, la plus complète peut-être qui ait jamais été faite, avait détruit bien des préjugés, redressé bien des jugements qui semblaient sans appel. Enfin, autant la société du dernier siècle affectait volontiers d'être frivole, beaucoup plus même qu'elle ne l'était en réalité, autant la société de celui-ci avait la prétention d'être grave. C'est le mot dont se sert M. de Rémusat pour expliquer le penchant qui le porte vers M. Molé de préférence à M. Pasquier. Nous donnons le portrait des deux hommes pour ce qu'il vaut; M. Paul de Rémusat nous apprend dans une note que son père eut plus tard à le rectifier. « Il m'aime assez, dit celui-ci en parlant de M. Pasquier, me traite fort bien, mais avec une politesse qui me tient à distance, j'entends sur les choses sérieuses, car il est très familier avec moi dès qu'il s'agit de niaiseries et de persiflage. J'aime mieux l'autre (M. Molé) et cela par la raison que j'ai prise à votre curé (M. de Talleyrand), c'est qu'il est grave. Je l'ai vu deux ou trois fois, et je suis tout à fait à mon aise avec lui. Il m'écoute avec une extrême complaisance, et puis il parle de lui avec une sorte de confiance qui séduit. Il a de l'âme, et

c'est à l'âme que je veux parler, c'est l'âme que je veux entendre. »

Que le portrait soit ou non flatté, peu importe! Il nous indique les tendances morales de celui qui l'a tracé avec tant de complaisance; c'étaient celles de toute une génération. M. de Rémusat, par son éducation, par l'influence des milieux qu'il avait traversés, par la tournure de son esprit, semblait fait pour servir de lien entre les deux siècles. Il aimait l'épigramme et la maniait à merveille, il chansonnait volontiers, un mot bien venu l'enchantait, mais en même temps et par le fond, par le dessous, il était, ou voulait être grave; il se vantait même, comme nous l'avons vu, d'être sec; c'était la seule exagération que lui inspiraient ses dix-huit ans. Toute sa vie, il a gardé le même caractère. A côté d'œuvres charmantes, d'un style aisé et courant, d'une clarté limpide, il a placé d'importants travaux philosophiques d'une gravité telle, qu'en les lisant ou les soupesant on songe à la scolastique. Voyez ce qu'il a fait du seul Abélard! Un drame plein de vie, puis une biographie qui est peut-être son plus brillant chef-d'œuvre littéraire, — et enfin une longue étude philosophique qu'on suit bien difficilement en se prenant la tête à deux mains. Tel était l'homme; il y en avait plusieurs en lui. Dans ses moments les plus gais de verve humoristique et chansonnière, il semble toujours sur le point de changer de ton. On se rappelle la belle scène du drame, où un des élèves d'Abélard se livre à la joie, au plaisir de vivre, de faire des bons tours et des bons mots, et où le jeune maître mélancolique apparaît tout d'un coup pour laisser tomber ces paroles : « Folâtre jeune homme, ne vois-tu pas que tout est sérieux! »

Mais revenons à la correspondance de la mère et

du fils; elle dira mieux que nous ce que nous voulons dire, et la seule difficulté est de trier et de choisir parmi tant de traits épars, qui étincellent à chaque page de ces deux volumes. Nous pourrions par exemple comparer les jugements de Mme de Rémusat et de son fils sur Henri IV et Louis XIV. Le parallèle entre les deux souverains se poursuit très longuement; nous nous contenterons de dire que Mme de Rémusat préfère Louis XIV, et que son fils tient pour Henri IV. Notre siècle a plutôt partagé le sentiment du second. Sa critique littéraire est aussi de l'époque nouvelle; il a déjà le goût plus naturel et plus sûr; non pas que celui de Mme de Rémusat ne soit pas des meilleurs et des plus délicats, mais il se ressent parfois de certaines admirations de jeunesse. C'est ainsi que Mme de Rémusat recommande à son fils la lecture d'un roman de Mme de Genlis. « Je lis *Mademoiselle de Clermont*, répond un peu brusquement celui-ci. Est-ce que cela n'est pas niais et commun? » La mère recule timidement devant une appréciation aussi tranchée. « Quant à *Mademoiselle de Clermont*, écrit-elle, je ne sais que vous en dire; il y a longtemps que je ne l'ai lu. Je l'avais trouvé bien, et on disait que c'était le chef-d'œuvre de Mme de Genlis. Il me semble qu'il y a de l'élégance dans le style, de la délicatesse dans les sentiments. Après cela, si vous voulez, je vous l'abandonne. » Le fils, alors, craint d'avoir été peut-être un peu loin; il cherche à se rétracter en partie, mais la force de son sentiment l'emporte. « J'ai été, dit-il, un peu dur pour *Mademoiselle de Clermont*. Cela est bien écrit, et il peut y avoir des réflexions fines et vraies. Mais tout cela sent le monde, et par le monde j'entends les salons, et encore les salons d'une certaine époque. La grâce de Mme de Genlis n'est que la grâce

d'une femme en paniers, dans une chambre meublée de damas, et auprès d'une toilette couverte de poudre et de pommade. Il ne peut donc jamais y avoir de naturel ni de profondeur, et voilà ce qu'il me faut à moi. Le style est pur, mais sans caractère et sans vie. Il y a vingt fois plus de choses dans Mme de Staël, et, malgré ses folies, son style barbare, au moins c'est une occupation que de la lire. C'est la différence d'un vin qui peut bien faire déraisonner quelquefois à l'eau sucrée qui affadit l'estomac. »

Voilà ce qui peut s'appeler faire d'une pierre deux coups! Charles de Rémusat veut bien préférer Mme de Staël à Mme de Genlis, mais en quels termes il exprime sa préférence! En cela, il n'était pas tout à fait de son temps, il retardait de quelques années. Chez lui, le sens de l'enthousiasme et de la haute poésie paraît moins développé qu'il ne l'a été généralement au début du siècle. Ne serait-ce pas qu'il est difficile de l'allier toujours avec un goût parfait? Or, la moindre faute de goût choque Charles de Rémusat et sa mère. L'exagération, la disproportion, l'hyperbole ne vont point à leur nature. Ils parlent, par exemple, de Chateaubriand tout à fait comme le faisait leur ami, le vieil abbé Morellet, homme d'un autre temps, d'une bonne école de critique, d'une intelligence desséchée et un peu rétrécie par le souffle sceptique du XVIIIe siècle. Fontanes, tout classique qu'il fût, avait une autre intelligence littéraire! Rien de plus facile que de se moquer de Chateaubriand, car ses défauts sautent aux yeux, mais il faut aussi l'admirer. Mme de Rémusat et son fils n'admirent pas, ils se contentent de rire du « Père Aubry ». Ils le font, d'ailleurs, très spirituellement, et M. de Rémusat, le père, se met cette fois de la partie de la façon la plus amusante.

Mme de Rémusat raconte une conversation sur Chateaubriand. « Mais, madame, disais-je, figurez-vous ce que deviendraient de pauvres préfets recevant des circulaires qui sembleraient toujours datées des déserts de l'Amérique, ou des rives du Jourdain, et de ce que nos maires de Saint-Gaudens et de Muret feraient de tout cela. — Enfin, dit Mme de B..., je ne peux croire qu'on soit inhabile par la raison qu'on a du génie, et je suis sûre que M. de Rémusat, nommément, ne serait pas embarrassé de cette correspondance. » — « Et, là-dessus, elle se retourne et appelle votre père : « Monsieur, lui dit-elle, si M. de Chateaubriand était « ministre de l'intérieur et qu'il vous adressât quelques « circulaires, qu'en feriez-vous? — Mais, Madame, « répond votre père sur-le-champ, et sans avoir entendu « la conversation, je ne serais point embarrassé, je les « traduirais. » Certes, le mot est joli, mais il ne suffit pas sur M. de Chateaubriand; il exprime pourtant assez bien le sentiment général de la famille. Nous disons général, car tout cela n'est pas sans restrictions et atténuations; et puis il faut faire la part de ce qu'il y a de laisser aller humoristique et de poussé gaiement jusqu'au paradoxe dans une correspondance intime. Nous indiquons une tendance d'esprit; l'esprit lui-même se ravise plus d'une fois, et il serait facile de citer, à la fin du second volume, un échange d'observations tout à fait judicieuses sur *le Génie du Christianisme* et sur *les Martyrs*. On ne saurait dire plus sagement; il n'y manque qu'une chose, c'est la sympathie. Le côté pompeusement artificiel de Chateaubriand empêchait ce sentiment de naître chez Mme de Rémusat et chez son fils.

Sur ce point, ils sont l'un et l'autre du XVIII[e] siècle; sur quelques autres, on pourrait dire que c'est le fils

qui est resté en arrière et que la mère a eu avant lui le pressentiment d'une littérature qui devait plus tard ne se développer que trop. « J'ai fait, dit-elle, le plan d'un petit roman, qui serait fort joli si je l'écrivais bien. Vous savez que je tourne toujours sur ce frère amoureux de la sœur; ils ne sauront pas qu'ils sont frère et sœur, mais la mère le saura, ayant introduit son bâtard dans la maison. Vous voyez la punition, et comme cela est moral. » Nous pourrions dire, nous : on nous l'a fait bien voir, oh! oui, et revoir, et revoir encore. Mais alors le sujet était nouveau. « De plus, continue Mme de Rémusat, comme je suis un peu en train de mélancolie, je veux, pour me distraire, que ceci soit gai. Il y a un vieux capitaine de vaisseau, qui est aussi dans le secret, et qui est un original. Ce ne sont point des lettres, mais de petits chapitres; il n'y a que le commencement et la fin qui me gênent, car je voudrais finir gaiement, et puis je ne sais si, dès le début, il faut mettre le public dans le secret de la consanguinité. Réfléchissez-y mûrement et donnez-moi votre avis. » Ne dirait-on pas le canevas d'un roman ou d'une pièce de théâtre tout à fait contemporaine? Mme de Rémusat avançait d'un demi-siècle; seulement, elle voulait faire gai; elle voulait s'amuser encore plus que prêcher; si elle avait fait une pièce de théâtre au lieu d'un roman, elle l'aurait destinée au Vaudeville et non pas au Gymnase; elle n'avait pas sondé les profondeurs philosophiques de son sujet. Son fils lui répond, en toute sincérité, comme un homme qui a insuffisamment réfléchi aux questions sociales. « Quant à votre roman, je ne sais guère comment vous prétendez l'égayer, car il n'y a rien de moins risible qu'un inceste. Le monsieur aura été changé en nourrice? Mais personne n'en voudra rien

croire. La mère croira avoir eu un bâtard? Mais elle se trompera, on le croira du moins. Faut-il que le public soit dans la confidence? Il me semble que non. Quelque chose de mystérieux, des demi-mots, des soupçons, des indiscrétions du marin, une guirlande de roses mousseuses, une tresse de cheveux blancs comme chez Mme de Genlis; et puis... ce que vous voudrez, car j'ai beau tourner et retourner votre sujet dans ma tête, je n'en tire rien. Faites vite le roman et envoyez-le-moi. »

Le roman n'a pas été fait; peut-être n'aurait-il pas plu à Charles de Rémusat; on voit qu'il avait peine à l'imaginer par avance. C'est que, pour être tout à fait franc, la mère et le fils différaient non pas seulement dans la manière de juger, mais encore dans celle de sentir à l'égard de certaines choses, et cette différence venait encore de celle des époques. Les mots de bâtard, d'inceste, et les idées qui s'y rapportent n'éveillaient aucune idée piquante chez Charles de Rémusat. Il avait beau les recouvrir de guirlandes de roses mousseuses et de tresses de cheveux blancs, il n'en pouvait rien tirer. Il n'était pas, on le voit bien, un fils du XVIIIe siècle, pas plus que de la seconde moitié du XIXe. Sa mère ne l'accusait pas seulement d'être sec, elle lui reprochait encore d'être « prude ». Il y avait, en effet, chez lui une pudeur délicate, qui s'effarouchait assez vite, et rien n'est plus singulier que de voir les petites disputes qui s'élevaient entre la mère et le fils. La mère entre dans son sujet avec une liberté d'esprit des plus encourageantes.

« J'ai bien envie, écrit-elle, à propos de vos dix-huit ans, de vous demander ce que vous en faites? Votre tante prétend qu'il vous prend des accès de mélancolie, et même de découragement, dit-elle, parce que vous

ne savez pas comment arriver, avec de certaines dames, où vous voudriez. Si vous m'en croyez, cher enfant, veuillez le plus tard que vous pourrez. Votre père dit que votre santé et votre cerveau y gagneront. Et puis, si cependant vous me répondez : « Il vous plaît à dire ! » Alors, en vous parlant un peu plus en femme qu'en mère, je vous dirai qu'une certaine ignorance pratique, avouée de bonne grâce, ne nous déplaît guère à rencontrer, et elle met à l'aise une fois qu'elle est une affaire convenue. Votre tante prétend qu'elle vous donne des leçons et qu'elle vous conseille de les appliquer à une certaine Toulousaine, dont vous ne me parlez guère, et que vous voyez beaucoup. Allons, franchement, vous croyez-vous un peu amoureux ? Si vous l'êtes, si par hasard on vous écoute, je vais vous donner un conseil qui n'est peut-être nullement applicable à vous dans ce moment, mais que vous pouvez adopter pour l'avenir : évitez avec Mme N..., et quelques-unes des personnes qui l'entourent, tout ce qui éveillerait sa curiosité sur un pareil sujet, relativement à vous. Elle ne se pique pas d'une grande discrétion en pareille matière, et comme vous n'avez aucune disposition à la fatuité, Dieu merci, je crois que vous accepterez très volontiers mon opinion qu'un homme d'honneur doit garder un secret imperturbable sur tout ce qui touche à cet article. C'est une bonne réputation à se faire ; cela est délicat, de bon goût, et cela assure davantage le succès. »

Ce code parfait du savoir-vivre et du savoir-faire ne fut pas accueilli comme il le méritait. Peu s'en faut que Charles de Rémusat ne se fâche.

« Quelle histoire vous me faites ? répond-il. Ma tante vous a écrit ? Regardez au moins si c'est sérieusement que ma tante vous écrit.... Mais supposons que

cela soit sérieux. « Mon fils, il ne faut pas le dire à votre « tante; la discrétion..., etc.! » Eh! mon Dieu, ma mère, suis-je né d'hier, et ne sais-je pas ce que me commanderait un des devoirs les plus sacrés de la société des salons? Je crois que je sais ce qu'il faut dire à ma tante, et, certes, on n'a pas besoin de confiance avec elle; elle s'en passe le plus aisément du monde. Mais il faut l'amuser, et je la laisse s'égayer avec cette histoire, sur laquelle elle dit mille choses fort plaisantes. Il n'y a rien de comique comme de l'entendre raconter les leçons qu'elle prétend me donner, et les répétitions qu'elle dit qu'elle me fait faire. Je passe ensuite à vos conseils : « Veuillez tard, veuillez tôt! » Eh! mon Dieu, est-ce qu'il y a là à vouloir? Moi, qui ne veux rien, je ne commencerai pas à vouloir pour cela. Ensuite, je vous prie de me connaître un peu davantage, et de ne pas supposer qu'une dame comme celle dont parle ma tante puisse être quelque chose pour moi. Je croyais que vous me supposiez un goût plus difficile, plus délicat. J'aime le sérieux, moi, sans que cela paraisse, et puis, qui plus est, grâce à vous, j'aime l'esprit, trop peut-être; c'est mon défaut, car c'est pour cela que je suis sec. »

Et il y revient dans des termes toujours plus vifs : « Il y a, dit-il, un article pas mal burlesque dans votre lettre. Il faut que vous ayez peu compris celle de ma tante, quand elle vous parle de Mme M...; c'est une plaisanterie sur laquelle nous roulons toute la journée. Ce serait un plaisant amour, et même un plaisant objet! Tout cela n'est point pour dire une dureté à Mme M..., que j'aime fort, quoique j'aime son mari au moins autant qu'elle. Je n'aime pas beaucoup plus que vous vouliez faire de moi un Chérubin. Outre que je n'ai pas la peau assez blanche, ce serait une assez

vilaine chose qu'un Chérubin de dix-neuf ans. » — Cela nous rappelle le caractère que Beaumarchais, dans l'énumération des personnages de sa pièce, prête au jeune page du comte Almaviva. « Enfin il est ce que toute mère, au fond du cœur, voudrait peut-être que fût son fils, quoiqu'elle dût beaucoup en souffrir. » Mme de Rémusat ne donne-t-elle pas un peu raison à Beaumarchais? Il ne lui déplairait pas que son fils ressemblât à Chérubin; elle lui donne des conseils pour cela, presque des préceptes, et le fils témoigne par sa réponse que cela lui déplaît. C'est le monde renversé! Jamais aujourd'hui jeune homme de dix-neuf ans ne répondrait ainsi à sa mère, mais trouverait-on beaucoup de mères pour encourager dans de pareils termes un fils de dix-neuf ans? Le fils serait moins prude, la mère le serait davantage. Différence des temps! Mme de Rémusat, nous l'avons dit, et rien ne le prouve davantage, appartenait au siècle passé, époque où l'on prenait assez volontiers les femmes pour d'agréables poupées à l'usage des hommes. On y mettait de la grâce, et sous cette grâce beaucoup de frivolité. Pendant la Révolution et l'Empire, la forme perdit, le fond ne s'améliora guère. Plus tard, il y eut réaction. Sous l'influence, soit de la poésie et de la littérature renaissantes et épurées, soit de la morale sociale devenue plus décente, l'idée de la femme se transforma. Le jeune Charles de Rémusat exprime dans ses lettres un sentiment qui n'était pas absolument nouveau, mais renouvelé et comme retrouvé : le respect de la femme. Il en est plein, ce qui est charmant chez lui, et on voit qu'il est un peu dérouté par les libertés que prend sur ce sujet la plume maternelle. La sienne, même lorsqu'elle paraît vouloir s'émanciper, revient naturellement au sérieux.

« Étonnée de l'inaction d'un certain genre où je reste, dit-il, Mme L... en rit; elle fait mille contes là-dessus, tous assez amusants. Le fait est que, par nature et par paresse, je ne cherche nullement des intrigues et des embarras pour lesquels je suis peu fait, et qu'un désir très vif pourrait seul me faire affronter. Or ce désir n'existe pas; voilà pour l'inaction de fait. Faut-il parler pour l'inaction de sentiment? Vous direz tout simplement que c'est que je n'ai pas d'imagination; ce n'est pas tout à fait cela. Je m'en vais vous le dire dans la naïveté de ma vanité. Je n'aimerais guère qu'une femme qui aura plus d'esprit que moi, et autour de moi je n'en vois guère; j'ai tort, je devrais dire que je ne les vois pas, ce serait plus vrai et plus modeste. Réclamer l'esprit comme le premier élément de l'amour, cela est bien sec, bien peu sentimental, j'en conviens; mais il y a des gens qui ne peuvent rien faire que du bras gauche parce qu'ils n'ont exercé que celui-là. Mon esprit est la partie de moi la plus cultivée; elle mange tout, elle absorbe tout. Vienne donc une femme de génie. »

Cette allure de sentiment étonne Mme de Rémusat. Elle écrit à une de ses amies : « Vous êtes toujours bien bonne et bien aimable mère dans tout ce que vous me dites de notre enfant; je crois, comme vous, qu'il n'y a pas encore d'amour à tout ce qu'il fait; cela pourrait d'abord paraître un peu singulier; mais Charles n'est jamais oisif, son esprit lui fait du bruit, sa tête travaille sur des matières sérieuses, il a du dégoût de tout ce qui serait du libertinage. Quoiqu'il ne montre pas d'embarras dans le monde, il y a de la timidité dans le fond de son caractère, et il aurait de la peine à se décider à tout ce qui aurait couleur d'entreprise. Il faudrait qu'il rencontrât une femme qui lui

plùt; je ne la vois pas encore dans votre société; en l'attendant, il s'occupe, s'amuse, m'écrit qu'il est heureux. »

Mme de Rémusat paraît croire tout à coup que, puisque son fils n'est pas porté à l'amour, sans doute il est mûr pour le mariage. A dix-neuf ans! C'est un peu tôt. Toutefois, il a été question de ce qu'on appelle un parti, et elle le propose, vaille que vaille, au jeune homme. « Je ne veux pas, répond celui-ci, du mariage comme chose en général; mais je pourrais faire grâce à la chose en faveur de la personne; or, ici, je ne connais rien encore que la chose. D'ailleurs, j'aime la liberté pour moi comme pour les autres, et je ne sais pas encore de voix assez puissante pour me faire faire le sacrifice de la mienne. » Charles de Rémusat ne croit pas qu'il faille l'amour seulement dans l'amour; il en veut aussi dans le mariage. « Auguste de S..., dit-il ailleurs, est marié, sa femme est assez gentille; ils sont assez contents l'un de l'autre. Mais qu'est-ce que c'est que cela? En vérité qu'est-ce qu'un mariage qu'on fait comme une affaire, par intérêt, par convenance? En général, on dit : Je veux me marier; et puis on se met à chercher une femme. Bien rarement, on trouve une femme avant que le désir vienne de se marier. Y a-t-il rien de plus ridicule que de dire ainsi : Je veux aimer quelqu'un, je veux que quelqu'un m'aime et fasse mon bonheur? Il serait aussi bien de dire : Je veux être un homme de génie; je veux faire une belle action. En général, les arrangements d'amour me paraissent beaucoup plus raisonnables que les mariages. Cela paraît singulier, mais vrai. »

Nous avons multiplié ces citations parce qu'elles nous ont paru piquantes. Pour conclure, nous dirons que Charles de Rémusat avait, à dix-neuf ans, poussé

rapidement l'éducation de son esprit jusqu'à une sorte de scepticisme, qui n'enlevait rien à son activité, à sa curiosité, à son besoin d'apprendre encore et toujours. En revanche, son cœur était resté vierge de toute expérience, et il ne voulait pas en faire de parti pris, parce qu'il croyait que ce n'était pas là matière à expérimentation. Esprit très mûr et âme toute jeune, voilà l'assemblage qu'il nous présente, et qui ne manque ni d'originalité ni de charme. Mais était-il propre aux passions? Sortira-t-il un jour de ce farniente des sentiments où nous le voyons se complaire? C'est peut-être ce que nous apprendront les lettres suivantes, car nous n'avons encore que deux volumes et il doit, croyons-nous, y en avoir quatre. Si les autres ont l'intérêt des premiers , nous n'aurons qu'à remercier encore M. Paul de Rémusat de vouloir bien nous faire les confidences de sa famille. Sa famille n'y perdra pas, car on l'apprécie et on s'y attache à mesure qu'on la connaît mieux. La mère, le père, le fils s'aiment et sont aimables. La mère surtout est charmante de bon sens et de bon cœur. Nous pensons bien qu'on ne lui en voudra pas trop des conseils qu'elle donne à son fils, dans l'impatience de le voir se former, comme les jeunes gens se formaient en son temps et peut-être aussi dans d'autres. Sinon, et pour rétablir toute la vérité de son caractère, nous montrerons la femme après la mère et nous terminerons par ce passage touchant d'une lettre qu'elle écrit à son mari : « Je trouve que dans les temps d'orages politiques, il faut se mettre franchement dans la position de sa conduite, et s'en remettre ensuite aux événements. La tienne, mon ami, a été si raisonnable, si modérée, si noble, qu'elle est bonne à exposer, et je défie tous les partis de ne pas dire que tu sois un honnête homme. Voilà

ce qui fait ma force et ma consolation, et, lorsque dans tes lettres tu me plains de tes peines, tu as tort; car je t'assure que je suis calme, pleine d'espérance, parce que je n'ai nulle prétention, que je ne veux qu'une obscurité paisible, et que le bonheur de t'aimer et de vivre pour toi me paraît ce qu'il y a de plus doux au monde. Menons donc doucement nos pauvres petites barques, séparées s'il le faut, ensemble si nous pouvons, et ne te décourage pas plus que moi. »

2 février 1884.

III

M. Paul de Rémusat ne nous a pas fait attendre la suite de la correspondance de son père. Les tomes III et IV ont suivi rapidement les deux premiers. On les lira, le dernier surtout, avec un intérêt toujours croissant. Nous avons déjà mis en présence M. de Rémusat et sa mère. Ils procèdent l'un de l'autre, et sont bien dignes de se donner mutuellement la réplique; la parenté de la nature semble avoir établi entre eux une parenté intellectuelle; pourtant chacun a son caractère propre, envisage les choses à son point de vue personnel, trouve même une sorte de plaisir à faire opposition à l'autre, jusqu'au moment où une émotion forte, une pensée généreuse fait palpiter leurs deux cœurs à la fois, mouille leurs yeux des mêmes larmes, et confond leurs âmes dans un même sentiment. La charmante femme que Mme de Rémusat! La race française en a produit peu de plus accomplies. Elle réunit en elle toutes les qualités que l'on veut bien généralement accorder aux femmes de notre nation,

une sensibilité facile, une imagination vive et prompte, l'esprit d'analyse et de détail poussé à un degré rare, l'humeur souriante et gaie dans toutes les circonstances, même graves, la plus grande justesse dans l'appréciation des hommes et des choses, jamais d'exagération, toujours le naturel le plus parfait. Et ces dons du ciel, on sent que Mme de Rémusat est heureuse de les exercer; elle s'y adonne et s'y abandonne; elle aime à parler, à écrire; toute anecdote lui paraît digne d'être contée et elle nous y fait prendre un plaisir extrême; tout événement est pour elle matière à réflexions; chaque personnage mérite un mot qui le fait revivre à nos yeux; et tout cela coule d'un jet continu, avec aisance, avec grâce, en un style clair et limpide, comme une eau pure qui se répand à pleins bords dans un lit de marbre. Quel est le secret d'une séduction si grande? C'est le bon sens, qui est la règle intime et secrète de Mme de Rémusat; c'est la mesure qui préside à toutes ses pensées; c'est aussi l'amour maternel qui l'inspire, et qui l'amène à donner à son fils le meilleur d'elle-même, parce que le cœur, avec un tel correspondant, ne se sépare jamais de l'esprit et que l'âme est tout entière en action. De là vient le charme de cette correspondance, que nous ne rapprocherons pas de celle de Mme de Sévigné parce que ce serait trop dire, mais non plus d'aucune autre parce qu'alors ce ne serait pas dire assez.

Quant au fils, à mesure qu'on avance, on sent mieux qu'il est jeune, d'après certains signes qui ne trompent pas. Dans ses premières lettres, nous avions été frappés de son étonnante précocité, nous ne disons pas maturité. A quatorze ou quinze ans, il parlait, Dieu lui pardonne! comme s'il en avait eu soixante et si une grande expérience de la vie l'avait déjà conduit à

un scepticisme désenchanté. L'ironie semblait être la forme naturelle de sa pensée; il la maniait avec une désinvolture volontiers agressive; on pouvait craindre — et sa mère le craignait — que cette tendance, s'il s'y livrait trop longtemps, n'amenât chez lui quelque sécheresse. Plus nous allons, plus nous voyons qu'il n'en sera rien. L'esprit est sain, souple, vigoureux, toujours en éveil; il s'enrichit sans cesse de nouvelles conquêtes; il est profondément sérieux et disposé même à la gravité. Ce qui avait fait illusion, c'est que la correction, la précision, l'allure vive et nette du langage n'avaient pas attendu, chez M. de Rémusat, le nombre des années. Le style, c'est-à-dire l'instrument de la pensée, avait précédé la pensée elle-même. L'écrivain se jouait avant que le philosophe et le politique fussent nés. Ajoutons que M. de Rémusat, élevé dans le monde, nourri dans les salons, devait prendre et reproduire le ton de la société où il avait vécu; et c'est ce qu'il faisait avec une facilité qui pouvait tromper, et un esprit personnel déjà surprenant.

Dans les années qui suivent, nous le voyons, malgré la légèreté qu'il affecte parfois, s'efforcer de plus en plus d'être grave. Il y met par moments une certaine raideur, et c'est en cela que perce la jeunesse. On ne sera pas surpris, plus tard, de voir un homme mêlé comme lui à toutes les affaires de son temps, journaliste, historien, orateur, homme du monde, s'arracher à ce milieu sans effort apparent, pour écrire des livres extrêmement savants sur saint Anselme et sur Abélard. Ce caractère multiple et divers, que l'âge a précisé davantage, est déjà complet au moment où nous sommes, c'est-à-dire en 1817-1818; mais, nous l'avons dit, il n'est pas encore exempt de

toute affectation, et c'est ce qui afflige doucement Mme de Rémusat, qui, elle, n'en a aucune. Il faut entendre le fils et la mère discuter, l'un théoriquement, l'autre plus pratiquement, sur les qualités qui conviennent à un homme de vingt ans. Le fils y met une sorte de solennité, et il ne manque pas d'éloquence. « Jeté dans le monde, dit-il, à une époque où l'esprit humain s'est enrichi de lumières nouvelles, et a su enfin appliquer à tout la méthode de l'observation, où il reste la tradition d'une politesse exquise mais frivole, et d'une élégance de bon goût sans naturel, où cependant des événements terribles et trop forts pour la partie éclairée de l'espèce humaine, au moment où ils sont arrivés, ont fortifié d'avance les hommes qui sont venus depuis, et rendu à l'âme une partie de sa puissance primitive, j'aurais dû, moi l'enfant du siècle, allier des choses que l'état de la société n'a jamais réunies : l'esprit de salon, l'esprit philosophique et une sensibilité forte. Telles sont les qualités qui peuvent se trouver ensemble dans les hommes d'aujourd'hui. Telle est l'heureuse combinaison de circonstances où nous sommes, qu'il est permis à présent d'être exalté sans cesser d'être sage, d'être sérieux sans sécheresse, et d'avoir de la grâce sans qu'elle soit un brevet de frivolité. C'est autour de ce composé idéal, que tournera l'homme de la génération qui vient de naître; et selon que ses dons naturels ou son éducation le lui permettront, il en approchera plus ou moins. Je sais bien, moi, ce qui me manque pour y arriver; mais je suis sur cette route; tout le monde y est. » Allons, tant mieux! serions-nous tentés de dire. L'idéal est magnifique, mais il semble qu'il y ait un certain effort pour l'atteindre; peut-être même est-il obscurci de quelques nuages. Rien de plus char-

mant que la réponse de la mère : « Je vous trouve très vrai, écrit-elle, sur ce que vous dites des avantages que donne ce temps-ci au développement du caractère des jeunes gens, et je vois en vous le fond de toutes ces choses. Si vous les voulez avoir réellement, détendez-vous seulement et ne sautez pas à yeux fermés sur votre jeunesse. Écoutez-la quelquefois, ne l'effarouchez pas toujours par des paroles qui ne sont pas de votre âge; enfin jouissez de ces avantages si charmants, qui passent bien vite, et qu'on regrette plus tard de n'avoir pas goûtés. Mme Molé m'écrit que vous ne dansez plus? Pourquoi...? »

L'aimable mère, et combien ses conseils sont sages et sensés! Tout ce qui manque, en effet, à M. de Rémusat, en cette année 1818, est de se détendre un peu plus. Il lui arrive rarement, rendons-lui justice, d'user d'aussi grands mots que dans le passage que nous avons cité; il n'a pas l'habitude de se maintenir à cette hauteur de rhétorique, mais il s'expose encore assez souvent à ce que sa mère lui dise avec un autre sens que dans la fable :

..... J'en suis fort aise,
Eh bien! dansez maintenant.

Ce n'est pas, il s'en faut, que le sérieux chez lui soit une simple attitude, car on trouve à chaque page, dans ses lettres, des réflexions d'une portée remarquable, et qui semblent même en avance sur le siècle. En veut-on un exemple? « Parmi les mille et un changements de nos mœurs, j'ai, dit-il, remarqué celui-ci : c'est que la légèreté incrédule et moqueuse ne peut avoir grand crédit dans un temps de parti.... Il faut se croiser pour une doctrine et non se moquer de tout le monde.... Le ridicule ne peut plus se semer sans dis-

cernement; la plaisanterie de Voltaire, fort bonne dans un temps, au milieu d'une foule d'usages, d'institutions et de préjugés, ne réussirait plus exclusivement, aujourd'hui que nous avons quelque chose à défendre. » Que pense-t-on de cette observation chez un jeune homme de vingt ans? Cette fois, ce n'est plus de la précocité, mais bien de la maturité que nous devons constater. Mme de Rémusat s'en rend compte. Nous avons vu d'abord le fils éprouver son influence; c'est elle maintenant qui reçoit l'influence de son fils, et qui s'y montre tous les jours plus sensible. Nous sommes à une époque où la psychologie est à la mode; on y ramène tout, on ne recherche et on ne voit qu'elle en toutes choses. Il y aurait une étude psychologique bien curieuse à faire sur cette influence réciproque que deux esprits éminents ont eue successivement l'un sur l'autre. On les montrerait d'abord aux prises, recevant le choc et le rendant, puis se mêlant, se confondant, et on arriverait ainsi à cette phrase d'une modestie si touchante et d'une tendresse émue, qu'écrit Mme de Rémusat : « Les femmes, mon enfant, se défendent bien moins des circonstances que vous autres. Ainsi, tout franchement, c'est à votre grand' mère, à votre père surtout, à vous depuis huit à dix ans, que je dois le peu que je vaux. Vous pouvez donc m'aimer comme étant un peu votre ouvrage; rien ne m'est si doux que de devoir à ceux qui me sont chers. »

Ce que Mme de Rémusat doit surtout à son fils, c'est de lui avoir donné l'idée de recommencer ses Mémoires. On sait qu'elle les avait brûlés dans un jour d'effarement, et il s'en est fallu de peu que le sacrifice ne fût définitif. Nous y aurions beaucoup perdu. Si on peut contester certains jugements de

Mme de Rémusat, on ne saurait nier qu'elle ne nous fasse vivre dans les temps qu'elle a vécus, comme on dit aujourd'hui ; elle nous en donne le sens et la couleur; elle pose devant nous tous les personnages qui ont posé devant elle, et nous les voyons agir, parler, ou plutôt se mouvoir sous l'impulsion violente de l'homme qui avait accaparé pour lui seul toute l'activité de son époque. Elle nous trace de l'empereur, à différents âges de sa vie, un portrait qui n'est pas flatté, qui paraît ressemblant, et qu'on n'oublie plus après qu'on en a été frappé. Napoléon s'y détache avec une vigueur saisissante. Au milieu de ses défauts et même de ses vices, la grandeur de son esprit reste intacte et semble tout écraser autour de lui. Cet homme qui avait le génie de l'action avait aussi celui de la parole à un tel degré qu'il en marquait l'auditeur d'une empreinte ineffaçable. Tous ceux qui l'ont servi de près sont restés figés dans le même moule; mais ce qui est le plus étonnant, c'est que tous ceux qui l'ont entendu ont reproduit sa conversation dix ans, vingt ans après, comme s'ils écrivaient toujours sous sa dictée. Quels qu'ils soient, hommes supérieurs ou médiocres, femmes spirituelles ou vulgaires, il semble que le verbe souverain soit resté incrusté dans leur mémoire; ils le reproduisent avec une telle fidélité que c'est toujours l'empereur qu'on entend et que l'intermédiaire disparaît, si grand ou si petit qu'il soit. La liqueur a une telle vertu qu'elle ne s'évapore et ne se dénature dans aucun vase. Peu d'hommes dans l'histoire ont eu à ce point l'empire absolu des intelligences, même lorsque les volontés lui avaient échappé. C'est la psychologie de Napoléon — qu'on nous pardonne encore ce mot — qui fait l'immense attrait des Mémoires de Mme de Rémusat. En 1818, elle raconte

les événements de 1800 comme s'ils étaient de la veille, et elle nous en communique comme elle en ressent toute l'émotion.

La correspondance de son fils nous apprend dans quelles circonstances Mme de Rémusat s'est décidée à reprendre sa plume d'annaliste. Le livre d'une autre femme venait de paraître, les *Considérations sur la Révolution française* de Mme de Staël. C'était la première fois que l'histoire sortait enfin de l'amas des pamphlets qu'on avait accumulés sur la Révolution et sur l'Empire. Mme de Staël avait traversé ces redoutables périodes en femme passionnée; elle avait beaucoup joui et beaucoup souffert; son cœur enthousiaste avait été flatté, puis meurtri; son esprit avait été exalté, puis accablé. Dans ses dernières années, elle avait écrit avec un apaisement relatif, avec une véritable élévation de pensée et une rare chaleur de style, un livre qui ne fut publié qu'après sa mort. L'effet en fut profond, la correspondance de M. de Rémusat nous en apporte un nouveau témoignage. La mère et le fils n'échangent plus leurs pensées sur un tel sujet, ils les confondent : « J'ai lu votre lettre, écrit le fils, à M. de Barante qui en a été ravi. Voilà qu'en la développant, en la commentant, nous nous sommes émus tous les deux, à propos de Mme de Staël et de la politique. Il pleurait presque; moi, je n'en pouvais guère mieux; et sa femme et Elisa, nous voyant ainsi, se sont enfuies dans une autre chambre pour en rire tout à leur aise. » Voilà une de ces circonstances où la sensibilité native reprend le dessus sur le scepticisme mondain, ou sur le sérieux un peu gourmé. M. de Rémusat ne tarit pas d'éloquence en parlant de Mme de Staël ; il publie sur le nouveau livre son premier article de journal, et cet article est déjà une grande promesse

de talent. C'est l'écho d'une génération nouvelle qui nous revient à travers les âges, et qui n'a rien perdu de son intensité. Mais, en parlant de Mme de Staël, M. de Rémusat se rappelle que sa mère aussi est écrivain et a vu de près de grandes choses. « Honneur aux gens de bonne foi! s'écrie-t-il. Ce livre, ma mère, a réveillé très vivement mon regret que vous ayez brûlé vos Mémoires. Mais je me suis dit aussi qu'il faut y suppléer autant que possible; vous le devez à nous, à la vérité. Relisez d'anciens almanachs, prenez le *Moniteur* page à page; relisez, redemandez vos anciennes lettres écrites à vos amis, et surtout à mon père. Tâchez de retrouver non pas les détails des événements, mais surtout vos impressions à propos des événements. Replacez-vous dans les opinions que vous n'avez plus, dans les illusions que vous avez perdues; retrouvez vos erreurs mêmes. Montrez-vous, comme tant de personnes honorables et raisonnables, indignée et dégoûtée des horreurs de la Révolution, entraînée par une aversion naturelle mais peu raisonnée, séduite par un enthousiasme, au fond très patriotique, pour un homme.... Montrez ensuite l'homme de ce temps-là, se corrompant ou se découvrant à mesure qu'il croissait en puissance. Faites voir par quelle triste nécessité, à mesure que vous perdiez une illusion sur lui, vous tombiez davantage sous sa dépendance; comment, moins vous lui obéissiez de cœur, plus il a fallu lui obéir de fait; comment enfin, après avoir cru à la justesse de sa politique, parce que vous vous trompiez sur sa personne et que vous lui croyiez des vertus, une fois désabusée sur son caractère, vous avez commencé à l'être sur son système, et comment l'indignation morale contre lui vous a conduite aussi, peu à peu, à une haine que j'appellerai une haine poli-

tique. Voilà ce que je vous demande en grâce de faire, ma mère. Vous m'entendez, n'est-ce pas?... et vous le ferez. »

La mère pouvait-elle résister à une telle suggestion venant de son fils? Elle se mit à écrire; sous quelles impressions, on va le voir. « Au milieu du calme où je suis, dit-elle, j'ai trouvé le moyen, grâce à vous, seigneur, de me donner des émotions assez fortes. — Qu'importe, dit Werther, qu'on sème des pois ou des fèves, pourvu qu'on sème? — Dès qu'on s'émeut, n'est-ce pas? on vit bien assez; je dirais presque, on vit même un peu trop. Le fait est que j'écris beaucoup, et que tous ces souvenirs qui me pressent la mémoire finissent réellement par remuer mon âme un peu plus qu'il ne faut. Votre père, hier, entrant dans ma chambre, m'a trouvée entourée de mille papiers, toute pâle, avec ma plume qui trottait plutôt qu'elle n'écrivait et un air effaré; et quand il m'a demandé, bon Dieu! ce qui me mettait en cet état, j'aurais bien pu lui répondre que je pleurais pour ce pauvre Holopherne. Enfin, mon enfant, si je continue à rechercher mes souvenirs sur ce diable d'homme, je prévois qu'il va me faire repasser sur toutes les émotions que je lui ai dues pendant quinze ans, et j'ai raison de dire que c'est un peu trop. »

On nous pardonnera ces citations, nous espérons même qu'on nous en saura gré. C'est le meilleur commentaire des Mémoires de Mme de Rémusat. Elles montrent aussi à quel niveau la correspondance s'était élevée entre la mère et le fils. Nous n'avons pas parlé de la partie anecdotique, des faits divers, des nouvelles et des mots d'esprit que Charles de Rémusat envoie de Paris à Lille, non plus que des détails sur la vie administrative en province que Mme de Rémusat envoie de

Lille à Paris; c'est un journal de Paris et un journal de province, rédigés en 1818 par des rédacteurs exceptionnels. Il y a là tout un trésor de menus détails propres à l'histoire. Ce n'est pas l'édifice lui-même, mais c'est la clef qui nous en ouvre les portes. A ce titre, et indépendamment de tout autre mérite, ces lettres de M. de Rémusat et de sa mère constituent un document précieux. Nous approchons de la fin! Encore un volume sans doute, et la main de Mme de Rémusat, prématurément arrêtée par la mort, cessera cette causerie écrite qui nous a tant charmés. Quant à Charles de Rémusat, il est au seuil de l'existence, et l'avenir s'ouvre brillant devant lui. Quelle vie que la sienne! A quels événements n'a-t-il pas été mêlé! Mais bien souvent ce qui touche, ce n'est pas l'événement lui-même, c'est l'effet qu'il produit sur les intelligences et les cœurs d'élite. De là vient l'intérêt qui s'attache au premier pas dans le monde intellectuel d'un homme tel que Charles de Rémusat, surtout lorsqu'il les fait sous la direction morale, si douce et si persuasive, d'une mère comme la sienne.

9 juin 1875.

LA POLITIQUE FRANÇAISE EN 1866 [1]

Un intérêt douloureux mais puissant nous ramène sans cesse aux événements politiques qui ont préparé et suivi la bataille de Sadowa. L'instinct populaire ne s'y est pas trompé. Dès la première heure, on a senti chez nous que la défaite militaire de l'Autriche était pour la France une défaite morale et un grave danger. Ce que l'on ne savait pas, c'est à quel point le gouvernement de l'Empire avait mérité le coup dont il était frappé et qui retombait si cruellement sur la France : faiblesse dans la volonté, confusion dans les principes, incohérence dans l'action, rien n'a manqué pour désarmer notre diplomatie en face d'un adversaire qui avait toutes les ressources d'esprit, et qui les employait au service d'une idée fixe. Depuis lors, la lumière s'est faite avec abondance sur les péripéties de cette triste année 1866. Nous avons la déposition écrite de presque tous les témoins. Les matériaux déjà ne manquaient pas à l'historien; il fallait seulement les rapprocher les uns des autres, les contrôler par des

1. Par M. G. Rothan, 1 vol.

informations sûres, les dégager des détails oiseux et en tirer un récit bien ordonné. Une pareille œuvre ne pouvait guère être faite que par un diplomate de profession, ayant assisté en observateur bien placé au spectacle qui se déroulait alors devant l'Europe étonnée, émue, profondément troublée. Nul mieux que M. G. Rothan n'était à même de s'en acquitter avec succès. Le livre qu'il nous a donné est un livre définitif. Il n'y manque rien d'essentiel. Les événements s'enchaînent les uns aux autres comme le développement d'une action dramatique. Le drame, hélas! est dans le sujet lui-même; M. Rothan n'est pas homme à y rien ajouter par des artifices littéraires. Son style est ferme et sobre comme il convient à une telle histoire. L'exactitude et la précision sont les qualités maîtresses de ce travail, le plus accompli qui ait été publié sur la politique française en 1866.

M. Rothan rappelle brièvement quelle était alors la situation de l'Europe. Elle était fort tendue. Personne n'ignorait que le ministre hardi qui dirigeait les destinées de la Prusse n'avait allumé la guerre dans le Nord que pour la reporter dans le sud de l'Allemagne. M. de Bismarck n'avait jamais caché ses projets. Pour lui, la question des duchés de l'Elbe n'était qu'une entrée de jeu; son véritable but, le seul d'ailleurs qui pût passionner les imaginations d'outre-Rhin, était de renverser l'équilibre de l'Allemagne au profit de la Prusse. Les prétextes ne devaient pas lui faire défaut. Que lui fallait-il encore? Une armée? M. de Bismarck était convaincu que l'armée prussienne était très supérieure à l'armée autrichienne. Une alliance? C'est d'une alliance, en effet, qu'il avait besoin, et, parmi toutes celles qui se présentaient à lui, une surtout avait ses préférences; nous voulons parler de l'alliance italienne.

Elle offrait tous avantages et nul inconvénient. L'Italie n'avait aucun intérêt en Allemagne, et le lendemain de la victoire on était assuré de ne pas se trouver en conflit avec elle. On était sûr aussi que la France, que l'empereur Napoléon III n'abandonnerait pas l'Italie et respecterait dans une certaine mesure les intérêts de son allié. L'alliance italienne était le gage de la neutralité de la France, c'est-à-dire de la puissance alors prépondérante en Europe, et qui ne pouvait pas voir sans une attention inquiète et jalouse ce qu'on projetait à ses côtés. Il fallait donc obtenir l'adhésion de l'empereur à l'alliance italienne, car on savait bien que l'Italie ne s'engagerait pas sans son consentement. C'est ce consentement qu'au mois d'octobre 1865 M. de Bismarck est allé chercher à Biarritz. Ses conversations avec l'empereur sont restées secrètes; la plage de Biarritz en a gardé le mystère. Ce qui est sûr, c'est qu'à son retour M. de Bismarck s'écriait avec joie : « Si l'Italie n'existait pas, il faudrait l'inventer ». Il ajoutait que Biarritz avait été pour lui une « fontaine de Jouvence ». Il se sentait rajeuni, encouragé. Il avait vaincu les premières difficultés de sa tâche, et l'avenir ouvrait à ses regards les plus larges perspectives.

M. de Bismarck avait prévu que l'empereur Napoléon serait séduit par l'espérance de réaliser d'une manière ou d'une autre son programme de 1859 : — l'Italie libre depuis les Alpes jusqu'à l'Adriatique! Le traité de Zurich avait laissé ce programme en souffrance; la Vénétie et son quadrilatère étaient restés entre les mains de l'Autriche. L'occasion semblait propice pour compléter l'œuvre à laquelle on avait dû renoncer momentanément à Villafranca. Toutefois, autant qu'on en peut juger par les phases diverses

d'une diplomatie ondoyante, mobile et confuse à l'excès, la pensée de l'empereur était restée indécise sur le point de savoir si la Vénétie serait arrachée à l'Autriche par la guerre ou par la diplomatie. La guerre, c'était l'Europe centrale livrée au hasard des batailles; l'esprit le plus confiant devait hésiter devant un aussi grand péril. Mais qui pouvait dire si l'Autriche, menacée d'être prise entre deux feux par la Prusse et par l'Italie, ne se déciderait pas à sacrifier la Vénétie pour satisfaire la seconde, afin de tourner toutes ses forces contre la première? L'empereur a cru sans doute que cette résolution n'était pas invraisemblable; elle a été prise en effet, mais trop tard. Quoi qu'il en soit, elle ne pouvait l'être que devant la menace sérieuse d'une alliance prusso-italienne, et l'empereur a autorisé, conseillé même cette alliance. Quelques jours plus tard, le général Govone se rendait à Berlin. Nous connaissons, par les publications célèbres du général La Marmora, la négociation si curieuse, si instructive qu'il ouvrit avec M. de Bismarck. Des deux côtés même finesse, même adresse, même désir de s'entendre, même volonté de ne pas se laisser duper par un partenaire dont on se défie. Les dépêches du général Govone sont, à cet égard, de la lecture la plus instructive; l'esprit italien s'y manifeste tout entier dans sa souplesse cauteleuse et dans sa verve confiante. « La vipère mordra le charlatan », écrivait le général Govone. Le style était médiocrement diplomatique et la métaphore peu flatteuse pour les deux négociateurs; mais comment mieux rendre les dispositions intimes avec lesquelles l'Italie et la Prusse se rencontraient dans la personne de leurs représentants? Il faut lire dans le livre de M. Rothan le résumé fidèle de cette négociation aux mille actes divers. Elle

aboutit au traité secret du 8 avril, par lequel la Prusse et l'Italie contractaient une alliance militaire, limitée dans ses effets à la durée de trois mois.

Dès lors, la guerre était devenue à peu près inévitable, et les velléités de la diplomatie française pour l'empêcher au dernier moment devaient être fatalement inefficaces. M. de Bismarck avait toutes ses cartes en main, et il n'était pas homme à ne pas les jouer. Il avait dit sans doute à la France, comme autrefois le grand Frédéric : « C'est votre jeu que je joue; si les as me viennent, nous partagerons ». — Ou plutôt, qu'avait-il promis au juste dans les entretiens de Biarritz? Nul ne le sait, nul ne serait à même de le révéler exactement; mais il est probable qu'il avait parlé comme l'année précédente, alors que l'empereur, moins facile à la séduction, avait repoussé ses avances et disait de lui : « M. de Bismarck est venu me proposer tout ce qui ne lui appartenait pas ». Sa combinaison préférée était d'éveiller et de tourner l'ambition de la France du côté de la Belgique. Rien ne lui coûtait moins que de céder la Belgique à la France ou la Vénétie à l'Italie. Lorsqu'on l'interrogeait sur la cession d'une parcelle quelconque du territoire allemand, son langage était moins net, et l'on ne saurait lui reprocher d'avoir pris à cet égard un engagement formel. Il est d'ailleurs beaucoup plus probable qu'on ne lui en a pas demandé. L'empereur Napoléon aimait à laisser les choses dans une sorte d'indétermination qui plaisait à la nature de son esprit; il croyait qu'il en serait plus libre au moment d'agir; son étoile n'avait pas encore pâli sensiblement, bien que sa santé fût atteinte et sa volonté affaiblie. Il avait confiance en lui-même et dans les événements. Quel que fût le résultat du choc sanglant de la Prusse, de l'Autriche et de l'Italie sur les champs

de bataille, ne serait-il pas le lendemain comme la veille, et plus même que la veille, l'arbitre de l'Europe? Pourquoi se faire sa part d'avance, c'est-à-dire la limiter? Nous ne voulons pas dire par là que l'empereur eût de grandes ambitions territoriales. Si parfois sa pensée toujours flottante se portait tout le long du Rhin, souvent aussi elle s'arrêtait à une simple rectification de frontières. Par moments il se complaisait dans la chimère d'un désintéressement complet, et la grandeur morale lui paraissait la seule précieuse. Les souvenirs de la Révolution et de l'Empire se mêlaient chez lui aux rêveries du philosophe humanitaire. Cette éducation puisée à des sources diverses avait obscurci ses doctrines et rendu ses déterminations laborieuses. Il aimait mieux s'inspirer des circonstances que d'arrêter par avance un plan de conduite quelconque. Tout, d'ailleurs, lui faisait supposer que l'Autriche serait victorieuse; c'était contre l'Autriche qu'il fallait prendre ses précautions, et non pas contre la Prusse. L'effort de la diplomatie impériale a donc consisté à s'assurer de la Vénétie pour l'Italie, quel que fût le sort des armes; quant à la Prusse, c'est elle, on n'en doutait pas, qui aurait bientôt besoin de la France, et il n'était pas nécessaire de lui dicter des conditions préalables.

C'est ainsi que raisonnait ou plutôt rêvait l'empereur et qu'on parlait dans son entourage. Quelques voix prudentes, celle du comte Walewski par exemple, tenaient un autre langage, mais on ne les entendait pas. Ce qu'il fallut entendre pourtant, c'est la voix de l'opinion qui chaque jour s'élevait plus haut. L'anxiété était grande dans toute l'Europe, et en France autant que partout ailleurs. L'esprit public avait fait depuis quelques années de grands progrès; il avait ses exigences,

et la tribune relevée au Palais-Bourbon permettait de les exprimer. Le 3 mai, M. Rouher prit le premier la parole pour définir en quelques mots la politique du gouvernement. Il n'y réussit qu'à moitié et céda la place à M. Thiers. De tous les discours prononcés par l'illustre orateur, aucun n'a produit une impression plus profonde. Jamais aussi sa parole n'avait été plus lucide, ni plus ardente. Sa protestation passionnée au nom du droit violé et de la paix compromise retentit dans tous les cœurs. La Chambre, ordinairement si calme, se laissa entraîner à de véritables démonstrations. Le pays devait subir le contre-coup d'une émotion si naturelle et si vive. Les questions étaient posées avec un tel éclat qu'il fallait nécessairement prendre parti, ne fût-ce que pour fixer les imaginations. Trois jours après, l'empereur, à Auxerre, rappelait avec orgueil les souvenirs du premier Empire et il déclarait détester les traités de 1815, « dont on veut faire aujourd'hui, disait-il, l'unique base de notre politique ».

Loin de calmer l'inquiétude, le discours d'Auxerre ne fit que l'augmenter. De là sans doute les dernières mais impuissantes tentatives qui furent faites pour empêcher la guerre. L'idée d'un congrès parut un moment sur le point de réussir, mais le discours d'Auxerre n'en avait pas rendu la réalisation plus facile. Les négociations entreprises de Paris avec Vienne auraient pu être plus utiles, à la condition d'être conduites avec rapidité et décision. Par malheur, si la mollesse et l'indécision étaient du côté de la France, l'imprévoyance était du côté de l'Autriche. C'est le dernier jour seulement qu'elle consentit enfin à céder la Vénétie; mais l'Italie était déjà trop engagée avec la Prusse, il n'y avait plus moyen de reculer honorablement. L'Italie, d'ailleurs, ne voulait

pas reculer, quand même elle l'aurait pu; elle se croyait capable d'enlever la Vénétie par la force des armes à l'ennemi héréditaire. Les destins précipitaient leur marche. En quelques jours de campagne l'Italie était battue à Custozza, mais la Prusse était victorieuse à Sadowa; l'armée autrichienne était en pleine déroute.

A cette nouvelle, le gouvernement français se trouva livré à des « angoisses patriotiques ». C'est l'expression de M. Rouher, et il ajoutait : « Les solutions que nous avions à envisager étaient de celles qui fixent l'avenir pour des siècles, et nous avions des minutes pour aviser ». Singulier aveu, en vérité! Quoi! la guerre s'était préparée, avec l'aveu de la France, depuis de longs mois déjà, et le gouvernement français n'avait pas envisagé d'avance toutes les solutions qui pouvaient en sortir! Non, le dénouement n'avait pas été prévu. La politique impériale était doublement surprise en défaut, et par la rapidité avec laquelle le coup décisif avait été frappé, et par l'éveil soudain de la fortune de la Prusse sur lequel personne n'avait compté. Pour la première fois on avait vu une grande guerre terminée en quinze jours. L'empereur s'était attendu à plus de lenteur dans les opérations militaires; il n'avait pas supposé que le temps pût jamais lui manquer. Rien n'était donc préparé, et l'on n'avait que « des minutes pour aviser! » L'empereur était à Saint-Cloud. Ceux qui l'ont vu à cette époque ont été frappés de l'altération soudaine de son caractère. La confiance tranquille qu'il avait montrée jusqu'alors l'abandonna subitement. Il se promenait tristement dans le parc du château, ému, troublé, consultant tout le monde, ne sachant quel parti prendre. Dans le sein du Conseil, des opinions contraires se produisirent. Le ministre des

affaires étrangères, M. Drouyn de Lhuys, était partisan d'une action immédiate; il fallait, d'après lui, imposer notre médiation et l'appuyer d'une démonstration militaire; rien ne semblait plus facile ni moins dangereux, les provinces rhénanes étant absolument dégarnies de troupes; la situation était grave sans doute, mais elle n'était pas sans remèdes. M. Drouyn de Lhuys raisonnait parfaitement bien; mais il raisonnait en diplomate, et il fallait aussi entendre les militaires. Le ministre de la guerre était alors le général Randon. Tout dépendait du nombre d'hommes qui étaient immédiatement disponibles et pouvaient être dirigés sur le Rhin. Hélas! notre armée était au Mexique; c'est à peine si nous disposions de 50 000 hommes; encore cette poignée de soldats était-elle armée avec des fusils vieux système dont l'infériorité à l'égard des fusils à aiguille venait d'être cruellement constatée; les arsenaux étaient vides ou en désordre; en un mot, nous n'étions pas prêts. Les révélations que nous fait à ce sujet M. Rothan sont vraiment lamentables. Le général Randon a essayé, depuis, de défendre son administration; il a assuré que nous avions dans nos arsenaux 8 000 pièces de canon et 1 800 000 fusils. On ne sait que trop aujourd'hui ce que valaient ces canons et ces fusils. Mais quoi! les qualités militaires du soldat français avaient-elles besoin d'armes perfectionnées? Et le général Randon écrivait, avec ce chauvinisme naïf et vieillot dont la dernière guerre nous a guéris : « Notre armée n'a pas de fusils à aiguille, a-t-on dit; mais nos voltigeurs du premier Empire ont-ils été arrêtés par les carabines des Tyroliens et des riflemen anglais? Rappelons les vertus militaires des temps passés, cela vaudra mieux que les fusils à aiguille. » Nous sentons, comme tout le monde,

l'héroïsme de ce morceau ; mais le Conseil de l'Empire ne crut pas que l'héroïsme suffisait en pareille matière. Les partisans de la neutralité l'emportèrent ; M. Rouher les représentait avec l'autorité du grand rôle qu'il jouait alors. Il est difficile de dire qui avait tort ou raison. Peut-être une démonstration militaire sur nos frontières de l'Est aurait-elle produit un grand effet moral. Si nous étions faibles au delà de toute mesure, l'Europe l'ignorait, et c'est à peine si nous le savions nous-mêmes. Quoi qu'il en soit, les conseils de la prudence furent écoutés de préférence, et le *Moniteur* se contenta de publier la note suivante : « Un fait important vient de se produire. Après avoir sauvegardé l'honneur de ses armes en Italie, l'empereur d'Autriche, accédant aux idées émises par l'empereur Napoléon III dans sa lettre adressée le 11 juin à son ministre des affaires étrangères, cède la Vénétie à l'empereur des Français et accepte sa médiation pour amener la paix entre les belligérants. L'empereur Napoléon s'est empressé de répondre à cet appel et s'est immédiatement adressé aux rois de Prusse et d'Italie pour amener un armistice. »

L'espoir de l'empereur était que l'Italie, satisfaite par la cession de la Vénétie, accepterait immédiatement l'armistice et la paix, et se séparerait au besoin de la Prusse. C'était une erreur qui ne fut pas longue. Bien loin d'éprouver à notre égard aucun sentiment de reconnaissance, l'opinion italienne fut profondément froissée et indignée. L'Italie se croyait à la veille de s'emparer de la Vénétie à elle seule et par la force ; l'échec de Custozza ne l'avait pas découragée ; sa déception fut amère devant la note du journal officiel français. Mais il était impossible de revenir sur le fait accompli : la Vénétie n'appartenait plus à l'Au-

triche, elle appartenait à la France, à laquelle il ne fallait pas songer à la prendre puisqu'elle n'avait d'autre ambition que de la donner. L'Italie, toutefois, liée à la Prusse par le traité du 8 avril, déclara qu'elle ne pouvait pas se dégager des devoirs que ce traité lui imposait. Le salut vint, ou parut venir, du côté de la Prusse. Comme le dit M. Rothan, M. de Bismarck est « de l'école de Frédéric II, et c'était une habileté de ce grand politique de ne jamais prolonger la guerre au delà des strictes nécessités de son intérêt et d'affliger ses alliés par la brusquerie précipitée de ses traités de paix ». Le roi de Prusse s'empressa donc d'accepter notre médiation ; il déclara seulement qu'il soumettait l'armistice aux conditions mêmes de la paix, et il envoya le prince de Reuss à Paris pour faire connaître et expliquer ces conditions. Pendant ce temps, le gouvernement français donnait à son ambassadeur à Berlin, M. Benedetti, l'ordre de se rendre au quartier général prussien. M. Benedetti s'y rendit ; mais une fois rendu, il fut très embarrassé. Il n'avait pas d'instructions bien nettes ; il avait perdu le fil de la politique impériale. Sa présence au quartier général ne servit à rien : c'est à Paris qu'était le nœud gordien et qu'il fut tranché.

L'ambassadeur de Prusse en France était alors M. de Goltz. Un jour, le 19 juillet, M. de Goltz se présenta chez M. Drouyn de Lhuys, « la figure défaite, dit M. Rothan ; il maugréait contre M. de Bismarck et ses exigences, se plaignait de ses procédés, et parlait de lui envoyer sa démission. La tâche qui lui incombait était des plus fâcheuses ; il n'approuvait pas les demandes qu'il était chargé de formuler.... Sa Cour, disait-il, était grisée par les succès inespérés et écrasants remportés en Bohême, etc., etc. » Après ce préambule, M. de Goltz déclara que les ordres du roi

étaient formels et qu'il était obligé de demander un peu de Hesse, un peu de Saxe, un peu de Hanovre, enfin de quoi combler les solutions de continuité qui existaient si malheureusement dans la monarchie prussienne. Au principe des annexions sur la rive droite du Rhin, M. Drouyn de Lhuys opposa aussitôt le principe des compensations sur la rive gauche. Les deux questions devaient, d'après lui, être traitées en même temps. — « Que voulez-vous, dit M. de Goltz, le roi s'oppose absolument à toute cession de territoire. — S'il en est ainsi, répliqua M. Drouyn de Lhuys en se levant, nous n'avons plus rien à nous dire; il ne me reste qu'à rendre compte de vos communications à l'empereur. » Cette fois encore, M. Drouyn de Lhuys avait raison ; il aurait dû se rendre auprès de l'empereur, s'y précipiter au plus vite, sans une minute de retard. Mais ce n'est pas lui qui arriva le premier à Saint-Cloud; ce fut qui? M. de Goltz en personne. Comment M. de Goltz obtint-il de l'empereur non seulement ce que M. Drouyn de Lhuys lui avait refusé, mais davantage encore? nous l'ignorons. Ce qui est sûr, c'est qu'il revint le lendemain au quai d'Orsay, l'air narquois et triomphant. Il avait demandé à M. Drouyn de Lhuys l'annexion de territoires qui comprenaient 300 000 âmes à peu près, et l'empereur lui avait accordé la reconnaissance des annexions du Hanovre, de la Hesse électorale, du Nassau et de la ville de Francfort, c'est-à-dire environ 4 500 000 habitants. On reste confondu devant un régime politique qui permet à un ambassadeur étranger de pareils tours de passe-passe! M. de Goltz ajoutait que l'empereur « s'en remettait à des négociations ultérieures pour déterminer les compensations qu'il serait équitable de nous donner ».

Nous les connaissons, ces négociations; M. Rothan nous en a fait le récit. Elles se divisent en deux périodes. Dans la première, nous avons demandé Mayence et le Palatinat; dans la seconde, le Luxembourg et l'alliance militaire de la Prusse pour entrer en Belgique quand le moment nous semblerait venu. Mieux aurait valu cent fois ne rien demander du tout. Quelques personnes autour de l'empereur en avaient le sentiment, l'impératrice en particulier. On ne les écouta pas. M. Rouher, qui avait été partisan de la neutralité après Sadowa, était partisan de compensations qui lui étaient indispensables pour soutenir à la tribune son personnage oratoire. Comment expliquer à la Chambre et au pays que, dans les remaniements qui allaient avoir lieu en Europe, la France n'eût absoment rien? Mais aussi comment obtenir de la Prusse éblouie par ses succès la cession de Mayence? Avant la guerre, M. de Bismarck n'avait-il pas déclaré qu'il aimerait mieux disparaître de la scène politique que de consentir à cette cession? Et c'était après Sadowa qu'on osait adresser au vainqueur une telle demande! Il est vrai que la situation de la Prusse, quoique brillante, n'était pas encore pleinement assurée. La Russie n'avait pas vu sans ombrage le développement prodigieux de la puissance prussienne : sa propre influence en Allemagne en était considérablement diminuée et presque supprimée. Le prince Gortchakoff, lui aussi, éprouvait peut-être le besoin de quelques compensations territoriales. En tout cas, il ne croyait pas que le nouvel état de l'Europe pût être consacré autrement que par un congrès solennel, et il réclamait la réunion de ce congrès. Il y avait là pour notre politique un point d'appui qui pouvait être utile. Comment ce point d'appui nous a-t-il été soustrait, c'est encore

un détail trop instructif pour que nous ne le rappelions pas. Le héros de cette fâcheuse aventure a été M. Benedetti, notre ambassadeur à Berlin. Chargé d'aller demander Mayence à M. de Bismarck, M. Benedetti était plus anxieusement, plus sincèrement embarrassé de sa mission que ne l'avait été M. de Goltz quelques jours auparavant en face de M. Drouyn de Lhuys et de l'empereur. Au lieu de parler, il écrivit. Il crut qu'il était habile de ne pas s'exposer au premier mouvement de M. de Bismarck et de donner au ministre prussien le temps de se calmer et de réfléchir. L'intention était bonne, sans doute; malheureusement, tout porte à croire que M. de Bismarck fut moins touché de la délicatesse du procédé que du profit qu'il en pouvait tirer. A peine le projet de convention avec la France était-il entre ses mains qu'il fit partir le général de Manteuffel pour Saint-Pétersbourg. La Russie fut édifiée sur le désintéressement de la France; elle se refroidit aussitôt pour l'idée d'un Congrès. M. de Bismarck ne s'en tint pas là : un homme comme lui a plusieurs cordes à son arc et sait s'en servir à propos. Un journaliste français, qui lui avait été présenté par M. Benedetti, était attaché à sa personne comme historiographe pendant la campagne de Bohême. Ce reporter trop bien renseigné envoya à son journal, à Paris, une dépêche pour annoncer que la France avait ouvert des négociations avec Berlin au sujet des provinces du Rhin et que ces propositions avaient été repoussées. Deux jours plus tard, le journal parisien complétait ses renseignements dans une correspondance. L'Europe était ainsi informée de l'ambition de la France. « Le premier sentiment que nous éprouvons, s'empressa d'écrire la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, organe de M. de Bismarck, est celui

du regret en voyant livrer de telles questions à la publicité; mais nous constatons avec satisfaction que ce n'est pas la presse allemande qui, au début de cette nouvelle phase des complications diplomatiques, a révélé les pensées du cabinet français. Il est, du reste, caractéristique que ce soit précisément l'organe des cercles chauvinistes de France qui ait été appelé à répandre le premier cettê nouvelle et à encourager des espérances inadmissibles et irréalisables. » Une négociation ainsi éventée avait peu de chances de succès. L'opinion allemande s'enflamma contre les prétentions françaises. Il fallut bientôt en rabattre et se contenter de prêcher les avantages d'un État neutre entre la France et la Prusse. Cette seconde combinaison ne fut pas mieux accueillie que la première. « La Prusse n'ayant pas demandé l'intervention de la France, disait M. de Keudell, n'avait pas de salaire à lui payer. Cette intervention lui avait imposé la ligne du Mein, l'intégrité du territoire autrichien et du territoire saxon, ainsi que la clause relative au Schleswig du Nord; sans la France, il eût été possible de garder la Bohême et la Moravie qui ne demandaient pas mieux que de devenir prussiennes. » Cette fois, la fin de non-recevoir était absolue. Le temps s'était écoulé. L'impuissance française avait été constatée; l'état-major général prussien avait au contraire acheminé vers le Rhin un assez grand nombre de troupes. Le moment psychologique était passé pour nous. M. Drouyn de Lhuys le sentit. Sa situation comme ministre des affaires étrangères était devenue intolérable. Il avait déployé dans ce poste des qualités d'intelligence et une force de travail peu communes : trahi par les circonstances, mal servi par son entourage, trompé dans ses calculs, il ne lui restait plus qu'à se retirer. Il se retira, laissant à

d'autres le soin de demander des compensations nouvelles.

Furent-ils plus heureux? On sait bien que non. Furent-ils plus habiles? Pas davantage. Par une étrange fatalité, M. Benedetti, homme d'esprit pourtant, et qui devait connaître M. de Bismarck, commit dans la seconde négociation la même imprudence que dans la première. Après avoir corrigé, raturé d'un commun accord avec le ministre prussien le projet de traité qu'il devait lui soumettre, il recopia le projet sous sa dictée et lui en laissa la copie. C'est cette copie que M. de Bismarck a fait photographier au commencement de la guerre de 1870, et dont la divulgation n'a pas peu contribué à faciliter contre nous la combinaison de la ligue des neutres. Quant au projet primitif, raturé par M. Benedetti, il s'est retrouvé aussi dans les papiers de Cercey. Voilà tout ce qui est resté de cette négociation malencontreuse. La fin fut digne du commencement. M. de Bismarck, lassé, fatigué de négociations qu'il n'avait plus intérêt à prolonger, exprima des doutes sur notre sincérité : l'empereur n'abuserait-il pas des engagements qu'on voulait imposer à la Prusse pour la brouiller avec l'Angleterre? « Quel degré de confiance, écrivait douloureusement M. Benedetti, pouvons-nous accorder à des interlocuteurs accessibles à de pareils calculs? » Et il ajoutait : « Si l'on se dispense de compter avec nous, et si l'on décline notre alliance, c'est qu'on est pourvu ailleurs ». On était pourvu en effet. Quant à nous, nous avions épuisé la série des fautes à commettre. La première à coup sûr est d'avoir permis, lorsque nous pouvions l'empêcher, que l'Europe fût si profondément remuée dans un moment où nous n'avions pas d'armée. On a dit de l'argent qu'il

est le nerf de la guerre; il est plus vrai de dire de l'armée qu'elle est le nerf de la diplomatie. L'événement a prononcé entre nous et la Prusse; la politique de M. de Bismarck a triomphé; il est pourtant permis de croire que cette politique était audacieuse à l'excès et que, si elle a réussi, ce n'est pas seulement parce qu'elle a été appliquée avec la plus rare fermeté d'esprit, mais encore parce qu'elle a été servie par le plus puissant instrument de guerre qui ait existé en Europe depuis Napoléon Ier. L'armée prussienne a été la solide doublure de la politique de M. de Bismarck. Nous, au contraire, nous n'avons pas tardé à nous apercevoir de notre faiblesse militaire. Dès lors, quelle conduite devions-nous suivre? Au lieu de poursuivre des compensations, d'ailleurs misérables et qui ne pouvaient que nous compromettre, il fallait nous recueillir, comme on a dit un jour à Saint-Pétersbourg; il fallait refaire lentement cette armée que l'imprévoyance et la légèreté administratives de l'Empire avaient laissé se défaire. Il fallait attendre l'occasion que nous avions laissé échapper. Enfin il fallait être modestes et sages, ce qui était bien difficile dans un régime politique qui vivait d'apparences brillantes et ne marchait que par coups d'éclat. Voilà pourquoi nous avons demandé des compensations sans pouvoir les exiger, et comment on nous les a refusées sans même que nous ayons pu nous plaindre. Ajoutons qu'au défaut fondamental de notre politique nous avons ajouté toutes les imprudences de conduite. L'empereur n'avait aucun plan préconçu; il ne pouvait donc pas imprimer à ses ministres, et ceux-ci ne pouvaient pas transmettre à leurs agents une impulsion nette et suivie. L'incohérence était partout et notre politique était à la merci de la moindre intrigue. M. Rothan cherche « les res-

ponsabilités » ; elles se dégagent clairement de la lecture de son livre. Ce livre est pourtant le contraire d'une thèse : c'est de l'histoire toute pure, racontée sans préventions, avec le langage de la froide raison et dans un esprit d'indulgence plutôt que de sévérité. La conclusion qui en ressort est celle que M. Thiers écrivait à la fin de son grand livre, à savoir « qu'il ne faut jamais livrer la patrie à un homme, n'importe l'homme, n'importent les circonstances ! » Le prestige de l'homme peut être une excuse, mais non pas une justification. Nos pères avaient été séduits par le génie, ils ont fait l'expérience de ses défaillances. Quelques personnes prétendent que la médiocrité est préférable et sujette à moins d'écarts périlleux : le livre de M. Rothan prouve qu'il ne faut pas s'y fier davantage.

25 septembre 1879.

L'AFFAIRE DU LUXEMBOURG
LE PRÉLUDE DE LA GUERRE DE 1870 [1]

I

Le livre si intéressant que M. Rothan a publié sur *l'Affaire du Luxembourg*, et qui porte en sous-titre : *le Prélude de la guerre de 1870*, fait suite à son premier volume sur *la Politique française en 1866*, et il sera sans doute suivi lui-même d'un ou de plusieurs autres. Puisque l'affaire du Luxembourg est, dans sa pensée, le prélude de la guerre de 1870, nous demanderons à M. Rothan de nous conduire jusqu'à cette guerre, et de continuer, pour notre instruction, le récit des événements qui nous ont amenés à une aussi cruelle extrémité. Les études diplomatiques sont à l'ordre du jour. C'est par ce côté, particulièrement attirant, parce qu'il nous montre à la fois les choses et les hommes, les intérêts et les passions, que notre curiosité aime aujourd'hui à interroger l'histoire. Nous avons le besoin de l'exactitude et l'amour du détail,

1. Par M. G. Rothan.

double sentiment que ne satisfont guère les narrations officielles et les conventions classiques. On se contentait autrefois de cette histoire décorative, qui avait aussi sa part de vérité : aujourd'hui, nous voulons voir le dessous, l'envers, et pénétrer jusqu'au fond des coulisses où les événements se sont préparés. C'est le goût de l'époque, et, bien qu'il s'y mêle un peu de cet attrait particulier que l'on prend aux indiscrétions dans tous les genres, ce goût est, au total, judicieux et légitime.

Nous avons donc soumis notre histoire, particulièrement depuis cent ou cent cinquante ans, à une sorte de revision. Les archives du Ministère des affaires étrangères se sont ouvertes à des investigateurs ingénieux, patients, habiles et le plus souvent heureux, qui ont réveillé le passé endormi dans ces limbes provisoires, en ont secoué la poussière et nous l'ont présenté avec le mouvement naturel de sa vie éteinte et de son action suspendue. Ils n'ont pas reculé devant l'épisode, loin de là! ils l'ont recherché avec une prédilection particulière, sachant bien que c'est ce qui nous plaît, ce qui nous pique et nous séduit. En tout cas, cela nous change, et c'est peut-être le plus graud plaisir pour l'esprit un peu blasé de notre temps. Après avoir contemplé l'histoire dans ses grands ensembles, nous nous complaisons à tous ses petits côtés, et plus on nous en montre, plus on nous satisfait. Il est pourtant bien rare que cette étude parcellaire modifie beaucoup nos idées acquises, et fasse une révolution complète dans nos consciences historiques. On s'étonne au contraire de voir combien nos prédécesseurs, qui n'avaient pas tout vu, qui n'avaient pas tout su, avaient eu l'instinct des choses, avaient bien compris, senti et conclu. Mais, sur tel ou tel point par-

ticulier, nous sommes fiers de rectifier leurs erreurs. Nous connaissons mieux tel événement; nous avons pénétré plus avant dans les motifs qui ont déterminé, à tel moment, tel personnage; cela nous suffit; et cela suffit, en effet, pour consacrer ce que nous savions déjà, en lui donnant un degré de plus d'exactitude et de précision.

Nous voilà un peu loin du livre de M. Rothan, pas si loin toutefois qu'on pourrait le croire. C'est un épisode que nous raconte M. Rothan, épisode très important à la vérité, très concluant, et il le fait avec cette abondance de renseignements et d'anecdotes dont nous sommes si avides. Son livre en est tout rempli. Il nous raconte l'histoire d'hier précisément comme nous aimons tant qu'on nous raconte celle du dernier siècle, et, à coup sûr, la proximité des événements n'en diminue pas l'intérêt. On le lit avec une passion haletante et anxieuse. On éprouve dans cette lecture ces sensations un peu confuses, mais intenses, qui sont les avant-coureurs de l'orage. Hélas! l'orage a, depuis, fondu sur nos têtes, il a frappé notre demeure à coups répétés, il l'a détruite et dévorée en partie. Nous avons tout vu alors, à la lueur sinistre des éclairs; nous avons mesuré notre impuissance, nous nous sommes rendu compte de notre imprévoyante légèreté; nous avons éprouvé le poids de notre adversaire, nous avons subi sa colère implacable, nous avons reconnu aussi combien ses mesures étaient habilement prises pour tenir la France isolée dans un champ clos inégal. Tout cela était déjà en germe dans les événements de 1867. La leçon qui ressortait de l'affaire du Luxembourg était complète. Par malheur, le gouvernement impérial n'avait pas su en tirer une instruction salutaire. Nous la recueillons aujourd'hui dans le récit de

M. Rothan, mais trop tard, comme il arrive assez ordinairement en ce monde, où l'expérience aide si peu lorsqu'il faut agir, et ne sert guère qu'à construire, après coup, des théories et des systèmes dont nos neveux profiteront encore moins que nous.

Les sources où a puisé M. Rothan sont nombreuses, et quelques-unes sont ouvertes à tout le monde. Il n'en sera pas de l'histoire d'aujourd'hui comme de celle du dernier siècle; les cartons diplomatiques n'en ont pas gardé les mystères; le secret en a été divulgué à profusion. Il y a eu après 1870-1871 une véritable fureur de révélations, une course au clocher d'indiscrétions venant de partout, des généraux malheureux, des diplomates malencontreux, et aussi des gens que la fortune avait comblés sans mesure ou qui avaient su mériter ses faveurs. Pour des motifs divers, depuis MM. Benedetti, de Gramont, Stoffell, etc., jusqu'au général La Marmora et à M. de Bismarck lui-même, tout le monde a parlé, et il est difficile de dire quel est celui qui l'a fait le plus, et avec le moins d'à-propos. Les cartons des ministères ont été vidés et dépouillés sur la place publique. M. de Bismarck a même laissé publier ses lettres de famille, qui ne sont pas les moins instructifs des documents. Tout cela nous a sans doute prodigieusement intéressés. Jamais le public n'avait été admis à pareille fête, à pareille curée. Jamais on ne lui avait ouvert aussi généreusement les entrées le plus ordinairement interdites. A quoi faut-il attribuer cette prodigalité d'expansion? Chez les uns, au besoin de se justifier; chez les autres, au plaisir d'attaquer; chez tous, sans doute, à ce sentiment secret que la guerre de 1870-1871 est un de ces événements définitifs qui changent le cours des choses ou l'arrêtent pour longtemps, et qui entrent immédiatement dans le

domaine de l'histoire. L'histoire a commencé tout de suite, et désormais, dans ses grandes lignes, elle est faite. Nous savons à quoi nous en tenir sur les hommes d'alors et sur les événements qu'ils ont provoqués ou subis. L'opinion est formée, et nous ne voyons pas trop ce qui pourrait la modifier ; le dossier de l'instruction paraît complet ; il est un des mieux fournis qu'historien ait jamais eus à sa disposition.

Le récit de M. Rothan ne change pas grand'chose à la manière dont nous avions cru devoir juger les principaux acteurs de cette époque, mais il contribue à fixer leurs traits, à déterminer leurs caractères, et cela au moyen d'une négociation, qui nous est aujourd'hui divulguée, et que nous avions à peine connue. Oui, l'affaire du Luxembourg était restée jusqu'ici à peu près ignorée. Aux sources générales d'informations dont nous venons de parler, M. Rothan en a ajouté d'autres qui étaient à sa disposition toute personnelle. Consul général de France à Francfort avant la guerre, il était placé à un poste d'observation d'où il pouvait presque tout voir et tout entendre, et les extraits qu'il nous donne, en appendice, de sa correspondance officielle, montrent que rien d'important ne lui avait échappé. Il n'avait que trop bien vu ! On sait ce que sont, ou plutôt ce qu'étaient les postes tels que celui de Francfort. Dans ces résidences, relativement petites, les membres du corps diplomatique vivent dans une intimité étroite, attentifs aux bruits du dehors, assez faciles à se les communiquer entre eux à charge de compensation, contrôlant les nouvelles de l'un par les impressions des autres, plus ouverts, moins réservés que dans les grands postes parce qu'ils n'ont pas charge d'affaires aussi graves et ne sont pas aussi effrayés de leur responsabilité. Ces

stations diplomatiques sont excellentes pour l'information. Est-il besoin de faire remarquer l'importance toute spéciale de la ville de Francfort de 1866 à 1870, Francfort, siège de l'ancienne Diète, placée au centre de l'Allemagne, subissant le contre-coup de la poussée exercée au nord par M. de Bismarck et de l'adhésion déjà formelle des royaumes ou des principautés du Centre? On y parlait, on y causait beaucoup, évidemment. On s'y racontait ces anecdotes où se complaisent les diplomates, qui sont la monnaie courante de leurs conversations, qu'ils inventent parfois, mais qui, alors même qu'elles sont peu exactes, sont heureusement faites pour reproduire l'idée qu'ils se font et qu'il faut se faire d'un personnage ou d'un incident. Dans ce milieu de Francfort, M. Rothan a appris bien des choses; il les a fidèlement rapportées à son gouvernement; il s'en sert aujourd'hui pour éclairer à nos yeux les péripéties de la compromettante affaire du Luxembourg.

Cette affaire, telle qu'il nous la présente, est comme une première répétition de ce que devait être, en 1870, l'incident qui a provoqué la guerre. Le jeu des acteurs est à peu près semblable, mais ils l'ont joué différemment. Les hommes, en 1866, n'étaient pas les mêmes du côté de la France. Au Ministère des affaires étrangères, nous avions le marquis de Moustier au lieu du duc de Gramont; au Ministère de la guerre, le maréchal Niel au lieu du maréchal Lebœuf; l'empereur enfin, passé sans transition de l'excès de la confiance à la plus complète désillusion, ne pouvait pas se tromper sur ses forces militaires comparées à celles de la Prusse; il en sentait la profonde insuffisance. Voilà pourquoi l'affaire avorta militairement. Notre diplomatie, après nous avoir placés dans la

situation la plus dangereuse, eut l'adresse de nous en tirer. L'empereur se résigna, sans doute avec l'espoir de prendre un jour sa revanche, mais il n'eut malheureusement pas la fermeté attentive et vigilante indispensable pour la préparer.

Les origines de la question du Luxembourg se rattachent aux événements de l'année 1866. Les « angoisses patriotiques » éprouvées par le gouvernement de l'empereur après la bataille de Sadowa, et avouées par M. Rouher dans une séance mémorable de la Chambre des députés, n'étaient pour le public qu'une de ces expressions révélatrices qui frappent l'esprit sans le satisfaire. En quoi ces « angoisses » avaient-elles, au juste, consisté? Quelle était la question précise que le gouvernement impérial s'était posée? Entre quels arguments ou quels hommes avait-il hésité? C'est ce que nous ne savions que très vaguement, et ce que M. Rothan nous a appris. Il nous raconte, d'après les confidences qu'il en a eues, les scènes vraiment tragiques — le mot n'est pas trop fort — qui se sont passées au château de Saint-Cloud, et qui laissaient l'empereur pâle et décontenancé. De tous les dénouements possibles à la suite du conflit de la Prusse et de l'Autriche, l'empire avait précisément négligé celui qui devait se produire. Le réveil fut cruel! L'empereur conserva les dehors de son influence. Sa diplomatie arrêta l'armée prussienne aux portes de Vienne; l'Autriche lui céda Venise au bénéfice de l'Italie; personne, toutefois, ne se méprit sur la vanité, au point de vue français, d'un simple succès d'amour-propre, qui pouvait plus tard être payé fort cher. La carte de l'Europe était profondément remaniée au profit de la Prusse : la France avait besoin d'une large compensation matérielle.

Mais comment se l'assurer? Fallait-il intervenir militairement sur le Rhin? Était-il encore temps de le faire? Le pouvions-nous? Certes, il était temps, l'heure propice avait sonné, l'occasion était bonne, car les places fortes du Rhin étaient dégarnies de troupes et s'offraient à nous comme une tentation facile. Que nous manquait-il donc pour agir? Il nous manquait une armée. L'armée française était au Mexique; les quelques troupes dont nous disposions, n'ayant pas de cadres, n'avaient aucune solidité; notre matériel était incomplet; nos forteresses étaient dans le plus triste état de délabrement. De là les perplexités du gouvernement de l'empereur, et, à dire le vrai, l'incertitude dont il souffrait n'est pas encore tout à fait dissipée pour nous. Sans doute nous n'avions pas d'armée digne de ce nom, mais l'armée prussienne était tout entière au fond de l'Allemagne, et elle risquait de se trouver subitement en présence de l'armée autrichienne victorieuse à Custozza. Il n'est pas aisé de calculer, à ce moment où le prestige impérial n'était pas encore atteint, où les conventions militaires avec les États du Centre n'étaient pas encore conclues, l'effet qu'aurait produit une diversion française du côté du Rhin. Il est probable que la Prusse, qui nous accordait sous forme de promesse tout ce que nous pouvions désirer, qui nous poussait même à désirer davantage, nous aurait laissé prendre ce qu'il lui était si difficile de nous disputer. M. Benedetti, au quartier général de Brunn, était alors engagé avec M. de Bismarck dans une négociation que celui-ci a appelée après coup dilatoire, mais qui l'a été surtout par notre faute. Nous n'avons pas osé. Avons-nous eu tort, avons-nous eu raison? M. Rothan penche à croire que nous avons eu raison et que, si nous nous

étions lancés à cette époque dans une aventure militaire, les désastres de 1870 auraient été anticipés de quatre années. Quoi qu'il en soit, le ministre des affaires étrangères, M. Drouyn de Lhuys, conseillait d'agir; M. de La Valette, au contraire, conseillait de s'abstenir. M. de La Valette parlait avec beaucoup de vivacité, avec une conviction communicative. Il fit l'impression la plus forte sur l'esprit naturellement irrésolu de l'empereur. Sa politique l'emporta, et il fut bientôt chargé de rédiger la fameuse et optimiste circulaire à laquelle son nom est resté attaché.

Mais ce serait une erreur de croire que M. de La Valette fût partisan de l'abstention pure et simple. Le parti auquel il appartenait à la cour s'appelait, tout au contraire, le parti de l'action. C'était un parti jeune et plein d'illusions, qui reprochait à notre diplomatie, déjà si incorrecte et défaillante, de n'être pas suffisamment affranchie des anciennes routines. Un tel parti, au fond, était bien loin de voir d'un mauvais œil les changements qui se produisaient en Europe. De plus, il était logique, conséquent, lorsqu'il reprochait à M. Drouyn de Lhuys de s'arrêter à moitié route, et de ne pas aller jusqu'au bout de la politique qu'il avait inaugurée, peut-être à contre-cœur. « C'est vous, lui disait-il, qui avez amené la situation actuelle. Vous la déplorez aujourd'hui. Eh bien! retirez-vous; la situation est grave, sans doute, mais si on sait l'accepter résolument, il y a encore moyen d'en tirer profit. » Tel est le sentiment qui l'a emporté alors, et qui a donné naissance à la malheureuse affaire du Luxembourg. Les « angoisses patriotiques » du gouvernement de l'empereur se calmèrent en partie lorsqu'on eut résolu, au lieu de se mettre contre le plus fort, de se mettre, ou du moins de s'entendre avec

lui. On espérait y réussir sans trop de peine. On ne prévoyait pas la nouvelle et cuisante déception qu'on se ménageait. Voilà comment on nous entraîna dans la politique de compensations, que M. de Bismarck appelait dédaigneusement la politique de pourboire ou de pot-de-vin, et que M. Thiers qualifiait à la tribune en termes énergiques : « Cette politique, je la connais, s'écriait-il. Je l'avais signalée d'avance. Il y a certains esprits, en effet, qui disent qu'il fallait s'allier à la Prusse, qu'il fallait s'allier avec les ambitieux. Je la connais cette politique, et je l'avais flétrie l'année dernière en vous la montrant comme prête à accepter un salaire pour le sacrifice des plus grands intérêts de la France dans l'avenir.... Quoi! au déshonneur de la France, au dommage de ses plus grands intérêts, on aurait accepté quelques lambeaux de territoire pour laisser accomplir l'unité allemande tout entière! » Au moment où M. Thiers prononçait ces paroles, nous négociions pour obtenir un lambeau de territoire, le Luxembourg. Il est vrai qu'il était déjà trop tard pour arrêter le mouvement qui précipitait l'unité allemande; il ne nous restait qu'à y chercher une très modeste consolation.

II

M. Rothan nous permettra ici d'exprimer une réserve au sujet du jugement qu'il porte sur l'opportunité des discours de M. Thiers. Certes, il est le premier à reconnaître, non seulement le sentiment patriotique qui anime ces discours, mais la perspicacité profonde qui s'y manifeste : seulement, il ne les juge pas très opportuns. Il est certain que M. Thiers n'entrait pas du tout

dans le jeu du gouvernement impérial, et qu'il le troublait par la netteté de ses affirmations. Cette netteté paraissait souvent intempestive : elle l'était, en effet, au point de vue du but qu'on poursuivait, mais ce but devrait-il être poursuivi, et, en supposant même qu'on parvînt à l'atteindre, fallait-il s'en féliciter? Là est toute la question. M. Thiers, dès l'origine, s'était montré l'adversaire de l'unité italienne, où il voyait le prélude de l'unité allemande, c'est-à-dire un immense danger pour l'Europe, et surtout pour la France. La guerre de 1859 et les négociations qui avaient suivi ayant fait l'unité italienne, l'empereur avait déjà pratiqué, pour donner satisfaction aux scrupules de l'esprit public, la politique des petites compensations. Il avait tout abandonné à M. de Cavour, il était devenu son complice, et avait obtenu en échange Nice et la Savoie. Assurément ce résultat n'était pas indifférent. La possession de Nice et de la Savoie n'était pas une valeur négligeable; mais encore fallait-il savoir si ce résultat n'avait pas été payé trop cher, et si, comme le disait M. Thiers, une bonne politique, au point de vue de la sécurité qu'elle inspire, ne valait pas mieux qu'une province. Un accroissement matériel est quelque chose; mais convenait-il, pour se le procurer, de sacrifier les intérêts de notre politique traditionnelle, et de permettre à nos voisins de grandir démesurément? C'était le problème : on sait comment, une première fois, il avait été résolu pour l'Italie. Le gouvernement impérial essaya de le résoudre de la même manière pour l'Allemagne. D'un côté comme de l'autre, il employa la même méthode; seulement le succès fut très inégal. Après avoir inconsidérément favorisé la grandeur prussienne, l'empereur se retourna vers M. de Bismarck comme il l'avait fait vers M. de Cavour,

et il lui demanda un salaire. L'homme et la situation n'étaient plus les mêmes.

Les différences frappent les yeux. D'abord, l'empereur Napoléon III n'avait pas contribué d'une manière aussi ostensible et aussi directement onéreuse aux succès de la Prusse, qu'il l'avait fait aux succès de l'Italie. Il n'avait pas envoyé une armée en Bohême, comme il en avait conduit une en Lombardie : la reconnaissance était donc moindre, si tant est que la reconnaissance entre pour beaucoup dans les calculs des cabinets. De plus, le sentiment de la patrie allemande était autrement énergique et puissant que ne l'avait été celui de la patrie italienne. Des victoires merveilleuses avaient exagéré, surexcité sa confiance en lui-même et son audace : l'orgueil prussien était intraitable au sujet de tous les territoires qui entraient plus ou moins dans la Confédération germanique. En sacrifier un seul, même le moindre, même le plus contestable, paraissait impossible. M. de Bismarck, en sa qualité de diplomate, pouvait se prêter à des accommodements lorsque la nécessité lui en faisait une loi; mais il n'en était pas de même du parti militaire. Ce parti avait la conscience de sa force; il avait, tous les jours davantage, celle de notre faiblesse. Pour lui, le territoire allemand était sacré et il était interdit d'en céder la plus insignifiante parcelle. M. de Bismarck partageait tous ces instincts, mais suivant l'occasion, à laquelle il savait toujours se plier, il donnait le pas à la prudence politique sur l'entraînement patriotique, non pas assez toutefois pour se laisser engager, avant l'heure finale, dans un sens définitif. Nul n'a pratiqué mieux que lui l'art de négocier sans se lier et de se délier tout en négociant. Il est vrai qu'il avait affaire à un partenaire singulièrement crédule au début, et

depuis nécessairement longanime. Vingt fois, s'il avait eu une armée, l'empereur aurait pu tourner brusquement la chance de son côté; n'en ayant pas, il dut se résoudre à voir s'effeuiller lentement, cruellement, complètement, toute la fleur de son espérance; il ne lui en resta guère dans la main que la tige avec une épine.

L'espérance était grande et belle à l'origine. Dans son livre précédent, M. Rothan nous a raconté les négociations qui ont précédé les préliminaires de Nikolsbourg. Il ne s'agissait alors de rien moins que d'une alliance avec la Prusse, qui devait nous aider à prendre la Belgique. M. de Bismarck, quoiqu'il ne montrât aucun empressement — loin de là! — à rencontrer notre ambassadeur, était plein de promesses lorsqu'il était obligé de se laisser aborder par lui. On sait même qu'il prolongea ces conversations jusqu'au moment où il eut persuadé à M. Benedetti de coucher ses idées sur un papier qu'il garda soigneusement par devers lui. Dans ces conditions premières, l'entreprise en valait la peine, et le parti de l'action, le parti triomphant à la cour impériale, pouvait aspirer à des fins quasi glorieuses. La confiance n'était plus entière en M. de Bismarck; toutefois, on en conservait assez pour se bercer encore d'illusions séduisantes. On fermait les yeux au travail politique et militaire qui s'accomplissait en Allemagne. M. Rothan en sait quelque chose. Il multipliait ses dépêches pour informer son gouvernement des concentrations de forces qui s'opéraient non loin des frontières; il annonçait, avec l'accent de la certitude, que la Prusse avait conclu des conventions militaires avec les États du Centre et que la ligne du Mein était franchie. La ligne du Mein! M. de Bismarck ne l'avait-il pas comparée à une passoire artificielle-

ment placée entre l'Allemagne du Nord, et l'Allemagne *du Centre, mais qui, de l'une à l'autre, n'arrêterait ni* les idées, ni les intérêts, ni les armées? La prophétie était accomplie. M. Rothan le disait très haut. Inutile Cassandre! on ne voulait pas l'entendre, on s'obstinait à avoir la foi, hélas! celle qui ne sauve pas.

Toutefois, il fallut peu à peu en rabattre. L'attitude de M. de Bismarck se modifiait avec les événements. Son langage inspirait de plus en plus l'inquiétude, et affectait aussi d'en trahir. Il faut lire, dans le livre de M. Rothan, la dépêche indignée, dépitée, dans laquelle M. Benedetti expose que M. de Bismarck s'est plaint à lui de ce que, par ces compromettants pourparlers sur la Belgique, on voulait le brouiller avec l'Angleterre. Que faire d'un tel homme? Rien! — Le gouvernement impérial s'en apercevait un peu tard. Adieu les projets d'alliance militaire! Adieu les rêves de grand agrandissement! L'empire avait cru qu'on se jetterait dans ses bras, et il consentait à les ouvrir; mais puisqu'on ne s'y jetait pas avec enthousiasme, avec effusion, il s'empressait de les refermer. Il ne voulait pas d'une alliance marchandée avec réticence, conclue avec répugnance. Sa dignité en était offensée.

Tel est le premier acte; il se termine par un changement à vue. En compensation de l'unité italienne, l'empire avait eu Nice et la Savoie. En compensation de l'unité allemande, il avait espéré pour le moins la Belgique, afin de conserver les proportions. Il est amené enfin à se contenter du Luxembourg; peu de chose : ah! bien peu de chose, il le sent lui-même. « Et c'est pour une pareille bicoque que nous ferions la guerre », s'écriait bientôt M. Rouher dans une conversation. « Il est de fait, disait M. de Goltz, ambassadeur de Prusse, à notre ministre des affaires étrangères, M. de Moustier,

que ce serait bien absurde de se battre pour si peu de chose que le Luxembourg. »

Cependant, nous avons été tout à fait à la veille de nous battre. Comment avons-nous été conduits là? M. Rothan nous le fait comprendre. Son livre est de ceux qui ne s'analysent point; le détail caractéristique y tient une place trop importante. On y verra avec quelle habileté prudente et prévoyante M. de Bismarck conduisit non seulement sa diplomatie, mais la nôtre. « Adressez-vous à la Hollande, nous disait-il; entendez-vous avec le roi, mais surtout que nous n'en sachions rien. Faites vite, mais surtout faites secrètement. » M. de Bismarck craignait, si les négociations transpiraient, une explosion irrésistible du sentiment national en Allemagne. Il en serait débordé. Sa préoccupation principale était de rester en dehors de l'affaire, de ne paraître y prendre aucune part. Il voulait bien se résigner au fait accompli, mais en se réservant le droit de dire au Reichstag qu'il n'y était pour rien, qu'il avait été obligé de l'accepter. Nous nous adressâmes donc au roi de Hollande, grand-duc de Luxembourg. La négociation fut poursuivie avec embarras, avec timidité, avec lenteur. Ce n'était pas la faute de nos négociateurs qui étaient généralement des hommes de mérite; c'était celle de la situation qui était fausse. Que pouvait répondre aux scrupules du roi de Hollande notre ministre, M. Baudin, lorsque le roi lui demandait si nous étions d'accord avec la Prusse? Il répondait affirmativement, il prodiguait les assurances, mais en même temps l'opinion allemande, avertie par des indiscrétions peut-être inévitables, commençait à s'émouvoir et à protester. Le roi de Hollande éprouvait donc un cruel embarras. Placé entre l'enclume et le marteau, entre la France et la Prusse, il

ne demandait pas mieux que d'obliger l'une, moyennant compensation pécuniaire et garantie donnée pour la possession du Limbourg, mais il craignait de mécontenter l'autre. Dans sa perplexité, il prit le parti d'ouvrir son cœur à son frère de Prusse, et de lui faire très loyalement connaître qu'il allait nous céder le Luxembourg. Fatalité! s'écria M. de Bismarck; nous ne pourrons plus dire que nous avons tout ignoré. L'indiscrétion du roi des Pays-Bas a tout compromis! Par une coïncidence fâcheuse, au même moment, le Reichstag ouvrait ses séances, et on annonçait une interpellation du membre le plus important du parti national, M. de Bennigsen. Ce parti était alors, comme il l'a été le plus souvent depuis, sous la main de M. de Bismarck, et il est permis de croire que M. de Bennigsen se serait tu, s'il n'avait pas été encouragé à parler. Il parla avec véhémence, M. de Bismarck répondit avec adresse, de manière à ne rien compromettre, c'est-à-dire à ne rien promettre à personne, mais en même temps il prit position à côté de la France et de la Hollande dont il avouait connaître les négociations, et il annonça que ces négociations ne pourraient aboutir qu'avec le consentement des puissances signataires du traité de 1839. On sait que ce traité avait déterminé la situation du Luxembourg, qui faisait partie de la Confédération germanique et avait, dans sa forteresse, une garnison prussienne, tout en restant ou redevenant un fief de la maison d'Orange. M. de Bismarck ajouta que s'il était permis à une assemblée délibérante de donner libre cours à l'expression de ses sentiments patriotiques, le langage et les traditions de la diplomatie faisaient un devoir de respecter les convenances internationales et de ne pas blesser les susceptibilités d'un voisin égal en puissance, avec lequel, tant qu'il ne por-

tait pas atteinte à l'honneur national, il importait d'entretenir des relations amicales.

Ici, nouveau changement dans l'intrigue. L'interpellation Bennigsen est du 1er avril 1867. La veille même, le roi des Pays-Bas devait signer le traité par lequel il nous cédait le Luxembourg; mais la signature fut ajournée pour corriger dans le texte un simple vice de forme. Le lendemain, il ne fut plus question de signature; il ne pouvait plus l'être. L'Allemagne tout entière se dressait contre la France. La presse, cette presse si docile, instrument passif au service du premier ministre, n'avait pas contre nous assez de fureurs ni de menaces. Le parti militaire déclarait bien haut que la situation ne serait jamais meilleure pour nous détruire comme on avait détruit l'Autriche. La France n'est pas prête, disait-on, et par malheur rien n'était plus vrai. Si nous avions été prêts, il y avait longtemps que la question du Luxembourg aurait été tranchée. Nous ne l'étions pas. Nous avions tendu un bras trop court vers un fruit qui nous semblait mûr. Nous nous sentîmes joués et nous l'étions, mais nous n'étions pas moins notre propre dupe que celle de M. de Bismarck. On a discuté beaucoup sur la sincérité du ministre prussien dans toute cette affaire. M. Rothan se demande si M. de Bismarck a réellement consenti, un moment, à ce que nous prissions le Luxembourg, peut-être même davantage. Eh! oui, il y a consenti lorsqu'il croyait ne pas pouvoir l'empêcher, et si nous avions agi alors avec une résolution rapide, rien ne nous aurait arrêtés. Si nous ne l'avons pas fait, à qui en revient la faute? M. de Bismarck, quelque intérêt qu'il eût, à l'origine, à satisfaire la France, à la désintéresser, partageait à coup sûr le sentiment de ses compatriotes, et ce n'était pas sans

regrets qu'il nous voyait sur le point de nous étendre vers le Nord. Il s'y résignait pourtant. Pourquoi sommes-nous restés immobiles? Plus tard, l'occasion était passée; M. de Bismarck et l'Allemagne ont très bien compris le motif qui nous avait empêchés d'en profiter; leur attitude a changé aussitôt; rien de plus naturel! Il ne fallait pourtant pas attendre de M. de Bismarck qu'il jouât les Napoléon III et qu'il aidât bénévolement ses voisins à s'agrandir à côté de lui. Il n'était pas de ceux qui se battent pour une idée, l'idée des autres.

Autant la diplomatie impériale avait été imprévoyante et maladroite dans la première partie de cet imbroglio luxembourgeois, autant elle a été sage et habile dans la seconde. On doit rendre, avec M. Rothan, pleine justice à M. de Moustier. Ce n'est pas lui qui nous avait jetés dans cette fâcheuse aventure. Lorsqu'on le fit venir de Constantinople à Paris, l'affaire était engagée, et on lui en remit les fils entre les mains avec la persuasion que rien ne serait plus facile que de les dénouer. Tout semblait préparé en vue d'un résultat immanquable. M. de Moustier ne tarda pas à s'apercevoir qu'on lui avait confié une lanterne magique dont un autre faisait mouvoir les images. Il fit de son mieux, le mieux du monde, pour conduire à terme une négociation aussi mal entamée. Il acheva d'y détruire sa santé. Il ne gagna pas la partie, mais il sauva du moins son pays d'un terrible danger de guerre. Il tint résolument la conduite que son successeur n'a pas tenue en 1870. Nous en dirons autant du ministre de la guerre, le maréchal Niel. « Graissez vos bottes, messieurs, disait-il à ses généraux; nous allons entrer en campagne! » C'était là le langage du dehors, pour la galerie. Dans le conseil, le

maréchal Niel déclarait qu'il se ferait couper en quatre plutôt que de permettre à l'empereur de provoquer la guerre sans alliés. Il fit des prodiges d'activité pour parer à tout événement; en quelques semaines tout était prêt pour agir, s'il avait fallu le faire; mais le ministre de la guerre sentait mieux que tout le monde qu'il y aurait eu folie à l'entreprendre, et le ministre des affaires étrangères partageait et soutenait son avis. L'empereur aigri, ulcéré, remit à plus tard sa revanche. Plût au ciel qu'il eût trouvé de pareils conseillers à l'heure où il a cru pouvoir enfin la prendre!

La seconde partie du livre de M. Rothan est consacrée au récit des négociations qui amenèrent l'Europe à intervenir pour régler l'affaire du Luxembourg, et à se réunir à la conférence de Londres. M. de Bismarck avait parlé le premier des signataires du traité de 1839; M. de Moustier abonda subitement dans ce sens et obligea son adversaire à l'y suivre. Il ne paraît pas douteux qu'à ce moment M. de Bismarck acceptait l'idée de la guerre : en tout cas, il n'a rien négligé pour nous amener à la déclarer. Aucune provocation ne nous a été épargnée; mais notre parti était arrêté. M. de Moustier était résolu à tout subir, à laisser passer la bourrasque, à chercher un refuge sous l'égide de l'Europe. M. de Bismarck, qui peut-être ne partageait qu'à moitié la confiance des militaires, et qui était bien aise de consolider son œuvre avant de la soumettre à une nouvelle épreuve, M. de Bismarck se résigna à cette solution. Il lui était d'ailleurs difficile de faire différemment en présence de l'attitude de l'Europe. A des degrés divers, toutes les puissances étaient pour nous.

M. Rothan joint au récit de ces négociations les portraits des hommes qui les ont conduites. Rien de plus intéressant ni de plus instructif. M. Rothan a l'art des

portraits. Il les trace avec finesse, d'une main sûre et délicate. Il y met toutes sortes de sous-entendus diplomatiques qui échappent peut-être aux profanes, mais qui réjouissent les initiés. M. de Moustier, dont nous disons tant de bien, et l'on ne saurait trop en dire de lui dans cette circonstance, avait de terribles défauts. Qui n'en a pas en ce monde? Les plus favorisés ont du moins des travers. M. Rothan indique discrètement les défauts ou les travers de tous les acteurs qu'il met en scène, et qui ont eu part à cette tragi-comédie, tous grands personnages, très connus dans le monde diplomatique, beaucoup moins dans le public. M. de Beust, le prince Gortschakoff, lord Derby, chacun a son tour, et nul, au total, n'aurait à protester contre le portrait qu'on nous fait de lui. Ils sont si légèrement esquissés, et si ressemblants! Un seul, M. de Goltz, pourrait, s'il n'était point mort, se plaindre de n'être pas du tout flatté. M. Rothan le traite sévèrement : il nous le représente comme le Méphistophélès du drame, intrigant, hardi, froid, sarcastique, ricanant volontiers sur ses victimes. M. de Goltz nous a été bien funeste, et sa silhouette désobligeante fait mal à voir toutes les fois qu'elle passe. Il mourut en 1869 et n'assista pas à notre dernière chute.

Le livre se termine par le récit du voyage que firent à Paris le roi de Prusse et M. de Bismarck en même temps que l'empereur de Russie, à l'occasion de l'Exposition universelle de 1867. Ces souvenirs sont encore présents à toutes les mémoires. L'opinion, en France, avait été profondément froissée par les événements de l'année précédente. L'acquisition du Luxembourg aurait été sans doute une compensation insuffisante pour la grandeur relative qu'avait prise notre voisin, mais enfin elle eût été une compensation. Nous

20

ne l'eûmes même pas, nous n'eûmes rien. La citadelle de Luxembourg démantelée fut évacuée par les Prussiens. Il fallut nous contenter de cela, ce qui était très peu. Pourtant Paris fit un bon accueil à ses hôtes illustres. Nous parlons surtout du roi Guillaume, car l'empereur de Russie n'a pas été, on le sait, aussi heureux. Le roi Guillaume plut. « La cour des Tuileries, dit M. Rothan, le vit s'éloigner à regret : il était l'hôte préféré. On échangea à l'heure du départ de chaleureuses protestations. On promit de se revoir. L'empereur ne se doutait pas que la main qu'il serrait si affectueusement briserait sa couronne. » Non l'empereur ne se doutait pas que le roi Guillaume ne verrait plus les Tuileries qu'en flammes des hauteurs qui avoisinent Paris, tandis que lui-même serait prisonnier en Allemagne. Qui pouvait prévoir de telles catastrophes? Nous ne reprochons pas à Napoléon III de n'avoir pas percé jusqu'à ce point dans l'avenir, mais ce qu'on a le droit de lui reprocher, c'est de n'avoir pas mieux profité de la leçon qu'il venait de subir. Tout le livre de M. Rothan pourrait être intitulé : Histoire lamentable d'une diplomatie sans armée. Sans armée, point de diplomatie, point de succès, point d'honneur au dehors, — point de sécurité au dedans. Voilà ce que l'empereur n'a pas suffisamment compris, et ce que la République fera bien de ne jamais oublier.

Mai 1882.

L'ALLEMAGNE ET L'ITALIE (1870-1871) [1]

Au mois de janvier 1871, M. Rothan a été envoyé à Florence avec une mission particulière, et, bientôt après, il a été nommé ministre auprès du gouvernement italien. Nul n'est donc mieux à même que lui de raconter ce qui s'est passé en Italie à une date si importante pour l'histoire de l'Italie elle-même et pour la nôtre. Ses dépêches nous donnent au jour le jour le détail non pas des événements, mais des impressions qu'ils produisent autour de lui; nous assistons aux inquiétudes du gouvernement italien, à ses hésitations, à ses fluctuations. Mais il fallait, avant de laisser la parole aux dépêches diplomatiques de 1871, rappeler ce qui s'était passé dans les mois précédents. C'est ce que M. Rothan a fait dans une introduction qui est le morceau capital de son livre, modèle d'exposition large et précise, écrite dans le style grave et sobre, miroir fidèle d'une situation si douloureuse pour nous, mais si instructive.

1. Par M. G. Rothan.

La leçon qui en ressort peut se résumer dans les vers du poète :

Donec eris felix, multos numerabis amicos;
Tempora si fuerint nubila, solus eris.

Nous avons été seuls en 1871, parce que, dès les premiers jours de la guerre, nous avons été irrémédiablement malheureux. Si la fortune s'était prononcée pour nous, les amis ne nous auraient pas manqué; la fortune ayant été contraire, nous avons été abandonnés. Il serait naïf de s'en plaindre, encore plus de s'en étonner. Cependant, s'il est une nation sur l'appui de laquelle nous avions quelque droit de compter, assurément c'est l'Italie. Nous avions versé notre sang pour elle, nous avions contribué plus que personne à sa constitution politique, elle était notre œuvre; on nous avait dit qu'elle serait notre alliée pour toujours : le moment était venu de mettre à l'épreuve l'amitié et la générosité de la nation sœur. On a dit de la France qu'elle était la seule qui fît la guerre pour une idée; l'Italie a montré qu'elle ne la faisait pas pour un sentiment.

Certes, nous avions mis tous les torts de forme de notre côté; nous avions négligé de nous assurer des alliances. Le maréchal Niel avait recommandé autrefois à l'empereur, dans les termes les plus énergiques, de ne s'aventurer jamais dans une guerre sans alliés. L'empereur était convaincu de la sagesse de ce conseil, il avait même essayé de le mettre en pratique, mais son défaut était d'essayer de tout et de ne conclure à rien. Le fatalisme de son caractère s'était peu à peu tourné, avec l'âge et la maladie, en une indécision sans remède. Il faisait les choses à moitié et se fiait aux

circonstances, qui l'avaient parfois si bien servi, du soin d'achever au bon moment et dans le bon sens l'œuvre qu'il s'était contenté d'esquisser. Depuis 1866, l'éventualité d'une guerre avec la Prusse s'était naturellement présentée à son esprit. Il avait échangé des vues avec l'Autriche et avec l'Italie ; il était allé presque jusqu'à nouer une alliance formelle ; il s'était arrêté au moment de s'engager. L'Autriche et l'Italie, lorsque la guerre a éclaté avec une soudaineté si imprévue et si imprudente, étaient donc libres, elles aussi, d'engagements à notre égard. Nous n'avions aucun *casus fœderis* à invoquer. Il fallait négocier pour obtenir l'appui de ces puissances, et il était facile de prévoir que, avant de le donner, avant de s'aventurer, elles attendraient les premiers événements. On sait ce qu'ils ont été.

Que l'Autriche et l'Italie aient regretté ces événements, nous n'en doutons pas. L'Autriche, en particulier, avait sur le cœur sa défaite de 1866, et elle brûlait de la réparer. M. de Beust ne demandait qu'à marcher. Mais il faut longtemps pour mettre en mouvement la monarchie austro-hongroise, et, avant même qu'aucune décision eût été prise, les nouvelles les plus décourageantes arrivaient des champs de bataille. L'Autriche ne nous devait aucune reconnaissance, loin de là ! elle n'était guidée que par des sentiments politiques ; cependant nos malheurs l'affligèrent profondément. Nous avons dit qu'elle avait beaucoup à réparer ; il n'en était pas de même de l'Italie. Enfant gâté de la fortune, tout lui avait souri et réussi depuis quelques années ; elle avait été comblée de dons de tous les genres ; mais il lui manquait Rome, et, si elle n'avait pas à réparer, elle avait à compléter. Au milieu des désastres qui nous frappaient si cruellement, l'Italie

avait une préoccupation dominante : prendre Rome. Il y avait là de quoi lui faire oublier nos malheurs, sinon même de quoi l'en consoler. L'occasion était trop engageante pour la laisser échapper. D'autre part, comment croire que l'empereur consentirait à ce que Rome tombât entre des mains italiennes? Il le pouvait, vainqueur; vaincu, il ne le pouvait pas sans humiliation. On devait donc le placer en présence d'un de ces faits accomplis qui ont toujours tant de force. C'est du moins ce que sollicitait l'opinion en Italie et ce que désirait le gouvernement; mais le roi hésitait; n'avait-il pas promis à l'empereur, en protestant contre les bruits contraires au commencement de la guerre, qu'il respecterait la convention de septembre 1864 et qu'il tiendrait sa parole en homme d'honneur?

L'empire tomba; le roi se crut dégagé. Le nouveau gouvernement était composé d'hommes qui avaient toujours combattu le pouvoir temporel du pape; il était naturel d'attendre d'eux des facilités que n'aurait pas accordées le gouvernement impérial. Cependant M. Jules Favre se refusa, non sans noblesse, à donner le consentement formel qu'on lui demandait. La France, occupée ailleurs, se contenta de laisser faire; elle abandonna le pape à son triste sort. Nous avions alors à Florence un envoyé extraordinaire, M. Senard, qui, dans l'effusion de son âme, dépassa la mesure où s'arrêtait le gouvernement et applaudit à la grande œuvre que l'Italie venait d'accomplir. Il était plein d'illusions, M. Senard! Admirablement reçu par le roi, par les ministres, par toute la société italienne, il ne doutait pas d'obtenir le concours militaire qu'il était venu solliciter. Hélas! il n'avait pas entendu le cri du cœur, échappé à Victor-Emmanuel à la nouvelle de nos défaites.

Le 6 août, le roi était au théâtre du Cirque avec Mme la comtesse de Mirafiore, lorsqu'on lui apporta des dépêches. A peine les eut-il parcourues qu'il sortit en proie à une violente émotion. Rentré au palais Pitti, il se laissa choir dans un fauteuil en s'écriant : « Pauvre empereur ! mais, f..., je l'ai échappé belle ! » On ne saurait mieux exprimer le sentiment qui animait l'Italie à notre égard. Si c'est une consolation d'être plaints, nous l'étions; mais, en déplorant notre malheur, l'Italie, dans le secret de son âme, avec plus de retenue que son roi, s'effrayait du danger qu'elle avait couru ou failli courir en risquant de se compromettre avec nous. Elle se félicitait d'y avoir échappé. Il aurait fallu, dès ce moment, les motifs les plus puissants pour la faire changer d'opinion et surtout de conduite.

Elle nous donna Garibaldi. On connaît l'odyssée du héros de Caprera qu'une barque alla chercher dans son île et conduisit en France. Une croisière italienne était chargée de surveiller l'île et la surveillait en effet, mais il semble que sa principale préoccupation ait été d'empêcher Garibaldi d'aller en Italie, et non pas en France. Si les circonstances ne s'étaient pas prêtées avec tant de facilité à l'occupation de Rome, peut-être y aurait-on donné licence à quelques manifestations révolutionnaires : la nécessité de les réprimer aurait alors servi de prétexte à l'armée italienne pour entrer dans la place. Mais ce prétexte était inutile. On s'en servait, il est vrai, comme d'un argument; on parlait d'assurer la sécurité du pape contre les tentatives qui pourraient se produire; on n'avait nul besoin qu'elles se produisissent, et dès lors on était plutôt disposé à les redouter. Garibaldi et ses volontaires étaient donc d'un bon débarras pour l'Italie, où leur présence ne

pouvait être que dangereuse ou gênante. C'est le seul secours que nous ayons reçu d'au delà des Alpes.

Ainsi nos espérances successives s'étaient évanouies. L'Empire expirant avait cru pouvoir entraîner l'Italie, il s'était trompé. Le prince Napoléon s'était rendu à Florence, et le roi, le laissant se débattre avec ses ministres, avait profité de l'occasion pour aller passer plusieurs jours à la chasse. Le gouvernement de la Défense nationale avait conçu, pour d'autres motifs, avec d'autres arguments, la même espérance que l'Empire; il devait aboutir à la même déception. M. Senard n'avait pas été plus heureux que le prince Napoléon. Restait une dernière ressource, M. Thiers. On connaît le voyage patriotique de l'illustre vieillard à travers toute l'Europe, de Londres à Saint-Pétersbourg, de Saint-Pétersbourg à Vienne, de Vienne enfin à Florence, dernière étape. Tout ce que la souplesse et la force de la dialectique, la raison politique, le sentiment, l'éloquence peuvent faire dans une situation fausse, M. Thiers le fit auprès du roi Victor-Emmanuel et de ses ministres. Pouvait-il réussir? Avait-il lui-même des doutes sur le résultat de son entreprise? Il est probable que non. Il plaidait avec chaleur une cause perdue d'avance et qu'il savait perdue. En vain exposait-il au Conseil des ministres des plans de stratégie, de hautes conceptions diplomatiques, des considérations tirées de l'état même de l'Italie et de ses intérêts pour l'avenir ; sa parole séduisait, elle n'arrivait pas à convaincre, et la séance était à peine levée que la froide raison reprenait tous ses droits. M. Thiers s'est loué de l'accueil du roi, où perçait une sympathie sincère pour la France; un peu moins de celui de ses ministres, qui avaient d'autres préoccupations dans l'esprit, et qui commençaient à craindre sérieusement

de mécontenter l'Allemagne en nous écoutant trop. Le dernier mot de cette négociation devait être dit par Victor-Emmanuel. Comme M. Thiers tentait auprès de lui un dernier effort, le roi lui répondit : « Si vous pouvez me donner votre parole qu'avec 100 000 hommes je sauverai la France, je marcherai ». M. Thiers se tut avec tristesse. Sa mission, comme le dit M. Rothan, avait irrévocablement échoué. Nous devions jusqu'au bout rester seuls en face de la Prusse.

L'Italie alors entra dans une nouvelle phase. On peut dire que, dès nos premiers malheurs, elle n'avait pas eu, un seul instant, l'idée de marcher à notre secours ; mais elle avait éprouvé une certaine inquiétude, une agitation intérieure qui se traduisait par des mouvements contradictoires. Fallait-il intervenir? ne le fallait-il pas? La question pouvait encore sembler douteuse. Le roi Victor-Emmanuel, avec sa nature vive, impressionnable, démonstrative, traduisait parfaitement dans ses paroles et dans ses gestes l'incertitude de son gouvernement. Il se servait adroitement de ses perplexités elles-mêmes. M. Rothan a peint en quelques mots son caractère et ses allures. « Le roi, dit-il, avait hérité des qualités et des défauts de sa race. Il était fin, avisé, martial, avec une pointe d'humeur gasconne. Il brandissait et rengainait son sabre selon les besoins de sa politique. » Peut-être, en tout cela, y avait-il plus de naturel encore que de calcul. Le roi était ainsi, les choses étaient ainsi ; que pouvions-nous espérer de plus qu'un vain intérêt? Mais lorsque la victoire de la Prusse fut devenue définitive autant que l'était notre écrasement lui-même, une autre préoccupation envahit l'esprit italien. On n'avait rien fait pour nous, mais on avait paru plu-

sieurs fois sur le point de faire quelque chose; on avait manifesté des sympathies; la Prusse n'en serait-elle pas choquée? On n'avait pas fait assez pour nous donner un appui efficace, on avait fait trop peut-être aux yeux de M. de Bismarck, le triomphateur brutal, dont l'attitude à l'égard de l'Italie était toujours restée énigmatique, par conséquent menaçante, ou du moins inquiétante. M. de Bismarck, qui n'a pas montré, depuis, grande tendresse pour l'Italie, n'en avait en ce moment aucune. Sa diplomatie était équivoque; elle se composait de politesses faites au gouvernement italien et de démonstrations favorables au pape; elle était très accusée dans un sens, mais n'était pas moins accentuée dans l'autre. Évidemment, M. de Bismarck voulait se réserver jusqu'au dernier moment, et rester libre de se déterminer d'après les circonstances. On craignait fort à Florence qu'il ne fît quelques difficultés à reconnaître les nouveaux accroissements que, sans demander conseil ni permission à personne, l'Italie s'était adjugés en profitant, suivant son habitude, des embarras de tous. La France paraissait alors plus disposée que M. de Bismarck à accepter le fait accompli : elle en avait tant d'autres à accepter, et de plus graves encore, qu'un de plus ne devait pas lui coûter beaucoup, et, d'ailleurs, celui-là, comme les autres, s'imposait à elle. C'est à ce moment que M. Rothan arriva à Florence.

Ses dépêches nous montrent les ménagements habiles du gouvernement italien envers nous comme envers la Prusse. La sympathie à notre égard était d'autant plus sincère qu'on ne craignait plus rien du vaincu et qu'on avait encore quelque chose à redouter du vainqueur. Si l'Italie avait pu nous rendre quelque service dans les négociations engagées, elle l'aurait

fait de très bon cœur; mais que pouvait-elle? N'avait elle pas assez à se faire pardonner elle-même? Elle suivait les événements d'un œil attentif et légèrement anxieux. Les dépêches de M. Rothan nous font assister aux phénomènes psychologiques, si on nous permet le mot, que ces événements produisaient dans le ministère italien. On apprend successivement la chute de Paris, l'armistice, les élections, l'avènement de M. Thiers, l'insurrection de la Commune. Il est curieux de voir comment tout cela est apprécié à Florence, et c'est ce que nous montre M. Rothan.

Son livre est à coup sûr un des documents diplomatiques les plus intéressants de cette époque, où on en a tant publié. Il complète le large tableau, que l'auteur avait déjà en partie déroulé sous nos yeux, des événements qui ont précédé la guerre et de ceux qui l'ont accompagnée. L'Italie n'est certainement pas, au point de vue de l'observation, l'endroit le plus mal choisi pour regarder ce grand spectacle, d'autant plus qu'elle en profite et qu'elle provoque dans son propre sein une série d'événements nouveaux. La chute du pouvoir temporel est un des faits les plus importants de l'histoire universelle. En toute autre circonstance, il ne se serait pas produit sans amener partout des perturbations profondes; mais le monde était déjà si troublé qu'il est passé presque inaperçu. Comment s'est-il passé? Quelles incertitudes, quelles émotions ont alors agité l'âme italienne? Qui ne désire le savoir? La lecture du livre de M. Rothan est, à ce point de vue, des plus attachantes. C'est l'histoire des contre-coups produits au dehors par nos propres révolutions, et quel contre-coup que la chute sans bruit, sans fracas, étouffée en quelque sorte, du trône pontifical au milieu de l'Europe absorbée ailleurs! L'équilibre

général étant rompu, chacun cherchait à profiter du désarroi avant que s'établît un équilibre nouveau. L'Italie tourne anssitôt ses regards vers Rome, c'est dire qu'elle les détourne de nous. La Russie ne regarde que les détroits et dénonce les clauses les plus onéreuses pour elle du traité de Paris. Chacun ne songe qu'à soi, et M. de Beust peut proférer avec raison sa fameuse parole : « Il n'y a plus d'Europe! » Le sentiment de la solidarité des puissances entre elles a disparu en effet. Nul ne le ressent. Les nations agissent avec l'égoïsme des individus. Les malheureux sont abandonnés ; les vainqueurs sont célébrés sans mesure, non sans quelque embarras toutefois, parce qu'on se demande comment ils accepteront certaines choses qui ont été faites sans eux.

La leçon qui ressort de tout cela, c'est que le premier devoir d'une nation est d'être forte et le second d'être habile, et notre patriotisme doit s'appliquer à donner à la France ces qualités qui lui ont si déplorablement manqué en 1870-1871. Si quelque chose peut y contribuer utilement, ce sont les publications de M. Rothan. Elles nous montrent, avec la clarté de l'évidence, par où nous avons péché, pourquoi et comment l'Allemagne nous a battus. Lecture douloureuse, mais nécessaire, obligatoire pour tous ceux qui veulent vraiment savoir. Ces livres ne sont pas seulement l'œuvre d'un publiciste, mais d'un patriote, et nous en connaissons bien peu qui soient aussi utiles.

25 août 1885.

LE JOURNAL DES DÉBATS

SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE [1]

Après la guerre et la Commune, une question se posait, qui dominait toutes les autres, à savoir quelle serait la forme définitive du gouvernement de la France : république ou monarchie. A vrai dire, la question n'avait même pas attendu pour se poser que la Commune fût vaincue. Pendant la guerre, la préoccupation patriotique de la Défense nationale était passée avant toutes les autres, et les avait même momentanément étouffées. Plus tard, l'Assemblée de Bordeaux avait consacré ses premières séances au traité de paix qui mutilait si cruellement la France, mais qui la rendait à elle-même. Or la rendre à elle-même, c'était, hélas! la livrer aux discordes intérieures : elles éclatèrent aussitôt. Pendant que l'insurrection prenait possession de la capitale, la question constitutionnelle s'emparait déjà de tous les esprits. La majorité de l'Assemblée regardait volontiers cette question comme résolue : elle était monarchique, il semblait que la

1. Extrait du *Livre du Centenaire du Journal des Débats*.

monarchie dût nécessairement sortir de ses délibérations et de ses votes. On sait quelles difficultés et bientôt quelles impossibilités se présentèrent. Nous ne les raconterons pas, car nous n'écrivons pas l'histoire de France à cette époque : nous voulons seulement indiquer la part qu'y prit le *Journal des Débats*, et lorsque nous paraîtrons raconter, ce sera seulement pour essayer de rappeler sous cette forme ce que nous avons pensé, senti et voulu à travers les événements qui se succédaient.

La question de république ou de monarchie se posait au *Journal des Débats* comme au pays lui-même : il fallait choisir, et le choix était rendu plus difficile par la composition même de la rédaction. Elle n'était pas homogène. Sous l'Empire, tous avaient combattu le même combat. L'Union libérale couvrait de son drapeau multicolore une armée dont les éléments étaient assez disparates, diversité qui disparaissait dans la lutte, mais devait se manifester après. Tous voulaient la liberté et le gouvernement parlementaire; seulement ils ne les voulaient pas de la même manière; car les uns ne les concevaient, au fond, que sous la forme monarchique, et les autres, tout en conservant aux anciennes traditions le respect qu'elles méritaient, se montraient moins attachés à la forme, plus ouverts aux nécessités actuelles, plus libres d'esprit et plus indépendants d'humeur. La divergence tenait à la fois, comme il arrive toujours, aux caractères autant qu'aux opinions. Que de fois ne s'était-on pas dit, alors qu'on combattait l'Empire, que la forme du gouvernement n'avait au total qu'un intérêt de second ordre, et qu'il serait puéril de lui sacrifier les questions capitales! On répétait volontiers que, l'adversaire une fois abattu, on se retrouverait certainement d'accord pour le rem-

placer comme on l'avait été pour le renverser. Si le pays se prononçait alors pour la monarchie constitutionnelle, qui donc, parmi les libéraux et les parlementaires, voudrait s'opposer au verdict du pays? Mais s'il se prononçait pour la République, on accepterait la République, car on n'avait ni préjugés, ni engagements : les circonstances et la volonté nationale trancheraient une question à laquelle on n'attribuait pas alors une importance extrême. Elle en avait plus qu'on ne le croyait. Tous étaient sincères sans doute dans l'échange de ces sentiments réciproques; on l'est toujours quand on est uni par une passion commune; mais la sincérité est parfois doublée d'illusions, et tel qui se ferait scrupule de tromper autrui ne s'aperçoit pas qu'il s'abuse lui-même. C'est ce qui est arrivé aux vaillants lutteurs de l'Union libérale. Les uns étaient restés plus obstinément monarchistes qu'ils ne le pensaient, et les autres étaient encore plus prêts qu'ils ne le croyaient peut-être à se rallier résolument à un gouvernement républicain.

De là des oppositions qui, peu sensibles au début, ne tardèrent pas à s'accentuer dans la rédaction du journal. Ce fait est trop naturel pour qu'il y ait lieu de s'en étonner : il se produisait, sous des formes différentes, dans la France entière, dans les groupes de l'Assemblée nationale, dans les ministères que M. Thiers était obligé de former. Singuliers ministères qui comprenaient en même temps M. de Larcy et M. Jules Favre! Certes, on pouvait leur reprocher de ne pas correspondre à la saine doctrine parlementaire, mais ils correspondaient exactement à la situation; ils en étaient l'image très ressemblante. La confusion était partout. Il faut bien reconnaître qu'elle était chez nous comme ailleurs, et qu'il en résultait quelque embarras

dans la conduite du journal. Parmi nos rédacteurs, les uns applaudissaient sans réserve aux travaux heureux et féconds de M. Thiers, les autres lui demandaient, avec une inquiétude apparente, des gages conservateurs. On sait ce que cela voulait dire. Un jour ou l'autre une rupture était inévitable, mais il y avait intérêt à ne pas la précipiter, afin de retenir ou de ramener les dissidents, si on le pouvait. Leur situation, leur talent, leur dévouement méritaient d'ailleurs tous les égards. Le plus illustre d'entre eux, M. Saint-Marc Girardin, était une des gloires de la maison ; nul, pendant de longues années, n'avait répandu plus d'esprit et de bon sens dans les colonnes du journal ; il en avait été, avec M. de Sacy, la plume la plus alerte et la plus active ; mais son âge lui rendait peut-être plus difficile de rompre avec des opinions auxquelles se mêlait pour lui un sentiment de fidélité. M. Saint-Marc Girardin était membre de l'Assemblée nationale ; il appartenait à la majorité royaliste et faisait partie de ses conseils ; il en partageait aussi les entraînements, autant du moins que cela était possible à un homme de tant de finesse. Un jour, M. Saint-Marc Girardin, accompagné de quelques membres de la droite, se rendit chez M. Thiers pour lui adresser des représentations mêlées de prières, et pour tâcher de ramener au bercail conservateur la brebis égarée dans des voies qui conduisaient manifestement à la République. Cette démarche, malgré son caractère historique, aurait peut-être déjà disparu des souvenirs, si, le lendemain, M. John Lemoinne ne l'avait marquée d'un de ces mots à l'eau-forte, qui ne s'effacent plus. Rappelant une démarche analogue qu'un bataillon conservateur de la garde nationale avait tenté de faire, en 1848, auprès du gouvernement de l'Hôtel de

Ville, M. John Lemoinne parla de « manifestation des bonnets à poil ». Le mot eut une fortune toute naturelle, bruyante, éclatante. On le trouva généralement fort bon, mais M. Saint-Marc Girardin le trouva mauvais, et il donna sa démission de rédacteur du journal. Il fut suivi dans sa retraite par MM. Auguste Léo et Eugène Dufeuille, qui, pour être moins en vue que lui, n'en rendaient pas moins au journal des services très appréciés. M. Léo était un écrivain de mérite, mais il était surtout un secrétaire de rédaction exemplaire; il apportait à sa tâche une exactitude et une application qui lui valaient la reconnaissance de tous; il revoyait tout, corrigeait tout, passait les nuits s'il le fallait, ne ménageant ni son temps, ni sa peine; il était la sécurité du journal. Quant à M. Dufeuille, introduit dans la maison par Prévost-Paradol, jeune, ardent, toujours sur la brèche, il laissait une large place à remplir. M. John Lemoinne était maître du champ de bataille, mais il restait avec un contingent fort diminué; le général avait besoin d'une nouvelle armée. Nous parlons, bien entendu, des rédacteurs politiques quotidiens, de ceux qui prenaient part aux polémiques du jour et les soutenaient chaque matin, car il ne devait y avoir, et il n'y eut aucun changement dans le reste de la rédaction.

C'est alors que M. Henry Aron et moi-même, nous entrâmes au *Journal des Débats*. Mon frère Gabriel ne tarda pas à m'y suivre. Ils ont été enlevés, Aron et lui, par une mort cruellement prématurée. Aron avait été un des brillants élèves de l'École normale, qui nous a fourni tant de collaborateurs éminents. Son talent, comme sa personne, était fin et distingué, avec quelque chose de nerveux et, parfois, d'inquiet et de douloureux. Il avait beaucoup de charme et d'attrait, rien

de familier : on sentait chez lui une certaine réserve et comme une difficulté à s'abandonner et à se livrer tout entier. Ceux qui l'ont connu ne l'oublieront pas et garderont de lui le souvenir mélancolique d'une destinée qui semblait devoir être heureuse et qui a été triste et incomplète. Entré dans la maison avant nous, il nous fit place à côté de lui avec bonne grâce, et pendant plusieurs années notre collaboration n'a pas cessé un seul jour. L'harmonie du journal était devenue parfaite; nul n'était d'ailleurs plus à même de l'entretenir que notre directeur et ami, M. Jules Bapst, dont l'autorité s'exerçait sur nous sous la forme d'une bienveillance, d'une bonté toujours égale, et d'un bon sens toujours sûr. M. de Molinari était secrétaire de la rédaction; son accueil était des plus aimables; il savait conseiller et encourager les jeunes gens avec cet esprit vif et gai que tout le monde lui connaît; il n'était intransigeant qu'en économie politique, pour le reste très conciliant. Le bulletin du journal, que j'ai fait depuis en alternant d'abord avec Aron, ensuite avec mon frère, était alors rédigé par Clément Caraguel et Ernest Dottain, que nous avons aussi perdus l'un et l'autre. Caraguel était un homme d'esprit plus encore qu'un politique; quant à Dottain, sorti en 1848 de l'École normale, avec MM. Weiss, About, Taine, Prévost-Paradol, moins habile écrivain que ceux-ci et d'une portée d'esprit plus modeste, il ne le cédait à personne pour la solidité de son jugement et surtout pour la sûreté de sa mémoire, qui était surprenante. Dottain, ancien professeur d'histoire, savait tout. Il suffisait de le consulter pour s'éviter la peine des longues recherches : aussi ne s'en faisait-on pas faute, et le bon Dottain se laissait tourner et retourner comme un dictionnaire infaillible et commode, grâce à cette douceur de carac-

tère qui ne lui a pas toujours permis de se conduire avec prud'homie dans les hasards de l'existence, mais qui lui a valu la sympathie de tous. Enfin, M. Louis Ratisbonne, rédacteur plus intermittent, mais très actif à cette époque, nous apportait une collaboration que son esprit mordant rendait très remarquable. On me pardonnera de reconstituer en quelques traits le milieu du journal au moment où j'y suis entré, et d'en fixer la physionomie, hélas! bientôt changée. Ces temps sont déjà loin, et, comme on le voit, presque tous les témoins en ont disparu. Pour compléter notre petit groupe, je dois encore nommer Émile Legrand, notre courriériste parlementaire. Aron et moi, nous faisions tour à tour le compte rendu des séances publiques de l'Assemblée nationale; Legrand était l'homme des conciliabules secrets, des commissions et des couloirs. Il a presque inauguré, dans la presse parisienne, ce genre d'informations, ou du moins il l'a beaucoup développé. On l'a depuis développé plus encore; mais Legrand avait l'originalité d'être intéressant et complet sans jamais être indiscret. Aussi la confiance en lui était la même dans tous les partis. Que de confidences n'a-t-il pas entendues, sur ce chemin de Versailles que nous avons fait ensemble si souvent, par toutes les saisons! J'aimerais assez à les rappeler, mais cela me conduirait trop loin. La physionmie du train parlementaire qui menait à Versailles et en ramenait mériterait pourtant d'être conservée. Il y aurait aussi beaucoup à dire sur la tribune des journalistes à l'Assemblée nationale et sur le personnel très varié qui s'y coudoyait. J'ai fait là des connaissances dont quelques-unes sont devenues peu à peu des amitiés. Je puis sans sortir de mon sujet, je dois même citer F. Joussemet, parce que, n'ayant pas l'intention de prolonger ces

souvenirs au delà de 1878, je n'aurais peut-être pas l'occasion de parler de lui plus tard, et qu'il a tenu pendant plusieurs années une place considérable au journal. Je vois encore sa figure aimable et souriante, et je me souviens de nos longues causeries qui m'aidaient à traverser sans ennui les séances parfois traînantes de l'Assemblée. Joussemet appartenait alors à un autre journal, mais il me parlait déjà de son désir d'entrer aux *Débats*, et je ne demandais qu'à l'y aider. Il avait une véritable érudition dans tous le sujets qui touchaient à la politique et à l'histoire, beaucoup d'esprit, beaucoup de bon sens et une humeur tout à fait avenante. Lorsqu'il fut des nôtres, il ne tarda pas à se faire apprécier et aimer de tous. Sa modestie l'empêchait de remplir les premiers rôles, mais il était éminemment utile dans les seconds, et il a été à son tour un excellent secrétaire de rédaction. La diversité de ses connaissances et la tournure de son esprit le portaient à une sorte de scepticisme qui n'était pas sans charme, et qui le faisait s'intéresser à tout sans se passionner pour rien. Il gardait la chaleur de ses sentiments pour l'amitié, de sorte que le commerce intellectuel avec lui était des plus agréables et les relations plus intimes d'une cordialité et d'une sûreté parfaites. J'anticipe en évoquant son souvenir à cette place, puisqu'il n'est entré au journal qu'en 1878, et cependant je dois parler de lui au passé, car lui aussi nous a été enlevé dans la force de l'âge, laissant parmi nous les plus profonds et les plus durables regrets.

Mais revenons en 1872. On voit quel était alors le personnel ordinaire du journal, la petite escouade laborieuse qui faisait le travail de chaque jour. Que voulions-nous, et quelle pensée politique était la nôtre? Nous le savions très bien, et il est facile de le dire.

Nous voulions que la France eût, comme on disait alors, un gouvernement défini et définitif, et que ce gouvernement fût la République. Nouveaux venus dans la politique, nous n'y apportions aucune des préoccupations que le souvenir du passé avait laissées dans certains esprits. Le droit de la France d'avoir un gouvernement nous apparaissait incontestable, et l'impossibilité de restaurer un trône quelconque ne nous semblait pas moins évidente. La majorité de l'Assemblée rêvait, au contraire, le rétablissement de la monarchie, et, en attendant la réalisation de son rêve, elle refusait de donner au pays un gouvernement ayant une forme et un nom. Toutes les luttes de cette époque procédaient de ces tendances divergentes. Elles ont été longues, à la fois très subtiles et très passionnées. Le pays s'y intéressait ardemment, mais les lecteurs d'aujourd'hui n'y prendraient aucun goût, et, si nous en signalons le caractère et le but, nous nous garderons bien d'en rappeler les détails. Qui se souvient encore de la commission des Trente et de ses « chinoiseries »? C'était pourtant la matière ordinaire de nos articles, sans parler de la « conjonction des centres », qui nous a fait répandre aussi des flots d'encre. La conjonction des centres était notre rêve alors! Nous l'avons poursuivie pendant plusieurs années avec autant de persévérance que d'insuccès, car l'insuccès a été complet. Malgré nos efforts, le centre droit s'est montré irréductible; le centre gauche ne l'est pas resté moins de son côté, et il a fallu renoncer à l'espoir de conquêtes réciproques. Unis sur bien des points, nous étions séparés profondément par la question constitutionnelle, et rien n'a pu jusqu'ici opérer un rapprochement toujours désirable et toujours chimérique.

Notre conception de la République nous semblait

pourtant faite pour rapprocher les hommes de bonne volonté. Nous ne regardions pas la République comme une vérité indépendante des temps et des milieux; nous ne pensions pas qu'elle fût supérieure et antérieure à tous les autres gouvernements; nous ne lui attribuions pas des vertus mystiques, opérant sur la société française par une sorte de dynamique surnaturelle; nous ne soutenions pas que de son principe dût nécessairement résulter tout un programme inflexible comme un Credo. Non! nous n'avions pas renoncé au dogmatisme sous une forme pour l'adopter sous une forme nouvelle. La République était à nos yeux un gouvernement comme un autre, avec la différence qu'il était possible et que les autres ne l'étaient pas, qu'il était vivant et que les autres nous paraissaient morts. A l'usage, entre les mains de M. Thiers, la République s'était montrée un instrument de gouvernement d'une souplesse et d'une puissance extrêmes. Si elle avait suffi à l'une des crises les plus terribles de notre existence nationale, pourquoi ne suffirait-elle pas aux jours plus calmes et relativement plus faciles? Pourquoi le gouvernement du jour ne serait-il pas celui du lendemain? Présentée ainsi, la République était, nous le pensions du moins, acceptable pour tous. Mais ce que nous demandions à chacun, c'était la bonne foi que nous avions apportée nous-mêmes à l'accepter. Ce n'était pas un bail à échéances que nous avions contracté avec la République et que nous proposions aux autres; c'était un engagement ferme et définitif. Si les adhésions, comme nous l'avons dit, ne venaient pas du côté des partis parlementaires, elles étaient tous les jours plus nombreuses du côté du pays. Grand sujet, pour nous, de joie et d'espérance! La majorité de l'Assemblée voyait, elle aussi, ce

mouvement national se prononcer et s'accentuer; mais, loin de s'en réjouir, elle s'en épouvantait; son affolement, mêlé de surprise et d'irritation, grandissait sans cesse. Il n'était que temps de renverser M. Thiers.

Le grand patriote était en effet, dans l'opinion de l'Assemblée, le seul obstacle au rétablissement de la monarchie. Habituée à tout personnifier en politique, la majorité voyait dans un homme la ruine de ses projets et cherchait un autre homme pour lui en confier le sauvetage. Elle n'avait pas compris que l'obstacle n'était pas dans M. Thiers, mais dans le pays lui-même, dans les conditions morales et politiques qu'il présentait. Sa colère devenait impatiente, et lorsqu'elle ne s'attaquait pas directement à M. Thiers, elle prenait à partie ses ministres, ou du moins quelques-uns d'entre eux. Un, parmi les autres, suscitait à droite les passions les plus violentes. Il était noté comme un anarchiste particulièrement dangereux, un affilié à l'Internationale, et surtout un ennemi de la liberté de conscience qu'il avait supprimée de l'enseignement. Qui ne reconnaît à ce portrait M. Jules Simon? Son merveilleux talent le rendait encore plus insupportable à l'Assemblée. Enfin il avait présenté, dans son Ministère de l'instruction publique, un phénomène de durée qui était inadmissible en République. On devait par lui faire brèche au gouvernement. L'attaque s'annonçait furieuse, et M. Thiers avait besoin, plus que jamais, du concours de tous les républicains.

C'est alors que certains d'entre eux opposèrent, à Paris, la candidature de M. Barodet à celle de M. de Rémusat. On a peine, aujourd'hui, à s'expliquer l'aberration à laquelle ils ont obéi. Si jamais faute politique s'est présentée avec un caractère d'évidence, à coup sûr c'est celle-là. Les avertissements n'ont pas

manqué; il n'en a été tenu aucun compte. La période électorale a été un des moments les plus actifs et les plus passionnés de ce temps. La lecture du *Journal des Débats* pourra, plus tard, si l'historien s'y reporte, donner une idée de cette lutte qui déchaînait toutes les violences et faisait fermenter toutes les intrigues. Chaque soir, la population de Paris se pressait dans les réunions publiques, où la question du jour était débattue avec une ardeur égale de part et d'autre. Nous nous partagions la besogne, et chacun de nous rentrait au journal, vers minuit, avec un compte rendu de la réunion à laquelle il avait assisté. On retrouverait dans ces comptes rendus la physionomie de cette curieuse époque, si différente de nos mœurs actuelles. En 1873, les réunions étaient relativement calmes, et les orateurs défendaient avec une liberté suffisante les thèses opposées. Il y avait un certain respect des opinions contradictoires. J'ai vu de près à ce moment le peuple de Paris; j'ai causé avec des ouvriers, des petits employés. Comme l'élection l'a prouvé, le plus grand nombre était égaré par un sophisme; mais ils apportaient de la bonne foi dans la discussion, et s'ils ne cédaient pas à l'objection, ils l'écoutaient encore avec quelque déférence. J'ai parlé de sophisme; c'en était un, en effet, et bien étrange, qui s'était emparé des esprits. On avait fait croire à ces malheureux que M. Thiers était prisonnier de la droite, comme la châtelaine dans une tour enchantée, et qu'il fallait le dégager et lui apporter de la force par une manifestation radicale. L'idée de donner une leçon au pouvoir, idée toujours présente à l'esprit de la population de Paris, parce que la leçon lui paraît toujours également opportune, a joué un rôle dans l'élection Barodet; mais avant tout, on voulait du bien

à M. Thiers, et c'est pour son bien qu'on agissait en votant contre son ministre et son ami, M. de Rémusat. « Voyez-vous, me disait un ouvrier, il faut le caler. » Ce mot était celui de la situation. J'affirme que chez beaucoup, et même chez le plus grand nombre, l'intention était aussi bonne que celle de l'ours de la fable envers l'amateur des jardins. Le résultat a d'ailleurs été du même genre. Les chefs de file, M. Gambetta et son entourage, savaient bien ce qu'ils voulaient : ils voulaient, en montrant leur force, mettre M. Thiers en demeure de renoncer aux ménagements qu'il gardait encore envers la droite, et de compter désormais plus directement avec eux. Mais ils n'avaient pas prévu, ou du moins mesuré l'effet de réaction qu'une élection radicale devait produire sur l'Assemblée, ni l'énergie d'impulsion qu'elle donnerait aux droites coalisées. Nous le leur annoncions pourtant tous les matins.

M. Thiers comprit, au contraire, qu'il devait, pour essayer de se sauver — ce qui était non pas tant son désir que son devoir, — faire des sacrifices à la droite. Le premier effet de l'élection Barodet fut la sortie de M. Jules Simon du ministère. Malheureusement cela ne suffit pas, et la seconde conséquence fut la chute de M. Thiers, le 24 mai. L'essai loyal de la République était terminé.

On a dit que M. Thiers aurait pu se maintenir au pouvoir après le vote de l'Assemblée, et il est certain que la loi qui définissait ses pouvoirs lui en donnait le droit, puisqu'elle leur avait fixé pour durée celle de l'Assemblée elle-même. M. Thiers pouvait prétendre que le vote de la majorité ne l'atteignait pas personnellement, changer encore quelques-uns de ses ministres, céder aux circonstances du moment,

et se préparer une revanche qui ne lui aurait pas échappé : les événements qui se sont produits par la suite en ont fourni la preuve. On lui a donc reproché de n'avoir pas prolongé la défense aussi longtemps qu'il l'aurait pu. Il avait plusieurs raisons d'agir comme il l'a fait. D'abord, il était profondément respectueux du gouvernement parlementaire; il en respectait les fictions, et plus encore les réalités. La droite n'avait cessé de dénoncer ce que son pouvoir avait de personnel : il était le premier à reconnaître que sa personnalité y jouait, en effet, un rôle prépondérant. La droite, par les mille liens dont elle cherchait à l'envelopper, prétendait le traiter comme une sorte de souverain constitutionnel; elle lui représentait, non sans quelque ironie, la formule qu'il avait inventée autrefois : « Le roi règne et ne gouverne pas ». — Régnez, lui disait-elle; c'est à vos ministres à gouverner; vous en durerez davantage. — La perfidie de ces conseils n'échappait pas plus à celui qui les recevait qu'à ceux qui les donnaient. M. Thiers sentait fort bien que le rôle qu'on lui proposait le diminuait et l'annihilait même, sous prétexte de le grandir. Il y avait à ses yeux une différence profonde entre un roi et un président de République. Un roi prend sa force dans les antiques traditions qu'il représente et qu'il incarne. Mille intérêts, qui ont en lui leur sauvegarde, en même temps l'entourent et l'appuient. L'institution dont il est la tête a une vigueur propre, et contient même un principe actif d'une telle puissance que les constitutions ont généralement pour principal objet d'en limiter et d'en modérer l'exercice. Un roi enfin doit durer jusqu'à sa mort et se perpétuer dans sa dynastie, ce qu'il ne peut obtenir dans un gouvernement parlementaire qu'à la condition de déléguer

à des ministres amovibles celles de ses fonctions qui le mettraient en rapports trop étroits avec les luttes des partis. Il n'en est pas de même d'un président de République. Qu'il le veuille ou non, il est le représentant d'un parti, ou, si l'on préfère, d'une opinion. S'il a été élu, il le doit à l'éclat de ses services, ou à la confiance et au respect que son caractère a inspirés. Sa force principale vient donc de lui-même et de ses amis politiques. Il ne la puise pas dans une institution qui ne lui attribue qu'une magistrature de quelques années. Vouloir qu'il cesse d'agir dès le moment où il est revêtu de cette magistrature, c'est le priver et nous priver nous-mêmes du bénéfice des qualités qui lui ont valu la popularité ou l'estime. M. Thiers était profondément pénétré de ces idées. Je l'ai entendu dire bien souvent qu'il ne comprenait que deux manières d'être pour le pouvoir exécutif, le pouvoir héréditaire sous la monarchie, le pouvoir au plus digne sous la République. Dans ce second cas, condamner le pouvoir exécutif à l'immobilité lui paraissait un non-sens, car alors, à quoi bon choisir? Une désignation de hasard comme celle de la naissance pourrait suffire. Il concluait qu'un président de République devait agir, et, pour son compte, loin de dissimuler son action, il l'avouait hautement et en revendiquait, bien entendu, la responsabilité. Où était donc, pour lui, le frein nécessaire au pouvoir exécutif sous la République comme sous la monarchie? Il était dans la durée provisoire de ce pouvoir, et dans la périodicité d'une élection qui permettait au peuple ou à ses représentants de se prononcer sur les mérites de celui qui l'avait exercé.

Nul n'était plus convaincu que qui dit gouvernement dit unité, et qu'il ne peut y avoir unité si

quelque part, dans le gouvernement, n'existe une intelligence où tout se réfléchit et se condense, ce qui permet de savoir toujours à point nommé ce qu'on peut, et d'en déduire ce qu'il est permis de vouloir. Je l'ai entendu cent fois exposer ses théories à ce sujet, avec cette abondance d'arguments et cette vivacité de langage qui rendaient sa conversation si séduisante. Il reconnaissait volontiers que certaines parties du gouvernement n'avaient pas une importance générale, et qu'on pouvait les abandonner à des ministres bien choisis. « Je ne m'occupe pas, disait-il, de ce que fait Dufaure à la justice; je sais d'ailleurs qu'il s'y entend mieux que moi. Je ne m'occupe pas de ce que fait Simon à l'instruction publique, et cela pour des raisons analogues. Je parlerais de même de quelques autres départements ministériels et de leurs titulaires. Mais lorsqu'il s'agit de la diplomatie, de l'armée, et des finances, c'est différent! La connaissance approfondie de ces trois administrations est absolument nécessaire à un homme d'État digne de ce nom, et il est indispensable qu'il y ait dans tout gouvernement un homme de cette espèce, sinon il n'y a pas de gouvernement du tout. Montrez-moi un ministère avec un excellent ministre des affaires étrangères, ayant à côté de lui un excellent administrateur militaire, et à côté encore un non moins bon financier, je vous dirai que la juxtaposition de ces trois hommes utiles ne fait pas un gouvernement, si l'un des trois, ou si un quatrième ne possède pas également les connaissances et les qualités des autres, et n'a pas autorité sur eux. Il est clair que la première condition pour être un homme d'État est de connaître l'Europe à fond, sinon les surprises sont redoutables. Mais il faut encore connaître l'armée, en avoir calculé les ressources, en

avoir étudié les ressorts et pouvoir se rendre compte à chaque instant de sa force offensive et défensive. Rien n'est plus indispensable à un diplomate que de connaître l'armée, car bien souvent la diplomatie est l'art d'accommoder la force, de la rendre présentable et décente, et dès lors il serait très dangereux de se tromper sur sa propre force ou sur celle de l'étranger : d'où je conclus qu'il ne suffit pas de connaître l'armée dont on dispose, qu'il faut encore connaître celles des autres et les avoir comparées. Enfin, on a dit que l'argent est le nerf de la guerre : ce qui est certain, c'est que les armées actuelles coûtent cher. Donc, pour l'armée d'abord, et ensuite pour l'entretien des divers services publics, un homme d'État a besoin d'avoir toujours présent à l'esprit le chiffre exact de ses ressources. Il sait alors ce qu'il peut donner à celui-ci ou à celui-là, et ce qu'il doit aussi refuser. Si on laissait faire chaque ministre, il viderait à lui seul et jusqu'au fond la caisse générale. C'est un danger; il y en a un autre, c'est qu'ils ne s'entendent pour vider la caisse fraternellement, en bons camarades, mais enfin pour la vider, c'est-à-dire pour épuiser les ressources disponibles du pays. Et alors qu'arrivera-t-il dans les temps difficiles? Il faut donc qu'au-dessus de ces intérêts divers il y ait un régulateur unique, autrement il y aura des ministres, des commis, mais il n'y aura pas de gouvernement. Il faut qu'il y ait un homme qui voie tout, qui sache tout et qui, à son tour, éclaire tout, qui soit comme une lampe, une veilleuse toujours allumée, projetant sa lumière sur chaque objet, afin de les montrer d'abord en détail, puis dans leur ensemble, et de permettre de les embrasser d'un même coup d'œil. Et cela sans cesse, sans une minute d'intermittence, le jour, la nuit, pen-

dant que les autres s'amusent ou qu'ils dorment. Cette attention, cette action vigilante et continuelle, sont la vie des hommes faits pour gouverner : les autres feraient bien de ne pas s'en mêler. » Voilà ce que pensait et ce que disait M. Thiers; on nous pardonnera de l'avoir rapporté.

Pensant ainsi, il regardait autour de lui, et n'y trouvait pas l'homme qu'il définissait avec tant de verve. Alors, il revenait à lui-même. « Je suis, disait-il en riant, sévère pour moi quand je me juge, mais je reprends mes avantages quand je me compare. » Il sentait sa supériorité, et tout le monde la sentait également, même ses pires adversaires, mais ceux-ci ne la lui pardonnaient point. Quant à lui, par doctrine, comme on le voit, par caractère, par goût du pouvoir, et aussi pour l'intérêt de son œuvre, il s'était mis en avant et personnellement découvert au milieu des conflits de chaque jour. Plus d'une fois déjà il avait menacé de donner sa démission, plus d'une fois même il l'avait donnée et avait fait par là reculer l'Assemblée nationale. Après le vote du 24 mai, il ne crut pas pouvoir se dispenser de la donner d'une manière définitive. Il avait défendu lui-même son gouvernement, exposé lui-même sa politique à la tribune. Il avait prononcé l'admirable discours qui restera comme une des productions politiques les plus remarquables de cette époque. Battu, comment ne se serait-il pas retiré?

Mais une autre raison encore devait le déterminer. La majorité de l'Assemblée nationale le regardait comme le seul obstacle à la restauration de la monarchie. « Soit! dit-il; je me retire, nous verrons bien si vous réussirez mieux. » Il était bon, en effet, que la démonstration de l'impuissance de l'Assemblée dans

sa tâche impossible fût évidente pour tous. Il faut bien qu'elle l'ait été, puisque l'Assemblée elle-même a fini par en être frappée, et qu'après la longue et laborieuse élaboration de ses lois constitutionnelles, ayant voulu fonder la monarchie, elle a fondé la République.

Quel a été le rôle du *Journal des Débats* pendant cette seconde période? Nous avions soutenu M. Thiers jusqu'au bout, et sa chute, qui ne nous avait causé aucune surprise, nous avait causé une profonde douleur. Nous nous trouvions en présence du maréchal de Mac-Mahon et de M. le duc de Broglie : nos sentiments n'étaient bienveillants ni pour l'un, ni pour l'autre. Le maréchal jouissait personnellement de l'estime générale. On le savait très honnête, on le croyait incapable d'une illégalité, et il l'était en effet. Les malheurs mêmes qu'il avait eus pendant la guerre, et dont le pays avait été si cruellement éprouvé, n'avaient pas diminué la sympathie qui l'entourait. On était assez disposé à voir en lui l'image de la France blessée, vaincue, mais chevaleresque et toujours intacte au point de vue de l'honneur. Il ne tenait qu'au maréchal de conserver dans l'opinion publique cette situation privilégiée : il aurait été le premier soldat de France, ce qui était assurément un sort digne d'envie. Comment, dans cette âme toute militaire jusqu'à ce jour, l'ambition politique vint-elle à se glisser? Nous l'ignorons. Ce qui est certain, c'est que, peu à peu, le nom du maréchal de Mac-Mahon se mêla aux discussions politiques et occupa une place plus importante dans les espérances et les projets de certain parti. Le maréchal prit l'habitude d'assister aux séances de l'Assemblée, toutes les fois qu'elles présentaient quelque intérêt, et que l'issue pouvait en être douteuse. Il attirait les regards par la fixité, l'im-

mobilité avec lesquelles on le voyait, toujours à la même place, suivre les débats. Inexpérimenté en politique, il y montrait quelque malaise, mais on sentait chez lui la résolution d'un homme qui a pris son parti et qui s'offre. Nous nous demandions naturellement quel titre il avait pour remplacer M. Thiers. Qu'allait-il faire dans cette galère, et comment saurait-il la conduire? Tout le monde savait d'avance que ce n'était pas lui qui la conduirait : le pilote désigné, attendu, connu, était M. le duc de Broglie. Celui-là avait à l'excès tout ce qui manquait au maréchal, une éducation politique accomplie, à la fois large et raffinée, le génie des petites combinaisons parlementaires, une ténacité et une souplesse extraordinaires, un courage qui ne s'abandonnait jamais, une fertilité de ressources qu'aucun événement ne déconcertait, et enfin un talent de parole qui, malgré l'organe le plus défectueux, frappait amis et adversaires par les qualités les plus rares. Ce talent manquait de charme; il était brillant et sec; la netteté, la précision, une sorte d'élégance hautaine en étaient les qualités saillantes; en revanche, pas la moindre chaleur. L'esprit y jouait le plus grand rôle, et tenait même toute la place. Il était facile de voir que M. de Broglie, rompu à tous les exercices de l'intelligence, historien de premier ordre, théoricien éminent, était complètement étranger aux mouvements qui agitaient l'âme du peuple, et qu'il ne tiendrait aucun compte des conditions dans lesquelles se trouvait la France contemporaine. Il les ignorait, vivant volontiers dans le passé et se complaisant dans un rêve de doctrinaire. Il était précisément l'opposé de ce que nous étions au *Journal des Débats*. Représentant la fraction de l'Union libérale qui s'était montrée la plus réfractaire à la République, il traitait nos

espérances avec dédain, décidé à en combattre la réalisation par tous les moyens, de préférence par les plus habiles et, au besoin, par les plus énergiques. Ambassadeur de M. Thiers à Londres, il venait à Paris combattre le chef du gouvernement qu'il représentait et conspirer sa chute. Il avait finalement renoncé à son ambassade pour se consacrer tout entier à son œuvre de démolition gouvernementale, et il y avait réussi. Qu'allait-il faire maintenant? Nul n'était plus impropre à une action puissante sur le pays, mais il pouvait et devait en avoir une très efficace sur l'Assemblée, et si celle-ci était à même de constituer la monarchie, personne assurément n'était plus capable que le duc de Broglie de la conduire à ce but.

Le lendemain de son élection, le maréchal ne manqua pas d'annoncer « qu'aucune atteinte ne serait portée aux lois existantes et aux institutions ». Il n'hésitait pas à prononcer le nom de la République. Il déclarait répondre de l'ordre matériel. Quant à l'ordre moral, on n'en parlait plus pour le moment, sans doute parce qu'on le considérait comme sauvé. Ces apparences ne trompaient personne. Il était clair que M. Thiers avait été renversé après avoir annoncé hautement l'intention de constituer la République, et que, par conséquent, le maréchal et son entourage chercheraient à fonder la monarchie. C'était leur droit, et ils auraient pu avouer leurs desseins avec plus de franchise. Ils étaient enfin maîtres du gouvernement; ils avaient la majorité dans l'Assemblée; le pays troublé, désorienté, semblait devoir supporter bien des choses : les conditions de leur œuvre apparaissaient exceptionnellement favorables.

La fusion eut lieu. L'effet de cette nouvelle fut considérable; il se fit sentir sur quelques-uns de nos

rédacteurs. On se demanda si la monarchie n'était pas redevenue possible, et si elle ne se présentait pas désormais sous des formes acceptables. Mais l'obstacle invincible fut le comte de Chambord, le roi lui-même, qui par sa lettre du 30 octobre 1873, adressée à M. Chesnelong, renversa sous une page éloquente l'édifice le plus laborieusement échafaudé. Le désespoir des royalistes était violent; il était mêlé d'affliction et de colère; et, certes, il y avait de quoi se désespérer et s'irriter, car jamais, dans l'histoire, un parti politique ne s'était cru plus rapproché du but, et ne l'avait plus cruellement manqué. C'était bien la peine d'avoir conservé si longtemps une religieuse fidélité à un principe et à un prince, pour voir subitement le prince s'ensevelir dans le principe, et le tout disparaître dans un épouvantable effondrement! Il était impossible de ne pas respecter le majestueux aveuglement du comte de Chambord; mais comment ne pas plaindre ceux qui s'étaient voués à lui?

La fusion des deux branches de la maison de Bourbon n'avait d'ailleurs pas amené celle des légitimistes et des orléanistes. Il est douteux que le succès eût produit un rapprochement sincère; ce qui est sûr, c'est que l'échec accentua les divisions. Les légitimistes de l'Assemblée nationale ne pardonnaient pas aux orléanistes, et les accusaient avec violence d'avoir, par leur esprit d'intrigue, par leurs petites prétentions, leurs susceptibilités et leurs jalousies, fait échouer la restauration de la monarchie nationale. Il va sans dire que les orléanistes n'étaient pas plus satisfaits des légitimistes. De part et d'autre une rancune implacable s'empara des cœurs. Il y avait, comme on le voit, dans le sein de la majorité, des germes de division que les républicains entretinrent avec le plus

grand soin, et dont ils tirèrent plus tard un parti très utile. Quant au ministère et au maréchal lui-même, ils semblaient fort compromis, et c'est merveille s'ils ne furent pas renversés tout de suite. Il faut en faire honneur à M. le duc de Broglie. Quelques sentiments que nous eussions à son égard, je me rappelle l'admiration involontaire qu'à ce moment il nous inspira par sa présence d'esprit et sa résolution. Tout autre serait probablement resté sous le poids d'une telle mésaventure. Mais lui, sentant fort bien que sa majorité allait se disloquer, se voyant perdu à brève échéance, il trouva le moyen de faire voter par l'Assemblée la loi du 20 novembre, qui établissait le septennat. C'était un coup de partie extrêmement habile et dont nous sentîmes la portée. Au fond, cela voulait dire, et personne ne s'y trompa, que si tout était ajourné, rien n'était irrémédiablement perdu, et qu'on se donnait sept ans pour rétablir la monarchie. « Tout arrive en France, disait Talleyrand, il suffit de vivre. » On s'assurait, ou du moins on croyait s'assurer de vivre pendant un laps de temps assez long pour que bien des choses arrivassent : on ne manquerait pas d'ailleurs d'y aider.

Nous entrons ici dans la période que j'appellerais volontiers l'âge héroïque du centre gauche. Le centre gauche était le parti auquel nous nous rattachions, et l'histoire de notre journal se confond avec la sienne : nous étions en effet son organe principal. Personne ne peut contester la part prépondérante qu'il prit alors à la fondation de la République. Qu'on relise les séances de l'Assemblée à cette époque, et l'on verra que presque toutes les propositions importantes étaient faites par nos amis, sous l'inspiration de M. Thiers. C'étaient M. Casimir Périer, M. Laboulaye, qui, reve-

nant sans cesse à la charge, toujours battus, mais chaque fois un peu moins, préparaient les voies à une constitution républicaine. Ils demandaient d'abord et nous demandions avec eux l'organisation des pouvoirs du maréchal. C'était quelque chose d'avoir un président pour sept ans, mais ce n'était pas assez, il nous fallait un gouvernement. Nous avions l'impertinence de dire que le maréchal, quels que fussent ses mérites, ne suffisait pas pour en tenir la place. Le débat, alors, portait sur la question de savoir si le septennat serait personnel ou impersonnel. Sous cette forme scolastique, se cachaient des intérêts très réels. Personnel, comme avait voulu le fonder M. le duc de Broglie, le septennat n'était qu'un homme; impersonnel, il était déjà une institution, institution très incomplète, mais que, le principe une fois admis, il devenait inévitable de compléter. La lutte fut longue; elle remplit toute l'année 1874, le résultat a été le vote de la Constitution de 1875, arraché à la lassitude et au découragement de l'Assemblée. Quelle distance parcourue entre les séances de Bordeaux en 1871 et celles de Versailles en 1875! On avait tout tenté pour rétablir la monarchie; on avait renversé M. Thiers, on avait fait la fusion, on avait fait le septennat et, en fin de compte, le représentant du septennat devenait, bon gré, mal gré, celui de la République; il en était le président pour sept ans. Nous avions enfin une constitution : restait à l'appliquer. Nous entendions qu'on l'appliquât républicainement : ce n'était pas chose facile à obtenir, ni qui allât de soi.

La majorité de l'Assemblée nationale s'était disloquée et mise en déroute, mais elle pouvait se reformer, et parmi ceux qui avaient voté la République, plusieurs n'avaient pas renoncé à l'esprit pseudo-conservateur

qui les avait animés jusqu'à ce moment. Le plus éminent parmi eux était M. Buffet, le chef du nouveau cabinet, cabinet composite dans lequel étaient entrés M. Dufaure et M. Léon Say. Rien n'était moins homogène que ce ministère ; il ne l'était pas plus que ceux que nous avions connus autrefois sous M. Thiers. On devait prévoir que la lutte, d'abord sourde et inavouée, plus tard nette et résolue, éclaterait bientôt entre des ministres qui représentaient des tendances et des groupes aussi différents, hier en lutte et destinés à le redevenir demain. Chacun avait ses champions dans la presse : nous étions naturellement du côté de M. Dufaure et de M. Léon Say. Nous avons beaucoup combattu M. Buffet, avec vivacité souvent, mais sans nous départir de l'estime particulière que méritaient son caractère et son talent. M. Buffet était un adversaire très dangereux pour nous ; il nous était toutefois impossible de méconnaître ce que ses convictions avaient de profondément sincère et de désintéressé. Il était incapable de les compromette dans l'intrigue, n'étant point fait pour elle. Esprit entier, absolu, il s'imposait par la force et l'autorité de sa parole vigoureusement scandée, dédaignant de persuader pourvu qu'il dominât les convictions. Nous sentions en lui un obstacle, et il l'était en effet à un degré redoutable. L'année 1875 lui appartient en propre ; elle est toute remplie par son ministère ; elle a été d'ailleurs immédiatement suivie de sa défaite et de la victoire des républicains.

La divergence qui existait entre lui et quelques-uns de ses ministres ne tarda pas à se manifester. Il prononça, dans le département des Vosges, un discours où il affirmait que le vote des lois constitutionnelles n'impliquait en rien l'abandon d'une politique nette-

ment conservatrice, « ni même l'adoption d'une politique qui, sans être encore révolutionnaire, frayerait la voie à celle-ci et lui servirait de préparation et de transition ». Il faisait appel enfin à la concentration, comme on dirait aujourd'hui, de tous les « hommes d'ordre » contre l'ennemi commun, le radicalisme. Les mots, en politique, n'ont pas seulement la signification que leur donne le Dictionnaire de l'Académie; ils prennent celle que leur prêtent les partis, et tout le monde comprenait, au mois de septembre 1875, qu'en parlant comme il le faisait, M. Buffet n'avait d'autre objet que de reformer la coalition des droites contre le centre gauche envahissant. Nos amis du cabinet s'y méprirent moins que personne; au discours de Dompaire répondit celui de Stors. M. Léon Say disait à Stors : « Le 25 février dernier, l'ancienne majorité de l'Assemblée s'est heureusement dissoute, et une majorité nouvelle s'est formée.... Il n'y a en France de gouvernement durable que celui qui rallie autour de lui le parti libéral.... » La réplique ne s'était pas fait attendre, et l'on peut deviner l'effet qu'elle produisit sur M. Buffet. Ce chant de triomphe et de confiance au sujet de la dissolution de l'ancienne majorité, cet appel au parti libéral, seul capable de former un gouvernement durable, c'était l'annonce des temps nouveaux. Il s'en fallut de peu que le cabinet ne se disloquât du coup, et s'il vécut pendant quelque temps encore, c'est parce que nos amis n'avaient aucun intérêt à le renverser. Il fallait vivre ainsi, vaille que vaille, jusqu'aux élections générales : elles seules pouvaient créer une majorité qui n'existait plus alors pour aucun parti. C'est ce que le *Journal des Débats* exposait le 23 octobre dans une note très significative. Il s'agissait de choisir entre le scrutin de

liste et le scrutin d'arrondissement. Ce dernier était soutenu par le ministère, et M. Buffet en faisait une question de cabinet.

« Si M. Buffet disparaît, disions-nous, le ministère Buffet n'existera plus. M. Buffet quittera le ministère si le scrutin de liste est voté, et personne ne peut supposer que le ministère existera encore après que son chef aura cessé d'être ministre. Veut-on dire que l'Assemblée devra discuter, à propos du scrutin de liste, un programme ministériel, et que le ministère conviera l'Assemblée à le faire? Nous n'en croyons rien pour notre part : le débat a été plusieurs fois proposé par M. Buffet lui-même, et l'Assemblée ne l'a jamais accepté. Elle a eu raison de reculer, et M. Buffet a eu tort de s'avancer. Or, on sait que M. Buffet ne peut pas plus qu'aucun de ses prédécesseurs faire accepter par une majorité quelconque un programme ministériel.... Il y a bien eu une majorité pour fonder un gouvernement; il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais, dans la Chambre actuelle, de majorité pour fonder une politique ministérielle. Mais du moins, disent quelques personnes, on saura, dans le cas où la bataille se livrera, si le ministère est homogène ou ne l'est pas. On peut prévoir cela dès maintenant. Le ministère est homogène pour fonder le gouvernement constitutionnel, il ne l'est peut-être pas pour résoudre toutes les questions d'administration intérieure. Le cabinet Buffet-Dufaure est constitutionnel, mais il n'est pas homogène dans le sens ordinaire du mot, et si on livre une bataille parlementaire, ce défaut d'homogénéité deviendra sensible. M. Buffet peut expliquer sa politique personnelle et déclarer la guerre au centre gauche, ce que nous regretterons fort, mais cela peut arriver. M. Buffet peut même — cela est encore pos-

sible — avoir la majorité; mais le lendemain de sa victoire, il sera obligé de former un nouveau ministère, car MM. Dufaure et Say ne pourront rester ministres, s'il s'établit une majorité dont leurs amis ne feront pas partie. »

Nous avons reproduit cet article, qui affectait la forme d'une note, et dont le principal rédacteur, pourquoi ne pas le dire? était M. Dufaure, parce qu'il résume admirablement la situation où l'on était alors. Situation d'attente : le ministère était trop divisé pour agir. En revanche, l'œuvre parlementaire de l'année fut particulièrement laborieuse et féconde au point de vue constitutionnel. Loi des pouvoirs publics, loi organique du Sénat, loi électorale de la Chambre par le scrutin d'arrondissement : toutes ces lois furent présentées par le ministère, étudiées par la seconde commission des Trente, votées par l'Assemblée nationale. C'était son testament qu'elle faisait.

Son dernier acte fut l'élection des soixante-quinze sénateurs inamovibles. Le souvenir de cette comédie politique est encore présent aux esprits. C'est là qu'on put constater à quel point était amer et sans merci le ressentiment des légitimistes contre les orléanistes. Bien que des élections partielles eussent renforcé la minorité républicaine, elle restait toujours minorité, et il suffisait aux royalistes de diverses nuances et aux impérialistes de rester unis pour s'attribuer la totalité des soixante-quinze sièges. La gauche n'avait aucun espoir de succès; elle avait dressé des listes par devoir, par correction parlementaire, sachant d'avance qu'aucun de ses candidats ne passerait, ou le croyant du moins. On vit alors ce dont est capable, dans une Chambre coupée en deux parties égales, la résolution d'un petit groupe dissident. Quelques membres de

l'extrême droite, de ceux que l'on appelait les chevau-légers, refusèrent, sous la conduite de M. de La Rochette, de soutenir les candidats du centre droit et n'hésitèrent pas à faire un pacte avec la gauche, s'engageant à voter pour ses candidats à la condition qu'elle voterait elle-même pour eux. Ils étaient environ une douzaine. La gauche prit le bien d'où il lui venait, comme il lui venait, et son succès fut complet. Je me rappelle l'indignation du centre droit; rien n'égalait sa surprise et sa fureur, sinon la passion du petit groupe dissident de la droite. Je vois encore M. de La Rochette montant à la tribune pour déposer son vote dans l'urne au milieu de huées, qu'il recevait la tête haute, le geste provocant : « Je vous connais, disait-il; vous ne m'intimiderez pas ». Ils allèrent, en effet, jusqu'au bout, lui et ses amis, et rendirent à la République le plus signalé des services. Il n'y a peut-être pas, dans l'histoire, une manifestation plus éclatante de ce que peut la haine entre les partis. Nous en profitions sans scrupules; ce n'était pas à nous à en avoir. Au fond, la République avait été fondée par la défection provisoire de quelques membres du centre droit, après l'échec de la fusion; et la première fournée dans les assemblées futures se trouvait lui apppartenir, en majorité considérable, par la défection de quelques membres de l'extrême droite qui éprouvaient le besoin de se venger. Les voies du destin sont impénétrables.

L'élection des soixante-quinze fut pour nous un grand bienfait, car les élections sénatoriales qui suivirent ne nous donnèrent pas la majorité, et nous avions besoin, pour contre-balancer les forces de la droite au Sénat, du legs inespéré que nous avait fait l'Assemblée nationale expirante. Quant à la Chambre des députés, elle fut élue, comme on sait, le 20

février 1876. Le pays donna largement la majorité aux républicains. M. Buffet, chargé du poids de l'impopularité qui s'était attachée pendant toute l'année aux résistances de la droite, fut battu dans les cinq départements où il s'était présenté. L'élection des soixante-quinze au Sénat, les élections générales de la Chambre, étaient un double désastre pour le centre droit. Le cabinet donna sa démission, et, sous la présidence de M. Dufaure, parut le premier ministère républicain.

Il dura un peu moins de dix mois. On peut dire de lui qu'il a assis la République en France. La lutte constitutionnelle paraissait terminée. La République existait de droit, il s'agissait d'en faire une vérité de fait. Pour cela, des changements nombreux devaient être introduits dans le personnel administratif, car un trop grand nombre de fonctionnaires, et notamment de préfets, étaient les ennemis avérés des institutions nouvelles. L'épuration s'imposait comme une nécessité incontestable; le seul danger était d'y céder à l'excès; mais ce danger était alors inaperçu, et le reproche qu'on adressait au ministère n'était pas de faire trop dans ce sens, c'était de ne pas faire assez. Le parti qui arrivait au pouvoir, ayant une clientèle abondante à placer, trouvait partout la place prise. Les objurgations les plus pressantes furent adressées à M. Dufaure; il ne les écouta que médiocrement. Bientôt la menace succéda à la prière, puis l'attaque à la menace, et il devint évident que le ministère Dufaure ne serait qu'une étape plus ou moins longue, et plutôt moins que plus. Pour notre compte, nous l'avons soutenu jusqu'à la fin avec le dévouement le plus sincère, et nous avons déploré sa chute, qui nous paraissait très prématurée. Sans doute ce ministère ne devait pas suffire toujours à toutes les difficultés. M. Dufaure,

quelles que fussent ses qualités, était, à bien des égards, un homme du passé, et il était facile de prévoir qu'il n'accepterait pas certaines nécessités devenues inévitables; mais il était admirablement propre à présider à une transition, si on voulait la bien ménager. L'austérité de sa vie, la fière dignité de son attitude pendant une longue carrière, son désintéressement personnel, sa parfaite loyauté, attiraient universellement le respect. Nul ne pouvait mettre en doute la sincérité de son adhésion à la République; mais aussi longtemps qu'il serait à la tête du ministère, nul ne pouvait craindre non plus que la République ne s'égarât dans les voies où elle s'était antérieurement perdue. Il était, avec M. Thiers, le meilleur des répondants pour le gouvernement nouveau. Enfin, son talent de tribune, qui était de premier ordre, non pas toujours par l'habileté de l'argumentation, mais par la vigueur de la logique et la fermeté de la diction, était une force considérable. Il nous semblait que notre devoir était de faire un bail prolongé avec un tel homme, et que nous devions même lui pardonner certaines obstinations qui tenaient à son âge, à ses préoccupations professionnelles, à ses habitudes invétérées. Nous pensions qu'il n'y avait pas lieu de mettre en parallèle M. Dufaure et un procureur général, et de renverser le premier pour se débarrasser du second. Nous soutenions donc le cabinet quand même. Tout le monde n'était pas de notre avis; mais nous étions encouragés par M. Thiers.

M. Thiers, en effet, avait pris sur le journal une influence directe qu'il aimait à exercer surtout, on me permettra de le dire, par l'intermédiaire de mon frère et par le mien. Nous étions, comme on peut le croire, heureux de suivre ses conseils et touchés autant que

flattés de la confiance affectueuse qu'il nous témoignait. Les soirées intimes de la place Saint-Georges ont laissé un souvenir impérissable à tous ceux qui en ont joui; mais les conversations du matin, dans le laisser-aller du tête-à-tête, étaient encore plus intéressantes. M. Thiers, en déshabillé, physiquement et moralement, s'abandonnait à tous les hasards de son imagination vagabonde et de la verve la plus abondante, la plus étincelante, la plus nourrie de faits, d'anecdotes, de jugements rapides et profonds, de saillies de bon sens et de jets humoristiques que j'aie jamais rencontrée et que je rencontrerai vraisemblablement jamais. Sur tous les sujets il était prêt, et il les enchaînait les uns aux autres avec une fantaisie pleine d'imprévu : on faisait en une heure plusieurs fois le tour du monde avec lui. En toutes choses, il était prodigieusement vivant, animant tout ce qu'il touchait; et il touchait à tout, car tout l'intéressait et l'attachait un moment. Il aimait à répéter sur la marche du monde un mot qu'il attribuait à Cousin : « C'est toujours la même chose, et c'est toujours amusant ». — « Je suis, me disait-il, comme une vieille femme de mon pays, qui était plus âgée que moi, elle avait quatre-vingt-dix ans, et qui, sentant sa fin prochaine, répétait : « Je voudrais bien encore voir quelque chose. — Mais moi, ajoutait-il, je ne pense jamais à la mort, c'est un objet trop triste. » Sa prodigieuse activité d'esprit embrassait tous les problèmes de la politique, de l'histoire, de la littérature, de la philosophie, de l'administration, de la science, et l'on sait quelle lucidité il y apportait. Il avait horreur de l'obscurité; et il n'était pas de matière dont sa parole ne débrouillât aisément le chaos. Au reste, il niait que l'obscurité fût jamais dans les choses. « Il n'y a pas, répétait-il, de

question obscure, il n'y a que des esprits obscurs. » Avec cette merveilleuse clarté d'exposition, cette parole alerte et vive, cette bonne grâce charmante que je lui ai toujours vue, il prenait sur nous une influence de plus en plus grande. Nous acceptions un tel guide avec autant de plaisir que de profit. Certes, il était passionné; il aimait et il détestait avec violence, et les mots les plus terribles lui échappaient sans cesse sur ses contemporains; mais nous étions passionnés nous-mêmes, et quelque excès en ce genre ne nous déplaisait pas.

Si je parle ainsi de M. Thiers à propos de l'histoire du journal, c'est parce que, pendant cette période jusqu'à sa mort, il a été l'inspirateur constant de nos polémiques, soit dans la politique intérieure, soit dans la politique extérieure. Il soutenait M. Dufaure, pour lequel il avait d'ailleurs plus de considération que de goût : les deux hommes étaient très différents de tournure et aussi d'ouverture d'esprit, aussi bien que de caractère. M. Thiers n'avait pas les scrupules et les hésitations de M. Dufaure sur le personnel; il était partisan d'une épuration plus large. En toutes choses, il avait une hardiesse de conception et, lorsqu'il le pouvait, d'exécution qui s'accommodait mal des timidités et des lenteurs. Mais la raison politique dominait ses impatiences, et il comprenait la nécessité de maintenir le plus longtemps possible aux affaires le premier cabinet républicain. De plus, à cette date, ses préoccupations étaient loin de s'enfermer dans les limites de nos frontières; l'état de l'Europe était même le principal objet de ses soucis et le thème le plus ordinaire de ses conversations.

Tous les regards, en effet, commençaient à se tourner du côté de l'Orient. Des incidents d'un mauvais symp-

tôme s'étaient produits en Herzégovine et en Bosnie, et plus tard en Bulgarie, où des tentatives insurrectionnelles avaient été étouffées dans le sang. M. Gladstone publia alors ses fameux pamphlets sur les « atrocités bulgares », et la Turquie fut dénoncée comme déshonorant le genre humain. Ce n'était pas l'avis de M. Thiers. Sans doute il regrettait les brutalités qui s'étaient produites, mais l'histoire lui avait appris que, toujours condamnables, elles étaient souvent inévitables; les annales de tous les pays en contenaient de non moins cruelles; il y avait d'ailleurs beaucoup d'exagération mélodramatique dans ce qu'on en racontait; enfin, on ne réprime pas la révolte seulement par la douceur et les bons procédés. M. Thiers défendait donc la Turquie, et il suivait d'un œil bienveillant les efforts qu'elle faisait pour se régénérer. Le journal était devenu très turcophile. En soutenant cette politique, M. Thiers était fidèle à des convictions anciennes chez lui. Il était ce que nous appellerions classique en diplomatie, et notamment en ce qui concerne la question d'Orient. Peut-être avait-il fait un peu de romantisme en 1840. Dieu sait pourtant si le romantisme lui était en horreur sous toutes ses formes! Aussi en était-il complètement revenu. Personne n'ignore que, sous l'Empire, il avait été un partisan avoué de l'expédition de Crimée, et que, bien qu'appartenant à l'opposition la plus acharnée, il s'était montré publiquement sensible non seulement à l'éclat qui avait brillé sur nos armes à Sébastopol, mais aux résultats politiques qui avaient été consacrés au Congrès de Paris. Était-ce par hostilité contre la Russie qu'il pensait et qu'il parlait de la sorte? Non; je l'ai toujours vu animé d'une sympathie très vive pour ce grand pays, et, dans le corps diplomatique, il n'avait

pas d'ami plus intime que le prince Orlof; mais il craignait que la Russie ne fît fausse route dans la politique qu'elle paraissait sur le point d'adopter, et qu'en se trompant sur ses véritables intérêts, elle ne menaçât gravement le repos et l'équilibre de l'Europe. C'était la mode de dire que l'empire ottoman tombait en ruine, et que le premier choc l'achèverait. M. Thiers n'en croyait rien. Il admirait beaucoup le soldat ottoman, il comptait sur l'instinct militaire de la race turque, et il annonçait que la Russie rencontrerait sur sa route des difficultés plus nombreuses et plus graves qu'elle ne l'imaginait. Si elle devait arriver sous les murs de Constantinople, elle y rencontrerait sans doute des obstacles qui ne viendraient plus seulement du sultan. Que résulterait-il donc de la guerre qui menaçait à l'horizon? L'épuisement de la Russie pendant plusieurs années, conséquence fâcheuse pour la Russie, fâcheuse aussi pour l'Europe, ou du moins pour certaines puissances en Europe qui tenaient à la force de la Russie et la regardaient comme un contrepoids nécessaire. C'est ainsi que raisonnait M. Thiers et que nous raisonnions avec lui. Si cependant il se trompait, si la guerre devait être pour la Russie facile et heureuse, si l'empire turc devait disparaître de l'Europe, si ces événements qui lui paraissaient impossibles venaient à s'accomplir, M. Thiers était convaincu qu'ils ne s'accompliraient pas sans une guerre générale ou sans une série de guerres particulières, dans lesquelles l'Autriche d'abord, d'autres puissances ensuite seraient entraînées, et dont les contre-coups ne pouvaient que nous être fatals. Il s'intéressait beaucoup à l'Autriche, dans laquelle il voyait pour l'avenir, si elle savait se ménager, un facteur important de la politique générale, et tout en désirant pour elle une

grande situation en Orient, il souhaitait qu'elle n'y usât pas toutes ses forces, n'y tournât pas toutes ses préoccupations et ne renonçât pas sans retour à son rôle historique au centre de l'Europe. Il voulait donc la paix, il la désirait ardemment, et il nous poussait à la prêcher par des arguments qui ne devaient pas toujours plaire à la Russie, mais qui n'avaient pourtant rien que d'amical envers elle. Nous n'avons pas été écoutés, la guerre a éclaté. Ce n'est pas ici le lieu de rechercher si M. Thiers s'est trompé dans ses craintes; il nous suffit de dire quel était le but que nous poursuivions et les motifs qui nous inspiraient.

Pendant cette période, la politique étrangère occupait une très grande place dans le journal. Mon frère et moi tenions la plume. Mais après avoir rendu à M. Thiers sa responsabilité dans nos polémiques, qui produisirent alors quelque impression, je manquerais de justice si je ne parlais pas d'un homme très modeste, très peu connu alors et aujourd'hui absolument oublié, qui nous a rendu les plus grands services. C'était un Polonais, nommé Wyzinski, Galicien d'origine, si je ne me trompe, en tout cas, attaché à l'Autriche et résidant à Paris. Il était fort lié et vivait intimement avec un publiciste célèbre, M. Julian Klaczko, qui publiait à cette époque les *Deux chanceliers*. Wyzinski n'avait ni l'imagination brillante, ni le talent d'écrivain de M. Klaczko, mais il avait une capacité de travail et une force d'esprit peu communes. Pour employer un mot à la mode, c'est lui qui nous documentait. Connaissant à fond l'histoire diplomatique, très bien renseigné, au moins d'un certain côté, il lisait tous les journaux de l'Europe, dont il savait toutes les langues, et chaque jour il nous apportait avec abondance les matériaux de notre travail. Il aurait été très capable

de les mettre en œuvre lui-même, s'il n'avait pas eu le travail écrit un peu lent pour le journalisme. Ses idées étaient très arrêtées et son intelligence très méthodique; mais il n'avait aucune prétention personnelle, et il montrait une pleine satisfaction lorsqu'il voyait sa graine pousser dans le jardin d'autrui. D'ailleurs Wyzinski était étranger, et son origine même le rendait parfois peu impartial. Tel qu'il était, il nous a été infiniment utile, et j'ai gardé de lui un souvenir reconnaissant. Son labeur était considérable. Il le prolongea pendant près de quatre années, sans autre interruption que celle que nous lui imposions lorsque la politique intérieure nous prenait tout entiers. Wyzinski ne comprenait pas que l'on pût se tant occuper de politique intérieure; il la méprisait profondément, et nous lui parûmes un peu fous sous le 16 mai ; il s'étonnait de nous voir nous détourner des grands intérêts de l'Europe pour de misérables querelles de parti, et il en gémissait tristement. Enfin, il fut pris d'une maladie de langueur, d'un mal nerveux qui ébranla son cerveau surmené. Je le vois encore, dans les derniers temps de sa vie, morne, abattu, relevant avec peine sa tête, qui était intelligente et expressive, sur un corps petit et presque contrefait. Au commencement de 1879, il vint au journal, et, me souhaitant une bonne année, il me serra la main et me regarda avec une expression fixe et douloureuse dont je fus étonné et frappé. Le lendemain, le pauvre Wyzinski se noyait dans la Seine. On me pardonnera de lui avoir consacré ces quelques lignes, car je suis bien sûr que nul autre ne parlera de lui.

Me voilà un peu loin du ministère Dufaure; mais cette diversion est, en somme, dans la nature même de mon sujet, et elle contribue à restituer à cette

période du journal sa physionomie véritable. La République avait vaincu; nous espérions que sa vie serait sans grandes secousses, au moins dans les débuts ; nous ne nous laissions donc pas absorber par la politique intérieure, si exigeante parfois, mais, à la longue, un peu desséchante. Les questions que j'appellerai à côté, comme les questions d'enseignement, nous occupaient beaucoup. Nous n'oubliions pas non plus que le journal était littéraire aussi bien que politique, et les articles littéraires étaient pour nous une distraction et un repos. Notre existence s'écoulait tranquille, non sans offrir quelque variété intéressante, lorsqu'au mois de décembre 1876, M. Dufaure fut renversé. La Chambre lui avait infligé une série de petits échecs et l'avait en quelque sorte livré, affaibli et un peu dégoûté, au Sénat qui l'avait achevé. C'est sur un vote du Sénat qu'il remit sa démission au maréchal. Il faut le dire, M. Dufaure n'a pas été suffisamment soutenu par ses amis; son ministère éprouvait par là comme une difficulté de vivre. C'était une faute dont nous étions, comme nous l'avons dit, très innocents. A M. Dufaure succéda M. Jules Simon, ce qui fut d'abord une grande joie pour le parti républicain. Le maréchal eut toutefois bien tort de le renverser le 16 mai, car s'il avait attendu davantage, les propres amis de M. Jules Simon l'auraient laissé tomber, comme ils avaient fait de M. Dufaure. Le parti républicain n'avait pas encore appris à soutenir un ministère; je ne suis même pas bien sûr qu'il l'ait appris depuis.

M. Jules Simon débuta par un succès parlementaire qui lui fut vivement et éloquemment disputé : on n'a pas oublié la grande discussion qui se produisit entre M. Gambetta et lui au sujet des droits du Sénat en matière financière. Faire accepter par une Chambre

toujours jalouse de ses privilèges les droits du Sénat, n'était pas une tâche facile. Cependant M. Jules Simon y parvint; mais dès le premier jour il avait rencontré l'opposition de M. Gambetta, et tout le monde savait que cette opposition, qui tenait à des souvenirs anciens, ne manquerait aucune occasion de se manifester. C'était une cause de faiblesse pour le cabinet. Sans avoir, dès ce moment, la grande situation politique où nous l'avons connu un peu plus tard, M. Gambetta avait conquis une importance parlementaire très considérable : il était difficile à un cabinet de se maintenir longtemps malgré lui. Il n'osait pas attaquer de front un ministre dont l'avènement aux affaires constituait un progrès très apparent pour le parti républicain; mais il n'était pas en peine de trouver des moyens indirects de l'affaiblir, et il ne se faisait point faute d'en user. Un parti n'a jamais trop d'hommes de valeur; le parti républicain n'en avait pas beaucoup qui fussent comparables à M. Jules Simon pour les services rendus, ni pour l'éclat du talent. L'hostilité personnelle de M. Gambetta contre lui a été un malheur public. Cette hostilité, qui s'était déjà produite au sujet des pouvoirs financiers du Sénat, ne tarda pas à éclater une seconde fois à propos des manœuvres du clergé, manœuvres déplorables qu'il fallait réprouver énergiquement, tout en ayant soin de ne pas déchaîner les passions antireligieuses. C'est à propos de la question romaine que les manifestations des évêques eurent lieu. Le pape Pie IX les encourageait. Un certain nombre d'évêques publièrent des mandements, ou même adressèrent au président de la République des lettres destinées à appeler l'attention sur la situation temporelle qui était faite au Saint Père. Il fallait une singulière imprudence et une méconnais-

sance bien grande de l'état général de l'Europe, pour s'adonner à une propagande de cette nature. M. Thiers en était indigné, et il s'exprimait sur le compte des évèques manifestants avec une vivacité extrême. On ne pouvait, d'après lui, être trop sévère, trop dur même contre une telle conduite, et il encourageait M. Jules Simon à se montrer tel dans son langage à la Chambre, parce que, disait-il, si les paroles ne sont pas assez vigoureuses, on demandera des actes contre l'agitation cléricale, et ces actes peuvent nous conduire loin. Il était d'ailleurs aisé de voir que la situation du Saint Père n'était pas le seul souci des évêques; dans cet appel adressé au monde catholique et aux pouvoirs publics, les préoccupations intérieures tenaient une grande place; le clergé aspirait à jouer un rôle politique, et ses plaintes servaient de mot d'ordre aux partis réactionnaires coalisés. Une discussion parlementaire était inévitable sur ce sujet. Elle eut lieu, en effet, et M. Jules Simon, interrogé « sur les mesures qu'il avait prises et se proposait de prendre pour réprimer les menées ultramontaines dont la recrudescence inquiétait le pays », qualifia ces menées comme il convenait de le faire et affirma que le gouvernement saurait les réprimer. Mais M. Gambetta trouva son langage insuffisant, et c'est à cette occasion qu'il prononça la véhémente harangue qui se terminait par le cri de guerre : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi! » mot excessif dont le retentissement fut profond et les suites considérables. La Chambre vota par 346 voix contre 114 un ordre du jour accepté par le cabinet, et qui était ainsi conçu : « La Chambre, considérant que les manifestations ultramontaines, dont la recrudescence pourrait compromettre la sécurité intérieure et extérieure du pays, constituent une violation flagrante

des lois de l'État, invite le gouvernement, pour réprimer cette agitation antipatriotique, à user des moyens légaux dont il dispose, et passe à l'ordre du jour ». On voit que la confiance dans le cabinet n'avait pas été mentionnée dans cette formule, et, bien qu'acceptée par M. Jules Simon, elle paraissait inspirée par le discours de M. Gambetta.

Telle fut l'avant-veille du 16 mai. Le cabinet sortait diminué d'une discussion qu'il n'avait pas conduite, et dont il s'était approprié la conclusion plutôt qu'il ne l'avait dictée. L'impatience de M. Gambetta avait éclaté au grand jour, avec emportement, avec succès. La Chambre avait été entraînée par lui. Une influence plus considérable que celle du cabinet avait apparu clairement. Quant au parti clérical, dénoncé, démasqué, stigmatisé avec éloquence, assurément il ne renoncerait pas à la lutte; mais par quel moyen se soutiendrait-il? On ne tarda pas à le savoir. A peine quelques jours s'étaient-ils écoulés, que le maréchal de Mac-Mahon congédiait M. Jules Simon en se demandant, à propos d'un incident parlementaire sans importance, si le chef du cabinet avait « conservé sur la Chambre l'influence nécessaire pour faire prévaloir ses vues. Une explication à cet égard est, disait-il à M. Jules Simon, indispensable; car si je ne suis pas responsable, comme vous, envers le Parlement, j'ai une responsabilité envers la France, dont, aujourd'hui plus que jamais, je dois me préoccuper. » C'était la condamnation du ministère et de la Chambre, l'annonce d'un appel au pays, la mise en avant de la personne même du maréchal, qui se jetait imprudemment dans la lutte.

La surprise fut grande dans Paris et l'émotion très vive. On ne s'attendait pas à ce retour brusque et

offensif des partis réactionnaires. Le bruit s'en répandit aux obsèques de M. Ernest Picart, qui avaient lieu à l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, c'est-à-dire sous nos fenêtres. Il y avait là tout le personnel politique républicain, empressé pour rendre un dernier hommage à l'illustre orateur qui venait de mourir. La plupart de ceux qui arrivaient ignoraient la nouvelle, l'apprenaient aussitôt et manifestaient un étonnement sans pareil. La place Saint-Germain-l'Auxerrois présentait une animation extraordinaire. Le journal fut bientôt envahi. Les commentaires se multipliaient, les impressions s'échangeaient, et l'on put voir tout de suite que le gant qui nous était jeté serait relevé comme il devait l'être. Une même résolution s'empara de tous les cœurs avec la rapidité du feu qui prend à une traînée de poudre. La guerre était déclarée, elle devait être acharnée, mais pas un instant le succès ne nous parut douteux.

Nous ne raconterons pas l'histoire du 16 mai : on la trouvera dans le journal, si l'on veut s'y reporter. Il y eut, dans la presse républicaine, une entente, un accord et, en même temps, un entrain, un élan merveilleux. La lecture d'un journal peut donner une juste idée de ce qu'ils étaient tous; mais, dans le nombre, le *Journal des Débats* avait un rôle particulier. Il poussait la hardiesse, la violence même de l'attaque, aussi loin qu'il était possible. Nous ne ménagions rien, et, s'il faut dire la vérité, nous avions un secret mais très ardent désir d'être poursuivis. Nous fîmes tout ce que nous pouvions pour cela, hélas! sans y réussir. C'était la popularité certaine et bruyante : le gouvernement eut la malice de ne pas nous l'octroyer. Tous nos efforts furent infructueux. Mais en parlant comme nous le faisions, nous, les modérés, les conservateurs

républicains, nous donnions en quelque sorte le ton au reste de la presse. Ce que se permettait le *Journal des Débats*, comment les autres ne se le seraient-ils pas permis? Si on ne nous frappait pas, comment aurait-on pu frapper autour de nous? Aussi jouissions-nous à ce moment de toutes les bonnes grâces des républicains les plus avancés, des radicaux de cette époque. Nous n'étions pas de leur avis sur bien des points; ils le savaient parfaitement; mais ils nous le pardonnaient avec autant de générosité qu'ils nous l'ont quelquefois reproché plus tard avec amertume. « Vous n'avez peut-être pas l'idée, nous disait un jour M. Gambetta, du service que vous nous rendez : vous nous couvrez. » La vérité est qu'il y avait quelques gens d'esprit égarés, je ne sais comment, dans cette triste aventure du 16 mai, et qu'ils n'osaient pas se donner le ridicule de nous poursuivre. Le même embarras, d'ailleurs, les tenait et les gênait pour tout ce qui concernait Paris. Nous criions à la persécution, à la tyrannie; mais la violence même avec laquelle on nous laissait crier se retournait un peu contre notre thèse. Elle n'était pas vraie à Paris, elle ne l'était qu'en province. Jamais le gouvernement n'a donné le spectacle d'un tel respect pour la capitale et d'un pareil sans-gêne envers les départements. En province, c'était une sorte de terreur. L'administration se montrait menaçante, brutale, dure et cruelle pour les malheureux incapables de se défendre, pour les petits et les humbles : ils étaient indignement persécutés. Mais il en était tout autrement à Paris, où régnait la plus grande liberté. Phénomène singulier et assez difficile à expliquer, car les hommes qui étaient au pouvoir professaient pour Paris des sentiments peu sympathiques, tandis qu'ils se vantaient d'être ruraux et provinciaux. Contradiction

piquante, dont l'historien futur pourra rechercher la cause, et dont nous nous bornons à constater la réalité.

La campagne, dans nos colonnes, était conduite par M. John Lemoinne. Il était d'une impertinence transcendante. Ses articles cinglaient comme des coups de lanière, et jamais son talent, si ferme et si nerveux, ne s'était manifesté avec plus d'éclat. A côté de lui, sur un ton différent, mais avec non moins d'énergie et de vaillance, M. Cuvillier-Fleury publiait une série d'articles signés A. Tout Paris savait quelle haute personnalité littéraire était derrière cette lettre, et l'on admirait, on applaudissait des qualités de polémiste politique qui étaient une révélation pour la jeune génération d'alors, un souvenir du passé pour ceux qui, plus âgés, avaient suivi M. Cuvillier-Fleury dans toute sa carrière. Il était notre doyen par le nombre des années, mais sa valeur ne les comptait pas, et je ne suis pas éloigné de croire qu'il était de cœur le plus jeune d'entre nous. Rien ne le laissait indifférent. Il portait en toutes choses une passion généreuse qui échauffait son langage et accentuait son style avec vigueur. Il était resté ce qu'il avait toujours été, un libéral, et rien ne lui était plus pénible que de voir quelques-uns de ses amis d'autrefois suivre une politique qu'ils avaient en commun combattue et stigmatisée. Je dois rappeler aussi M. Ernest Bersot, qui, déjà atteint du mal cruel qui l'a rongé dans un si long martyre, stoïcien avec grâce, spirituel, mordant, ingénieux dans sa finesse, travaillant volontiers son style en épigrammes acérées, nous apportait avec discrétion un concours toujours remarqué. Aron, mon frère et moi faisions de notre mieux pour ne pas rester trop au-dessous de tels maîtres. Nous avons eu même à deux reprises — il

n'y a pas d'inconvénient à le dire aujourd'hui — un collaborateur dont nous avions le droit d'être particulièrement fiers. C'était M. Thiers en personne. Le rôle qu'il a joué comme chef de parti est connu de tous; il a été, avec M. Gambetta, l'organisateur de la campagne républicaine; mais les grandes affaires ne le détournaient pas de celles qui l'étaient moins, et il s'intéressait passionnément à nos polémiques. Il nous conseillait, nous encourageait, nous soutenait. Un jour, il nous dit : « Jeunes gens, vos articles sont très bien, mais ils sont trop longs; il faut tirer sur ces gens-là à coups de pistolet. Croyez-en un vieux journaliste, les articles les meilleurs sont les plus courts. Je n'ai pas, d'ailleurs, tellement abandonné le métier que je ne puisse vous montrer quelques spécimens de ma manière. » Et il nous donnait rendez-vous pour le lendemain vers huit heures, car, jusqu'à la fin de sa vie, il se levait et travaillait de bon matin. J'allais place Saint-Georges à l'heure dite; je trouvais M. Thiers un peu embarrassé; il avait sur sa table un manuscrit considérable. « Vous avez lu, me demanda-t-il, l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*? — Certes, monsieur le Président! — Vous avez dû trouver cela bien long. » Et comme je protestais du contraire : « Eh bien, continua-t-il, c'était au moins deux ou trois fois plus long dans mon premier jet, car j'écris de verve, sans m'arrêter, sans ralentir le mouvement, sans regarder derrière moi. Chacun de mes volumes m'a coûté un an ou plus de préparation; mais je l'écrivais ensuite en un mois. Puis, je me relisais, je me corrigeais, et mon travail de correction consistait à supprimer, resserrer, condenser, autant du moins que cela m'est possible. Je n'ai pas le temps de faire aujourd'hui ce travail de resserrement; faites-le vous-même, je me

fie à vous; voilà mon manuscrit; je vous en prie, coupez, retranchez là dedans; moins il en restera, et mieux ce sera. » J'emportai le manuscrit; il y avait en effet des longueurs et des répétitions, mais tant de vie et de mouvement; de rapidité, même dans ces longueurs; de grâce, même dans ces répétitions, que je n'osais pas pousser trop loin le sacrifice demandé. M. Thiers ne s'en est d'ailleurs jamais plaint. Deux fois nous avons publié d'importants articles de lui, sous le 16 mai. Il nous avait promis de nous enseigner l'art d'être court, et je dois dire qu'on pourrait encore reconnaître ses articles à leur étendue exceptionnelle. Mais on les reconnaîtrait mieux encore à la vivacité du style, à l'esprit qui y était répandu, à la logique pressante, impétueuse même de l'argumentation, enfin à ces qualités si rares que l'âge semblait avoir affinées chez lui sans les altérer.

J'ai vu M. Thiers à Saint-Germain trois jours avant sa mort; j'ai passé avec lui une soirée qui devait être la dernière; rien ne le faisait prévoir. Il avait reçu des renseignements électoraux qui le rendaient particulièrement gai et de bonne humeur. Pour lui, le succès était certain. D'ailleurs, il croyait toujours au succès, ou du moins l'annonçait. C'était peut-être de sa part un moyen d'encourager les autres, de leur donner la force qu'inspire la confiance, de leur montrer plutôt le prix à saisir que les difficultés pour l'atteindre. Mais cette fois il était incontestablement sincère, et il se moquait des timides qui doutaient du résultat. Les souvenirs de cette soirée sont restés si présents à mon esprit, que je me rappelle un retour que M. Thiers fit subitement dans le passé. Parlant d'un de ses plus vieux amis : « C'était, dit-il, un esprit pessimiste; il doutait toujours du succès, il croyait

d'avance à l'échec; mais il croyait avant tout au devoir, et son pessimisme ne le portait pas au découragement ni à l'abstention. En 1848, et c'est une des circonstances de ma vie dont je suis le plus fier, j'ai fait repousser le papier-monnaie. J'étais ému, indigné; je me suis jeté à la tribune. Au moment où j'y montais, j'ai croisé X... qui m'a dit : « Je comprends « votre dévouement, mais il sera inutile. Vous marchez « à une défaite certaine, vous n'aurez pas vingt-cinq « voix; mais parlez, vous aurez raison de le faire, et « c'est votre devoir. » Eh bien, j'ai parlé. Je n'ai rien ménagé. J'ai dit la vérité tout entière, sans m'occuper des personnes. L'Assemblée a vu un homme convaincu jusqu'à la violence. Je l'ai rudoyée; mais quand une Assemblée sent que celui qui lui parle sur ce ton n'agit point par vanité, par amour-propre, par ambition, qu'il est plein de sa foi et qu'il croit de son devoir d'essayer de la faire partager, elle n'est pas choquée, ou du moins elle ne l'est pas longtemps. Elle écoute, elle cherche à comprendre, elle comprend. Et c'est ce qui est arrivé. X... me disait que je n'aurais pas vingt-cinq voix; la situation a été absolument retournée; et ce sont les partisans du papier-monnaie qui ne les ont pas eues. Il faut aller de l'avant, marcher droit; on est suivi. Je vous dirai comme Girardin : Confiance! confiance! Nous réussirons! le maréchal croit avoir des racines dans le pays; il n'en a aucune. Tous les gouvernements ont cru qu'ils avaient des racines, et vous savez ce qui leur est arrivé. Tenez, quelques jours avant juillet 1830, j'ai vu le duc de Broglie, le père. C'était chez M. de Talleyrand. M. de Talleyrand n'aimait pas les doctrinaires, il ne frayait guère avec eux; mais tout le monde avait pour le duc de Broglie personnellement de la sympathie et du respect. Son caractère le

méritait. M. de Broglie était froid, un peu hautain même ; mais on sentait que cette froideur et cette réserve venaient d'une timidité qui n'était pas sans charme, même sous cette forme. Nous causâmes des Bourbons, et M. de Broglie, tout en s'exprimant avec énergie sur leur compte, ajoutait qu'on ne pourrait pas les renverser, qu'ils ne voudraient pas partir, qu'on serait obligé de s'arranger avec eux. « Je viens de province, disait-« il, et j'ai été frappé et surpris des racines profondes « que les Bourbons ont jetées dans ce pays-ci. » M. de Talleyrand souriait. Moi, je contestais. M. de Broglie soutenait son opinion avec une gravité inflexible. Quelques jours après, les Ordonnances ! Puis la Révolution ! La monarchie était jetée par terre ! Le roi était parti ! Le lendemain, j'ai rencontré le duc de Broglie : « — Eh bien, ces racines profondes? — Ah ! oui, vous « aviez raison. » Il fallait bien le reconnaître alors ; mais vous pouvez reconnaître dès maintenant que le maréchal a moins de racines encore que les autres, et que, s'il s'obstine, il aura le même sort, seulement un peu plus vite. »

M. Thiers nous prit alors à part pour nous parler de son manifeste, dont la première partie était terminée et la seconde tout près de l'être ; il nous donna pour quelques jours plus tard un nouveau rendez-vous à Saint-Germain, afin de nous lire ce travail auquel il avait apporté un soin tout particulier. C'était une œuvre laborieuse, commencée plus de deux mois avant sa mort, et qu'il a remise vingt fois sur le métier. A chaque circonstance politique nouvelle, il y ajoutait ou retranchait. Il témoigna quelque satisfaction de l'avoir terminée, car il commençait à en être fatigué. Sa voix alors devint plus grave, et il nous dit : « Je joue ma vie en travaillant comme je le

fais, je le sens bien, mais je ne suis pas plus libre en ce moment à la tête de l'opposition que je ne l'étais au pouvoir en 1871. Il faut que nous réussissions. L'Europe a les yeux fixés sur ce que nous faisons en France, et, je puis vous l'assurer, elle le voit avec bienveillance. Dieu me garde d'aller chercher des arguments au dehors! Toutefois, s'il serait peu conforme à la dignité d'introduire l'opinion de l'étranger dans nos luttes, il serait encore moins conforme à la prudence de ne pas se préoccuper de ce qu'il pense. Ces questions extérieures sont si délicates qu'on n'y saurait trop songer, qu'il faut sans cesse aller aux renseignements et se rendre compte des impressions produites. Ce ne serait pas agir en bon citoyen, en bon Français, que de ne s'être pas enquis de l'effet que doit produire le succès de nos efforts, et pour moi je vous déclare que si j'acquérais la certitude que cet effet dût être mauvais sur l'Europe, quelque ardente que soit la lutte actuelle, je modifierais mon attitude. Mais j'ai la certitude contraire, j'ai de bonnes raisons pour l'avoir, et alors je n'hésite plus. Vous le voyez, je travaille au delà de mes forces en vue du succès que j'attends : il m'est indispensable. Je me dois aux hommes que j'ai poussés dans la voie républicaine. Mes efforts d'aujourd'hui sont pour la justification finale de ce que j'ai fait depuis sept ans. Je ne puis plus, à mon âge, avoir d'autre souci que celui de ma mémoire. Que m'importe, à cet égard, d'être une seconde fois président de la République? Une nouvelle présidence ajouterait-elle quelque éclat à mon nom? Ce n'est pas au pouvoir que je tiens, je n'en ai pas besoin; mais j'ai besoin que la République réussisse. Si elle réussit, j'en serai incontestablement le fondateur dans l'histoire. »

Ce sont les dernières paroles que j'ai entendues de

M. Thiers. Trois jours après, la nouvelle se répandait que le grand patriote était mort. Tout le monde sentit que la France venait de perdre son plus grand citoyen, et qu'il faudrait longtemps pour qu'un autre, même doué des qualités les plus brillantes ou les plus puissantes, conquît l'autorité que son âge et cinquante années de vie publique avaient donnée à M. Thiers. M. Thiers avait de plus l'avantage d'être accepté de l'Europe. Il avait traité les plus grandes affaires avec les principaux hommes d'État de tous les pays : on le connaissait, on l'appréciait, et il rassurait. Au dehors comme au dedans, il était pour la République une garantie. Sa perte fut donc, de toutes les manières, une diminution considérable pour nous : nos adversaires le comprirent, mais ils respectèrent notre deuil. Il aurait, d'ailleurs, été imprudent de ne pas le faire. Les obsèques de M. Thiers donnèrent lieu à la manifestation la plus imposante et en même temps la plus significative. Paris tout entier se pressait le long du cortège : on sentait partout l'émotion très vive qui s'était emparée des cœurs, et en même temps l'irritation, l'intention de défi qui donnaient une seule âme à la foule immense. L'ordre fut parfait. Pas un cri ne fut poussé. Mais l'opposition avait pu montrer sa force, et dès ce moment le 16 mai était visiblement vaincu.

Quelques jours plus tard parut le manifeste de M. Thiers. Il a été imprimé au *Journal des Débats*. Sauf de rares initiés, on ne savait pas si M. Thiers avait terminé son travail et si la rédaction était arrivée au point qu'il pût être publié. M. Mignet et M. Barthélemy Saint-Hilaire, les deux amis les plus intimes de M. Thiers, ceux dans lesquels il avait la plus grande confiance, nous apportèrent le manuscrit, et M. Mignet

fit précéder la copie qu'il nous en laissa d'une attestation signée de lui, affirmant la parfaite conformité avec l'original. La dernière partie présentait quelques négligences, qui furent respectées. MM. Mignet et Barthélemy Saint-Hilaire passèrent de longues heures au journal pour revoir les épreuves avec le soin le plus minutieux. Enfin, ils nous donnèrent le bon à tirer. On tira vingt épreuves qui furent par nos soins distribuées le soir aux journaux républicains de Paris, et envoyées en province et à l'étranger. Tout cela fut fait avec un certain mystère, un peu comme dans une conspiration. Nous craignions sérieusement que la publication ne fût saisie et arrêtée, et les plus grandes précautions furent prises afin de garder le secret jusqu'au dernier moment. Le lendemain, l'effet fut ce que nous avions désiré et espéré. Cette éloquente défense de la République et du parti républicain tel qu'il s'était comporté depuis qu'il était au pouvoir, était faite pour frapper tous les esprits. Les sophismes au nom desquels la Chambre avait été condamnée et dissoute étaient réfutés avec la plus ferme logique. Enfin le vieil homme d'État semblait, du fond de la tombe, jeter au pays comme le résumé de ses convictions et de son expérience, son testament et son programme politiques, les mots qui terminaient son œuvre dernière : « Souveraineté nationale; — République, — Liberté, — Légalité scrupuleuse, — Liberté des cultes, — Paix. — Telles sont, ajoutait-il, mes chers électeurs, les opinions de toute ma vie, celles de notre XIXe siècle, qui marquera dans l'histoire de la France et de l'humanité, et que je vous conjure de consacrer dans cette occasion solennelle. »

La mort de M. Thiers nous remplit d'affliction, mais non de découragement. Je me rappelle pourtant un

mot d'une grande mélancolie qui me fut dit alors par Bersot. Nous parlions de M. Gambetta, du grand rôle qu'il était peut-être appelé à jouer, de la perfectibilité dont il avait donné déjà des preuves remarquables, des progrès politiques qu'il avait accomplis sur lui-même. « Eh ! oui, me dit douloureusement Bersot; mais quand il sera sur le point d'être parfait, il mourra. » Je n'osai regarder Bersot, car son admirable résignation à supporter, sans y faire jamais même une allusion, la plus cruelle et la plus implacable maladie, le rapprochait lui-même de la perfection philosophique, et il avait la mort écrite sur son visage ravagé. Il connaissait M. Thiers, comme nous-mêmes, depuis peu de temps, mais il l'aimait, et il était devenu un des familiers de la place Saint-Georges. Nous sentions tristement tout ce qui allait nous manquer. D'où nous viendrait maintenant l'inspiration qui nous avait si utilement soutenus? Nous espérâmes la trouver dans le souvenir de leçons inoubliables, et dans notre fidélité à nous y conformer.

La lutte contre le 16 mai continua avec la même ardeur et la même confiance; le plus brillant triomphe couronna nos efforts. Les élections du 14 octobre ne furent pas loin de réaliser la prophétie de M. Gambetta : « Nous partons 363, nous reviendrons 400 ! » Grâce à la discipline qui fut strictement observée dans tout le parti républicain, le succès fut complet. Assurément nous en étions heureux et fiers, mais nous n'étions pas, dès ce moment, sans quelques appréhensions. Il faut le dire, quoique le 16 mai nous ait procuré une grande victoire, et que la république en soit sortie avec une solidité nouvelle, il nous a fait un mal durable et profond. Ceux qui ont pris l'initiative de l'agression et qui l'ont conduite jusqu'au bout avec tant d'impru-

dence auront une lourde responsabilité devant l'histoire. Ils ont coupé le pays en deux, et ils ont creusé entre les partis un fossé devenu difficile à franchir. Avant le 16 mai, les partis étaient sans doute nettement tranchés; l'attaque et la défense, l'accusation et la riposte se succédaient, de part et d'autre, comme il convient dans un État libre; mais les haines qui dorment dans l'obscurité des consciences n'avaient pas été surexcitées et ne s'étaient pas manifestées au grand jour; ou du moins, si les chefs de parti avaient apporté parfois dans la bataille des passions ardentes et même des injures personnelles, le pays était resté plutôt spectateur qu'acteur, assistant à la lutte, jugeant les coups et, comme conclusion, se ralliant tous les jours davantage à la République. Nous avions encore beaucoup de conquêtes pacifiques à faire, d'adhésions à déterminer, d'hésitants à entraîner, et nous espérions bien y réussir. Certes, nous n'y avons pas renoncé depuis, mais il a été évident, dès le lendemain du 16 mai, que l'évolution serait beaucoup plus laborieuse et plus lente. Chacun, pendant cette période de fièvre, avait été forcé d'arborer une cocarde de combat et de se compromettre avec elle. La division s'était mise partout, elle avait pénétré jusqu'au sein des familles. En province, dans le dernier village, des gens qui sans doute s'aimaient peu, mais que les obligations d'une vie commune avaient amenés aux transactions nécessaires, et dont les rapports, sans être cordiaux, étaient supportables, avaient laissé éclater les instincts les moins généreux. Les calomnies réciproques, les accusations sans justice, les dénonciations sans pudeur, les persécutions sans pitié s'étaient donné libre carrière, comme dans une course débridée. Il est fâcheux, pour le maintien de la paix sociale, de mettre à nu le

fond des cœurs. Il est déplorable de mêler l'administration à tous les désordres qui sont inséparables d'élections où chacun risque sa place, à moins qu'il ne vise celle d'autrui. Des manifestations de ce genre font naître dans les âmes de longs ressentiments. Elles laissent derrière elles quelque chose d'irréparable, d'inoubliable, qui, dans la circonstance dont il s'agit, devait rendre singulièrement plus difficile la politique d'union et de concorde que nous avions rêvée sur le terrain de la République.

Cependant, l'année 1878 fut une année facile et heureuse. Tout semblait sourire à un gouvernement qui ne rencontrait plus d'obstacles devant lui. L'ère des dangers était passée, et l'ère des difficultés n'était pas encore ouverte. Tout le monde avait un vif besoin d'une détente. Paris cherchait les occasions de s'abandonner à la confiance et à la joie, et il les saisissait spontanément avec une unanimité qui ne s'est plus reproduite au même degré. On n'a pas oublié le 1er mai, jour de l'ouverture de l'Exposition universelle, exposition qui s'annonçait comme un grand succès. Le soir, sans que rien l'eût annoncé d'avance, la ville entière se trouva couverte de drapeaux et illuminée de millions de feux. L'allégresse éclatait dans les rues avec franchise et bonne humeur. Cette fête improvisée que Paris se donnait gaiement à lui-même eut un éclat tout particulier. Pendant les vacances parlementaires qui suivirent, deux ministres, MM. Léon Say et de Freycinet, firent de Calais à Bordeaux un voyage où ils distribuèrent à la fois de bonnes paroles et d'engageantes promesses. M. de Freycinet, qui avait disparu de la scène politique depuis la guerre, y faisait une rentrée brillante. On applaudissait des paroles comme celles-ci : « Je dis

aux républicains : C'est à vous aujourd'hui de faire les avances; c'est à vous de ménager, de respecter la susceptibilité des autres partis. Messieurs, si quelqu'un vous dit, comme je l'ai entendu dire quelquefois : « C'est de la faiblesse! » répondez : « C'est de la faiblesse quand on est le plus faible; mais quand on est le plus fort, c'est de la bonne politique. » De tels discours faisaient bien augurer de l'avenir. Quant au présent, il était permis d'en éprouver quelque fierté. La République était fondée; nos finances, entre les mains d'un ministre habile, présentaient des excédents dont on se disposait à tirer parti; notre armée était reconstituée. Enfin, au dehors comme au dedans, la paix avait succédé à la guerre. L'Europe était réunie au Congrès de Berlin : nous y étions représentés avec dignité et aussi avec profit pour notre situation méditerranéenne. Le but que nous avions poursuivi semblait donc atteint. La République était fondée, et, ne pouvant être glorieuse, elle était honorable et honorée. Il restait, il est vrai, une majorité hostile au Luxembourg, et à l'Élysée un président dont on pouvait toujours craindre quelque retour offensif; mais, dès les premiers jours de 1879, l'un et l'autre disparurent. Les élections pour le renouvellement partiel du Sénat nous attribuèrent la victoire devant le suffrage restreint, comme nous l'avions eue devant le suffrage universel. Quant au maréchal, il donna sa démission le 29 janvier. M. Grévy fut élu président de la République, et M. Gambetta président de la Chambre des députés.

Des années se sont passées depuis : elles appartiennent à une histoire encore trop récente pour que nous y recherchions le rôle du journal. Nous craindrions de faire, malgré tout, œuvre de polémique, et rien n'est

plus éloigné de notre pensée. Les discussions qui ont rempli ces dix années ne sont point closes; la période politique où nous sommes n'a pas terminé son évolution; un jugement serait prématuré. Mais avant de quitter la plume, jetons derrière nous un regard d'ensemble, et tâchons de déterminer le caractère moral et politique du *Journal des Débats* depuis ses modestes débuts jusqu'aujourd'hui. Un journal, ou du moins le nôtre, n'est pas une rivière dont l'eau inconsciente réfléchit indifféremment les ponts qu'elle passe et les champs qu'elle parcourt. Un journal a une vie propre et comme une âme personnelle qui survit à vingt générations de rédacteurs. C'est son honneur de donner et de maintenir à son nom une signification particulière qui le distingue dans l'ensemble de la presse et lui assure la fidélité de ses lecteurs. L'un représente tel système politique, l'autre représente un système différent, et tous sont respectables, lorsque leurs opinions sont sincères et soutenues avec loyauté. Qu'a représenté le *Journal des Débats* à travers tout un siècle écoulé? Quel drapeau a-t-il servi dans la bonne et dans la mauvaise fortune? Il a représenté, il a défendu le gouvernement parlementaire. Ce gouvernement, que l'on attaque si fort aujourd'hui, a été celui que tous nos devanciers ont voulu, sous des formes différentes sans doute, mais avec une égale énergie. Par une sorte de prédestination, notre journal s'est appelé dès son début *Journal des Débats et décrets de l'Assemblée Nationale*, marquant ainsi le rôle que la destinée lui réservait de remplir et les services qu'il devait rendre. Il a traversé la Révolution sans faiblir. Sous le premier Empire, la gloire ne l'a pas ébloui au point de lui faire perdre l'indépendance : il a fallu un petit coup d'État pour la lui enlever. Le

journal a été confisqué pendant plusieurs années. En 1814 et en 1815, il a recouvré son indépendance ; qu'en a-t-il fait ? Il était ardemment royaliste, mais à ses yeux l'autorité du roi ne devait pas s'affranchir du contrôle des Chambres, car si l'on venait d'échapper à un despotisme, ce n'était pas pour tomber sous un autre. Pendant le ministère de Villèle, le journal, inspiré par Chateaubriand, entra dans l'opposition la plus vive, disons même la moins mesurée. La monarchie légitime a succombé ; que demanda aussitôt le *Journal des Débats* à la monarchie de 1830 ? Il lui demanda la vérité, la sincérité du gouvernement parlementaire. Il fit de même sous la République de 1848, jusqu'au moment où la liberté fut étouffée partout, et où il fallut se taire. On se tut pendant quelques années, mais avec impatience, et la lutte ne tarda pas à recommencer. Elle prit le caractère qui était seul possible à ce moment ; elle se dissimula sous l'ironie, le sous-entendu, l'allusion historique, les rapprochements ingénieux, enfin sous tous les procédés à l'usage des gens d'esprit pour se faire comprendre sans aller jusqu'à l'expression trop directe et toute simple de leur pensée. Peu à peu cependant la presse, comme la tribune, redevint libre. Que demandait le journal lorsqu'elle ne l'était pas encore, et que réclama-t-il lorsqu'elle le fut ? Le gouvernement parlementaire. Il l'a eu sous la République actuelle, prêt à en profiter toujours, à en signaler les déviations lorsqu'il l'a fallu quelquefois, à le défendre énergiquement dès qu'il a été menacé. C'est ce qui constitue l'unité du *Journal des Débats*. A travers les circonstances les plus difficiles, il n'a pas cessé d'être libéral et parlementaire, avec une constance et une fermeté qui ne se sont jamais démenties.

Et si l'on se demande d'où est venu à nos rédactions

successives ce même amour du gouvernement parlementaire, nous répondrons qu'il leur est venu d'un profond respect pour le pays. D'autres peuvent croire que le pays est incapable de veiller à ses intérêts, qu'il est toujours débile d'intelligence, incertain et mobile de volonté, et que le mieux pour lui est de charger un maître de suppléer à son inaptitude politique. Les uns lui refusent le droit de souveraineté et le reportent à une dynastie ; les autres le lui attribuent avec une générosité tapageuse, mais lui conseillent d'en confier aussitôt l'exercice à un homme providentiel et le lui extorquent au besoin. Le *Journal des Débats* a été le partisan de la souveraineté nationale, s'exerçant au moyen d'un pouvoir exécutif actif et fort et d'un contrôle parlementaire toujours obéi. Il a cru que le pays avait non seulement la souveraineté, mais la capacité politique, et qu'il n'était pas impossible d'établir, sous la monarchie autrefois, sous la République aujourd'hui, l'organisation constitutionnelle qui lui permettrait d'user de ses droits et de faire ses affaires lui-même.

Arrêtons-nous là. Nous n'avons pas, je l'ai dit, à parler d'événements trop récents, ni de la part que le journal a pu y prendre. Nous avons voulu seulement, dans cette rapide évocation du passé, rappeler des souvenirs qui ne sont pas sans honneur, et aussi faire revivre, autant qu'il nous a été possible, quelques figures effacées dont la mémoire nous est chère et l'exemple fortifiant. A d'autres de reprendre cette histoire où nous la laissons. Ils nous jugeront mieux, avec plus d'équité et certainement plus de convenance que nous ne pourrions le faire. Nous passons la plume à nos successeurs... dans cent ans.

RÉCEPTION DE M. RENAN

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

(4 avril 1879.)

Nous nous attendions bien à ce que la séance de 'Académie française attirerait aujourd'hui beaucoup de monde, mais notre attente a été dépassée. Jamais la modeste salle de l'Institut n'avait paru plus étroite. Le nom du nouvel académicien est un des appâts les plus attirants pour la curiosité publique. Ceux qui ont lu tant de livres célèbres, qui les ont admirés ou critiqués, aimés ou détestés, attendaient M. Renan à cette épreuve d'un intérêt secondaire, mais pourtant d'un ordre délicat, qu'on appelle un discours de réception; ceux qui se sont interdit de lire les livres n'en étaient que plus empressés à voir et à entendre l'auteur, dans cette cérémonie inoffensive, même pour les consciences les plus timorées. Aussi la salle était-elle comble; elle était brillamment remplie; elle avait l'aspect d'une fête mondaine; les dames y abondaient, et quelques toilettes de printemps y ont même fait leur premier essai. La séance s'est ouverte à deux heures; à une

heure et demie tout était déjà plein. Les chaises, les banquettes ont envahi les abords du bureau et tous les interstices des places réservées aux membres de l'Institut : quand ceux-ci sont arrivés, à l'heure sonnante, ils ont eu bien de la peine à tenir dans l'espace réduit qu'on leur avait réservé. Quelques-uns se sont mis derrière le bureau tout contre le mur; chacun s'est fait un siège comme il a pu; les moindres coins ont été utilisés. On faisait à M. Renan crédit d'un succès préalable qu'il a d'ailleurs abondamment acquitté. Tout l'Institut était présent; on comprendra pourquoi nous ne citons personne, il faudrait nommer tout le monde. Mais — détail amusant — on compte d'ordinaire six uniformes dans ces séances solennelles, et aujourd'hui nous n'en avons vu que cinq. M. Renan avait pour parrains MM. Jules Simon et Victor Hugo. Le second, l'illustre poète retour d'exil, n'a pas encore eu le temps ou l'occasion de se faire refaire un habit aux palmes vertes : il n'en a pas été moins applaudi. Le bureau était occupé par M. Mézières, président, ayant à sa gauche M. Camille Doucet, secrétaire perpétuel, et à sa droite M. Caro, chancelier. Cette salle remuante, éveillée, agitée, toute prête à devenir attentive, avait l'aspect des grands jours de l'Académie, et M. Renan a dû en être satisfait.

On sait que M. Renan remplace à l'Académie M. Claude Bernard, l'homme de notre temps qui a été, avec M. Pasteur, le type le plus accompli du savant véritable. Investigateur de génie, patient, laborieux, consciencieux dans ses recherches, prudent dans ses synthèses, nul n'a fait faire à la physiologie et à la médecine des progrès plus rapides, ni plus sûrs. Ceux qui l'ont vu, ceux même qui n'ont fait que l'entrevoir, n'oublieront pas cette figure sereine, calme et puis-

sante, qui révélait les plus fortes qualités de l'esprit à travers une simplicité et une modestie touchantes. Les traits de sa physionomie révélaient son intelligence et son caractère à ceux qui n'étaient pas capables de le suivre dans ses merveilleux travaux. A le voir, on se sentait en présence d'un prêtre de la nature, créé par elle pour l'étudier avec respect et l'interpréter avec autorité. Mais, profanes que nous sommes, nous ne pouvons pas mesurer Claude Bernard et son œuvre : cette tâche n'appartient pas non plus à M. Renan, et elle n'aurait pas été à sa place dans une séance publique de l'Académie française. Aussi bien n'est-ce pas ce qu'on attendait du récipiendaire : ce qu'on voulait de lui c'est qu'il se livrât lui-même, qu'il nous exposât ses principes philosophiques, littéraires, religieux, moraux, qu'il nous fît enfin les honneurs de sa personne, et il s'y est prêté avec une parfaite bonne grâce, un charmant naturel, un aimable abandon qui ont séduit tout d'abord. Qu'on ajoute à cela les pensées les plus élevées ou les plus fines, exprimées dans ce style enchanteur dont M. Renan a le secret, et on aura l'idée de ce discours que rien ne dispense de lire, car il est à coup sûr une des productions les plus achevées de son auteur.

Toute la philosophie de M. Renan y est, en effet, contenue. Ceux qui le connaissent ont pu l'y retrouver tout entier; mais pour cela il faut le bien connaître. M. Renan n'est pas de ceux qui s'enferment et se révèlent dans une formule unique : pour lui, la vérité participe un peu de la nature même de l'homme, c'est-à-dire qu'elle est ondoyante et diverse. Elle est une sans doute dans son essence mystérieuse, mais comme elle est infinie nous n'arrivons jamais à la posséder pleine et concrète. Nous naviguons sur cet

océan sans limites ; nous rencontrons des objets nouveaux, des rives différentes; nous allons toujours, nous revenons sur nos pas et le tour de ce monde de l'esprit n'est jamais achevé! Sommes-nous sûrs d'approcher de la vérité? La vérité elle-même n'est-elle pas un mythe? Avons-nous une boussole bien orientée et bien fixe pour marcher vers elle avec certitude? M. Renan ne résout aucune de ces questions; mais ce dont il est assuré, c'est que la recherche désintéressée, spéculative, idéale, est bonne pour l'homme; c'est qu'elle l'élève, le transfigure, et que, suivant l'ordre de ses travaux ou de ses luttes, elle fait de lui un savant, un artiste, un saint, presque un dieu, nous dirait-il. Tout cela est grand, et noble, et séduisant, et vrai aussi, car si nous n'atteignons jamais la vérité absolue, nous nous en approchons toujours davantage. Chaque pas en avant nous éloigne, en tout cas, du point de départ grossier et vulgaire, et c'est profit pour nous : c'est le progrès, c'est l'art, c'est la vertu. M. Renan berce son esprit et son imagination dans ces grandes spéculations, et puis il sort de lui-même pour se mieux juger, et il dit comme le vieil empereur : Tout est vain! *Nil valet!* Ce qui ne l'empêche pas de conclure, lui aussi, qu'il faut travailler, et que l'ardente poursuite de ces vanités est encore le meilleur emploi du court moment de force et de conscience qu'on appelle la vie. Philosophie singulière, insaisissable à la critique puisqu'elle admet la critique et la contradition même comme une partie de la vérité! Quoi que nous disions à M. Renan, il nous répondra sans doute : Vous avez raison, mais il y a autre chose encore, il y a toujours autre chose. Quoi? M. Renan n'en sait rien au juste; Dieu le garde de rien affirmer! Il croirait s'affilier à une secte! Mais il nous conduira indéfiniment à tra-

vers des mondes éblouissants et nous suivrons un pareil guide où qu'il nous conduise. Il est d'ailleurs si facile de le quitter et de le rejoindre; il nous dit lui-même si consciencieusement qu'il n'est pas, au total, bien sûr de sa route. Oui, mais la route est belle, et M. Renan la sème de fleurs. Grand artiste! Admirable écrivain! La magie de son style couvre les passages les plus dangereux! Et puis, en le suivant, qui que nous soyons, nous nous retrouvons à tout propos chez nous, et il nous fait avec un charme exquis les honneurs de notre propre maison. Nous nous reconnaissons. Nous nous admirons dans le miroir flatteur qu'il nous présente. Sommes-nous, par exemple, attachés aux vieilles traditions de la Francs monarchique? M. Renan aime ces traditions et nous les explique à merveille. Préférons-nous la France révolutionnaire? M. Renan est de notre avis. L'Allemagne l'attire et le séduit par les *grands côtés de sa nature* scientifique; mais certes, la France spirituelle, vive, sensée, point pédante, héroïque avec bonne humeur, lui plaît encore davantage. Il l'a dit en termes expressifs, et toute la salle a frémi d'enthousiasme. Et la langue française, cette langue qu'on croit pauvre alors seulement qu'on ne la connaît pas, a-t-elle jamais été plus célébrée qu'aujourd'hui? Mais aussi a-t-elle été jamais mieux pratiquée?

Faisant ici un simple compte rendu de la séance de l'Académie et des impressions que nous y avons éprouvées, nous nous garderons bien de ne contredire M. Renan sur aucun point. M. Mézières, qui lui a répondu, a imité cette réserve. A peine par moments a-t-il spirituellement plaisanté sur la précision des détails avec laquelle M. Renan décrit certaines figures qu'il n'a jamais vues, ou raconte cer-

tains événements auxquels il n'a pas assisté. Il est vrai, M. Renan nous a donné non pas seulement un portrait, mais une photographie de saint Paul. Comment l'a-t-il prise? c'est son affaire, et nous nous garderons bien d'affirmer qu'elle n'est pas ressemblante. Après tout, nous n'en savons rien. M. Renan conviendra peut-être qu'il ne le sait pas davantage et qu'il y a une grande part de conjectures dans ses spéculations historiques. Mais quoi ! La conjecture n'est-elle pas un procédé d'investigation comme un autre? Lorsqu'on a fixé les points principaux d'un tableau, ne faut-il pas remplir provisoirement les vides pour donner l'idée ou l'illusion de l'ensemble? Plus tard on corrige, on retouche, on efface, on remplace. M. Renan, qui est un savant, est aussi un peintre descriptif ; il a horreur du vide dans ses compositions, et il remplit les vides; mais nous sommes avertis du procédé, nous ne sommes pas forcés de le croire. Nous pouvons exprimer nos doutes comme l'a fait M. Mézières; M. Renan nous approuve en souriant, comme il approuvait aujourd'hui. Liberté de pensée et tolérance ! c'est son mot d'ordre, et naturellement ce mot d'ordre est propre à rallier à lui M. Mézières et bien d'autres. Il est d'ailleurs un autre point par lequel M. Renan attire tous les esprits distingués et M. Mézières l'a éloquemment indiqué. M. Renan a une invincible répugnance pour ce qui est bas, trivial, roturier ou simplement intéressé. On l'a parfois accusé d'être un aristocrate dans le domaine de l'intelligence : ce n'est pas chez lui aristocratie, c'est noblesse naturelle. Il ne se rattache pas à une caste intellectuelle et ne s'y renferme point. Tout ce qui s'élève à une certaine hauteur lui paraît égal, de même famille, de même lignée : il ne prononce aucune exclusion. Sur ces hauts

sommets qui dominent les petites passions et les préoccupations mesquines, tous les esprits peuvent se rencontrer et fraterniser comme dans une vraie république. M. Mézières l'a compris et fait comprendre : il a ajouté l'exemple au précepte. Ce n'était pas une épreuve sans danger que de parler après M. Renan, lequel avait parlé si bien, et de plus avait parlé longtemps. La séance a été très longue et c'est à peine si on s'en est aperçu. On peut nous croire, l'éloge n'est point banal. Se faire écouter et applaudir après plus de deux heures de lecture n'est pas chose facile. M. Mézières a été écouté, applaudi, jusqu'à la fin. Il a glissé sans appuyer sur certains détails ; il a toutefois abordé franchement les grandes questions et les a traitées en toute loyauté. Il a été dans bien des cas l'organe de l'opinion générale et de la conscience du plus grand nombre. Son discours a terminé dignement cette séance qui promettait et qui a eu un si vif attrait.

M. ERNEST BERSOT

Il n'est pas encore temps de porter sur M. Bersot, sur sa carrière universitaire et sur ses travaux comme publiciste, un jugement complet. Philosophie, littérature, morale, politique, éducation, M. Bersot a touché aux objets les plus divers et les plus hauts de l'activité humaine. Il a eu, en toutes choses, une raison parfaite, un bon sens accompli, une extrême délicatesse de jugement, cette délicatesse qui vient moins encore de l'esprit que de l'âme. Son style, qui était plein de grâces, n'était pas exempt de quelque recherche. Il respectait trop et lui-même et le public pour s'abandonner aux négligences d'une improvisation hâtive ; il croyait que la vérité ne perd rien à être présentée avec art, mais que l'art doit servir à la rendre plus sensible et non pas seulement à la parer. « Je n'ai jamais eu honte de la vérité », disait-il naguère, et il avait le droit de se rendre cette justice. « J'ai cherché, a-t-il dit encore, la justesse, non la nouveauté. » Cela est vrai, et nous ajouterons que cette justesse qu'il cherchait, il l'a trouvée sans effort, parce qu'il l'a toujours cherchée avec désintéresse-

ment, pour la faire valoir et non pour se faire valoir lui-même. Aussi nul maître n'a-t-il été plus sûr, nul philosophe plus sincère, nul écrivain plus soigneux de la forme, et cependant plus naturel. Un critique qui a le droit de se dire son ami, M. Edmond Schérer, exprimait le vœu qu'un choix fût fait parmi les nombreux articles de journaux ou de revues que M. Bersot a écrits et dont il a fait des livres. « Je vois d'ici, écrit-il, le recueil qu'on en pourrait tirer, un volume tout à fait distingué, délicieux. » M. Schérer a raison, et il faut souhaiter qu'une main habile se charge de faire ce triage. M. Bersot était de la race de ces penseurs ingénieux et profonds, qui ont laissé dans notre langue des chefs-d'œuvre courts et exquis. Le dernier que nous pourrions citer est Joubert, auquel, à notre avis, M. Bersot était supérieur, parce qu'il n'était pas mystique et qu'il était toujours clair. Mais M. Bersot n'était pas un écrivain solitaire, il était journaliste, c'est-à-dire qu'il écrivait au jour le jour, et il arrive souvent que ce qui est inspiré par une circonstance passagère n'y survit point. Étant journaliste, il était polémiste : il ne se contentait pas de dire sa pensée, il la soutenait, il la défendait. Or, quoi de plus éphémère que la polémique? Dans ce dialogue quotidien avec le public, que de choses destinées à périr vite! Il faut donc choisir dans ce qu'a écrit M. Bersot; mais si le choix est bien fait, nous osons dire qu'on peut tirer de son œuvre la matière de deux volumes qui ne périront point. Il serait peut-être difficile d'en promettre autant à beaucoup de nos contemporains [1].

1. Ce vœu a été réalisé depuis avec une grande délicatesse par M. Schérer lui-même.

Au surplus, ce n'est pas de l'écrivain que nous voulions parler, c'est de l'homme. Il fallait le connaître pour apprécier ce qu'il y avait en lui, à côté d'une grande indépendance d'opinion et de caractère, de véritablement bon et de supérieur. Sa vie a été mêlée de sacrifices qu'il a courageusement faits à ce qu'il regardait comme le devoir. On sait qu'après le coup d'État de 1851 il a donné sa démission de professeur de l'Université plutôt que de prêter serment. C'était se condamner à une existence pénible, probablement obscure, et dont les hasards incertains auraient fait reculer un moins brave. M. Bersot n'a pas hésité. Sa collaboration au *Journal des Débats* a été pour lui une compensation qu'il n'avait pas prévue, qu'il n'avait même pas cherchée, et qu'il a due à l'initiative de ses amis, MM. Saint-Marc Girardin et de Rémusat. Après la guerre, M. Bersot a été nommé directeur de l'École normale; il ne l'avait pas demandé davantage; c'est l'honneur de M. Jules Simon, alors ministre de l'instruction publique, d'avoir deviné les qualités qui le rendaient éminemment propre à une aussi grande fonction. Ces qualités, M. Bersot les a manifestées dès le premier jour. Il était fait pour diriger les jeunes gens, parce qu'il les aimait, et que rien ne l'intéressait avec plus de passion que le développement d'esprits distingués. Il était directeur dans tous les meilleurs sens du mot; il s'attachait à ses élèves, il les suivait dans leur carrière, il ne cessait pas de leur donner des conseils et de leur prodiguer ses services; toute la jeune université voyait en lui un protecteur et un ami; il connaissait les aptitudes, les besoins de chacun, et n'avait pas de cesse qu'il ne l'eût mis à la place qui lui convenait le mieux. C'est beaucoup sans doute, ce n'est pas assez. A ce zèle qui était si vif chez M. Bersot, il y a un

danger : la direction, poussée trop loin, peut porter atteinte à la liberté et à l'originalité de ceux sur qui elle s'exerce. Ce danger est surtout à redouter avec des jeunes gens qui commencent à sentir leurs forces et ne les ont pas encore mesurées, hardis, impatients, un peu ombrageux. M. Bersot n'est pas tombé dans le défaut de ses qualités. Il avait de bonnes raisons pour s'en défendre : c'est qu'avant tout il aimait la liberté pour les autres, comme pour lui. Jamais l'École normale n'a été plus libre que sous sa direction. Il n'avait garde d'imposer à tous une règle uniforme; chacun travaillait suivant ses aptitudes, ses goûts, ses préférences. Ce système aurait pu avec un autre avoir des inconvénients; M. Bersot avait réduit la discipline à son minimum; mais l'ordre n'a jamais été plus parfait. Son autorité douce et forte était acceptée de tous. En vérité, pendant ces dernières années, l'atmosphère morale de l'École était saine et vivifiante. M. Bersot le savait, il en était fier, et c'était sa joie de faire voir l'École normale, de la faire apprécier, de la faire juger. Il y promenait ses visiteurs avec complaisance : on sentait alors en lui l'homme arrivé à la complète satisfaction de sa nature. Ses vœux étaient remplis, ils étaient dépassés. M. Bersot aurait été heureux; mais, hélas! un mal horrible l'avait marqué au visage et lui avait compté des jours qui devaient être affligés des plus cruelles souffrances.

Il n'y a pas de supplice plus atroce que le sien. Nous hésitons à faire une comparaison qui est pourtant trop exacte : on se rappelle cette peau de chagrin dont un romancier a parlé et qui, diminuant sans cesse, marquait les étapes rapides d'une vie désespérée. C'est sa chair même que M. Bersot voyait rongée tous les jours davantage; il pouvait mesurer chacun des pas

que la mort faisait sur lui, il se sentait lentement dévoré par l'inexorable maladie. Ceux qui l'ont vu pendant cette agonie qui a duré plusieurs années n'oublieront jamais l'exemple de force morale qu'il leur a donné. Il ne s'est pas plaint une seule fois; il ne lui est jamais arrivé de faire allusion à son état; il aurait craint d'incommoder les autres, peut-être de faire éclater chez eux une émotion que tous ses soins tendaient à distraire. Tout au plus convenait-il en souriant qu'il avait eu tort autrefois, dans la jeunesse stoïcienne de sa philosophie, de croire que la douleur n'était pas un mal. Oui, il s'était trompé, il l'avouait, mais il ajoutait : « Une fois devant le mal, l'homme s'y comporte en homme, il déploie là toute son énergie et toute sa fierté; il souffre parce qu'il est un animal; mais, comme il est autre chose, il souffre d'une façon qui n'est qu'à lui ». La façon de M. Bersot n'était qu'à lui, en effet. D'autres aussi se taisent, mais si la fierté arrête la protestation de leur âme, au fond ils maudissent, indignés. Nous leur pardonnons; mais M. Bersot n'était pas de ceux-là. Il était résigné, il n'y a pas d'autre mot pour rendre la chose. On n'y sentait même pas la mélancolie. Son parti était pris. Il savait presque à jour fixe l'époque certaine de sa mort; il a voulu jusqu'au dernier moment vivre de sa vie ordinaire, laborieuse, intelligente et utile. Tout à fait dans les derniers temps, une activité plus grande encore semblait l'animer. Il cherchait l'occasion d'écrire à ses amis pour leur parler d'eux-mêmes, jamais de lui. Il reprenait sa plume de journaliste, il la retrouvait brillante et fine. Ce n'est pas assez dire : on sentait comme toujours l'esprit charmant de l'écrivain, et plus que jamais le cœur même de l'homme. M. Bersot, avant tout, était humain, et ce n'est pas dans notre

pensée un éloge banal. Qu'on relise l'admirable étude qu'il a mise en tête des deux volumes de M. Saint-Marc Girardin sur J.-J. Rousseau, et l'on comprendra ce que nous voulons dire. M. Bersot fait le plus bel et le plus juste éloge de son ami : mais, ajoute-t-il, par malheur, M. Saint-Marc Girardin n'aimait pas, ou plutôt il niait la nature, le peuple et l'humanité. Je connais la campagne, disait-il; mais qu'est-ce que la nature? J'apprécie les personnes, mais qu'est-ce que le peuple? Qu'est-ce que l'humanité? M. Bersot le sait, lui, et il l'explique à merveille. Il avait l'instinct profond, mais très net des grandes choses. Il sentait l'humanité, il en avait l'intelligence, la conscience et l'amour. Il croyait qu'il y avait en elle quelque chose de respectable, de puissant, d'éternel, qui proteste contre les horreurs de la guerre et des révolutions et contre les prétendues nécessités d'une politique sans cœur. Ce sentiment l'a inspiré souvent, toujours bien, et toute son œuvre en reste empreinte; c'est le secret chez lui de bien des délicatesses qui ne tiennent pas seulement à l'esprit.

La mort de M. Bersot a produit l'impression la plus douloureuse; les témoignages de respect pour son caractère, d'admiration pour sa fermeté silencieuse et souriante, ont éclaté de toutes parts. Nous étions nombreux qui avions sur le cœur de dire ce que nous pensions de ce phénomène moral si longtemps et si simplement soutenu. Nous ne supportions pas aussi aisément que M. Bersot lui-même le spectacle dont il nous écrasait. Il laissera un précieux souvenir à tous ceux qui l'ont connu. L'École normale surtout ne l'oubliera pas. En l'y nommant, M. Jules Simon ne croyait lui donner qu'un bon directeur; il a eu la main encore plus heureuse. C'est un bonheur en effet pour des

jeunes gens destinés aux luttes et aux amertumes de la vie, d'y entrer non seulement avec une direction intellectuelle excellente, mais avec la mémoire d'un courage si rare et d'un exemple si fortifiant.

4 février 1880.

J.-J. WEISS

M. J.-J. Weiss est mort encore jeune, au château de Fontainebleau, où il remplissait modestement les fonctions de bibliothécaire. Cette mort est un deuil pour les lettres françaises : il sera particulièrement ressenti dans la presse, car M. Weiss était avant tout journaliste.

La tournure de son esprit et la nature même de son talent le portaient à écrire de ces œuvres rapides qui s'emparent de l'incident du jour, en déterminent le caractère, en interprètent le sens et en expriment tout ce qu'il comporte d'intérêt piquant, ou même de sérieux enseignement. Exercice dangereux pour qui n'a pas un fonds solide et un style déjà formé et éprouvé, mais qui ne l'était pas pour M. Weiss, parce qu'il avait fait les plus fortes études, et que les étincelles jaillissaient naturellement de sa plume, sans recherche, sans effort, avec une abondance facile et une sûreté de goût qui ne se sont pas démenties un seul instant. Avec une vocation aussi évidente pour le journalisme, M. Weiss était condamné à la politique, car de quoi parler au jour le jour sinon de politique, et

comment ne pas céder à la tentation, lorsqu'on a dans les mains un instrument de polémique toujours dispos et aussi acéré? M. Weiss a donc fait beaucoup de politique, et ce n'est pas manquer à sa mémoire que de dire qu'il y a mis parfois un peu de fantaisie; il a trop vivement attiré et retenu l'attention publique pour que toutes les phases de sa vie ondoyante et diverse ne soient pas connues de tous. Il était, en toutes choses, un mélange singulier et séduisant de paradoxe et de bon sens, et lorsqu'il montrait du bon sens, nul n'en avait plus que lui. Un grand nombre de ses articles sont de véritables petits chefs-d'œuvre. Qui ne les a lus? Qui n'en a pas senti le charme puissant? Mais, hélas! qui les relira? C'est le sort du journal de briller le matin et de s'éteindre avant le soir. Il n'en reste guère qu'un souvenir : du moins, en ce qui concerne M. Weiss, ce souvenir ne périra pas.

Il appartenait à cette brillante génération d'écrivains que l'École normale a mise au monde il y a quarante ans, et que l'Université n'a pas retenue bien longtemps. Le journalisme en a prélevé sa large part et le *Journal des Débats* a pris pour lui Prévost-Paradol et Weiss qui s'étaient succédé à la chaire de littérature française d'Aix et qui, de là, entrèrent de plain-pied dans sa rédaction, le premier appelant le second et lui ouvrant la porte sous les bienveillants auspices de M. Édouard Bertin. Il était difficile de réunir deux talents aussi divers et aussi distingués, venant l'un et l'autre de la même source classique, mais chacun avec son caractère particulier. Prévost-Paradol avait la grâce un peu nonchalante, quelque chose de noble et d'élégant où l'ironie perçait comme l'épine sous la fleur, un talent d'homme du monde et du meilleur; Weiss avait le trait plus franc, plus direct, et le lan-

çait d'une main plus ferme, sinon plus sûre, le style plus vif et plus pittoresque, comme s'il avait conservé quelque chose de son éducation première d'enfant de troupe, faite au son du tambour et du clairon, dans le régiment, la caserne, et sur les grandes routes, où il avait vu tant de choses de son regard clair et compréhensif. Il ne tarda pas à marquer sa place, une des premières, dans la presse de cette époque. On était en 1860. Déjà la réaction libérale commençait sa lutte héroïque contre l'empire autoritaire et dictatorial. Dans la longue mêlée qui se prolongea jusqu'en 1870, Weiss porta des coups sensibles et retentissants. Mais, sous le polémiste qui semblait se prodiguer, on reconnaissait l'homme de travail qui ne traitait pas seulement les questions pour en parler, mais qui, lorsqu'elles en valaient la peine, les avait profondément étudiées en elles-mêmes et pour elles-mêmes et se les était étroitement assimilées. Les articles qu'il publiait sur les affaires étrangères témoignaient d'une entente remarquable de l'état de l'Europe et de ses intérêts trop souvent contradictoires. Il connaissait notamment l'Allemagne, dont il parlait la langue beaucoup mieux qu'on ne le faisait généralement à cette époque. Son esprit ne s'arrêtait pas à la surface des choses : suivant la jolie expression de Bersot, il les pénétrait sans s'y empêtrer.

Ce fut, dans la vie de M. J.-J. Weiss, une période d'ardeur généreuse et vaillante, dépensée au service de la liberté. Toujours au premier rang de la bataille, il se trouva compris, en 1868, dans les poursuites provoquées par la souscription Baudin. Il se défendit lui-même, dans un plaidoyer d'une éloquence brillante et incisive, qui, bien entendu, ne l'empêcha pas d'être condamné. Le même jour, l'astre plus fulgurant de

Gambetta émergeait à l'horizon. La parole seule du jeune et hardi tribun fut entendue de la foule, mais lui-même, qui était homme de goût sous ses redondances oratoires, entendit fort bien celle de M. Weiss et en resta frappé. Bienveillant, indulgent pour tout ce qui s'était trouvé mêlé à ses propres débuts, Gambetta conserva toujours une complaisance secrète pour M. Weiss, même lorsque bientôt ils se trouvèrent séparés. Oh! profondément séparés. M. Weiss, on le sait, comme Prévost-Paradol, eut foi en l'empire libéral. Il jugea la bataille gagnée. Ayant été à la peine il voulut être à ce qu'il croyait l'honneur. Il devint secrétaire général du Ministère des beaux-arts et conseiller d'État; il en jouit vivement, mais peu; les catastrophes étaient proches; les situations de la veille se trouvèrent renversées le lendemain, et beaucoup d'états d'esprit complètement changés.

Que se passa-t-il dans celui de M. Weiss? Il reprit sa plume de journaliste : jamais elle n'avait été plus alerte, mais il faut bien dire qu'elle ne s'exerçait plus au profit de la même cause. Etait-ce caprice, humeur, entraînement? Cela est possible, car M. Weiss obéissait quelquefois à des impulsions de ce genre. Nul ne mit au service de la réaction du 24 mai et même du 16 mai un esprit plus fertile en ressources, ni une verve plus capable de fasciner. Il enseignait, par son exemple, aux générations nouvelles comment on conduit dans la presse toute une campagne politique. Malheureusement, la démonstration se faisait à nos dépens, et Dieu sait avec quelle cruauté! Nos colères contre M. Weiss étaient vives. Malgré tout, au fond de l'âme, nul, dans le parti républicain et libéral, ne lui en voulait; on le savait mobile mais sincère, passionné mais désintéressé ; enfin, on l'aimait à cause du passé,

et aussi à cause de son prestigieux talent. Tous les feux qu'il jeta s'éteignirent d'ailleurs assez vite ou s'assoupirent au sein du Conseil d'État, et, lorsqu'un décret de révocation frappa M. Weiss en 1879, il y eut un sentiment de tristesse dans les cœurs. Pour juste que fût peut-être la mesure, on se demandait si elle était vraiment équitable : ne fallait-il pas beaucoup excuser de la part d'un homme de tant d'esprit et qui, en somme, à travers une longue vie de luttes sans cesse renouvelées, n'avait guère fait de mal qu'à lui-même? Vie de labeur, au surplus, et d'honneur, dont le caractère constant avait été tel qu'il n'y avait pas de journaliste, petit ou grand, qui ne s'enorgueillît d'être le confrère de M. Weiss.

De nouveau il reprit sa plume; on ne sentit aucune lassitude dans la main qui la tenait, ni, phénomène plus rare, aucune rancune dans l'esprit qui la dirigeait. M. Weiss était devenu philosophe et rien ne l'étonnait. De plus, le triomphe de la République s'imposait à lui comme un fait définitif, dont il n'y avait plus qu'à prendre son parti. Rien, dans ses propres origines, ni dans ses tendances intellectuelles, ne l'éloignait de cette forme de gouvernement. Pourquoi ne pas l'accepter? Pourquoi ne pas dissiper, par une adhésion simple et franche, le malentendu qui l'avait longtemps séparé de ses amis? C'est ce qu'il fit et, comme il n'aimait pas les demi-mesures, il le fit complètement et sans réticences. Il se garda, toutefois, d'attaquer ses compagnons de la veille, ce qui aurait été un défaut de goût autant que de cœur. Le polémiste s'effaça devant le publiciste et M. Weiss écrivit une série d'articles dont le style net, précis, et en quelque sorte reposé, laissait transparaître la résignation de l'homme de bon sens et la confiance du bon citoyen. Les sympathies

restées latentes lui revinrent vite, et lorsque Gambetta forma son ministère, à la fin de 1881, il l'appela aux affaires étrangères en qualité de directeur politique. Le fait n'alla pas sans quelque scandale, bientôt étouffé. Weiss! Miribel! Deux adversaires de la veille chargés tout d'un coup des directions les plus importantes! On se demanda s'il n'y avait pas là quelque fantaisie de la part de celui que ses adversaires traitaient de dictateur. Gambetta savait bien ce qu'il faisait. Il avait lu, en leur temps, les anciens articles dont nous avons parlé et où M. Weiss témoignait d'une intelligence si ouverte aux questions extérieures. Que voulait-il, d'ailleurs? Être compris? il était sûr de l'être. Être bien interprêté? il n'en était pas moins assuré. « Cet homme, aimait-il à dire de M. Weiss, a une plume d'or. » Pourquoi cette plume, qui avait jeté tant de feux dans la polémique, serait-elle donc impropre à la gravité simple et un peu nue du style diplomatique? Elle ne l'était pas; il suffit pour s'en convaincre de lire le Livre Jaune consacré aux affaires d'Égypte qui est sorti de la collaboration de Gambetta et de M. Weiss. Rarement la langue des grandes affaires a été parlée avec cette simplicité et cette force. Si Gambetta, comme dans un pressentiment de sa fin prochaine, voulait laisser de son court passage au quai d'Orsay un monument écrit digne des pensées patriotiques et des sentiments qu'il y avait apportés, il ne pouvait pas faire un meilleur choix.

Quant à M. Weiss, il ne consentit pas à rester au Ministère des affaires étrangères un jour de plus que l'homme qui était devenu son bienfaiteur et son ami. On raconte que, le 26 janvier, jour de la chute du Cabinet, il était allé à la Chambre, et qu'après avoir entendu le discours de Gambetta, il était rentré chez

lui tout à fait rassuré sur le vote final. Comment résister à tant d'éloquence! M. Weiss avait travaillé toute la soirée et était allé se coucher sans avoir même l'idée de s'enquérir du résultat parlementaire. Il en eut le lendemain toute la surprise. Au fond, cet homme, qui avait traversé tant de milieux différents et montré toujours tant d'esprit, avait conservé une certaine naïveté, charmante et parfois touchante, qui a contribué à rendre jusqu'à la fin ses impressions si vives et leur expression si fraîche. C'est pour cela qu'il lui serait beaucoup pardonné, s'il en avait besoin. Est-il, toutefois, permis d'être sévère, dans un temps troublé comme le nôtre, pour un homme qui a été surtout un écrivain, que les lettres ont conduit un peu à tout, un peu partout, qu'elles ont constamment retrouvé fidèle et qu'elles ont toujours recueilli avec honneur? Après avoir quitté le Ministère des affaires étrangères, il sembla, en effet, renoncer à la politique; c'est à peine si de temps en temps et à intervalles éloignés il disait son mot sur la situation qui nous était faite; les lettres l'avaient repris et les lecteurs du *Journal des Débats* l'ont retrouvé tout entier dans son feuilleton dramatique. Puis, la maladie est venue le frapper, et la plus triste de toutes, une paralysie qui chaque jour faisait des progrès et, à la fin, l'avait réduit à une immobilité complète. Il avait trouvé à la bibliothèque de Fontainebleau le refuge tranquille qu'il avait toujours rêvé, car, fils de Jean-Jacques dont il portait le nom, il aimait à la fois les livres, la campagne, les belles eaux et la verdure; mais il n'a pas eu le loisir d'en jouir beaucoup. La mort l'a bientôt surpris dans son asile, et c'est d'un cœur profondément affligé que nous lui envoyons un dernier adieu.

21 mai 1891.

M. JOHN LEMOINNE

M. John Lemoinne vient de mourir. Depuis quelques mois, sa santé déclinait, ses forces diminuaient son ardeur, ou plutôt sa vivacité au travail, que l'on aurait crue infatigable, commençait à s'éteindre. Ceux qui se rappelaient la prodigieuse activité d'esprit et de plume déployée autrefois par lui s'étonnaient de ne plus voir son nom au milieu de nos polémiques. Il y manquait en effet, et son absence se faisait sentir.

Peu d'écrivains ont pendant si longtemps retenu et, en quelque sorte, capté l'attention publique. Les coups qu'il portait, vifs, rapides, pressés, multipliés, brillaient comme l'éclair dans la mêlée, et frappaient le but avec une admirable sûreté. Jamais homme n'a été fait plus que lui pour le journalisme. Si, dans ce genre de littérature, le plus fugitif de tous, et qui, comme le mot l'indique, livre tout au jour qui passe et n'attend rien du lendemain, il pouvait exister un modèle classique, M. John Lemoinne l'aurait donné. Il avait reçu de la nature les facultés les mieux appropriées à cette tâche particulière. Un article de journal, qui, pour tant d'autres, est une fourniture de copie,

était pour lui une œuvre d'art de l'essence la plus rare, et il l'accomplissait aisément, spontanément, sans préméditation apparente, avec cette rapidité d'improvisation qui en est la condition essentielle et qui est un don du ciel. Nul n'a su aussi bien que lui remplir le cadre étroit où nous devons toujours nous renfermer. Les développements si faciles dans leur banalité, où tant d'autres se complaisent et s'abandonnent, étaient en quelque sorte antipathiques à sa nature. Son style était tout en raccourcis; il était dense et ramassé sans la moindre enflure; on n'en voyait que le nerf, on n'en percevait que le jet; il allait droit au fait comme une flèche aiguë et légère et s'y fixait avec une vibration stridente. Ce style était de première qualité : clair, net et précis à la française. Ce qui le sauvait de toute sécheresse, c'est la merveilleuse imagination dont il était animé et coloré. M. John Lemoinne tenait de son origine quelque chose de l'humour britannique, mais épuré et adapté à notre goût sans qu'il perdît rien de son originalité et de sa saveur premières. Ses traits, toujours pittoresques, avaient de l'imprévu et n'en frappaient que plus vivement. Ils ne passaient jamais inaperçus. Au milieu de la clameur quotidienne qui s'élève de cent journaux, sa voix se détachait et s'entendait toujours avec la pureté du cristal. En ce siècle de journalisme, où tant d'hommes de talent et même de génie se sont dépensés sans compter dans des feuilles éphémères, nul n'a jeté à la publicité plus de mots à l'emporte-pièce, frappés tout en relief, monnaie courante des esprits, qui sonnaient en même temps à l'oreille comme un métal précieux, se répandaient dans les conversations et les polémiques, et les alimentaient pendant des semaines et des mois. Quelques-uns sont devenus historiques. M. John Lemoinne

a aidé puissamment à l'éclosion au jour le jour de la pensée française à laquelle il fournissait avec abondance ces formules courtes, expressives, et en même temps spirituelles et pleines, que nous aimons tant et dont par malheur le secret se perd de plus en plus. C'est pourquoi il a été un grand journaliste, et peut-être le premier de tous.

Quant à sa doctrine, il était trop libre et trop indépendant d'esprit pour en avoir aucune de bien arrêtée. Sur un point pourtant il n'a jamais varié : il était profondément libéral, et, au dehors comme au dedans, il a défendu toutes les causes généreuses. Dans son œuvre si dispersée mais immense, on ne trouverait pas une ligne qui fût en contradiction avec ce noble penchant, cet indomptable instinct de son âme. Entré au *Journal des Débats* en 1840, il avait vu passer bien des gouvernements, bien des révolutions : à travers ces formes changeantes, il a toujours recherché et poursuivi le même objet. Son scepticisme à l'égard des formes mobiles et apparentes des choses ne s'étendait pas aux choses elles-mêmes. Il avait plutôt le cœur d'un croyant, et même un coin de mysticisme religieux que le public a mal connu. On lui a reproché des contradictions, parce qu'il a eu, au suprême degré, l'intelligence des événements qui les contenaient et les manifestaient. Longtemps juge et critique de ces situations successives sans y prendre une part personnelle, ni contracter aucun de ces liens qui engagent la carrière d'un homme d'honneur, il laissait aller et courir son esprit prime-sautier, toujours lumineux, parfois un peu capricieux. Ce qui fait l'unité de sa carrière, et lui donne moralement tout son prix, c'est l'absolu désintéressement dont elle a été marquée. Avec un talent comme le sien, M. John Lemoinne pouvait

aspirer à tout et tout atteindre. Ce qu'il y avait d'étincelant dans son style le faisait admirer; ce qu'il y avait d'incisif et de mordant pouvait le faire craindre; il avait à son service tous les moyens d'arriver ou de s'imposer : mais il était bon, indifférent à lui-même, négligent de ses intérêts, tout entier à son idée ou même à sa fantaisie. Les honneurs lui étaient venus sur le tard, sans qu'il les cherchât. L'Académie l'avait admis dans ses rangs et il en avait été profondément heureux. Le parti républicain, auquel il avait rendu les plus signalés services, lui avait offert un siège de sénateur inamovible, et il l'avait accepté simplement, comme il faisait toute chose. Pour cet homme, qui a tant donné de son esprit à la publicité, la vie intime était la vie véritable. Son aspect même avait quelque chose de réservé, presque d'embarrassé, qui tranchait avec la hardiesse et le mouvement de sa pensée écrite. Il fallait l'approcher de très près pour le bien connaître. Il a fallu, au cours de l'année terrible, les menaces sanglantes de la Commune pour montrer ce qu'il avait dans le cœur de courage poussé jusqu'à l'héroïsme. C'était l'intrépidité du soldat qui se découvre sur la brèche, et qui, avec insouciance, se joue à braver l'ennemi.

La vie de M. John Lemoinne appartient presque tout entière à une autre génération que la nôtre : on ne s'en aperçoit, hélas! que trop. Il était le contemporain et l'ami des Bertin, des Sacy, des Saint-Marc Girardin, plus tard des Prévost-Paradol et des Weiss. Il avait de la presse, de son rôle et de ses devoirs, des idées assez différentes de celles qu'on pratique généralement aujourd'hui. Il ne la considérait pas comme un sacerdoce; le mot l'aurait fait rire; il y voyait seulement le moyen de dire sa pensée d'honnête homme

et de bon citoyen, avec liberté, avec vivacité, parfois même avec véhémence ou colère, sans autre souci que de la bien dire et sans la moindre préoccupation de ce qui pouvait en advenir pour lui. C'est pourquoi sa vie, elle aussi, est un exemple. Il a honoré grandement notre profession par son caractère autant que par son talent, et le journal auquel il a donné son œuvre presque entière gardera de lui un fidèle et reconnaissant souvenir.

14 décembre 1892.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Coulommiers. — Imp. PAUL BRODARD.

